

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°238

JANVIER 2005

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **LES IRAKIENS ONT MASSIVEMENT VOTÉ POUR UN SCRUTIN HISTORIQUE.**
- **KIRKOUK : LA PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS DES KURDES DÉPORTÉS SUSCITE LA COLÈRE DE L'ARMÉE TURQUE QUI REPROCHE AUX ETATS-UNIS DE LAISSER LE CHAMP LIBRE AUX KURDES.**
- **BACHAR AL-ASSAD EN VISITE OFFICIELLE À MOSCOU : LA RUSSIE EFFACE 73 % DE LA DETTE SYRIENNE.**
- **LES KURDES PRIS POUR CIBLES DANS PLUSIEURS ATTENTATS À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS IRAKIENNES.**
- **WASHINGTON AURAIT PERDU TOUTE TRACE D'ENVIRON NEUF MILLIARDS DE DOLLARS ALLOUÉS AUX MINISTÈRES IRAKIENS.**
- **DÉCÈS DE MGR PAUL KARATAS, ARCHEVÊQUE CHALDÉEN DE DIYARBAKIR**
- **JAPON : TOKYO DÉFIE UNE AGENCE DE L'ONU ET EXPULSE DEUX KURDES AYANT REÇU DU HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES LE STATUT DE RÉFUGIÉ.**
- **LA COUR D'APPEL DE LA HAYE INTERDIT L'EXTRADITION D'UNE DIRIGEANTE DU PKK PAR CRAINTE DE TORTURE EN TURQUIE.**
- **AINSI QUE...**

LES IRAKIENS ONT MASSIVEMENT VOTÉ POUR UN SCRUTIN HISTORIQUE

LES Irakiens ont voté massivement le 30 janvier pour un scrutin historique, les premières élections multipartites depuis plus de cinquante ans, dans un climat marqué par des attentats qui ont tué au moins trente-sept personnes mais n'ont pas réussi à dissuader les électeurs, surtout les chiites dans le

centre et le sud, et les Kurdes dans le nord. Adel Lami, membre de la Commission électorale indépendante, a évoqué un taux de participation d'environ 60%, chiffres provisoires et fondés sur des estimations brutes transmises par des responsables locaux. Le Colombien Carlos Valenzuela, représentant de l'Onu auprès de cette Com-

mission a reconnu que la participation avait dépassé les prévisions. Les résultats définitifs officiels ne sont pas attendus avant mi-février.

Quelque 14,2 millions d'électeurs pouvaient voter dans 5.159 bureaux. Dix-sept mille candidats et 223 listes étaient en lice pour trois scrutins. Pour l'Assemblée nationale constituante de 275 sièges, les Irakiens avaient le choix entre 111 listes et 7.761 candidats. Les Irakiens

devaient également élire les 41 membres de chacun des 17 conseils provinciaux et les 51 membres du Conseil de Bagdad. Outre la rédaction de la Constitution, la nouvelle Assemblée nationale dont 25% des sièges sont réservés aux femmes devra désigner un nouveau président et deux vice-présidents, lesquels nommeront un nouveau Premier ministre, et donc un nouveau cabinet chargé de gouverner jusqu'aux prochaines élections, prévues en décembre 2005.

Les élections, suivies par 26.629 observateurs dont 199 internationaux, se déroulent par listes à la proportionnelle intégrale avec une circonscription unique. Les bureaux de vote ont ouvert à 07h00 du matin (04h00 GMT) et fermer leurs portes à 17h00 (14h00 GMT). Les bulletins de vote sont écrits dans les deux langues officielles du pays: l'arabe et le kurde, les noms, les numéros et les logos des listes étant bien visibles.

D'importantes mesures de sécurité ont été prises pour le déroulement de ces élections. L'aéroport international de Bagdad a été fermé comme les frontières terrestres et un congé officiel de trois jours a été décrété également à partir du 29 janvier. La circulation automobile a été complètement interdite le 30 janvier, mais le transport des infirmes et vieillards aux bureaux de vote a été assuré par des bus spéciaux. Un couvre-feu nocturne a été imposé dans la plupart des villes.

L'organisation non gouvernementale Ein (Oeil) chapeautant quelque 10.000 observateurs ira-

kiens indépendants a assuré, peu avant la clôture du scrutin, que ces premières élections multipartites depuis 1953 n'avaient connu que « *très peu de fraudes* » et, « *de façon générale* » s'étaient déroulées « *de manière excellente* ». Ces élections ont été globalement « *conformes aux normes internationales* », selon une « *évaluation préliminaire* » de la Mission internationale pour les élections en Irak (MIEI) qui regroupe des observateurs d'une douzaine de pays, essentiellement européens, basés en Jordanie.

Dès les premières heures du scrutin, qui a eu lieu alors que plus de 160.000 de soldats étrangers sont déployés en Irak, les électeurs se sont pressés nombreux dans les bureaux de vote dans les zones chiites du centre et du sud du pays, ainsi qu'au Kurdistan.

Le président intérimaire Ghazi al-Yaouar a été la première personnalité politique à voter dans un bureau spécial dans la Zone verte, périmètre ultra-protégé du centre de Bagdad. « *Je suis heureux et fier en cette matinée bénie* », a déclaré M. Yaouar en habit traditionnel et qui a glissé les bulletins de vote dans des urnes avant de se faire remettre un drapeau irakien, blanc, noir, rouge et vert.

Dans les villes du « *triangle de la mort* » et d'autres zones arabes sunnites, la participation a été nettement moindre, certains bureaux de vote restant fermés. Mais les Arabes sunnites se sont néanmoins rendus aux urnes en nombre étonnamment élevé, bravant les menaces de mort des organisations extrémistes et les appels au boycottage de la prin-

cipale association religieuse de cette communauté qui a dominé la vie politique de l'Irak moderne et dont la principale formation politique, le Parti islamique irakien, s'est retirée de la course.

Le responsable d'un bureau de vote dans la ville de Samarra majoritairement sunnite a cependant déclaré que moins de 1.400 bulletins ont été déposés dans les urnes sur une population estimée à 200.000 habitants.

Les habitants de Bagdad ont voté dans un climat marqué par une série de sept attentats suicide meurtriers, même si plusieurs kamikazes n'ont pas réussi à s'introduire dans les bureaux de vote. Plus de douze personnes ont été tuées par ces attentats.

En pays chiite, des milliers d'électeurs enthousiastes se sont pressés devant les bureaux de vote, comme dans la ville sainte de Najaf où, selon les autorités locales, « *la participation a atteint les 90 %* ».

Dans les provinces de Tamime et de Ninive, les électeurs ont voté en masse en dépit des craintes d'attaques dans les régions de Kirkouk et de Mossoul. Une personne a été tuée à Mossoul où un nombre modéré d'électeurs ont voté dans cette ville où les préparatifs pour le scrutin ont commencé il y a seulement une semaine, à cause des menaces et de l'insécurité. Cette impréparation a empêché plus de 200 000 Kurdes et d'importantes communautés chrétiennes des districts de Sinjar et de Zemmar de prendre part au vote. A Kirkouk, les Kurdes et les Turcomans sont allés voter en nombre alors que les Arabes de cette ville pétroliè-

re semblaient plutôt bouder les urnes. Les mesures de sécurité ont été considérablement renforcées dans la ville. 49.000 déplacés kurdes se sont inscrits pour voter dans la ville, soit 10% de plus que les 450.000 électeurs (arabes, kurdes, turcomans et chrétiens) présents à Kirkouk. Le parti Baas avait déporté de dizaines de milliers de Kurdes de Kirkouk pour arabiser la ville pétrolière, qui compte 950.000 habitants dont environ 45% de Kurdes, 35% d'Arabes et 20% de Turcomans et de chrétiens. Un accord conclu le 14 janvier avec le gouvernement irakien et formellement approuvé le lendemain par les Kurdes a permis aux électeurs kurdes originaires de la ville et déportés par Saddam Hussein de voter dans la cité. Le Front unifié arabe, regroupant des formations arabes sunnites et chiïtes, à Kirkouk, a cependant décidé le 24 janvier de se retirer du scrutin provincial après cette décision.

Les électeurs se sont bousculés aussi dans la région autonome du Kurdistan, comme à Erbil, où les habitants espéraient que ce scrutin ouvre une ère nouvelle pour leur peuple, longtemps opprimée par l'ancien régime. Les Kurdes devaient choisir également les 111 députés de leur Parlement autonome pour lequel 13 listes étaient en compétition. « *C'est un jour de fête* », souligne le chef de la sécurité de la province de Souleimaniyeh, Dana Ahmad Majid. Ces propos sont corroborés devant la presse par Omar Fatah, le Premier ministre de cette province. « *Il y a une très grande joie à aller voter et la plupart des gens vont aller voter (car) la sécurité est très stricte* », a-t-il déclaré.

Les édifices abritant les bureaux de vote à Erbil ont été étroitement protégés par la police et l'armée kurdes. De manière générale, les contrôles de sécurité étaient draconiens, tout en restant décontractés, aucun incident majeur ne s'est produit au Kurdistan devant les bureaux de vote, contrairement au centre du pays.

Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a été l'un des premiers à voter à Souleimaniyeh. « *C'est notre première véritable expérience démocratique* », a-t-il déclaré en votant. Il a été suivi quelques heures plus tard par Massoud Barzani, président de l'autre grande formation kurde, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui a déposé ses bulletins dans l'urne dans son fief de Salaheddine, à 350 km au nord de Bagdad. « *Je suis très content. Dieu soit loué, les Kurdes et les Arabes sont sur un pied d'égalité et peuvent voter lors d'élections démocratiques* », a déclaré Massoud Barzani aux journalistes. « *Ce scrutin jette les bases d'un Irak démocratique et fédéral et je prévois un avenir confiant pour les Irakiens* », a-t-il ajouté. Il a également rendu hommage aux peshmergas qui « *ont lutté et sont tombés au combat pour qu'advienne un jour comme celui-ci* ».

Contrairement au reste de l'Irak, ce n'est pas la première fois que le Kurdistan irakien connaît des élections libres. Ayant réussi à échapper à une nouvelle répression de Saddam Hussein après la guerre du Golfe (1991) grâce à une intervention militaire occidentale, les Kurdes d'Irak ont élu en 1992 un Parlement régional,

puis en 1999 trois conseils provinciaux.

Les dirigeants kurdes veulent que la nouvelle Constitution consacre notamment leur droit à l'autodétermination. A Souleimaniyeh, comme dans la quasi-totalité des villes du Kurdistan, un référendum d'autodétermination se déroulait devant les bureaux de vote, mais le Premier ministre de la province a assuré que les autorités n'avaient rien à voir avec cette consultation parallèle. « *De facto, l'intérêt actuel du Kurdistan est de rester irakien* », a-t-il assuré. Mais « *vous ne trouverez pas un Kurde qui ne veuille pas l'indépendance* », reconnaît-il. La communauté internationale a salué le vote massif irakien. Pour George Bush, le président américain, ce scrutin est un « *succès retentissant* » même s'il reste encore « *du chemin à faire sur la route de la démocratie* ».

Selon lui, le « *peuple irakien a fermement rejeté l'idéologie antidémocratique des terroristes* » et « *refusé de céder à l'intimidation des voyous et des assassins* ». Le Premier ministre britannique affirme pour sa part que le bon déroulement du scrutin est « *un coup porté au coeur du terrorisme international* ». M. Blair redoute en revanche la perte d'une quinzaine de militaires britanniques dans la chute d'un avion de transport de troupes non loin de Bagdad. La France et l'Allemagne se sont contentées de féliciter les Irakiens et le secrétaire général de l'Onu Kofi Annan a d'ores et déjà proposé à la future assemblée l'aide des Nations unies pour la rédaction de la nouvelle Constitution.

Le dépouillement des premières élections a débuté dès la fermeture des bureaux de vote. Les responsables électoraux estiment qu'il leur faudra six ou sept jours pour livrer des résultats préliminaires et une dizaine de jours pour des résultats définitifs. La liste de l'AUI, qui présente 228 candidats pour le scrutin et est soutenue par le grand ayatollah Ali al-Sistani, plus haut dignitaire chiite en Irak, fait figure de favori.

Les Irakiens expatriés vivant dans 14 pays étrangers pouvaient également participer aux élections en Irak. Les inscriptions ont commencé le 17 janvier dans 36 villes d'Australie, Grande-Bretagne, Canada, Danemark, France, Allemagne, Iran, Jordanie, Pays-Bas, Suède, Syrie, Turquie, Emirats arabes unis et Etats-Unis. La période d'inscription, qui devait s'achever dimanche 23, a été prolongée jusqu'au 25 janvier. Mais le nombre 280.303 d'inscrits demeure inférieur à celui attendu. Quelque 12.000 expatriés irakiens en Australie ont commencé à voter le 28 janvier à Sydney, inaugurant les premières élections indépendantes de leur pays en 50 ans. La Syrie compte le plus grand nombre de réfugiés irakiens, environ 400.000 personnes, dont près de 200.000 habilités à voter mais moins de 10% se sont cependant inscrits. La plupart des Irakiens de Syrie et de Jordanie sont des sympathisants de l'ancien régime.

Les Irakiens vivant en Turquie ont commencé le 28 janvier à voter pour les élections législatives et provinciales dans leur pays. Environ 4.000 Irakiens, sur

30.000 prévus, se sont inscrits pour voter en Turquie, selon l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), chargée de l'organisation du vote des Irakiens à l'étranger. La plupart des Irakiens installés en Turquie, pays voisin de l'Irak, sont des Turcomans, ou Turkmènes, minorité turcophone dont Ankara entend défendre les intérêts et troisième groupe ethnique en Irak après les Arabes et les Kurdes. Ils affirment représenter 13% des 26 millions d'Irakiens, mais selon le dernier recensement de 1977, ils ne représentaient que 2% de la population.

En France, seuls 968 Irakiens ont

participé au vote. La liste 130 regroupant notamment le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) est arrivée largement en tête avec 416 voix soit 42,97 % des suffrages exprimés, suivie de la liste chiite de l'AUI avec 154 voix et 15,80 %, puis la liste du parti communiste avec 126 voix (12 %). La liste n°285 du Premier ministre Iyad Allaoui a recueilli 65 voix (6,7 %) et la liste 255 du président irakien Ghazi al-Yaouar 11 voix. Le parti regroupant des personnalités sunnites notamment Adnan Pachachi a recueilli 33 voix et le parti soutenu par des personnalités baasistes 36 voix.

KIRKOUK : LA PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS DES KURDES DÉPORTÉS SUSCITE LA COLÈRE DE L'ARMÉE TURQUE QUI REPROCHE AUX ETATS-UNIS DE LAISSER LE CHAMP LIBRE AUX KURDES

Le gouvernement irakien a créé un haut comité pour normaliser la situation des Kurdes de Kirkouk, déportés et expropriés sous l'ancien régime, a annoncé le 19 janvier le vice-Premier ministre Barham Saleh. « *Le gouvernement a formé un haut comité chargé d'appliquer l'article 58 de la Constitution provisoire, qui porte sur la normalisation de la situation à Kirkouk* », a déclaré M. Saleh lors d'une conférence de presse dans cette ville. L'article 58 prévoit de mettre fin à la situation créée à Kirkouk par le régime du président déchu Saddam Hussein, qui en a chassé des Kurdes et y a encouragé l'établissement d'Arabes. M. Saleh a précisé que le gouvernement est « *convaincu de la nécessité de faire*

justice et de remédier aux changements démographiques et ethniques introduits par l'ancien régime ».

Barham Saleh a également annoncé que le gouvernement irakien a alloué 100 millions de dollars à des projets de développement dans la ville de Kirkouk comme la construction de routes, d'égouts et d'hôpitaux. « *La ville de Kirkouk est l'une des plus riches du monde, mais elle est pauvre en projets et en services* », a-t-il indiqué.

Les partis kurdes revendiquent le rattachement de Kirkouk au Kurdistan autonome, mais les autorités à Bagdad ont prôné jusqu'ici une solution du problème à travers des commissions chargées de vérifier les plaintes

sur l'expropriation, par l'ancien régime, de Kurdes de Kirkouk. L'armée turque a mis en garde le 26 janvier contre les efforts des Kurdes d'Irak de vouloir « modifier la répartition ethnique » de Kirkouk. Lors d'une conférence de presse, l'adjoint au chef d'état-major de l'armée turque, le général Ilker Basbug s'est élevé contre l'"afflux à Kirkouk de centaines de milliers d'immigrés kurdes » qui ont été inscrits comme électeurs (ndlr : selon la Commission électorale irakienne 49.000 déplacés kurdes se sont inscrits pour voter dans la ville). Selon le général, une modification définitive de la composition ethnique est synonyme de troubles inter-ethniques dans cette ville. « Une telle situation pourrait constituer le premier pas de l'éclatement d'une guerre civile (...) Nous sommes inquiets de tels développements qui constituent une menace pour l'unité territoriale et politique de l'Irak et crée un important problème de sécurité dans la région », a-t-il déclaré.

Sur un ton très diplomatique, le général turc a aussi déploré le fait que les Etats-Unis aient laissé le champ libre aux Kurdes. « Si le résultat des élections est accepté par tous à Kirkouk, alors il n'y aura pas de problème mais sinon, nous aurons un point de divergence (avec Washington) », a-t-il notamment souligné.

Les Etats-Unis devront assumer la responsabilité de possibles troubles ethniques à Kirkouk a affirmé le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, dès le lendemain de la sommation militaire. « Un mauvais pas à Kirkouk aura un impact sur la paix en Irak », a-t-il dit à la presse à l'aéroport d'Ankara avant de partir pour le

Forum économique mondial de Davos, en Suisse. M. Erdogan a appelé les Nations unies, les Etats-Unis et les forces de la coalition internationale déployées en Irak à ne pas permettre une « structure défavorable » à Kirkouk, c'est-à-dire que la ville revienne sous contrôle kurde à la suite des élections législatives. « S'ils tolèrent une telle erreur, alors ils devront payer la facture des conséquences indésirables », a-t-il ajouté.

De son côté, l'International Crisis Group (ICG) avertit, dans un rapport publié le 17 janvier, que les tensions ethniques à Kirkouk, pourraient provoquer une guerre civile et une crise régionale.

« Dans le nord de l'Irak, un conflit est en gestation, largement ignoré, mais peut précipiter, s'il éclate, une guerre civile, le démembrement du pays, voire une intervention turque », estime le groupe spécialisé dans l'observation des situations de crise. L'ICG note que la tension n'a cessé de monter entre les groupes ethniques composant la population de la ville pétrolière depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003. Selon l'ICG, « la pression de l'opinion résultant de la manipulation d'Ankara de la question des Turcomans irakiens et la poursuite du déploiement de forces turques sur le sol irakien pourraient créer une dynamique propre et précipiter éventuellement une intervention militaire à Kirkouk ».

BACHAR AL-ASSAD EN VISITE OFFICIELLE À MOSCOU : LA RUSSIE EFFACE 73 % DE LA DETTE SYRIENNE

LE président syrien Bachar al-Assad a effectué du 24 au 27 janvier sa première visite en Russie pour relancer la coopération bilatérale, en dépit d'une polémique provoquée par Israël sur une vente d'armes russes à la Syrie. C'est la première visite d'un chef d'Etat syrien en Russie depuis 1999. Le président défunt Hafez al-Assad s'y était alors rendu pour la première fois depuis l'effondrement de l'URSS, dont Damas était le principal allié au Proche-Orient. M. Assad était accompagné de son ministre des Affaires étrangères Farouk al-Chareh et d'une importante délégation d'hommes d'affaires.

Cette visite a lieu alors que Damas est soumise à d'intenses pressions de Paris et Washing-

ton, qui dénoncent sa tutelle sur le Liban. Depuis mai 2004, la Syrie fait également l'objet des sanctions économiques imposées par les Etats-Unis, qui l'accusent de « soutenir le terrorisme international » et de déstabiliser son voisin irakien. La visite intervient aussi dans un contexte de polémique entre la Russie et Israël, qui s'est inquiété d'un contrat que M. Assad pourrait signer sur la livraison de missiles sol-air SA-18.

Les relations excellentes qu'entretenaient Moscou et Damas du temps de l'URSS, avaient été gelées au début des années 90. Elles se sont améliorées depuis 2001, selon une source diplomatique. Actuellement, alors que la Syrie semble isolée sur la scène internationale, Mos-

cou garde une attitude ouverte. Au plus fort des menaces américaines lancées contre Damas, la Russie avait appelé en avril 2003 les dirigeants des Etats-Unis à « plus de retenue ». En septembre, la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité de l'Onu s'était abstenue, lors du vote la résolution 1559 adoptée par cet organe à la demande de Washington et de Paris. Cette résolution demande le retrait des troupes syriennes au Liban et le désarmement des milices dans ce pays. Par la voix de son chef de la diplomatie Sergueï Lavrov, la Russie avait alors, jugé nécessaire de « résoudre tous les aspects des problèmes du Proche-Orient ».

Selon le quotidien russe *Kommerçant*, le président syrien a été reçu par tous les honneurs. « Il y a longtemps que Moscou n'avait pas placé autant d'espoirs dans une visite de ce genre », écrit le quotidien libéral. « Selon l'idée des diplomates russes, le jeune leader syrien est celui qui va aider la Russie à reprendre une place digne d'elle au Proche-Orient et retrouver grâce à cela un statut de superpuissance ». « La Syrie est le seul pays où nous possédons toujours une base navale », affirme Oleg Baranov, de l'Institut d'Etat de Moscou pour les relations étrangères. « C'est le seul pays arabe par lequel nous pouvons influencer la situation au Moyen-Orient parce que les autres écoutent davantage les Etats-Unis, ou même la France », ajoute-t-il.

Les discussions avec le président Vladimir Poutine ont également porté sur l'Iran — soupçonné par les Etats-Unis de vouloir se doter de l'arme nucléaire — et sur la situation au Proche-Orient. M. Poutine a pour sa part affirmé

que la Russie prévoyait « d'utiliser la route syrienne » pour influencer le processus de paix au Proche-Orient.

Pour sceller leur amitié retrouvée, Moscou et Damas ont affirmé leur détermination à renouer les liens privilégiés qui étaient les leurs à l'époque de l'URSS, réglant l'épineux problème de la dette syrienne et décidant de développer leur coopération militaire, en dépit des critiques israéliennes et américaines.

« Ces entretiens seront un jalon important, ouvrant un nouveau chapitre dans les relations bilatérales », s'est félicité le président russe

Vladimir Poutine après avoir reçu son homologue syrien Bachar al-Assad au Kremlin. Dans une déclaration signée par les deux chefs d'Etat, la Syrie et la Russie s'engagent à « développer leur traditionnelle coopération dans le domaine technico-militaire en fonction de leurs intérêts réciproques et de leurs obligations internationales ».

Par ailleurs, la Russie a fait un geste important, en acceptant d'effacer 73% de la dette syrienne datant de l'époque soviétique. Moscou raye donc de l'ardoise 9,8 milliards de dollars sur un montant total de 13,4 milliards de dollars.

LES KURDES PRIS POUR CIBLES DANS PLUSIEURS ATTENTATS À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS IRAKIENNES

DEUX bombes artisanales ont explosé le 19 janvier au passage de convois de responsables kurdes, dans les villes d'Erbil et de Dohouk, tuant une personne et blessant une autre. À Erbil, une bombe a explosé dans le quartier Azadi au passage du convoi du chef de l'académie de police, Wirya Maarouf, qui n'a pas été touché. Une personne a été tuée et une autre blessée. Dans la ville de Dohouk, le convoi du gouverneur de la province, Nechirvan Ahmad, a été également visé par l'explosion d'une bombe artisanale, a indiqué la police locale. L'attaque a endommagé l'une des voitures du convoi, sans faire de victimes, selon la même source. Il s'agit de la troisième tentative d'attentat contre le gouverneur de Dohouk. D'autre part, au moins 15 per-

sonnes ont été tuées et 30 autres blessées dans un attentat le 26 janvier au camion piégé devant le siège d'un parti kurde à Sinjar. Un camion, rempli d'une tonne de TNT, a explosé à 14H30 (11H30 GMT) devant une permanence du Parti démocratique du Kurdistan, tuant 15 personnes et en blessant 30 autres. Dix voitures ont été calcinées et la moitié du bâtiment abritant le PDK a été détruit ainsi que plusieurs immeubles voisins. Dans un communiqué diffusé sur internet et qui lui est attribué, le groupe de l'islamiste Abou Moussab Al-Zarqaoui, dirigeant d'Al-Qaïda en Irak, a revendiqué cette attaque, précisant qu'il s'agissait d'un attentat suicide. Le 30 janvier l'attaque du convoi du vice-gouverneur kurde de Mossoul Khasro Goran a fait un mort et un blessé à la suite de l'explosion

d'une bombe artisanale au passage du convoi. Un capitaine de la police irakienne, adjoint du chef de la police de la localité de Tara Hanjil, entre Kirkouk et Souleymaniyeh et membre du PDK, a également été retrouvé criblé de balles le 20 janvier à Kirkouk.

Par ailleurs, attentats et enlèvements se poursuivent. Mgr Basile Georges Casmoussa, archevêque de Mossoul, a été libéré le 18 janvier moins de 24 heures après son enlèvement, mais huit ressortissants chinois travaillant avec les forces américaines ont également été pris en otage par un groupe armé. À Kirkouk, les services de sécurité ont cependant démantelé un réseau « criminel et terroriste » spécialisé dans l'enlèvement de personnalités publiques et d'hommes d'affaires. Selon un responsable, « certains membres du réseau tentaient, par le biais de leurs opérations, de fomenter la sédition entre les différentes communautés de la région, Arabes, Kurdes et Turcomans » avant les élections.

« Je m'attends à une escalade des actes terroristes durant la prochaine période, notamment à Bagdad », a-t-il averti. Cette escalade a pour « but de forcer certains (Irakiens) à voter pour une certaine partie et pour forcer d'autres à ne pas aller voter lors des élections », a déclaré le ministre de l'Intérieur Falah al-Nakib.

Par ailleurs, la secrétaire d'Etat américaine désignée Condoleezza Rice, qui a été entendue toute une journée par la commission des Affaires étrangères du Sénat, a promis le 18 janvier une politique étrangère privilégiant davantage la diplomatie mais

sans complaisance pour les « tyrannies », et a admis que les Etats-Unis faisaient face à de « gros défis tactiques » en Irak. Longuement interrogée sur l'Irak, elle a notamment reconnu qu'il restait encore fort à faire pour que les forces irakiennes soient suffisamment nombreuses et opérationnelles.

L'administration du président américain George W. Bush a également annoncé le 25 janvier qu'elle demandera environ 80 milliards de dollars supplémentaires (61,14 milliards d'euros) pour couvrir le coût de la guerre en Irak et en Afghanistan cette année, selon des responsables du Congrès. La dépense totale pour les guerres irakienne et afghane et la lutte contre le terrorisme dans le reste du monde s'élève

avec cette requête à plus de 280 milliards de dollars (214 milliards d'euros) depuis l'allocation des premiers fonds après les attentats du 11 septembre. La demande ne sera pas officiellement envoyée au Congrès tant que le président américain n'aura pas présenté son budget 2006 le 7 février prochain.

À Londres, la Royal Air Force a annoncé le 30 janvier qu'un avion C-130 Hercules, gros porteur qui peut être utilisé pour le transport de troupes ou de matériel, s'était écrasé au nord de Bagdad en fin d'après-midi. Ce crash, dont la cause était encore inconnue, a fait « autour de 10 » morts, ont indiqué des sources militaires britanniques selon lesquelles il est « hautement improbable » qu'il y ait plus de 15 tués.

WASHINGTON AURAIT PERDU TOUTE TRACE D'ENVIRON NEUF MILLIARDS DE DOLLARS ALLOUÉS AUX MINISTÈRES IRAKIENS

LES autorités américaines en Irak ont perdu toute trace d'une somme d'environ neuf milliards de dollars (7 milliards d'euros) transférée aux ministères irakiens, dépourvus de contrôles financiers, de la sécurité, des communications et du personnel adéquats, selon un audit effectué par un inspecteur général américain. Les responsables américains comptaient sur les agences des comptes irakiennes pour vérifier la gestion de ces fonds, mais ces bureaux des comptes ne fonctionnaient même pas au moment où l'argent a été alloué aux ministères entre octobre 2003 et juin 2004, selon ce rapport.

Les conclusions de cet audit, effectué par Stuart Bowen Jr., inspecteur général chargé de la vérification des comptes pour la reconstruction de l'Irak, ont été dévoilées le 30 janvier. Washington a déboursé 8,8 milliards de dollars (6,7 milliards d'euros) aux ministères irakiens « sans assurance que ces sommes étaient comptabilisées », a souligné Stuart Bowen Jr. qui a rendu public plusieurs rapports sur l'Autorité provisoire de la coalition en Irak, qui a administré l'Irak entre juin 2003 et juin 2004.

Réagissant à aux conclusions de cet inspecteur général, l'administrateur civil en chef de cette Autorité, le diplomate américain

L. Paul Bremer III, a estimé dans un communiqué que cet audit comportait « de nombreuses idées fausses et inexactitudes » et manquait de jugement professionnel.

Paul Bremer a ainsi noté que le rapport « supposait que les procédures de comptabilité et de budgétisation à l'occidentale pouvaient être

immédiatement et entièrement appliquées en plein milieu d'une guerre. »

Le porte-parole du Pentagone, Bryan Whitman, a pour sa part estimé que l'Autorité provisoire de coalition en Irak avait été bridée par « les conditions extraordinaires » dans lesquelles elle a dû travailler durant sa mission en

Irak: « Nous ne sommes simplement pas d'accord avec les conclusions de l'audit selon lesquelles l'Autorité provisoire de coalition n'a pas fourni des contrôles adéquats », a-t-il déclaré, ajoutant que le transfert des sommes faisait partie de la mission de l'Autorité de restaurer la gouvernance irakienne.

DÉCÈS DE MGR PAUL KARATAS, ARCHEVÊQUE CHALDÉEN DE DIYARBAKIR

MGR. Paul Karatas, archevêque chaldéen catholique de Diyarbakir, établi à Istanbul, est décédé le 16 janvier, à l'âge de 71 ans, suite à une longue maladie, indique un communiqué de l'Eglise chaldéenne. Mgr Paul Karatas, de l'Eglise chaldéenne catholique rattachée à Rome depuis le milieu du 16e siècle, était hospitalisé, depuis plusieurs semaines déjà à Istanbul. Il était le seul évêque de cette Eglise en Turquie où la communauté assyro-chaldéenne, toutes confessions confondues, compte près de 10 000 fidèles.

Mgr Paul Karatas était né 1934 à Harbol, petit village assyro-chaldéen situé dans le Kurdistan de Turquie. Il a été ordonné prêtre en 1968, et en 1977, il a été sacré évêque d'Amed par Sa Béatitude Mgr Paul II Cheikho, ancien Patriarche de l'Eglise Chaldéenne Catholique dont le siège est actuellement occupé par Mgr Emmanuel III Delly, à Bagdad.

Le décès de Mar Paul Karatas a profondément attristé les membres de sa communauté

principalement établis à Sarcelles, en France, dans le diocèse de Pontoise. Il avait, il y a un an le 7 février, participé à la bénédiction de la nouvelle église chaldéenne St Thomas Apôtre de ce diocèse.

JAPON : TOKYO DÉFIE UNE AGENCE DE L'ONU ET EXPULSE DEUX KURDES AYANT REÇU DU HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES LE STATUT DE RÉFUGIÉ

Tokyo a renvoyé le 18 janvier en Turquie un Kurde et son fils, auxquels le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) avait accordé le statut de réfugiés. Ahmet Kazankiran (49 ans) et son fils de 20 ans, Ramazan, ont été placés à bord d'un avion pour la Turquie, devenant ainsi les premiers demandeurs d'asile ayant reçu du HCR le statut de réfugié à être déportés par le Japon. Le HCR avait reconnu en octobre 2004 comme réfugiés les membres de la famille Kazankiran: Ahmet, son épouse Safiye, leurs deux fils, dont Ramazan et trois filles.

Cette décision a provoqué des réactions indignées. Le Japon mine les efforts de l'Union européenne en faveur des droits de l'Homme en Turquie a déclaré le 19 janvier l'avocat de familles kurdes demandant le droit d'asile dans l'Archipel. « En approuvant la situation actuelle en Turquie, le Japon entrave les efforts fournis par l'Union européenne », a déclaré l'avocat Takeshi Ohashi, devant des journalistes.

Au cours d'une autre conférence de presse, le Premier ministre Japonais, Junichiro Koizumi, a défendu la politique du Japon qui consiste selon lui à « prendre en compte le plus possible les droits de l'Homme et les situations individuelles ».

« *Ma famille a respecté la loi et s'est rendue aux Services d'immigration* », a déclaré la fille aînée d'Ahmet Kazankiran, Zeliha (21 ans), selon le quotidien *Japan Times*. « *Nous voulions simplement protéger notre vie. Comment avons-nous pu faire l'objet d'un traitement aussi horrible ?* », a-t-elle ajouté, selon le journal qui rapporte l'affaire en première page sous le titre « *Le Japon défie l'ONU, expulse des réfugiés* ».

Le Japon n'a accueilli que 10 personnes en tant que réfugiées en 2003. Aucun Kurde de Turquie n'a jamais été accepté comme réfugié dans ce pays. Les Kurdes expulsés risquent la torture en

Turquie, a déclaré Erdal Dogan, dont la famille avait organisé un sit-in de 72 heures jusque fin septembre 2004 devant l'Université des Nations unies de Tokyo pour protester contre le refus du Japon d'accorder à ses membres le statut de réfugiés. La plupart des membres des deux familles vivent au Japon depuis les années 1990 et se battent en justice pour obtenir le statut de réfugiés. « *Un pays occidental reconnaît des Kurdes comme réfugiés même s'il avait des relations amicales avec la Turquie. Au Japon, en revanche, (les questions d'immigration) n'ont aucune indépendance vis-à-vis de la politique* », a-t-il déclaré.

LA COUR D'APPEL DE LA HAYE INTERDIT L'EXTRADITION D'UNE DIRIGEANTE DU PKK PAR CRAINTE DE TORTURE EN TURQUIE

LA Cour d'appel de La Haye a, le 20 janvier, interdit l'extradition d'une dirigeante du PKK (rebaptisé KONGRA-GEL), Nusriye Kesbir, réclamée par la Turquie qui l'accuse d'être responsable d'attaques contre des objectifs militaires, en estimant qu'elle risquait d'être torturée. « *La Cour d'appel a interdit au ministre de la Justice (Piet Hein) d'extrader Nusriye Kesbir vers la Turquie* », précise un communiqué de la Cour d'appel, confirmant une décision de première instance rendue le 8 novembre. Les juges « *estiment que le risque que Mme Kesbir, qui est une membre importante du PKK, soit torturée est encore trop important* », précise ce communiqué. Ils soulignent que les garanties données par la Turquie « *sont trop générales et pas assez concrètes pour exclure le risque de torture* ».

Tout en notant que le gouvernement turc « *a introduit des améliorations de taille dans le domaine des droits de l'homme* », les juges d'appel estiment que « *la torture n'est pas encore totalement une pratique du passé* ». Ils rappellent la différence entre « *ce que veut le gouvernement et ce qui se passe à un niveau plus bas dans les commissariats et les prisons* », ce qui crée un risque de torture élevé pour Mme Kesbir. Les juges soulignent toutefois que ce risque peut être éliminé « *si le gouvernement turc donne des garanties concrètes sur sa volonté de veiller à ce que Mme Kesbir ne soit pas torturée* ».

Mme Kesbir avait été placée dans un centre de détention en attendant une éventuelle extradition, mais le procureur-général auprès de la Cour suprême a ordonné également sa remise en

liberté. Bien qu'elle soit techniquement illégale aux Pays-Bas, le porte-parole du ministère de la Justice Wim Wok a indiqué qu'il était improbable qu'elle soit arrêtée pour ce motif.

Nusriye Kesbir est accusée par Ankara d'au moins vingt-cinq attaques entre 1993 et 1995 mais celle-ci nie son implication dans ces attentats. Elle avait été arrêtée à l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol en septembre 2001 et sa demande d'asile avait été rejetée. En septembre 2004, après un feu vert de la Cour suprême des Pays-Bas, le ministre néerlandais de la Justice avait autorisé l'extradition de Mme Kesbir, en précisant « *avoir obtenu la garantie expresse des autorités turques que (Mme Kesbir) bénéficierait d'un procès équitable conformément aux traités internationaux* ». Mme Kesbir avait cependant lancé un recours devant un tribunal de La Haye en affirmant craindre des tortures et un procès biaisé. Le ministère de la Justice néerlandais, comme la défense de Mme Kesbir, ont huit semaines pour faire appel de cette décision devant la Cour suprême.

Par ailleurs, deux membres du PKK ont été arrêtés aux Pays-Bas et un autre en Allemagne, suspectés d'extorsion de fonds, a annoncé le 20 janvier le parquet national néerlandais.

« *Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est suspecté d'utiliser la menace, la force et l'extorsion pour recueillir des fonds pour l'organisation* », selon un communiqué du parquet national. Deux suspects ont été arrêtés respectivement à Rotterdam et La Haye. Un troisième a été arrêté en Alle-

magne, à un endroit non précisé, à la demande de la police néerlandaise.

Selon les autorités néerlandaises, l'enquête a montré que des trafiquants de drogue étaient contraints par la violence de verser leur obole au PKK. Des membres de la communauté kurde auraient subi les mêmes pressions. Le parquet national avait été saisi d'une plainte d'un homme d'affaire kurde qui se disait victime d'une tentative d'extorsion de fonds.

Mais ces arrestations s'inscrivent dans le cadre d'une série d'enquêtes menées aux Pays-Bas depuis 2003, selon le parquet. Fin novembre 2004, 38 membres du

PKK ont été arrêtés lors du démantèlement de ce que les autorités avaient présenté comme un camp d'entraînement. D'autre part, la Turquie cherche à obtenir l'extradition de Remzi Kartal, vice président du Kongra-Gel, interpellé à Nuremberg sur la base d'un mandat d'arrêt international pour « participation à une organisation terroriste » lancé contre lui par la Turquie. « Des efforts sont en cours pour son extradition en vertu de la convention sur l'extradition des criminels », a déclaré le 26 janvier le ministre turc de Justice Cemil Cicek. Un dossier pour demander son extradition a été complété, a affirmé le ministre turc qui a ajouté que la Turquie avait réclamer qu'il reste en détention.

ISRAËL NÉGOCIE AVEC LA TURQUIE UN CONTRAT D'ARMEMENT DE 1,5 MILLIARDS DE DOLLARS POUR LA MODERNISATION DE L'ARMÉE TURQUE. Israël négocie avec la Turquie un contrat de coopération dans le domaine de l'armement portant sur un total de 1,5 milliard de dollars, a indiqué le 31 janvier le quotidien israélien *Haaretz*.

Selon le journal, le directeur général du ministère israélien de la Défense, le général Amos Yaalon, a conduit il y a une semaine à Ankara une délégation qui a discuté avec des hauts responsables du ministère turc de la Défense de la coopération entre les deux pays, particulièrement pour la modernisation de l'armée turque. Le contrat envisagé prévoit notamment la modernisation par les experts israéliens de 48 appareils F-4 Phantom et de 200 à 300 chars M-48 Patton turcs, ainsi que l'achat par l'armée turque de drones israéliens de type Harpy.

ANKARA DEMANDE AUX AUTORITÉS IRAKIENNES DE « NETTOYER » LES MEMBRES DU PKK Y COMPRIS CEUX QUI S'IMPLIQUENT POLITIQUEMENT EN IRAK. La Turquie a demandé aux autorités irakiennes d'entreprendre une action légale contre les partis kurdes qui selon elle, entretiennent des liens avec les combattants du PKK. Le porte-parole du Ministère turc des Affaires étrangères, Namik Tan, a, le 19 janvier, estimé que « l'organisation terroriste (désignation par les autorités turques du PKK) s'efforce actuellement de s'implanter politiquement en Irak en servant des citoyens irakiens qui sont acquis à sa

AINSI QUE...

HALABJA : BARHAM SALEH PROMET QU'ALI LE CHIMIQUE SERA JUGÉ DANS LA VILLE MARTYRE. Le vice-Premier ministre irakien Barham Saleh a promis le 22 janvier aux familles des victimes kurdes du gazage de Halabja de juger leur bourreau Ali Hassan al-Majid, dit « Ali le chimique », un responsable de l'ex-régime, lors d'un procès public dans cette ville kurde. « Nous vous amènerons Ali le chimique pour qu'il soit jugé devant les familles des victimes du gazage », a déclaré M. Saleh, en s'adressant à ces familles lors d'une rencontre avec elles à Halabja. « Les représentants des victimes de Halabja doivent demander au prochain gouvernement d'allouer une partie du budget irakien à la reconstruction de la ville pour que ses habitants puissent effa-

cer les traces du gazage », a-t-il ajouté.

« Ali le chimique » et l'ancien ministre de la Défense Sultan Hachem Ahmad ont été les premiers des hiérarques du régime de Saddam Hussein à être entendus par un juge d'instruction du Tribunal spécial irakien (TSI), en décembre dernier. Ali Hassan al-Majid, accusé d'avoir ordonné le gazage des Kurdes, est un cousin germain de l'ancien président Saddam Hussein dont il fut l'un des plus proches collaborateurs. Sultan Hachem Ahmad est accusé d'implication dans la campagne contre les Kurdes.

Le 16 mars 1988, l'armée de Saddam Hussein avait bombardé Halabja à l'arme chimique, faisant en quelques minutes 5.000 morts et des dizaines de milliers de blessés.

cause ». Selon M. Tan qui s'exprimait au cours d'une conférence de presse, le PKK a dans sa stratégie « d'introduire dans le système politique irakien, des formations qui pourront lui être utiles à l'avenir ». « Nous avons donc demandé au gouvernement intérimaire irakien d'engager une procédure judiciaire contre deux partis que nous pensons être liés aux organisations rebelles kurdes (...) Nous avons transmis l'information à l'administration irakienne et nous continuerons à observer la situation de près. » a-t-il ajouté. Le porte-parole n'a pas nommé les deux partis.

Un responsable du Ministère des Affaires étrangères a désigné le Parti de la Solution démocratique au Kurdistan et le Parti de la construction démocratique, ajoutant que tous deux étaient

inscrits pour participer à l'élection du 30 janvier en Irak. Ankara exige également que le Kurdistan irakien soit « nettoyé » des membres du PKK qui y trouvent asile mais les Turcs n'ont pas pu convaincre leurs alliés américains de mener une action militaire dans ce sens. Washington prône approche politique pour résoudre pacifiquement la question de la présence du PKK au Kurdistan irakien.

D'autre part, des accrochages continuent dans les provinces kurdes en Turquie. Ainsi, lors d'un affrontement dans la région de Sirnak, l'armée turque a tué le 20 janvier cinq combattants kurdes du PKK. Selon les autorités turques, un soldat turc a également été tué et un autre blessé lors d'une autre attaque le 27 jan-

vier d'un poste de gendarmerie dans le hameau de Gullu de la province de Mardin.

Par ailleurs, treize personnes ont été blessées le 23 janvier à Siirt dans des heurts entre police et manifestants à l'occasion des obsèques de deux combattants kurdes tués lors d'une fusillade avec les forces de l'armée turque. Les incidents ont éclaté lorsque la foule qui assistait aux obsèques a refusé que les morts soient enterrés dans les tombes assignées par les autorités locales et réclamé de les ensevelir ailleurs. Devant le refus de la police, la foule a commencé à lancer des pierres et des bâtons en sa direction tandis que les forces de l'ordre faisaient usage de leurs matraques et de grenades lacrymogènes.

Kurds seek to maintain a fragile autonomy

By Richard A. Opiel Jr.

ERBIL, Iraq: Even at night, the sedan is an easy mark for the Kalashnikov-toting police at the checkpoint on a busy thoroughfare in this Kurdish city. It has Baghdad license plates and, more alarmingly, Arabs in the front seat. "What are you doing here?" the police demand, motioning the car to the side.

It was a routine exchange, but one that reveals how far Erbil and the entire Kurdish region have drifted from the rest of Iraq and toward an informal but unmistakable autonomy that Kurdish leaders are determined to preserve.

Residents in northern Iraq already call the area Kurdistan. The territory, stretching from Kirkuk on the region's southern edge to the Tigris River in the west and to Turkey and Iran in the north and east, is patently a world apart from the rest of Iraq.

There is a building boom, with new apartments, hospitals and shopping centers. The gleaming 10-story Hotel Erbil, opened in October, is often sold out, its 167 rooms renting for the equivalent of \$68 to \$193 a night.

While extensive areas of Iraq remain plagued by violence, the Kurdish sector is calm, with tight security maintained by swarms of Kurdish police officers and militiamen. Reconstruction projects, lagging in many parts of the country, are moving briskly ahead.

The Kurds have veto power over most laws passed by the central government in Baghdad and have their own 80,000-member military, the pesh merga, whose troops are far better disciplined

and skilled than most of their new Iraqi counterparts.

In many places it is impossible to find an Iraqi flag. But the Kurds' red, white and green standard with a shining sun in the middle flies everywhere, even atop an Iraqi border guard compound in far northeastern Iraq.

Yet while the Kurdish region may appear to be, for all practical purposes, a separate country, it can preserve its shaky independence only by denying it, and not just to Baghdad. Powerful neighbors, particularly Turkey and Iran, which both have substantial Kurdish populations, are highly sensitive to the slightest hint of Kurdish nationalism. And the United States rejects any idea of independence, which has wide support among Kurdish residents.

The Kurds' desire for autonomy promises to tear at the unity of the new Iraq that the election planned for late January is supposed to help build. The voters are to choose a legislature to write a new constitution. But some Iraqi leaders have already expressed resentment at the most important safeguard of Kurdish independence: the power to veto the new constitution.

For now, Kurdish officials appear unwilling to coexist on anything but their own terms, which means bolstering their autonomy and preventing outside interference, whether from Baghdad or another country.

Hamid Afandi, the minister of the pesh merga for the Kurdish regional government based in Erbil, outlined one possible strategy: Take control of Kirkuk — the disputed oil city north of

Baghdad, where Kurds are even now wresting land from the Arabs who were settled there by Saddam Hussein — grab a far larger share of Kirkuk's oil revenue than the Kurds now get and use that to triple the size of the pesh merga force.

"We are ready to fight against all forces to control Kirkuk," Afandi said. "Our share is very little. We'll try to take a larger share." So far, the Americans have blocked those ambitions, Afandi said. "If they would permit us, we could control Kirkuk," he said, "but it is forbidden."

Kurdish officials say they will take part in the writing of the new constitution on the assumption that if they do not like what emerges, they have a veto. According to the existing temporary constitution, the public referendum on the new charter will be defeated if it is rejected by two-thirds of the voters in the three provinces of the Kurdish-dominated region of northern Iraq.

But other Iraqi leaders have in the past suggested that the temporary constitution would no longer be operative after the January election. To avoid losing their veto power, the main Kurdish political parties have joined forces to offer a unified slate of candidates. And the Kurds finished a huge voter registration drive in early December in hopes of packing the new Parliament with as many representatives as possible.

But it has been a difficult process, compounded by the region's deep mistrust and suspicion of Arabs.

Up to 90 percent of the voter registration forms in Erbil Province contained errors, according to Kurdish officials.



Shawn Baldwin for The New York Times

Kurds on a construction site in Erbil, Iraq, where reconstruction is proceeding briskly. Residents already call the area Kurdistan.

"Those people in Baghdad did this deliberately!" said Muhammad Salah Salim, an elderly former member of the pesh merga, as he stood in a line of more than 100 people at the Fatima Zahar primary school here, waiting to get his registration form corrected. "They want to trick the Kurds by doing this."

Officials with the party that controls the western and northern Kurdish areas, the Kurdistan Democratic Party, say they are concerned about whether the rolls will be corrected and whether the mistakes were, in fact, deliberate.

The top official in Erbil Province for the Independent Electoral Commission of Iraq, Kamal Hussein Khambar, said in

an interview that similar mistakes had been made throughout Iraq, but acknowledged that the errors were worse in the Kurdish areas. He said the problem with the voter lists was being remedied and predicted that 750,000 people would vote in Erbil Province alone.

There is no doubting the Kurds' intense interest. An art teacher at the Fatima Zahar school, Nawal Abdul-Karem, who is doing double duty as an election coordinator, sums up what many hope to achieve. "There should be federalism," she said, using the code word for regional autonomy from Baghdad. "And we should have Kirkuk."

Kirkuk is a volatile city of Kurds,

Arabs and Turkmens. Kurds who were evicted by Saddam's government are now returning by the thousands, pushing for permission to enter the city and reclaim what Kurdish leaders say are properties that were stolen from them.

Privately, the leaders have admitted in the past that some Kurds are simply grabbing property, evicting Arabs — many of whom were forcibly relocated — from their homes of 20 or more years.

As many as 100,000 Arabs have fled, American officials have said, and many are now living in refugee camps across central Iraq. Kurdish leaders have threatened to boycott the provincial elections unless the Arabs are resettled.

The New York Times

Iraq's Shiites rule out Iran model

Political coalition says it won't create an Islamic theocracy

By Erik Eckholm

BAGHDAD: In a surprise press conference Sunday, leaders of the Shiite-dominated coalition that is expected to prevail in national elections sought to dispel fears that they are under the secret sway of Iran, or have any desire to create an Islamic theocracy.

Speaking in offices that were damaged by a car bomb just six days before, leaders of the United Iraqi Alliance urged disaffected Sunnis to join in the elections for a National Assembly, scheduled for Jan. 30.

They also said that if their coalition gains power it would not demand the immediate withdrawal of American troops, but would wait instead for a stronger Iraqi military.

Insurgents on Sunday continued their unrelenting campaign to demolish the fledgling Iraqi forces, killing 18 members of the national guard and one civilian with a suicide car bomb near the town of Balad, north of Baghdad.

"Our group believes in sharing power with all Iraqi factions," Abdul Aziz al-Hakim, the Shiite cleric who heads the election slate of the powerful alliance, said at the news conference in Baghdad.

"We have rejected the idea of a sectarian regime and we believe that Iraq is for all Iraqis." Appearing with Hakim at the briefing was Ahmed Chalabi, a secular Shiite and former exile who ranks high in the alliance slate of candidates.

Chalabi said he had just returned from Tehran, where he told Iranian leaders that they must not interfere with Iraq's elections.

The charge of secret Iranian influence over the alliance, which is led by two huge Shiite religious parties, has been voiced by the king of Jordan and some prominent Sunni politicians. These critics fear that as the Shiite religious groups assert power, Iraq could be steered toward an Iranian-style theocracy.

Hakim, like many Shiite leaders, lived in exile in Iran during the reign of Saddam Hussein. He heads the largest single Shiite party, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, and enjoys the blessing of Ayatollah Sistani, Iraq's most revered cleric.

Hakim and Sistani have repeatedly said they do not want clerical control of government, but suspicions run wild among Iraq's Sunnis, who are anxious about the prospect of losing their historic dominance in Iraq.

Chalabi said in an interview that he told senior Iranian officials, including President Akbar Hashemi Rafsanjani, three things: "First, we do not want any interference in the Iraqi elections; second, the alliance is not about an Islamic republic or a theocratic state, it is about democracy and pluralism, and third, we will need American forces to be in Iraq for the foreseeable future." The Iranian leaders accepted these points, he said. "They understand that the situation in Iraq is very different from Iran," he said.

Chalabi and other alliance officials pledged that their coalition will not accept any election money from Iran.

Chalabi said he had traveled to Iran as head of his own party, the Iraqi National Congress. But his rare, prominent appearance beside Hakim suggested that he has gained a strong position within the Shiite coalition.

A onetime favorite of the Pentagon, Chalabi last year saw a rival exile, Ayad Allawi, take over as interim prime minister. He fell out of favor with the Americans, who asserted that he gave sensitive secrets to Iran. But he has cultivated ties with Shiite groups, and political experts here say that the mainstream clerics now taking center stage appear to value Chalabi's wide international contacts and political experience.

When American occupation forces

will leave Iraq is one of the touchiest political issues. The Shiite clerics know that many of their supporters would like to see foreign troops leave sooner rather than later, but they also know that U.S. protection is needed to hold elections and create a Shiite-led government.

The car bomb that killed 18 national guardsmen riding in a bus near Balad came a day after the Iraqi affiliate of Al Qaeda, led by Abu Musab al-Zarqawi, released a video showing five guardsmen being executed. In a statement, the insurgents promised to "slaughter,

slaughter, slaughter" Iraqis who served in the national guard or the police.

Scores of national guard and police officers have been killed, as insurgents seek to cripple the interim government and disrupt the Jan. 30 elections.

The U.S. Army said that in preparation for the elections, total American forces in Iraq are projected to rise this month to 150,000, from a previous total of 138,000.

An American soldier was killed by a roadside bomb in Baghdad on Saturday, the army said. Two other soldiers were reported wounded in Baghdad on Sunday in a suicide attack by a car bomber.

The New York Times

INTERNATIONAL
Herald Tribune

January 3, 2005

U.S. agrees to meeting with Turkey over Kurds

From news reports

ANKARA: Officials from Turkey, Iraq and the United States will meet to address Turkish concerns over Turkish Kurdish rebels based in northern Iraq, the U.S. State Department's second-ranking official said Monday.

Turkey has been pressing the United States to take action against an estimated 4,000 to 5,000 rebels of the Kurdistan Workers Party, or PKK, who are reportedly based in the mountains in northern Iraq.

Washington considers the group a terrorist organization. But with troops battling an insurgency in Iraq, the United States has made it clear that it has no intention of cracking down on the group soon.

"We are going to have, we hope in the near future, a trilateral meeting here to discuss the whole question of the PKK,"

Richard Armitage, the deputy secretary of state, told reporters after meeting with Foreign Minister Abdullah Gul of Turkey. He did not elaborate.

Armitage is in Turkey to discuss elections in Iraq later this month.

Turkey also raised concerns over what Ankara believes are attempts by Iraqi Kurds to try to solidify their presence in the oil-rich and ethnically mixed city of Kirkuk at the expense of the Turkmen, a group akin to the Turks, said a Turkish official speaking on condition of anonymity.

Armitage told reporters that Turkmen had been forcibly displaced and that efforts were being made to address the problem.

The visit comes as ties between the longtime allies have been strained over U.S. policy in Iraq.

Anti-American sentiment has risen in predominantly Muslim but secular Turkey, one of Washington's closest allies in the region, over the Iraq war.

A senior lawmaker even accused U.S. troops of committing genocide in Iraq, while Prime Minister Recep Tayyip Erdogan told Vice President Dick Cheney of Turkey's concerns about the recent U.S.-led offensive in Falluja.

On Monday, Gul said Turkey attached great importance to its ties with Washington.

"Turkish-American ties come above everything else," he said. "They are traditional."

Armitage also met the speaker of the Parliament, Bulent Arinc, and the chief of the General Staff, General Hilmi Ozkok.

The PKK has battled Turkish government forces in a conflict that has claimed about 37,000 lives since 1984. Clashes tapered off after a rebel truce in 1999, but there has been a surge in violence since June 1, when the rebels declared an end to the cease-fire, saying Turkey had not responded in kind.

Armitage arrived in Turkey from Syria and was scheduled to travel on to Jordan.

In Damascus, Armitage said Syria had improved security along its border with Iraq but needed to do more to keep armed supporters of Saddam Hussein from sneaking across.

Gul later left on his first trip to Israel since Turkey's government, which has Islamist roots, gained power in 2002.

Turkey has strong ties with Israel as well as good relations with the Palestinians. But relations with Israel chilled last year after Erdogan branded Israeli actions in the Gaza Strip as "state terrorism."

Gul underlined Turkey's desire to help the Middle East peace process, noting that hopes were rising for progress after Palestinian elections this Sunday. "We want this election to be transparent and democratic," he said.

(AP, Reuters)

IRAK

Une année globalement positive

Voici donc l'année 2004 qui s'achève, et peu d'Irakiens diront qu'ils la regrettent. La plupart des gens diront qu'ils en gardent des images de drames et de désolation. Comment ne pas les comprendre ? Mais il y a aussi des Irakiens qui se rappelleront d'autres aspects : 2004 a été l'année qui a vu Saddam Hussein derrière les barreaux en attendant de comparaître devant un juge irakien pour répondre de ses crimes. Ils diront également que 2004 a été l'année du transfert du pouvoir, même imparfait, aux Irakiens. Que, pour la première fois depuis la création de l'Etat, il y a quatre-vingts ans, toutes les composantes de la société participent au gouvernement. De même, 2004 a été l'année de la formation d'un gouvernement de coalition reconnu par la communauté internationale malgré toutes les difficultés, de la tenue

de conférences internationales et régionales consacrées à la recherche des moyens de rétablir l'économie irakienne et d'assurer la sécurité du pays, de l'annulation par le Club de Paris de 80 % de la dette irakienne contractée par l'ancien régime et de 100 % de la dette par les Etats-Unis. Beaucoup d'autres choses ont été accomplies au cours de cette année, mais l'écho en a été couvert par le bruit des attentats et de l'insécurité.

Ainsi, l'administration a travaillé d'arrache-pied afin de permettre à chaque Irakien, pour la première fois dans l'histoire du pays, d'obtenir un passeport dans les quarante-huit heures, lui ouvrant la possibilité de voyager quand et où il le souhaite, sans avoir besoin d'un blanc-seing de la part du parti Baas ou des services de renseignement. Par ailleurs, le nombre de ceux qui peuvent se permettre de voyager n'a cessé d'augmenter, grâce à l'amélioration du niveau de vie - les salaires de certains fonctionnaires ayant été multipliés par vingt par rapport à l'époque de Saddam Hussein. Depuis l'année 2004, le gouvernement ne peut plus arbitrairement emprisonner les Irakiens, ni annuler les libertés publiques, interdire les journaux, fer-

mer les radios, censurer les programmes de télévision ou dissoudre les partis politiques. Finalement, mais non définitivement, c'est l'année durant laquelle on a su éviter la guerre civile au profit de la préparation des premières élections pluralistes et libres de notre histoire. Les Irakiens se rendront aux urnes juste après avoir tourné la page de cette année 2004, dont les bienfaits, en fin de compte, dépassent les malheurs qu'elle a apportés.

**Kameran Karadaghi,
Al-Hayat (extraits), Londres**



DU 6 AU 12 JANVIER 2005

Après Bagdad, Téhéran ?

TANDIS QUE LES ÉLECTIONS SE PRÉPARENT EN IRAK, DANS DES CONDITIONS MARQUÉES PAR L'INSÉCURITÉ, LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DE BAGDAD A ACCUSÉ L'IRAN ET LA SYRIE D'ÊTRE RESPONSABLES DES VIOLENCES. IL REPRENAIT AINSI LES IMPUTATIONS DE L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE ET DES NÉOCONSERVATEURS, QUI, MALGRÉ LE BOURBIER IRAKIEN, N'ONT PAS RENONCÉ À LEUR PROJET DE REMODELER LE PROCHE-ORIENT. LEUR OBJECTIF NUMÉRO UN : LE RENVERSEMENT DU RÉGIME ISSU DE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE.

PAR WALID CHARARA *

LE DÉSASTREUX BILAN de l'occupation américaine de l'Irak ne semble pas affecter, du moins pour l'instant, la détermination de l'administration Bush à poursuivre son « grand dessein » : le remodelage du Proche-Orient (1). Dans ce cadre, le mot d'ordre consiste à désigner l'Iran comme la « nouvelle menace ». Les « actes d'accusation » dressés contre Téhéran ressemblent à s'y méprendre à ceux qui étaient formulés il y a deux ans contre le régime de M. Saddam Hussein : fabrication d'armes de destruction massive, soutien au terrorisme, liens avec Al-Qaïda...

A la différence de l'ancien régime irakien, l'Iran a effectivement développé un programme nucléaire, et celui-ci, ainsi que son éventuel usage à des fins militaires sont évoqués comme des preuves des intentions belliqueuses de Téhéran. La conseillère de M. George W. Bush à la sécurité nationale et nouvelle secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M^{me} Condoleezza Rice, a prévenu depuis longtemps que Washington ferait tout pour forcer l'Iran à abandonner son

programme nucléaire. Des responsables israéliens ont également mis en garde contre ce programme, qualifié par M. Meïr Dagan, directeur du Mossad, de « plus grande menace sur l'existence d'Israël depuis sa création ». L'état-major israélien avait d'ailleurs insisté, au début de 2003, avant l'invasion de l'Irak, pour que l'Iran soit désigné comme cible prioritaire. Dès juin 2002,

la revue britannique *Jane's*, spécialisée en questions militaires, avait annoncé qu'Israël avait élaboré un plan d'attaque « préventive » contre les infrastructures de recherche et de développement nucléaires en Iran, dont la mise en œuvre dépendait d'un feu vert de Washington qui n'a pas été accordé pour le moment.

Le contexte a changé. Si l'engagement des ambitions nucléaires de Téhéran apparaît comme l'objectif immédiat de Washington, le dessein principal de la stratégie régionale des Etats-Unis demeure à plus longue échéance le même depuis 1979 : renverser la République islamique d'Iran.

L'hostilité à l'égard de Téhéran, plus ou moins exacerbée selon les périodes, est une des constantes de la politique étrangère de Washington depuis un quart de siècle, malgré la sensible modification de l'attitude iranienne. En effet, dès le début de la décennie 1990, l'Iran a accéléré la normalisation de ses relations avec son environnement régional – notamment avec l'Arabie saoudite – et a renforcé ses liens politiques, économiques et commerciaux avec l'Union européenne, la Russie, la Chine et l'Inde. De nombreux spécialistes ont pu constater ces avancées ; l'un d'eux, par exemple, écrit : « *L'Iran, autre cible obsessionnelle, est un pays stratégiquement important mais clairement engagé dans un processus d'apaisement intérieur et extérieur* (2). »

Défaire l'alliance avec la Syrie

FAIT INSOLITE, la République islamique d'Iran s'est même rapprochée, sur certaines questions de politique étrangère, des positions défendues par les Etats-Unis et n'a pas hésité à transgresser des lignes rouges jadis considérées comme infranchissables. Ainsi, en 2001, Téhéran a soutenu Washington durant la guerre américaine contre l'Afghanistan. D'autre part, l'Iran a eu, en 2003, une attitude qu'on pourrait qualifier de « coopérative » en encourageant certaines organisations chiites irakiennes à appuyer le projet américain d'invasion de l'Irak. Ces ouvertures n'ont pourtant pas modifié de façon significative l'hostilité des Etats-Unis. Les principales personnalités du courant néoconservateur et le secrétaire à la défense, M. Donald Rumsfeld, ont multiplié les déclarations, pendant et après l'invasion de l'Irak, assurant que la « contagion démocratique » allait rapidement gagner l'Iran et y provoquer la chute du régime.

Pour accélérer la réalisation de ce scénario, les Etats-Unis s'emploient actuellement à compléter l'encerclement de l'Iran par un déploiement militaire dans les Etats voisins. Ils s'efforcent aussi d'endiguer l'influence de la République islamique en dehors de ses frontières, travaillent à son isolement politique et diplomatique, et mènent contre Téhéran une stratégie de déstabilisation directe et indirecte.

Au-delà de l'habillage idéologique que constitue le nouveau « messianisme démocratique », deux raisons majeures expliquent cet acharnement de l'administration Bush. La première tient à la posi-



ABEDIN TAHERKENAREH. - Téhéran, 2003

tion géostratégique de l'Iran qui, grâce à ses potentialités humaines (70 millions d'habitants) et économiques, à son indépendance et à sa coopération militaire avec la Russie et la Chine, renforce son statut de puissance régionale moyenne et apparaît comme le dernier rempart contre s'agit d'éviter l'ascension d'un pôle de puissance musulman impliqué dans le conflit avec Israël et capable de rééquilibrer partiellement un rapport de forces régional très favorable à ce dernier. Malgré cette convergence, de nettes divergences persistent entre l'Europe et l'Amérique sur les objectifs à atteindre. Les Européens se satisferaient d'un abandon des ambitions nucléaires à caractère militaire et seraient prêts, en échange, à normaliser leurs relations avec Téhéran, alors que les Etats-Unis considèrent qu'un tel recul devrait renforcer la détermination de la « communauté internationale », à agir pour accélérer la chute du régime iranien.

une mainmise durable des Etats-Unis sur l'ensemble du Proche-Orient. Si l'Iran accédait à la puissance nucléaire, il deviendrait un partenaire courtisé par de futurs « concurrents de rang égal » des Etats-Unis, selon l'expression en vigueur dans les rapports du Pentagone, soit l'Europe, la Chine, l'Inde ou la Russie.

Par ailleurs, Téhéran constitue le dernier allié régional d'acteurs étatiques et non étatiques toujours en conflit avec Israël, comme le Liban, la Syrie, le Hezbollah et certaines organisations palestiniennes. Sans l'appui iranien, ces acteurs, privés de tout autre soutien régional ou international, seraient affaiblis face à la supériorité militaire d'Israël.

Le contexte actuel de montée des périls, ainsi que la volonté de « sanctuariser » son territoire contre d'éventuelles attaques américaines ou israéliennes, encourage l'Iran à se doter de l'arme atomique. Celle-ci, selon certains analystes, n'aurait qu'une fonction purement dissuasive : « *De telles armes, écrit par exemple l'essayiste américain Michael Mann, ne sont pas offensives. Quiconque s'aviserait de lancer ses ogives sur les Etats-Unis provoquerait son propre anéantissement. Aussi est-il absolument impossible que ces armes représentent une menace pour l'Amérique. On ne peut pas non plus, pour justifier leur utilisation contre un Etat voisin, invoquer les motifs qui déclenchent ordinairement les guerres car les retombées radioactives affecteraient également les deux parties en présence. Cependant, tout pays craignant les Etats-Unis, ou un voisin beaucoup plus puissant que lui, désire ardemment acquérir des armes nucléaires au nom de la légitime défense (3).* »

Une convergence stratégique entre les Etats-Unis et l'Union européenne contre l'entrée de Téhéran dans le club nucléaire s'est dessinée, qui n'est pas sans rappeler celle qui s'était constituée contre l'Irak après son invasion du Koweït en 1990. Dans les deux cas, il

Deux options se dessinent face aux ambitions nucléaires de l'Iran : soit l'usage de la force pour détruire les installations nucléaires, soit l'intensification des pressions diplomatiques pour amener Téhéran à y renoncer. Concernant la première option, Tel-Aviv et Washington n'auraient pas hésité à détruire les installations nucléaires iraniennes (comme l'aviation israélienne bombardait le réacteur nucléaire irakien Osirak en 1980), si une telle initiative ne comportait pas des risques sérieux. Deux obstacles, d'ordre technique et politico-militaire, rendent peu probable le recours à la force.

L'obstacle technique tient au fait que les Iraniens ont dispersé leurs installations, ce qui diminue les chances de succès de toute action visant à les détruire dans leur totalité. Sur le plan politico-militaire, l'Iran n'hésitera sans doute pas à riposter à une agression israélienne ou américaine. Soit à partir de son territoire, avec ses missiles de longue portée qui viseront le territoire israélien. Soit en incitant son allié libanais, le Hezbollah, à faire de même à partir du Sud-Liban, ce qui ouvrirait la voie à une régionalisation de la confrontation impliquant au moins le Liban et la Syrie. De surcroît, Téhéran ripostera par l'intermédiaire de ses nombreux alliés chiites en Irak et en Afghanistan contre les troupes américaines présentes dans ces deux pays.

Ces considérations imposent de privilégier la voie des pressions politico-diplomatiques et économiques. Cependant, achever l'isolement de Téhéran en le privant d'alliés régionaux est une condition indispensable pour le rendre plus vulnérable aux pressions ou pour pouvoir éventuellement recourir à l'option militaire. Les Etats-Unis ont développé, pour ce faire, une stratégie sur trois fronts. D'abord le front libano-syrien où, de concert avec la France, ils multiplient les pressions sur Damas. Celles-ci ont pris un nouveau tournant avec le vote de la résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU demandant le retrait de l'armée syrienne du Liban, le désarmement des Hezbollah libanais et palestinien, et le déploiement de l'armée libanaise le long de la frontière avec Israël.

Cette résolution est comme un message codé enjoignant à la Syrie de défaire son alliance avec l'Iran et de prendre ses distances avec le Hezbollah, allié de Téhéran, à défaut de quoi Damas serait contraint de quitter le Liban. La résolution 1559 a d'abord une fonction régionale, ce qui permet de mieux comprendre le positionnement inattendu de la France dans cette affaire. La vivacité des divergences franco-syriennes sur la question libanaise, les relations spéciales entre le président français Jacques Chirac et l'ex-premier ministre libanais Rafic Hariri (désormais hostile à la Syrie), ou les différends commerciaux entre Damas et Paris ne peuvent à eux seuls justifier la position actuelle de Paris, sans cohérence aucune avec la politique de la France au Proche-Orient. Seule sa communauté de

vue avec Washington sur la nécessité de défaire l'alliance syro-iraniennne permet de donner un sens à ce qu'il faut bien appeler un revirement.

L'autre front sur lequel les Etats-Unis agissent pour endiguer l'influence iraniennne est l'Irak. La guerre menée depuis avril 2004 par les forces anglo-américaines contre les partisans de l'imam Moqtada Al-Sadr n'était pas seulement due au refus de ces derniers de s'accommoder de l'occupation. Elle était aussi motivée par la volonté des Etats-Unis de neutraliser un courant ayant de fortes relations avec Téhéran. L'attitude américaine à l'égard des autres formations chiites irakiennes que sont l'Assemblée supérieure de la révolution islamique et le parti Al-Daawa, tous deux participant au gouvernement provisoire de M. Iyad Alaoui, allie une politique de cooptation de certains secteurs en leur sein et de pression contre les éléments considérés comme d'irréductibles pro-iraniens.

Par ailleurs, le statut de réfugié politique en Irak, qui a été accordé aux 4 000 membres des Moudjahidins du peuple iraniens – classés par les Etats-Unis comme une organisation « terroriste » –, et les « révélations » de ces derniers sur les programmes nucléaires « secrets » de Téhéran témoignent d'un rapprochement entre Washington et cette organisation, et de sa probable instrumentalisation contre la révolution islamique (comme l'avait été, avant l'invasion de l'Irak, le Congrès national irakien de M. Ahmed Chalabi).

Enfin, en Afghanistan, et sous prétexte de restaurer l'autorité de l'Etat face aux seigneurs de guerre, les Etats-Unis ont encouragé leur allié Hamid Karzai à tenter d'écarter le chef historique des moudjahidins de la région d'Herat, M. Ismaïl Khan, un homme très proche de l'Iran. Mais Téhéran dispose d'un vaste réseau d'alliés parmi les formations politiques afghanes qui composaient l'Alliance du Nord, et il sera très difficile pour les Etats-Unis de réduire son influence.

Même si la confrontation directe entre Téhéran et Washington a été jusqu'à présent évitée, le projet de remodelage du Proche-Orient que l'administration Bush entend poursuivre va se heurter aux intérêts des Etats pivots de cette région, et finira par atteindre l'Iran. Si les Etats-Unis s'obstinent à rechercher une confrontation avec Téhéran, ils déclencheront un conflit régional qui pourrait embraser tout le Proche-Orient.

(1) Lire Gilbert Achcar, « Les masques de la politique américaine », *Manière de voir*, n° 78, décembre 2004-janvier 2005.

(2) Emmanuel Todd, *Après l'Empire*, Gallimard, Paris, 2002, p. 9.

(3) Michael Mann, *L'Empire incohérent*, Calmann Lévy, Paris, 2004, p. 51.

* Journaliste, auteur, avec Frédéric Domont, de *Hezbollah. Un mouvement islamo-nationaliste*, Fayard, Paris, 2004.

The Iran factor in Iraq's vote

A lot could go wrong with Iraq's elections on Jan. 30. But one fear that seems misplaced is that the two main Iraqi Shiite parties, which are likely to be the biggest winners, would take orders from Iran's radical Shiite ayatollahs, imposing pro-Iranian policies on Baghdad or establishing an Iraqi Shiite theocracy.

It's true that both of these parties, the Dawa Islamic Party and the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, known as SCIRI, have strong historical and personal links with Iran and its leadership. But their politics, aspirations and main constituencies are now firmly rooted in Iraq. If these parties come to power as part of a national Iraqi government, with broad support from all major population groups, their independence from Iran seems assured. That independence would be harder to preserve if the January

vote splits Iraq between a self-governing but weak Shiite and Kurdish zone and a Sunni region with continuing, violent insurrection.

SCIRI and Dawa are the dominant parties of the United Iraqi Alliance, a coalition of mainly Shiite parties running as a joint slate in the January election. Even with high voter turnout in Sunni areas, these parties are expected to do well because 60 percent of Iraqis are Shiites. With reduced Sunni participation, they are likely to do even better.

Both parties fell under strong Iranian influence when Saddam Hussein was ruthlessly persecuting Iraq's Shiite majority and assassinating its main political and religious leaders. Their leaders received sanctuary and money from Iran. But many of the new constituents they are courting have bitter memories of Iran, dating from the suffering of the Iran-Iraq war. And Iran's corrupt, autocratic

and economically floundering clerical dictatorship is not very popular in Iran right now, let alone in Iraq. Iraq's leading Shiite ayatollah, Ali al-Sistani, has repeatedly rejected the Iranian political model.

The real threat looming over the January elections comes from the continuing alienation of most of Iraq's Sunni minority. This extends well beyond the terrorists trying to intimidate election workers or the die-hards unable to accept majority rule. The military actions in Falluja and Mosul this autumn seem to have deepened it, and it now embraces almost the entire Sunni community. The January election can begin to address this problem only if large portions of the Sunni population accept its results. Otherwise, the gravest dangers facing Iraq after Jan. 30 will not come from Iran's plotting ayatollahs, but from Iraq's own disaffected Sunnis.

A procedural detail on Iraqi vote is rued Sunni representation is deemed at risk

By Steven R. Weisman

WASHINGTON: In its struggle to transfer sovereignty back to Iraq last spring, the Bush administration made some tough decisions about the makeup of the political system and how Iraqi elections could occur quickly and fairly.

But now a little-noticed decision on election procedures has come back to haunt administration officials, just weeks before the vote is to occur, administration and UN officials say.

The fundamental decision set up one nationwide vote for a new national assembly, rather than elections by districts and provinces.

With a violent insurgency spreading through the Sunni Arab areas of the country, it now looks as if fewer Sunnis will vote, distorting the balance of the legislature and casting doubt on whether the election will be perceived as legitimate.

According to officials planning the election, the decision was driven by the conditions of an unstable Iraq and the pressure to speed the country to a vote by the end of January 2005, as demanded by many Iraqis. To make that deadline, it was believed, there was no time to conduct a census or go through the politically divisive chore of drawing district lines.

A national constituency also made it easier to meet the demands of the former exiles installed in power in Baghdad to let millions of Iraqis living outside the country vote, and the demands of others to ensure that 25 percent of the legislators were women. The experts reasoned that it would be much easier to find women for slates running nationwide than for each of many smaller districts.

"We looked at a lot of alternatives and presented them to the Iraqis and everyone else," said an official involved in the decision-making process. "Basically, a nationwide constituency solved a lot of problems and made our lives a lot easier."

But now, with the violent insurgency and more than 7,000 candidates, many in alliances with other candidates, running for 275 seats nationwide, the disadvantages of the current system are becoming all too apparent, according to American, Iraqi and UN officials.

For one thing, these officials say, there is no possibility of postponing the election selectively in those districts gripped by the insurgency. For another, the expected low turnout in perhaps a fifth of the country, where the Sunni

minority lives, will presumably lessen the chances of candidates who are popular there.

This problem is discouraging Sunnis from running or campaigning, and a failure of these candidates to win proportionate to their share of Iraq's population could easily reinforce the Sunnis' alienation from the Shiite majority.

Thus, an election intended to bring Iraq together and quell the insurgency could produce the opposite outcome, in part because of the way it has been organized.

In a speech last week at the New America Foundation, Brent Scowcroft, the former national security adviser of President George H.W. Bush and an increasingly vocal critic of the war, warned of the danger of the election worsening the conflict. "The Iraqi elections, rather than turning out to be a promising turning point, have the great potential for deepening the conflict," he said.

The problem of underrepresentation of Sunnis in a future legislature has already stirred talk among Americans, Iraqis and UN officials of making adjustments after the voting. Among the ideas being discussed are simply adding seats to the 275-member legislature, or guaranteeing that the future government or constitution-writing committees have a fixed percentage of Sunni representatives.

The decision to set up the election this way was made by L. Paul Bremer late in his tenure as the American administrator in Iraq. His aides say the decision was urged on him by UN experts who argued that there was no other way to ensure elections quickly. Bremer's decision was discussed in Washington, but it is not clear whether it was formally approved at the White House.

It was overshadowed by other decisions by Bremer, particularly his ef-

forts to persuade Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the most revered Shiite cleric in Iraq, to put the elections off until January.

But the national-constituency choice is now rued by at least some members of Bremer's team.

"It was well-intentioned, but it was a mistake," said Larry Diamond, a former adviser who is now a senior fellow at the Hoover Institution at Stanford University.

"It's clear now that one of the major concerns motivating the Sunni boycott

is their fear that they'll wind up severely underrepresented under this system."

The New York Times

Partie intégrante de l'insurrection, l'usage précis et organisé des bombes humaines est hautement révélateur des enjeux stratégiques du conflit.

Irak, la politique des suicides

«Regain de violence à l'approche des élections en Irak»: pour qui, au quotidien, observe la guerre qui s'y déroule, cette formulation surprend. Depuis la nomination du gouvernement de M. Allaoui, une insurrection enflamme les deux tiers du pays. Chaque jour, par dizaines, des opérations de guérilla prennent pour cible hommes et biens, militaires et civils.

Sous le feu, le pouvoir actuel s'emploie, comme il est logique, à minimiser l'ampleur des attaques dont il est l'objet. Mais l'observation des faits ne permet pas de corroborer cette approche. Plus encore, l'Irak est devenu depuis quelques mois le théâtre d'emploi d'une des armes les plus inquiétantes: l'opération-suicide. La fréquence tournant à la banalité, on n'y a accordé que peu d'attention. L'usage de l'arme humaine est cependant hautement révélateur des enjeux en Irak et dans l'ensemble de la zone (Syrie, Iran, Arabie Saoudite).

Le phénomène frappe d'abord par son importance.

Propulsée sur la scène mondiale par les attaques du 11 septembre, la pratique de l'action-suicide avait surtout retenu l'attention en raison de son caractère spectaculaire en Israël et dans les territoires occupés. En 2003 et 2004, ces attentats ont décrié grâce à l'implacable efficacité de la riposte de l'Etat hébreu. Mais au même moment l'Irak est devenu le théâtre privilégié de ces sacrifices meurtriers. Qu'on en juge: tandis qu'en 2003 on recensait une petite centaine d'opérations-suicides dans le monde, en 2004, il y en a eu près du double (180), dont 80 % ont été commises en Irak. Ce phénomène s'explique par le fait qu'à partir de septembre 2004 (intronisation du gouvernement de M. Allaoui), ces actions n'ont cessé d'augmenter. Au dernier trimestre, elles ont fait 473 morts et 1058 blessés (statistiques Ifas). Cette intensité suggère un état d'exaltation et d'émulation dans la recherche de la mort caractéristique du sacrifice meurtrier. Traditionnellement, on avait tendance à l'attribuer aux shiïtes en raison

Par
**FRANÇOIS
GÈRE**
président
de l'Institut
français
d'analyse
stratégique.

Tandis qu'en 2003 on recensait une petite centaine d'opérations-suicides dans le monde, en 2004, il y en a eu près du double, dont 80 % commises en Irak.

du culte du martyr développé par l'Iran dans la guerre contre l'Irak, puis repris par le Hezbollah au Liban. L'utilisation de l'arme humaine avait provoqué le retrait des forces américaines du Liban en 1983, et fortement ébranlé la position française. Elle avait, par la suite, mis à mal les forces israéliennes peu préparées à cette forme d'agression. Revoici, vingt ans après, ce procédé en pleine action sur le théâtre irakien. Les acteurs et les buts ont certes changé. Mais de quoi s'agit-il?

Partie intégrante de l'insurrection, l'utilisation de l'arme humaine s'ajoute aux actions menées quotidiennement à coups de roquettes, de lance-grenades et de mines. Les cibles ne sont donc pas foncièrement différentes. Toutefois, le recours à cette arme présente un caractère plus précis, mieux organisé, et pour tout dire, plus politique et plus symbolique. Quel que soit le mode opérationnel choisi, trois catégories de cibles apparaissent: l'occupant américain, le gouvernement irakien «collaborationniste», ses dirigeants comme ses forces de sécurité, enfin les Kurdes et les shiïtes tant les populations que les dirigeants politiques et religieux.

S'agissant des Américains, l'objectif est triple: les embarrasser politiquement, les frapper sur le ventre mou de leur énorme logistique et entamer leur moral:

1) Les embarrasser politiquement c'est les faire apparaître comme la seule véritable force armée en Irak de manière à décrédibiliser les forces de sécurité irakiennes. Les troupes américaines doivent donc sortir de leurs casernes pour «faire le travail». Du coup, elles doivent se déplacer, développer leurs réseaux logistiques qui constituent autant de cibles faciles pour les embuscades. Fi-

nalement, une propagande apparemment simpliste mais efficace à force de répétition, actions à l'appui, s'en prend au moral des forces américaines. Elle cherche à pousser à la faute l'administration américaine. Non sans succès vu la rigidité mentale du secrétaire Rumsfeld et de son équipe qui ont réussi en une phrase («une armée se bat avec ce qu'elle a») à choquer la communauté militaire américaine (et internationale, ce qui se sait moins). Dans ces conditions, on comprend que les Etats-Unis cherchent à réduire l'impact médiatique des attaques-suicides.

2) Faire obstacle à la légitimisation du gouvernement Allaoui non seulement parce qu'il est issu du choix américain, mais surtout parce qu'il n'est pas entré dans le nécessaire dialogue avec toutes les parties en présence, y compris les gouvernements voisins de l'Irak. Les attentats visent à liquider les collaborateurs en chef, à décourager les ralliements et à creuser le fossé entre la population et l'autorité en place.

3) Exacerber les tensions ethniques et religieuses ainsi que les multiples divisions claniques et tribales de la société irakienne traditionnelle que, recourant à un mélange de terreur et de prébendes, la dictature baasiste avait su gérer durant moins de quarante ans (ce qui est peu). Il s'agit de radicaliser tous les antagonismes, les dresser les uns contre les autres, bref faire de l'Irak occupé par les Américains un foyer d'instabilité.

Pour savoir qui organise et exécute les opérations-suicides, il suffit d'appliquer le vieil adage «dis-moi à qui le crime profite». En ce sens, le choix des cibles dévoile les buts et, *in fine*, désigne les responsables.

Il ne s'agit certainement pas de «désespérés» comme le disent les autorités.

Certes, il existe toujours un fond tragique dans la mort acceptée. Pour autant, tout, sur le terrain et dans le contexte des enjeux politiques qu'annoncent les élections, montre le caractère stratégique, calculé et délibéré de ces actions perpétrées par trois catégories d'acteurs.

- Ansar al-Islam: ce groupe sunnite qui s'est «fédéré» dans la mouvance Al-Qaëda a toujours servi d'arme contre les Kurdes. Il ne fait que poursuivre les campagnes de terreur déjà entreprises à l'époque de Saddam Hussein. Efficacement contrôlé par les autorités kurdes depuis un an, le groupe recherche plus volontiers des cibles «chiïtes».

- La fraction la plus radicale des milices baasistes qui, encadrée par les anciens responsables des services spéciaux de Saddam Hussein, prétend défendre les intérêts de la minorité sunnite et des différents clans qui la fractionnent.

- Les «étrangers», issus de tout le Moyen-Orient, du Caucase, d'Asie centrale et parfois du Maghreb, volontaires entrés en Irak dès le début de l'année 2003 (Zarqawi et bien d'autres). Il s'agit d'une nouvelle génération de «martyrs» d'une petite trentaine d'années qui n'a pas connu l'Afghanistan soviétique.

Quant aux shiïtes, soucieux de faire en-

tendre leur voix majoritaire à l'occasion des élections, ils ont fait preuve de la plus grande retenue. L'entreprise aventuriste de Moqtadar al Sadr fut finalement contrôlée par l'ayatollah Sistani et les autres autorités religieuses. Les *shaheed* (martyrs) ne sont donc pas vraiment entrés en action. Mais ils sont là, sans doute plusieurs milliers, en réserve en cas de guerre civile après une éventuelle faillite du processus électoral.

En dehors d'une cible «objective» commune mais pas forcément principale, à savoir les Etats-Unis, ces composantes ne sont pas coordonnées. C'est leur faiblesse majeure. Qui plus est, leurs intérêts divergent et l'affrontement entre elles paraît constamment en filigrane. Reste une dernière interrogation, quels sont la valeur présente et le potentiel futur de ces opérations-suicides?

L'interprétation optimiste et officielle consiste à n'y voir qu'une bravade sanglante de «desperados» s'étouffant eux-mêmes dans un ultime bain de sang. Mais aujourd'hui tout se passe comme si, l'Irak était devenu un de ces «Etats défaillants» où s'affrontent des factions aussi nombreuses qu'incontrôlables. Les plus habiles s'efforcent de manipuler la puissance militaire américaine, éléphant désorienté qui s'agit au milieu

des porcelaines. Dans ces conditions, les chefs historiques que sont devenus Ben Laden et Zawahiri peuvent, non sans précautions et réticences, «intrôniser» Abou Moussad al Zarqawi, ses cellules et ses bandes dont l'allégeance n'est pas toujours garantie. En dépit de ces difficultés internes, apparaît sur la scène irakienne une organisation politique qui donne des directives, conduit une stratégie militaire associée à une intense lutte idéologique.

Cette nouvelle force politique en Irak commence à disposer de la capacité à former et entraîner plusieurs centaines de volontaires pour des opérations-suicides constituant pour l'avenir un danger majeur. Ils vont pouvoir essayer dans la péninsule Arabique pour mener, en plus grand nombre, des attaques de déstabilisation. Enfin, rien ne permet de penser que le phénomène reste confiné à cette zone, quand bien même resterait-elle le point focal. Et si nous, Européens, venions à négliger les tueurs-suicides, eux ne nous oublient pas. ◀

Dernier ouvrage paru: *les Volontaires de la mort* (Bayard, 2003). **A paraître en mars:** *la Nouvelle Géopolitique de la guerre et de la paix* (Larousse).

TURQUIE *Le respect des minorités religieuses reste un dossier sensible de la candidature turque à l'UE*

Les orthodoxes face à l'hostilité des ultranationalistes turcs

Près d'un mois après le sommet de Bruxelles qui a ouvert la porte des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union, la tâche qui reste à accomplir par Ankara pour satisfaire aux exigences européennes reste immense. Parmi les dossiers les plus controversés de la candidature turque, celui du respect des minorités religieuses demeure l'un des plus sensibles. Entre la communauté grecque-orthodoxe et le pouvoir central, par exemple, la tension reste palpable.

Istanbul :
Marie-Michèle Martinet

On les appelle ici, les Rums. Leur communauté grecque-orthodoxe, qui a longtemps tenu le haut du pavé de la bourgeoisie cultivée d'Istanbul, n'est plus que l'ombre de ce qu'elle fut : un demi-million de personnes à la fin du XIX^e siècle ; même pas 3 000 aujourd'hui. Leur patrimoine immobilier, autrefois florissant, tombe en ruine ; à commencer par les églises sur lesquelles, conformément à la loi

turque, l'Etat garde la haute main : impossible, par exemple, d'engager la restauration d'une chapelle ou d'une école sans avoir, au préalable, obtenu une autorisation de l'Etat. Aux dires des intéressés, le feu vert tarde souvent à venir... A plusieurs reprises, le patriarche de Constantinople, M^{gr} Bartholomé I^{er}, s'est plaint de ces entraves qui l'empêchent d'assurer normalement l'entretien des nombreux bâtiments placés sous sa responsabilité. M^{gr} Bartholomé I^{er} occupe une place stratégique et très contestée dans l'ancienne Byzance : pour les Rums, et pour

250 millions d'orthodoxes dans le monde, il est le patriarche œcuménique, c'est-à-dire l'autorité spirituelle suprême unifiant les différentes branches de l'orthodoxie, tant à Moscou qu'à Athènes ou Alexandrie. Mais la République turque a toujours refusé de lui reconnaître ce titre, au nom du traité de Lausanne datant de 1923.

Devant de telles réticences, les Rums d'Istanbul ne cachent pas leurs craintes, nourries par une succession d'incidents révélateurs de l'hostilité d'une frange radicale active en Turquie. L'incident le plus récent date du 6 janvier, jour de Noël orthodoxe. Célébrée chaque année sur les eaux de la Corne d'or, selon un rite datant de l'époque byzantine, la cérémonie a été perturbée ce jour-là par une soixantaine de manifestants : « Vous êtes ici en Turquie ! Aidez-la ou quittez-la ! », criaient-

ils en brandissant des banderoles portant les initiales du parti ultranationaliste MHP.

Ce n'est malheureusement pas le premier dérapage du genre. Déjà, au mois de septembre, un millier de manifestants s'étaient rassemblés de-

Les Rums d'Istanbul ne cachent pas leurs craintes, nourries par une série d'incidents

vant l'église orthodoxe du Fener où ils avaient brûlé une effigie du patriarche. Et en octobre, une mystérieuse bombe avait explosé dans le jardin du patriarche, heureusement sans faire de victimes...

Dans son bureau installé au premier étage d'un ancien hôtel

particulier du XIX^e siècle, qui fut la propriété du grand banquier rum Zarifi et accuse aujourd'hui la fatigue des ans, Andrea Rombopoulos prépare sa prochaine édition du journal *Iho*, dernière revue éditée à Istanbul en langue grecque. Quand on lui demande ce qu'il pense de l'évolution de la société turque, Andrea Rombopoulos explique que le regard des Turcs sur les Grecs a beaucoup évolué ces dernières années, en dépit des résistances. Surtout depuis 1999 : « *Après le tremblement de terre, Athènes a aussitôt envoyé des secours. Et qu'a fait le ministre de la Santé de l'époque ? Il a fait renvoyer le sang récolté pour les transfusions, comme si les Turcs ne pouvaient pas accepter de voir couler du sang grec dans leur veine.* » Cependant, le journaliste assure que l'opinion publique n'a pas suivi et que la presse turque est désormais très favorable au dialogue.

Selon lui, l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie en octobre est une bonne chose car elle va donner plus de poids aux démocrates turcs.

En dépit des tensions, le patriarche Bartholomé I^{er} s'est lui aussi prononcé en faveur d'une entrée de la Turquie dans l'Union, saluant la « *bonne volonté* » de l'actuel gouvernement turc. Cependant, il a prévenu qu'il n'était pas question pour lui de brader les intérêts de sa communauté, notamment en ce qui concerne le patrimoine immobilier. La réouverture, maintes fois envisagée et maintes fois ajournée du séminaire de Halki, situé en mer de Marmara, au large d'Istanbul, fait pourtant partie des gestes que l'Europe aimerait voir accomplis par Ankara avant l'ouverture des négociations d'adhésion.

Longtemps, les prêtres orthodoxes du monde entier se sont retrouvés dans ce séminaire pour y parfaire leur formation... jusqu'à la fermeture de l'institu-

tion, au lendemain du coup d'Etat militaire de 1971. Depuis, le sujet est devenu un vrai serpent de mer : « *Pourquoi voulez-vous qu'ils acceptent la réouverture du séminaire ?* remarque Andrea Rombopoulos, avec une certaine amertume. *Au mois de novembre, la justice a donné gain de cause à l'Etat pour déposséder le patriarcat d'un orphelinat construit sur l'île de Büyükkada. A l'automne, une procédure similaire nous avait déjà fait perdre deux hôpitaux !* » Il semble parfois que la perspective des négociations d'adhésion, pourtant fortement souhaitées par la Turquie, ait réveillé quelques vieux fantômes, attachés au souvenir de la déchéance de l'Empire ottoman et du rôle joué par les Européens et les minorités chrétiennes dans le démembrement de l'« *homme malade* ».

A son retour de Bruxelles, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan, d'abord accueilli en héros, a dû faire face aux cri-

tiques de ceux qui, non sans démagogie, l'accusent de ne pas défendre assez vigoureusement les intérêts du pays. Les attaques sont parfois surprenantes, telle cette offensive très inattendue de l'épouse de l'ancien et très laïc premier ministre Bülent Ecevit. Selon M^{me} Ecevit, le nombre des églises construites ces dernières années en Turquie a considérablement augmenté ; et il met en péril l'islam en Turquie. « *Nous allons perdre notre religion !* », a-t-elle lancé, devant ses auditeurs quelque peu médusés.

Une telle diatribe illustre assez bien les contradictions qui peuvent agiter la Turquie quand il s'agit de ses relations avec l'Occident, dont les minorités chrétiennes sont parfois considérées comme des sous-marins espions peu dignes de confiance.

Iraq's WMD: Case closed

The world little noted, but at some point late last year the American search for weapons of mass destruction in Iraq ended.

We will, however, long remember the doomsday warnings from the Bush administration about mushroom clouds and sinister aluminum tubes; the breathless reports from TV correspondents when the invasion began, speculating on when the "smoking gun" would be unearthed; our own failures to deconstruct all the spin and faulty intelligence.

The search for weapons of mass destruction in Iraq may have been one of the greatest nonevents of the early 21st century, right up there with the failure of the world's computers to crash at the end of the last millennium. That Y2K scare at least brought us an updated Internet. Fear of the nonexistent WMD brought us a war.

Even after most of the sites were searched, the places that had been identified in spy photos as sinister weapons-production sites had been shown to be chicken coops, and the scary reports about nuclear weapons ready to be detonated proved to be the fantasies of feckless intelligence

analysts, die-hard supporters of the invasion insisted that something would turn up. This proves once again the difficulties of debunking hard-held convictions: George W. Bush did such a good job selling the weapons-hunting nostrum that 40 percent of Americans recently said the weapons were there.

The fact that nothing was found does not absolutely, positively prove that there wasn't something there once, something that was disassembled and trucked over the border to Syria or buried in yet another Iraqi rose garden. But it's not the sort of possibility you'd want to fight a war over. What all our loss and pain and expense in the Iraqi invasion has actually proved is that the weapons inspections worked, that international sanctions — deeply, deeply messy as they turned out to be — worked, and that in the case of Saddam Hussein, the United Nations worked. Whatever the Hussein regime once had is gone, all destroyed a decade ago, under world pressure.

This is not a lesson that many people in power in Washington are prepared to carry away, but it is what

ue national adventure in the reckless doctrine of preventive warfare has to teach us.

The findings issued last fall by the Iraq Survey Group, which concluded that the WMD threat did not exist in Iraq when Bush decided to go to war, will apparently stand as its final conclusions. The 1,200 military men and women who were assigned to his search team are now fighting Iraqi insurgents. We hope they succeed. If they do not, large swaths of Iraq could become a no man's land, where terrorists will be free to work on WMD projects and UN weapons inspectors cannot go to thwart them.

Herald INTERNATIONAL Tribune

January 14, 2005

Sans illusions, la France tente de peser dans le conflit irakien

LA FRANCE n'a aucunement infléchi sa politique envers l'Irak pour plaire à Washington, affirme en substance l'entourage de Jacques Chirac, qui recevait jeudi 13 janvier le président Ghazi Al-Yaouar pour un entretien et un déjeuner à l'Élysée. Si la venue à Paris du président irakien est l'occasion pour Paris de prodiguer ses encouragements au processus politique en cours en Irak, elle ne marque pas en elle-même un tournant. Le chef de l'État irakien ne s'est jamais livré, en direction de la France, aux mêmes invectives que le premier ministre, Iyad Allaoui, et il n'y a pas de ressentiment à surmonter envers lui. Sa visite était programmée depuis le mois de juin 2004 : Jacques Chirac l'avait invité en le rencontrant brièvement en marge du sommet du G8 de Sea Island (Georgie, États-Unis).

La résolution 1546 des Nations unies fixant le calendrier de mise en place d'institutions démocratiques en Irak venait à ce moment là d'être adoptée. Elle devenait - et elle reste - le langage commun des États-Unis, de la France et de tous les autres membres du Conseil de sécurité à propos de l'Irak.

Ce cadre de « la 1546 » n'a cependant pas empêché que s'expriment les mois suivants, en France en particulier, des divergences avec l'approche américaine, voire de vigoureuses polémiques comme à propos du rôle de l'OTAN en Irak. Or aujourd'hui, à la veille d'une double échéance - celle des élections du 30 janvier en Irak et celle de l'investiture de George Bush le 20 janvier - le ton n'est résolument pas à Paris à la polémique avec Washington. Paris insiste plutôt sur ce qui constitue l'objectif commun : la pacification de l'Irak, la mise en place d'institutions démocratiques et stables, la reconstruction économique. Et on s'arrange pour formuler de façon moins irritante pour les Américains qu'à l'automne ou avant les divergences de fond qui néanmoins perdurent quant aux meilleurs moyens d'atteindre cet objectif. Ainsi, les dirigeants français restent convaincus que la perspective d'un retrait des troupes étrangères est une condition nécessaire du rétablissement de la sécurité dans ce pays. Mais ils ne le disent plus aussi directement que par le passé.

En septembre encore, le ministre des affaires étrangères, Michel Barnier, prônait la réunion d'une conférence internationale sur l'Irak, qui inscrivait en bonne place à son



Le président intérimaire d'Irak, Ghazi Al-Yaouar, a été accueilli, mercredi 12 janvier, par le ministre des sports, Jean-François Lamour. Cette visite intervient alors que l'on est toujours sans nouvelles de Florence Aubenas et de son « fixeur », Hussein Hanoun Al-Saadi, disparus le 5 janvier. Leur sort devait être évoqué lors des différents entretiens prévus.

ordre du jour le « calendrier » du retrait des troupes étrangères. Une conférence a bien eu lieu, le 23 novembre à Charm el-Cheikh, mais ce sujet n'a pas été abordé. Aujourd'hui, Paris ne parle plus de calendrier de retrait ni de « fin de l'occupation ». « Il n'y a pas à fixer de date pour le retrait de la force multinationale, puisque cette date est contenue dans la résolution 1546 », dit un proche de Jacques Chirac.

« PARTENAIRE COMMERCIAL »

La résolution n'est guère explicite sur ce point. Elle dit, dans son article 12, que le mandat de la force multinationale expire « au plus tard à la fin du processus visé à l'article 4 ». L'article 4 décrit les étapes du processus politique - élections, nouveau gouvernement, nouvelle Constitution, nouvelles élections - qui doit s'achever fin 2005. Les dirigeants américains ne se sont jamais enfermés dans ce calendrier ; ils ont au contraire promis que leurs soldats resteraient en Irak aussi longtemps qu'il le faudrait pour rétablir la sécurité, en vertu d'une logique inverse de celle de la France.

La France continue, d'autre part, de recommander d'élargir la base du processus politique en Irak, d'y rallier le plus possible de secteurs de la « résistance » dès lors qu'ils renonceraient à la lutte armée. Ce fut aussi, à l'automne, un sujet de conflit de Washington et du premier ministre irakien avec Paris. La France défend toujours cette approche « inclusive », sans beaucoup de résultat. Elle n'en a pas moins, ces derniers mois, recommandé, comme les Américains, la tenue des élections à la date fixée par la résolution 1546, en dépit du contexte peu propice.

« Le scrutin du 30 janvier doit permettre l'établissement d'un gouvernement démocratique et légitime, a dit, il y a quelques jours, Jacques Chirac ; d'autres étapes suivront qui devront garantir à toutes les composantes de la société et de la vie politique irakiennes de trouver leur juste place dans les futures institutions du pays ». « Est-on sûr, demande-t-on dans son entourage, qu'un report du scrutin ne servirait pas ceux qui prônent la violence ? Il appartient de toute façon aux seuls Irakiens d'en

décider ».

La France va renouveler au président Ghazi Al-Yaouar la proposition de former hors d'Irak des forces de sécurité, restée à ce jour sans réponse du gouvernement irakien, alors que les Allemands sont déjà à l'œuvre sur un programme identique. Les diplomates français font valoir les multiples efforts de coopération déployés envers l'Irak et l'effort financier considérable que représente pour la France l'allègement de dette qui lui a été consenti : « C'est sans aucun équivalent envers aucun pays présentant les mêmes potentialités économiques ». On ne dissimule pas qu'« à terme, oui, la France aspire à devenir un partenaire commercial significatif de l'Irak », comme en convient un proche de Jacques Chirac. Mais « seulement le moment venu », souligne-t-il, ce dont on est encore loin.

Claire Tréan

Les autorités françaises sont toujours prêtes à aider à la formation de policiers et de militaires irakiens

À LA VEILLE de la visite officielle à Paris du président intérimaire irakien, Ghazi Al-Yaouar, jeudi 13 janvier, les autorités françaises ne savaient pas encore si celui-ci avait l'intention de formaliser ou non une demande d'aide à la formation de policiers ou militaires irakiens.

Jacques Chirac était prêt à renouveler son offre, dès lors que cette assistance se déroulerait à l'extérieur de l'Irak. Lors du sommet de l'OTAN, à Istanbul, le 28 juin 2004, tous les États-membres de l'Alliance atlantique s'étaient, en effet, engagés à aider l'Irak à former ses forces de sécurité. La France, l'Alle-

magne, la Belgique et l'Espagne précisaient qu'elles n'enverraient aucun instructeur en Irak.

L'Allemagne avait déjà amorcé cette coopération, puisque 421 policiers irakiens ont été formés, entre mars et novembre 2004, dans le centre de formation que Berlin a installé dans les Emirats

arabes unis, à Abou Dhabi. Quelque 200 autres policiers irakiens ont, d'autre part, bénéficié d'un cycle de formation de plus courte durée. Au total, quelque 1 200 Irakiens ont pu profiter de l'aide du gouvernement allemand. Les autorités françaises répètent qu'elles sont prêtes à faire un effort similaire, mais, tant à l'état-major des armées qu'à celui de la gendarmerie, on déclare n'avoir été saisi d'aucune demande du pouvoir politique.

ENGAGEMENTS D'ISTANBUL

Si les choses devaient se concrétiser, la France pourrait facilement répondre à une demande de Bagdad. Outre l'ouverture des écoles

de formation et académies militaires françaises à des officiers irakiens, l'une des hypothèses consisterait à accueillir certains d'entre eux à l'école de gendarmerie que la France devrait installer au Qatar. Cette école, qui devrait former quelque 1 500 Qataris, pourrait alors acquérir une dimension régionale.

La France reste toutefois très prudente sur une coopération policière et militaire avec l'Irak. Et son cas n'est pas isolé. Le « centre d'excellence » créé en Irak à la demande insistante des Etats-Unis n'est encore que virtuel. Les pays de l'Alliance atlantique ont fait des offres allant jusqu'à un total de 330 instructeurs, mais, à ce jour, très peu

d'entre eux ont concrétisé leurs propositions. Résultat : nul ne sait quand cette école militaire pourra effectivement ouvrir ses portes.

Ce qui n'arrange pas les affaires de Washington. Le 22 février, le président George Bush doit se rendre à Bruxelles, pour un sommet extraordinaire de l'OTAN, et les Américains tiennent absolument à montrer à cette occasion qu'ils sont épaulés par leurs alliés en Irak. Ils demandent à Paris et à Berlin de concrétiser leurs engagements d'Istanbul par une coopération passant par la création de fonds au profit de l'Irak (*trust funds*). Il s'agirait, d'une part, de financer le transport en Irak d'armes légères d'origine russe données par des pays

naguère sous influence de Moscou (Hongrie, République tchèque, Pologne), d'autre part, d'assurer financièrement le transport et l'hébergement d'officiers irakiens dans les deux centres de formation dirigés par l'Alliance atlantique à Stavanger (Norvège) et Oberammergau (Allemagne).

La France constate que le secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, probablement refroidi par le peu d'enthousiasme des donateurs, n'a pas encore formalisé cette demande, et elle rappelle qu'elle contribue déjà à hauteur de 1,3 million d'euros à la mission de formation de l'OTAN.

Laurent Zecchini

IRAK Selon un porte-parole du président Ghazi al-Yaouar, en visite à Paris, 1 500 hommes recevront une formation de dix-huit mois

La France formera des gendarmes irakiens

LE FIGARO SAMEDI 15 - DIMANCHE 16 JANVIER 2005

C'est un premier signe concret du réchauffement des relations entre la France et l'Irak. Hier, à l'issue d'une visite officielle de deux jours du président irakien Ghazi al-Yaouar, son porte-parole a annoncé que Paris avait proposé de participer à l'entraînement des policiers irakiens. Il s'agit d'« assurer la formation d'une force de sécurité irakienne de 1 500 hommes, a-t-il ajouté. Elle sera assurée par un encadrement d'une trentaine de gendarmes français sur une période de 18 mois et sera réalisée dans un pays voisin de l'Irak ou en France même ». Les éventuels stages, qui pourraient démarrer d'ici à trois mois, seront cependant « indépendants des actions de formation effectuées par la force multinationale ou par l'Otan ». Tout dépend désormais d'une « acceptation de l'offre par les autorités irakiennes ».

La proposition française n'est en fait pas nouvelle. Formulée il y a plus d'un an, l'offre de formation n'a pour l'instant pas été suivie d'effet. Jacques Chirac avait notamment souscrit à un projet monté par le chancelier Gerhard Schröder d'aider à la mise en place des forces de sécurité en Irak. Mais, alors que l'Allemagne a déjà formé plusieurs centaines de policiers irakiens, la France n'a reçu aucune réponse. Les tensions franco-américaines, via un gouvernement

intérimaire irakien mis en place par Washington, seraient à l'origine de cette mise à l'écart.

Cette fois, Bagdad pourrait accepter la main tendue. Avant son arrivée à Paris, l'entourage du président irakien indiquait qu'il voulait « relancer les relations, anciennes et profondes, entre Paris et Bagdad, et remercier Jacques Chirac pour avoir voté la résolution transférant la souveraineté à notre pays ». Le président Jacques Chirac, a lui délivré au président al-Yaouar « un message de soutien au processus de reconstruction politique et économique » de l'Irak.

L'offre française intervient aussi à moins de trois semaines des élections générales en Irak et alors que la violence ne cesse de croître dans tout le pays, démontrant la faiblesse des forces de sécurité. Or, selon le chef de

la diplomatie américaine, « l'insurrection ne va pas dispa-

raître du fait de cette élection ». « En fait, les insurgés pourraient se montrer encore plus déterminés s'ils ne parviennent pas à dissuader le peuple irakien de participer », a estimé Colin Powell.

Les attaques visent particulièrement la communauté chiite, favorable à l'élection et qui représente 60 % de la population, alimentant les craintes de guerre civile. Ainsi sept Irakiens ont été tués et trente-huit blessés jeudi soir dans l'explosion d'une voiture piégée visant une mosquée chiite à Khan Beni Saad. Cet attentat intervient au lendemain de l'assassinat d'un représentant du grand ayatollah Ali Sistani, figure emblématique des chiites d'Irak et favorable au vote. L'influent Comité des oulémas musulmans (sunnite) a dénoncé « cet acte criminel » et accusé ses auteurs de vouloir créer des dissensions confessionnelles mais il a décidé de boycotter les

élections. De son côté, le Parti islamique irakien, la principale formation sunnite, maintient son retrait du scrutin.

Pour éviter un scénario catastrophe et établir « une base aussi large que possible pour une succession réussie », le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a appelé hier « tous les Irakiens », dont les sunnites, à « exercer leur droit démocratique ». « Il est évident que les conditions dans lesquelles vont se dérouler les élections sont loin de l'idéal », a-t-il néanmoins reconnu. L'homme politique sunnite Adnane Pachachi a pour sa part exhorté les Irakiens de la diaspora à voter : « Si nous restons à la maison, nous ne pourrions que nous blâmer nous-mêmes si les choses ne marchent pas. »

T. B.



L'ÉTONNANT CHEIKH

IRAK



28 juin 2001. Le cheikh Ghazi Al-Yaouar, nommé président intérimaire de l'Irak, est félicité par les membres du gouvernement.

LES Américains ne voulaient pas de Ghazi Al-Yaouar. Pour inaugurer les chrysanthèmes, la tâche principale théoriquement dévolue au président intérimaire du nouvel Etat irakien, Paul Bremer, l'ancien proconsul de Washington qui fit la pluie et le beau temps à Bagdad jusqu'au 30 juin 2004, avait choisi un affable et dynamique diplomate octogénaire nommé Adnan Pachachi.

A la surprise générale, en cette belle matinée du 28 juin, Pachachi, l'élégant politicien chevronné à peine nommé par la puissance occupante, se retire brusquement de la course. Les partis kurdes ne veulent pas de lui, les représentants chiïtes guère plus. Il dénoncera plus tard « une véritable cabale organisée » contre lui. Ce même jour, à l'unanimité moins une voix, les 25 membres irakiens du Conseil de gouvernement, cet organe en trompe-l'œil mis en place par Bremer, sélectionnent le rondouillard cheikh Ghazi Mashal Ajil Al-Yaouar, et le font savoir. A quarante-huit heures du recouvrement partiel de sa souveraineté par l'Irak, Washington ne peut rien faire. Yaouar est président. Gros émoi outre-Atlantique.

Maggie Mitchell Salem, qui fut jusqu'en 2000 l'« assistante spéciale » de Madeleine Albright, chef de la diplomatie américaine sous Bill Clinton, se souvient : « Les néo-conservateurs autour du président Bush étaient furieux. » Non que Ghazi Al-Yaouar soit antiméricain. Loin de là. « Sceptique » avant l'invasion de mars-avril 2003, il a, depuis sa nomination à la tête du nouvel Etat, remercié George W. Bush une bonne dizaine de fois pour le renversement du régime précédent.

Ghazi Al-Yaouar parle un anglais châtié. Il a effectué une partie de ses études supérieures à Londres, puis à Washington, et obtenu sa licence d'ingénieur civil à l'université de Georgetown. Rien à dire. Ce qui chagrine les « neocons » – selon l'abréviation américaine –, ce ne sont même pas les critiques acerbes que le nouveau président a multipliées contre l'« occupation militaire » de son pays : ce qui les met en colère, c'est la couleur du passeport de l'impétrant.

Moins de trois ans après les attentats du 11 septembre 2001 perpétrés par 19 terroristes arabes, dont 14 Saoudiens, la droite néoconservatrice américaine, qui prône carrément le renversement punitif de la dynastie des Saoud, n'en revient pas de voir « un Saoudien » s'installer sur le trône cérémonial du nouvel Irak. Le 28 juin 2004, l'Arabie saoudite est parmi les toutes premières puissances à féliciter Ghazi

GHAZI AL-YAOUAR

En visite officielle pour la première fois en France, le président irakien est reçu jeudi par Jacques Chirac. Itinéraire d'un Bédouin atypique qui a fait le pari de la politique

Al-Yaouar de sa nomination. Sur les photos de groupe, le président est facile à reconnaître, il est le seul et unique membre en Irak, ont également laissé leur famille dans leur ancien pays de refuge.

Né le 11 mars 1958 – quatre mois avant la chute de la monarchie irakienne, le 14 juillet – à Mossoul, dans le nord de l'Irak, Ghazi Al-Yaouar a passé, c'est vrai, une bonne quinzaine d'années de sa vie en Arabie. Il y était déjà en 1990, quand Saddam Hussein envahit le Koweït. Il y faisait du business dans les télécommunications, il était proche de la famille royale et déjà très riche. « J'ai quitté une vie confortable et prospère, uniquement pour servir mon pays », confiera-t-il plus tard. A Bagdad, on le croit. Mais nous n'en sommes pas encore là.

En 1990, année maudite de l'invasion du Koweït, Mohsen Adil Al-Yaouar, chef suprême de la grande confédération tribale des Shammar et oncle de Ghazi, choisit à son tour l'exil à Londres. Non que les Shammar, qui ont fourni à l'Irak de Saddam – et, avant lui, à la monarchie – quelques politiciens, de grands généraux et de nombreux officiers d'active, soient particulière-

ment maltraités par le régime. La tribu, qui s'étend de la Syrie, au nord, jusqu'au royaume des Saoud en passant par la Jordanie et bre de l'équipe à porter en toutes circonstances la tenue traditionnelle des princes du désert : keffieh et djellaba immaculés, longue cape brune en poil de chameau avec liseré doré sur les côtés.

« Non seulement il est saoudien, ironise M^{me} Mitchell Salem, il s'habille comme un Saoudien, est marié à une Saoudienne – de la tribu Al-Rachid, la même que celle de la mère du prince héritier Abdallah –, il a fait des études à l'Université du pétrole du roi Fahd, mais ses quatre enfants, laissés avec leur mère en Arabie saoudite, y sont toujours éduqués. » A Djedda, la rue ricane : « Devinez : quel est le dénominateur commun entre Al-Yaouar et Rafic Hariri [premier ministre du Liban jusqu'en novembre 2004 et titulaire, lui aussi, de la citoyenneté saoudienne] ? Ils fréquentent tous deux régulièrement le bureau des passeports de Riyad. »

EN fait, longues années d'exil obligent, beaucoup de ministres irakiens en place disposent de plusieurs nationalités : française pour au moins trois d'entre eux, américaine ou britannique pour d'autres. La plupart, à cause de l'insécurité générale le Yémen, d'où elle a émigré vers l'ancienne Mésopotamie – l'Irak d'aujourd'hui – autour du XVIII^e siècle, compterait, avec tous les clans qui lui sont affiliés, au moins 3 millions d'individus, dont plus de 600 000

« Allons donc ! C'est l'Amérique qui a renversé Saddam Hussein pendant que nous avalions nos plateaux-télé »

GHAZI AL-YAOUAR

en Irak. Même Saddam, qui a sévèrement réprimé la tradition tribale pendant vingt ans avant de la promouvoir à nouveau à partir des années 1980, ne pouvait s'en prendre à une telle puissance.

Après le départ du grand chef traditionnel vers Londres, la famille Al-Yaouar se verra bien confisquer quelques-unes de ses grandes propriétés terriennes, mais la première tribu du pays, comme d'ailleurs toutes les autres, comptera, jusqu'au bout, assez de sympathisants et militants baasistes suffisamment puissants pour sauvegarder ses intérêts. Mohsen Al-Yaouar, qui a succédé deux décennies plus tôt à Ahmad Al-Yaouar, le père de Ghazi, à la tête de la confédération, en avait simplement assez de Saddam et de ses lubies.

Dans les années 1980, il avait refusé la coopération de ses Bédouins à la politique d'arabisation forcée décrétée par le régime contre les Kurdes pour mieux contrôler le nord pétrolier du pays. Installée depuis des générations à Mossoul, la « famille grand-ducale » des Al-Yaouar a toujours entretenu les meilleures relations avec cette minorité, non arabe, certes, mais essentiellement sunnite. Selon IslamOnline.net, un média arabe sur Internet, le président a d'ailleurs épousé en troisièmes noces, le 4 septembre 2004, une jeune politicienne kurde, Nesrine Barwari, 34 ans, ministre des travaux publics dans l'actuel gouvernement.

Le 30 juin 2004, les deux principaux leaders kurdes, Jalal Talabani et Massoud Barzani, qui représentent quelque 20 % des 26 millions d'Irakiens, se souvenant de l'attitude des Yaouar ont soutenu activement la candidature de leur ami Ghazi à la présidence. De même, parce que la tribu des Shamars compte beaucoup d'anciens sunnites convertis, comme des millions d'autres, au chiïsme vers la fin du XVIII^e – « au moins 50 % », affirme le président – les partis religieux chiïtes ne s'opposeront pas à cette candidature. Bref, ce n'est pas tant à la couleur de son second passeport que Ghazi Al-Yaouar doit sa nomination qu'à son statut tribal. « Nous autres, les Bédouins, nous sommes des gens qui privilégions la raison sur l'émotion », aime-t-il à souligner. Le président prétend que « 90 % des Irakiens restent très attachés à leurs liens tribaux ». Les chercheurs, eux, évoquent une proportion deux fois moindre. Mais, dans le chaos d'aujourd'hui, qui peut le dire ?

Une seule chose est sûre : bien qu'il ait rapidement acquis les ficelles de son nouveau métier, que sa rondeur bonhomme et son sourire facile fassent le bonheur de ses hôtes, ce n'est certainement pas à son expertise politique que l'héritier des Shamars doit son vertigineux parcours. Contrairement au premier ministre Iyad Allaoui et à la quasi-totalité des ministres en exercice, Ghazi Al-Yaouar, avant de rentrer en Irak en avril 2003 à la demande de son oncle, n'avait jamais tâté des affaires de la cité. Il était, dit-il, « un opposant passif » au régime baasiste. Il était surtout homme d'affaires, vice-président d'Hicap

Technologies, une grosse entreprise de télécoms, s'occupait de projets publics de développement chez les Saoud et menait grand train. Aujourd'hui, il lit Machiavel « pour éviter les écarts qui guettent les hommes de pouvoir » et « admire Thomas Paine », l'ardent Américain qui défendait les idées de la Révolution française.

Intelligent, cultivé, politiquement modéré et cosmopolite, Ghazi Al-Yaouar, qui se veut « trait d'union entre Orient et Occident, entre tradition et modernité », apprend vite et sait déjà tirer sur ses adversaires. Il moque, sans les nommer, ceux de ses rivaux, les Ahmad Chalabi, Iyad Allaoui et autres « vedettes » revenues d'exil, « qui s'imaginent avoir un droit automatique au pouvoir parce qu'ils auraient renversé Saddam Hussein. Allons donc ! C'est l'Amérique qui l'a renversé pendant que nous avalions nos plateaux-télé ! » Parce qu'il a pris goût au pouvoir, qu'il espère « laisser un nom honorable » à ses enfants et que, finalement, ayant grandi dans une famille quasi royale, « la politique a toujours coulé dans [ses] veines », Ghazi Al-Yaouar a décidé de créer sa propre formation. A la mi-décembre, sous son parrainage, la liste Iraquioun (Les Irakiens) a été déposée avec, comme tête de liste, un autre cheikh, Fawaz, son cousin. Si les élections sont tenues, nul ne peut prédire ce que sera son score.

Bien que son rôle actuel soit largement cérémonial et que son premier ministre – avec qui les relations sont, dit-on, parfois tendues – monopolise les médias locaux, le « président Yaouar », comme dit George W. Bush, ne s'est jamais privé de dire son fait à l'occupant. En avril 2004, scandalisé par la brutalité de l'offensive américaine sur Fallouja, c'est lui, alors simple membre du conseil de gouvernement, qui envoie

dans la ville rebelle une délégation de négociateurs pour mettre fin aux combats. L'arrangement ne tiendra finalement que quelques mois et permettra aux rebelles en armes de se renforcer avant que l'armée américaine lance une seconde offensive, beaucoup plus meurtrière et destructrice que la première. Intensivement bombardée, la ville est à moitié rasée. Mais beaucoup, parmi les 300 000 civils de Fallouja, n'auront pas oublié l'intervention humanitaire du Bédouin. Devenu président, Ghazi Al-Yaouar y met les formes mais continue d'appuyer sur les blessures américaines. « Les Etats-Unis sont responsables à 100 % de la situation sécuritaire d'aujourd'hui. Ils ont occupé mon pays, démantelé notre armée et nos services de sécurité et laissé nos frontières ouvertes à n'importe qui pendant au moins dix longs mois. »

Inlassablement, depuis sa nomination, le président plaide pour la réintégration, « après examen de leurs dossiers personnels,

de tous les officiers, les généraux et tous les soldats qui n'ont pas participé aux massacres et aux tortures de Saddam ». Il veut, comme George W. Bush, « irakiser » au plus vite tout ce qui concerne la sécurité nationale. Selon lui, « cela ne devrait pas prendre plus d'un an. Ensuite, nous pourrions

dire à nos amis américains et à la force multinationale qui nous aide : "Messieurs, merci beaucoup, vous pouvez rentrer chez vous." »

Musulman pratiquant, Ghazi Al-Yaouar n'est pas plus tendre avec les rebelles, « ces forces du mal qui n'ont ni programme, ni idée, et qui salissent la religion ». Il est plutôt pour la tenue des élections au jour prévu, le 30 janvier. Mais il n'y a pas, pour lui, de « date sacrée » et, comme en défi au président Bush, qui refuse a priori toute idée

de délai, il demandait encore la semaine passée à l'ONU de se prononcer sur la faisabilité ou non de cette consultation dans le chaos qui prévaut. Sa crainte est que, « si la situation continue comme cela, on risque de créer chez les Irakiens un sentiment si fort de rage et d'humiliation qu'un Adolf Hitler pourrait émerger en Irak de la même manière qu'il est apparu en Allemagne après la défaite et les humiliations de la première guerre mondiale ».

On pensera ce qu'on voudra de cette sombre prédiction. L'homme que Jacques Chirac s'appête à recevoir jeudi 13 janvier s'est fabriqué, en quelques mois, une image et une réputation. Celle d'un entrepreneur libéral doublé d'un nationaliste bon teint qui revendique sans cesse son « irakité » et refuse de croire à la guerre civile. L'Irak n'a sans doute pas fini d'entendre le nom de l'étonnant cheikh Al-Yaouar.

Patrice Claude

Face à l'inconnue nucléaire iranienne

par Ran Halevi

L'HEURE de vérité approche avec l'Iran. Sommé de faire la lumière sur son programme nucléaire, Téhéran a fini par accepter de suspendre provisoirement la production d'uranium enrichi. Il serait même disposé à autoriser les inspecteurs de l'AIEA à visiter un de ses sites les plus sensibles. Ces premiers pas ne peuvent cependant préjuger de la suite des négociations. D'autant qu'une fois encore, Européens et Américains ne s'accordent ni sur la manière de les conduire ni sur les chances de les voir aboutir. Les premiers pensent qu'une normalisation entre Washington et la République islamique serait un facteur décisif de succès. Les seconds doutent qu'un tel geste entame la résolution d'Iraniens qui n'ont cessé de mentir sur leurs ambitions en matière nucléaire.

Cette nouvelle épreuve, dont il est impossible de prédire l'issue, laisse ouvertes deux questions qui hantent les chancelleries : que faire si l'Iran refuse de mettre fin à son projet nucléaire - si tant est qu'il n'ait, comme le pensent certains, déjà abouti ? Et, dans cette hypothèse, le recours à la force offre-t-il la seule réponse adéquate aux desseins de la République islamique ?

La réponse varie selon les capitales. En attendant d'y voir plus clair, on a vu récemment Washington et Jérusalem se livrer avec Téhéran

par médias interposés, à un « concours de surenchère » psychologique. Les Américains ont plusieurs fois menacé de convoquer le Conseil de sécurité pour infliger des sanctions aux Iraniens. Condoleezza Rice a prévenu qu'aucune option ne devait être exclue pour empêcher la République islamique d'accéder à l'arme atomique. Le gouvernement iranien, de son côté, a donné en octobre une grande publicité aux essais - à moitié réussis - de son missile balistique Chahab 3, et a promis, s'il était attaqué, d'en faire usage

contre Israël. Pour faire bonne mesure, le gouvernement d'Ariel Sharon a annoncé son intention d'acquiescer aux Etats-Unis cinq cents bombes « antibunker » capables de percer 2 mètres de béton fortifié. Une arme dont le destinataire paraît tout désigné...

Certes, une frappe du potentiel iranien paraît autrement compliquée que celle conduite par Israël en 1981 contre le dispositif irakien d'Osirak. Cette opération avait été préparée dans le plus grand secret et pris tout le monde par surprise ; celle qui pourrait être envisagée contre l'Iran est débattue au grand jour et ne risque pas de surprendre grand monde. De plus, la distance parcourue par l'aviation israélienne pour atteindre Bagdad était relativement courte et l'objectif réduit à une cible ; alors que les installations iraniennes sont dispersées et sans doute mieux protégées. Enfin, l'Irak de Saddam Hussein ne disposait pas des moyens de représailles dont Téhéran est aujourd'hui capable -

non pas directement, malgré ses déclamations apocalyptiques, mais en faisant agir le Hezbollah libanais

à la frontière nord d'Israël et en intensifiant son soutien au terrorisme islamique, avec, pour un Proche-Orient passablement secoué par l'affaire irakienne et le conflit israélo-palestinien, des conséquences potentiellement dévastatrices.

On aurait tort, toutefois, de tenir ces difficultés, et les dangers qu'elles comportent, pour suffisantes à dissuader Israël d'attaquer les centrales iraniennes. M. Sharon ne s'est jamais montré inhibé par les oukases et les mises en garde de l'opinion internationale, quand il jugeait, à tort ou à raison, que les intérêts vitaux d'Israël sont en jeu. Toute la question est de savoir si une opération israélienne (ou américaine) est impérieusement nécessaire, si elle est souhaitable et, surtout, opportune.

Des observateurs peu suspects de

sympathies pro-iraniennes répondent catégoriquement par la négative. Le régime de Téhéran a beau être obscurantiste, disent-ils, sa conduite, inspirée aussi par la réalité sur le terrain, n'en est pas irrationnelle. L'Iran se trouve « encerclé » de tous côtés par des Etats à forte présence militaire américaine. Et c'est peu de dire que la récente guerre en Irak avait de quoi alarmer les ayatollahs : dans le projet de croisade démocratique agité par les néo-conservateurs, influents au sein de l'administration Bush, l'Iran figurait en haut de la liste, juste après l'Irak. Vue de Téhéran, la menace d'une expédition américaine ne relevait pas d'une pure spéculation littéraire. Or, contre une telle éventualité, il n'est de meilleur secours que... la possession d'armes nucléaires. La Corée du Nord en administre la preuve chaque jour, qui fait apparaître l'impuissance de la communauté internationale devant les provocations répétées de ses dirigeants.

Les adversaires d'une frappe préventive rappellent encore que la dictature des mollahs, odieuse à l'intérieur, ne s'est jamais livrée à une agression militaire contre ses voisins ; que malgré les serments de faire rayer Israël de la carte, la course iranienne au nucléaire n'est pas principalement déterminée par son hostilité envers l'Etat hébreu ; enfin, que dans l'hypothèse où l'Iran détiendrait des armes non conventionnelles, il est peu probable que ses dirigeants prennent le risque de les utiliser contre Israël, dont la puissance nucléaire les réduirait aussitôt en poussière.

On touche ici à l'essentiel. Toute réflexion sur l'attitude à adopter devant les velléités nucléaires de l'Iran renvoie à la nature de son régime, à savoir si les maîtres de Téhéran sont accessibles ou non à la logique du système de dissuasion qui a prévalu jusqu'à l'effondrement de l'empire soviétique. Les commentateurs hostiles au recours à la force inscrivent leur analyse dans la traditionnelle conception de « l'équilibre de la terreur », qu'ils jugent applicable au gouvernement iranien plus encore qu'elle ne l'était au régime de Saddam Hussein. Certains suggèrent même que la possession par l'Iran d'une capacité nucléaire pourrait, paradoxalement, renforcer l'équilibre de la terreur plutôt que de lui porter atteinte.

D'autres pensent que le 11-Septembre a définitivement ébranlé

l'ancien système de dissuasion. Ils n'excluent pas qu'une dictature islamique dotée d'une capacité nucléaire puisse « sous-traiter » sa contribution au terrorisme international en fournissant des intermédiaires sur le marché « privatisé » des armes prohibées. Ce débat a le mérite d'aborder la question de fond :

RAN HALEVI est historien, directeur de recherches au CNRS.

celle des rapports, ou de l'absence de rapports, entre fondamentalisme islamique et possession d'armes de destruction massive, entre les prédictions des régimes islamistes et la rationalité, ou l'irrationalité, de leur comportement réel. Seulement, la réponse est, par définition, indécidable : elle ne peut se vérifier qu'à l'épreuve d'un acte irréparable.

A défaut de certitude sur le degré d'irrationalité de tel ou tel régime, Européens et Américains doivent impérieusement commencer par surmonter leurs différends et convenir d'une politique commune face au défi iranien. S'ils veulent empêcher Israël de résoudre, avec les conséquences qu'on imagine, la crise à sa manière, il leur faut avertir le gouvernement de Téhéran, et d'une seule voix, des sanctions implacables - politiques, économiques - qui l'attendent s'il refuse d'obtempérer. Et, si besoin, de les appliquer sans faiblesse.

La réponse aux intentions iraniennes est, par définition, indécidable : elle ne peut se vérifier qu'à l'épreuve d'un acte irréparable

David Brooks

Can Iraq be saved?

WASHINGTON

Is there any way this can still work? Is there any plausible scenario for how Iraq can turn into a functioning society?

These are the questions I've been throwing at U.S. government officials, military analysts and other wise heads over the past few weeks. Their answers, both uplifting and depressing, suggest that if America is lucky, the near future in Iraq will come in three phases.

Phase 1: The Bloody Campaign

Nearly everybody agrees that the momentum is with the insurgents these days. Chaos is spreading. Sunnis are jumping on the terrorists' bandwagon. If anything, the television images of car bombings don't convey the full horror of the situation.

They don't convey the sheer exhaustion of the people in the Sunni triangle living month after month with little heat and sporadic electricity, nor the bitterness of living with crime and mayhem, nor the erosion of civic trust, nor the pervasive anxiety of not knowing if your children have been blown up on a given afternoon.

And yet this is not Vietnam. The terrorists may be good at chopping off heads, but they have not won the people's minds. A desire for democracy runs deep in Iraq, along with an angry hunger for the rule of law.

Eighty-three slates of candidates have been formed, despite the terrorists' threats. More than 7,000 people

are running for office. At least 100 newspapers stir a lively cauldron of democratic ideas and debate.

The newspaper Sabah recently published a poll of 4,974 Iraqis living in and around Baghdad. Nearly 88 percent support military action against the terrorists. A survey by the Iraq Center for Research and Strategic Studies suggests that the insurgents' archfoe, Prime Minister Ayad Allawi, is the most popular prospective leader in the land.

In this pre-election phase, we see the two sides of the situation: the unraveling of society and, at the same time, the hardening of resolve to create a normal, lawful nation.

Phase 2: Building Institutions

One of the ideas we have to purge from our heads is the notion that this is a conflict between secular modernizers (the good guys) and medieval religious zealots.

In Iraq, the most effective advocates for democracy are precisely the traditional Muslim leaders. The Shiite clerics in Najaf, led by Grand Ayatollah Ali al-Sistani, have learned from the failure of Ayatollah Ruhollah Khomeini's revolution in Iran. As Reuel Marc Gerecht argues in his monograph, "The Islamic Paradox," their commitment to democracy is real, the product of a genuine intellectual revolution. The Sistani-backed slate will probably lead the coming vote.

Nearly everybody
agrees that the momentum
is with the insurgents
these days.

The people on that slate are not turbaned Thomas Jeffersons. They are skeptical, to say the least, about

Americans. They are retrograde when it comes to women's rights. But they have embraced political freedom and one person, one vote. They have prevented a civil war by calling on Shiite forces to not seek revenge against Sunni terrorists. They will bring leading Sunnis into the constitution-writing process.

They will continue the process that's one of the few success stories so far, the process of building political institutions: bargaining, squabbling and learning to share power.

Phase 3: After the Green Zone

The arrival of a new government will also mean the end of the U.S.-dominated authority. The new, Shiited government will begin debating when the Americans should leave. The new government will remake the intelligence service. It will transform the military, probably bringing in members of the Badr Brigade, trained in Iran, to join the former Baathist elements. The army will grow, and its soldiers will finally have an authentic Iraqi government to fight for.

The task will be to crush the terrorists while scaring the Sunni opportunists into believing that if they don't join the New Iraq, they will lose everything. The government will have to do this without fracturing the Shiite-Sunni centrist coalition or touching off all-out bloodletting.

It will be a long and monumental task. And the strange thing is that even with 150,000 U.S. troops fighting heroically around the country, the destiny of Iraq is largely out of U.S. hands. The United States tried to hand a new Iraq back to the Iraqis. It failed.

And yet there is a plausible path to success. When the decent 95 percent of a society take on the ruthless 5 percent, and when the ruthless 5 percent have no positive vision, it just may happen that the decent people will somehow — eventually — win.

Thomas L. Friedman

Ballots and boycotts in Iraq

WASHINGTON

In trying to think through whether we should press ahead with elections in Iraq, I have found it useful to dig out my basic rules for Middle East reporting, which I have developed and adapted over 25 years of writing from that region.

Rule 1: Never lead your story out of Lebanon, Gaza or Iraq with a cease-fire; it will always be over by the time the next morning's paper is out.

Rule 2: Never take a concession, except out of the mouth of the person who is supposed to be doing the conceding. If I had a dime for every time someone agreed to recognize Israel on behalf of Yasser Arafat, I would be a wealthy man today.

Rule 3: The Israelis will always win, and the Palestinians will always make sure that they never enjoy it. Everything else is just commentary.

Rule 4: In the Middle East, if you can't explain something with a conspiracy theory, then don't try to explain it at all — people there won't believe it.

Rule 5: In the Middle East, the extremists go all the way, and the moderates tend to just go away — unless the coast is completely clear.

Rule 6: The most oft-used phrase of Mideast moderates is: "We were just about to stand up to the bad guys when you stupid Americans did that stupid thing. Had you stupid Americans not done that stupid thing, we would have stood up, but now it's too late. It's all your fault for being so stupid."

Rule 7: In Middle East politics there is rarely a happy medium. When one side is weak, it will tell you, "How can I compromise?" And the minute it becomes strong, it will tell you, "Why should I compromise?"

Rule 8: What people tell you in private in the

Middle East is irrelevant. All that matters is what they will defend in public in Arabic, in Hebrew or in any other local language. Anything said in English doesn't count.

—It is on the basis of these rules that I totally disagree with those who argue that the Jan. 30 Iraqi elections should be postponed. Their main argument is that an Iraqi election that ensconces the Shiite majority in power, without any participation of the Sunni minority, will sow the seeds of civil war.

That is probably true — but we are already in a civil war in Iraq.

That civil war was started by the Sunni Baathists, and their Islamist fascist allies from around the region, the minute the United States toppled Saddam Hussein. And they started that war not because they felt the Iraqi elections were going to be rigged, but because they knew they weren't going to be rigged.

They started the war not to get their fair share of Iraqi power, but in hopes of retaining their unfair share. Under Saddam, Iraq's Sunni minority, with only 20 percent of the population, ruled everyone. These fascist insurgents have never given politics a chance to work in Iraq because they don't want it to work. That's why they have never issued a list of demands. They don't want people to see what they are really after, which is continued minority rule, Saddamism without Saddam. If that was my politics, I'd be wearing a ski mask over my head, too.

The notion that delaying the elections for a few

months would somehow give time for the "Sunni moderates" to persuade the extremists to come around is dead wrong — literally. Any delay would simply embolden the gunmen to kill more Iraqi police officers and to intimidate more Sunnis. It could only convince them that with just a little more violence, they could scuttle the whole project of rebuilding Iraq.

There is only one thing that will enable the Sunni moderates in Iraq to win the debate, and that is when the insurgents are forced to confront the fact that their tactics have not only failed to prevent the elections, but have also dug the Sunnis of Iraq into an even deeper hole.

By boycotting the elections, not only will they lose their unfair share of the old Iraq, they will also have failed to claim even their fair

share of the new Iraq. The moderate argument among the Sunnis can prevail only when the tactics of their extremists have proved utterly bankrupt.

For all these reasons, the least-bad option right now for the United States is to forge ahead with the elections — unless the Iraqi Shiites ask for a postponement — and focus all of America's energies not on appeasing the insurgents, but on moderating the Shiites and Kurds, who are sure to dominate the voting.

Despite my seventh rule, we have a much greater chance of producing a decent outcome in Iraq by appealing to the self-interest of the Kurds and the Shiites to be magnanimous in victory, than we do of getting the insurgents to be magnanimous in defeat.

I totally disagree with those who argue that the Iraqi elections should be postponed.

A new balancing act by France on Iraq

Chirac tempers criticism of U.S. policy

By Katrin Bennhold

PARIS: President Jacques Chirac met his Iraqi counterpart for two hours of talks Thursday that were rich in symbolism but seemed to be poor in actual results.

The meeting with Ghazi al-Yawar gave Chirac the opportunity to signal that despite his vocal opposition to the U.S.-led war, France wants to help rebuild Iraq's institutions alongside America, government officials said.

Coming less than three weeks before elections in Iraq, Yawar's four-day visit in Paris showcases France's aim to restore its influence in a country with which it used to have significant trade links, as well as mend strained relations with both Baghdad and Washington.

But even though the French president reminded his guest of his country's long-standing offer to train Iraqi police forces outside Iraq, Yawar gave no indication that the offer would be taken up, an official close to Chirac said.

Relations between Paris and Baghdad have been icy in tandem with the tension that has characterized France's ties with the United States ever since coalition forces invaded Iraq in 2003. As Chirac aims to position his country

for another four years with the Bush administration in the White House, Iraq appears to be once again at the center of the two countries' relationship.

"This trip provides the opportunity to highlight France's determination at the highest levels to develop a dialogue with the Iraqi authorities," the French Foreign Ministry spokeswoman, Cecile Pozzo di Borgo, said this week.

Thursday's talks were low key, with no press conference scheduled. But at least symbolically, they seemed to begin a fence-mending exercise aimed as much at Washington as at Baghdad.

Yawar, who arrived in Paris Wednesday and plans to stay until Saturday, is the first Iraqi president to come to France on an official visit as long as officials at the Elysée Palace can remember.

Clad in a traditional long robe and white turban, he struck a conciliatory tone when he pledged to do everything to help free a French journalist to be taken hostage in Iraq. Florence Aubenas, a senior correspondent for the daily *Libération*, disappeared more than a week ago.

"The Iraqi government is in the pro-

cess of doing everything in its power to obtain the release of this French journalist and her guide," Yawar said upon leaving the presidential palace after his luncheon with Chirac.

He also said that the two men agreed on the need to hold elections in Iraq on Jan. 30 as planned, despite ongoing violence.

"These elections will be 100 percent free and honest," Yawar said. They will "take place on the date set," he added.

This emphasis of a common position between the two presidents comes after a rocky few months between the two countries.

In November, Iraq's interim prime minister, Ayad Allawi, infuriated Chirac by referring dismissively to countries that had not supported the war in Iraq as "spectators."

Following that incident, Chirac left a European summit meeting the same month before a lunch meeting between Allawi and European leaders — allegedly to attend a memorial service in the United Arab Emirates for Sheik Zayed ibn Sultan Al Nahayan.

Paris aims to restore influence in Iraq and mend ties with the U.S.

Yawar's visit was put off twice in the past five months before materializing this week.

While both Chirac and his foreign minister, Michel Barnier, have firmly

INTERNATIONAL
Herald Tribune
January 14, 2005

denied any change in France's policy on Iraq, they appear to have softened their language on some of the main areas of controversy with the United States in Iraq.

Only a few months ago, French officials would still call for "an end to the occupation" and demand a concrete date for the withdrawal of coalition forces in Iraq. Thursday this demand was muted.

Paris stresses that it is ready to plan for a long-term cooperation with Baghdad on issues ranging from education

and health to archeology. French officials are also quick to stress that France is ready to pull its weight in the reconstruction of Iraq, pointing notably to its agreement to scrap €4 billion, or \$5.2 billion, of debt owed to it by Baghdad.

But so far French goodwill has not won that much tangible appreciation.

While Germany has trained some 1,200 Iraqi police officers in the United Arab Emirates since March, a French proposal made in July for a similar effort has so far been ignored by Iraq.

"We explicitly renewed the proposal today, but there was no reaction," said one of Chirac's aides, who declined to be identified, after Thursday's talks.

Iraq's interim president will meet Barnier on Friday and then talk to lawmakers before leaving on Saturday.

Earlier this week, members of 14 Iraqi political parties met with Barnier and members of France's upper house of Parliament as part of a five-day fact-finding mission.

International Herald Tribune

Iraq militants claim murder of Shiite cleric's aide

By Erik Eckholm

BAGHDAD: An extremist Sunni group believed to have ties to Al Qaeda took responsibility Friday for killing an aide to Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the aide's son and four guards with a car bomb the day before.

In a message posted on Islamist Web sites, a group describing itself as a brigade of the Ansar al-Islam organization said the attack on the Sistani disciple, Sheik Mahmoud al-Madaini, in a town south of Baghdad, was part of a campaign "against mercenaries and traitors who have sold their honor," Reuters reported.

Just before his death, the cleric had led evening prayers in which he urged worshipers to follow the edict of Sistani, Iraq's most revered Shiite leader, to participate in national elections on Jan. 30.

Madaini was the latest of scores of Shiite leaders to be murdered in recent

months, in what many Iraqis believe is a campaign by radical Sunni Islamists to foment sectarian conflict.

On Friday, in a sign that Sunnis are split over such severe tactics, the powerful Association of Muslim Scholars denounced Madaini's killing as the work of "criminal agents."

The association has called for a boycott of the elections and includes members who advocate violent resistance to the American occupation. Its statement Friday, however, buttressed the theory that domestic militants and those with foreign links have diverging goals.

The American military announced, without giving details, that two soldiers were killed in the Sunni-dominated western province of Anbar on Thursday.

In Mosul, a Sunni-dominated city to the north, one American soldier was killed Thursday and three were wounded by a roadside bomb, the mili-

tary said.

Also in Mosul on Thursday, attackers ambushed a car carrying officials of a Kurdish political party, killing three, a spokesman for the Kurdish Democratic Party reported.

On Friday, on a desert road near the

A group said the attack was 'against mercenaries and traitors.'

western town of Hit, gunmen ambushed a bus carrying Iraqi National Guard troops, the Iraqi military said. Fifteen guardsmen were kidnapped and their bus was torched.

Hundreds of Iraqi soldiers, guardsmen and police have been killed in the last several months as insurgents try to weaken the interim government.

Iraqi and American officials say they expect acts of violence to surge still more as the elections approach.

In a possible preview, three rockets exploded Friday evening in central Baghdad, two near the Sadeer Hotel, which is sometimes used by foreign contractors, and one near the Education Ministry. The police in Baghdad said no one was wounded.

In Geneva on Friday, the international group charged with helping Iraqis abroad cast election ballots announced that registration stations will open next Monday in 14 countries.

The group, the International Organization for Migration, said it has designated 900 registration and voting locations in 14 countries that contain significant numbers of Iraqi citizens.

Iraqis abroad will be able to register from Jan. 17 to Jan. 23 and then vote from Jan. 28 to Jan. 30, the organization said.

The New York Times

INTERNATIONAL
Herald Tribune
January 15-16, 2005



A young Iraqi street vendor amid election posters featuring Grand Ayatollah Ali al-Sistani, in Baghdad on Friday. Sistani has urged Iraqis to take part in the elections Jan. 30.

Iraqi candidates make sure they're not in spotlight

By Dexter Filkins

BAGHDAD: The threat of death hung so heavily over the election rally, held last week on the fifth floor of the General Factory for Vegetable Oil, that the speakers refused to say whether they were candidates at all.

"Too dangerous," said Hussein Ali, who solicited votes for the United Iraqi Alliance, a party fielding dozens of candidates for the elections. "It's a secret."

And then Ali and his colleagues left, escorted by men with guns.

So goes the election campaign unfolding across Iraq, a country simultaneously set to embark on an American-backed political experiment while writhing under a guerrilla insurgency dead set on disrupting the experiment.

With only two weeks to go before the vote, scheduled for Jan. 30, guerrillas have stepped up their attacks and driven most candidates deep indoors. On Saturday, the authorities said they would restrict traffic and set up cordons around polling places on election day.

A result, in large swaths of the country, is a campaign in the shadows, where candidates, ordinarily eager to get their messages to the public, are often too terrified to say their names. Instead of holding rallies, they meet voters in secret, if they meet them at all. Instead of canvassing for votes, they fend off death threats.

Public campaigning is possible in much of southern Iraq and in the Kurdish areas to the far northeast, where the threat of violence does not loom so large. But in much of the center and the northwest, including two of the country's three largest cities, Baghdad and Mosul, candidates reveal themselves only at great personal risk.

Of the 7,471 men and women who have filed to run, only a handful outside the relatively safe Kurdish areas have publicly identified themselves. The locations of the 5,776 polling places have not been announced, lest they become targets for attacks.

The predicament for candidates was spelled out on a flier passed around by the United Iraqi Alliance. The flier listed the names of 37 candidates for the national assembly. The 188 others, the flier said, could not be published.

"Our apologies for not mentioning the names of all the candidates," the flier said. "But the security situation is bad, and we have to keep them alive."

Some political leaders here say they are not much bothered by the candidates' lack of visibility; they point out that Iraqis will be voting for political parties, not individual candidates. Each party has a list of candidates, who will be given seats in proportion to the number of votes each party receives. At this



An Iraqi Army soldier distributing election fliers to motorcyclists on the road between Baquba and Kirkuk on Sunday. Many Iraqi candidates are keeping a low profile.

rudimentary stage of democracy, some say, it is remarkable enough that the Iraqis will be voting at all.

"This will be an election of constituencies, not of programs like you have in America," said Adil Abdul Mahdi, the finance minister and a candidate in the United Iraqi Alliance. "The Iraqis know their people. They know who they are voting for."

But the larger issue, for many political leaders, is that the guerrilla assault to scuttle the elections has truncated political discourse and, as a result, the heart of the election itself. If candidates can't campaign, they can't debate, and if they can't debate, voters will hardly be in a position to chart their country's destiny.

"An election is not just putting a piece of a paper in a box; it's a whole process," said Nasir Chaderji, chairman of the National Democratic Party, which is fielding 48 candidates. "We don't have that here. Candidates can't campaign because of the security situation.

"I call it the secret election."
Raja al-Khuzai, a candidate for the assembly who has joined a slate headed by Prime Minister Ayad Allawi, spends nearly all of her time inside Allawi's heavily fortified compound, surrounded by armed guards. Instead of campaigning, she sends volunteers into the streets to talk to voters on her behalf.

Khuzai knows well the dangers facing Iraqis trying to build a new democratic order; two of her colleagues on the now-disbanded Iraqi Governing Council were killed. On Dec. 24, U.S. soldiers found the broken and bullet-riddled body of a relative, Wijdan al-Khuzai, also a candidate.

Rawaf Abdul Razak, a candidate for the National Democratic Party, awoke one morning to find a slip of paper tucked into the front gate of his Baghdad home. "The game is over," the handwritten note said. "If you do not go back to your God honestly and stop being a traitor to your country, then we will send you to hell."

Razak is still a candidate, but he does not campaign in public anymore.

The violence makes for an election campaign that seems curiously removed from the country where it is taking place — and sometimes literally removed. The wealthier candidates, like Allawi, broadcast television advertisements trumpeting their candidacies. Others hold news conferences inside compounds fortified by sandbags and blast walls.

Khuzai recently went door to door looking for supporters in an Iraqi neighborhood in Amman, Jordan. "I can't do that in Iraq," she said.

As a result, the most ubiquitous form of political communication is the campaign poster; there are thousands. In the capital, they compete for space on nearly every wall.

Ordinary campaign events are so rare that Iraqis often do not know how to react when they see one. When workers for the Iraqi Communist Party drove a caravan with loudspeakers into Shoula, a neighborhood in northern Baghdad, on Friday, many of the locals looked on dumbfounded.

Yet when the caravan stopped and the volunteers began passing out leaflets, a throng of Iraqis crowded around. They did not exhibit much knowledge of individual candidates or the parties'

platforms, but they well understood that an election was only two weeks away.

"Of course we know what democracy is," said Nadi Kareem, a 60-year-old shopkeeper who had grasped one of the

Communist brochures. "We've been waiting 35 years for it."
The New York Times

Alors que la nouvelle Administration anticipe les difficultés du scrutin présidentiel et législatif irakien

Gérard Chaliand : « Vers des résultats boiteux en Irak »

Alors que George W. Bush a prêté serment pour son deuxième mandat à la tête des Etats-Unis, quel est le bilan de la lutte contre le terrorisme islamiste, comment se présentent la situation en Irak et les relations entre Washington et Téhéran ? Gérard Chaliand, spécialiste des conflits, auteur, entre autres, de *D'une guerre d'Irak à l'autre (1991-2004)*, chez Métailié (2004), répond au Figaro.

Propos recueillis
par Baudouin Bollaert

LE FIGARO. - Quelle est la situation militaire en Irak avant les élections prévues à la fin du mois ?

Gérard CHALIAND. - La situation militaire s'est encore dégradée au cours des dernières semaines. De fait, l'insurrection dans la partie sunnite du pays n'a cessé de progresser. Bien qu'il faille être prudent avec les estimations concernant des mouvements clandestins, les insurgés, évalués à cinq mille hommes il y a dix-huit mois, sont crédités de trente à quarante mille hommes aujourd'hui. L'écrasante majorité d'entre eux sont des sunnites irakiens et la proportion des islamistes combattants n'excéderait pas trois mille hommes. Il est significatif que parmi les deux mille insurgés dont on a pu établir l'identité après la bataille de Faludja, il n'y avait qu'une trentaine d'étrangers.

La situation est particulièrement préoccupante à Mossoul, troisième ville du pays avec un million cinq cent mille habitants où la rive droite de la ville est tenue par l'insurrection dont nombre d'éléments repliés de Faludja. Ce qu'on appelle en jargon de gué-

rilla des « hiérarchies parallèles », c'est-à-dire des structures administratives échappant au contrôle de l'Etat et de l'armée, y ont été établies et fonctionnent de façon autonome. Les forces américaines vont sans doute devoir le déloger de la cité avant les élections. En somme, le bilan militaire est aujourd'hui, pour rester mesuré, médiocre.

Fallait-il maintenir les élections à la date prévue ?

Ne pas tenir des élections au 30 janvier serait un signe évident d'échec. Certes, la majorité des sunnites ne votera pas, mais le scrutin donnera la possibilité aux chiïtes et aux Kurdes, pour la première fois, de voter librement. Si les Kurdes présentent un front uni, il n'en est pas de même chez les chiïtes où une quinzaine de partis se sont regroupés en trois ou quatre tendances, deux islamiques et une séculière, sans compter le courant de Moqtada el-Sadr qui s'était signalé par son anti-américanisme militant. On notera, en passant, le retour sur la scène politique de l'habile Ahmed Chalabi qui fut naguère l'homme des néo-conservateurs.

Votre pronostic ?

Les résultats seront boiteux dans la mesure où l'on ne peut reconstruire un Irak post-basiste sans les sunnites et qu'apparemment aujourd'hui on ne peut le faire avec ces derniers. Les effets de l'insurrection ont été surtout portés au passif des forces irakiennes tant de police que militaires qui n'ont pas, à l'heure actuelle, la capacité et peut-être la volonté de lutter contre les rebelles. Leur consolidation cependant est l'un des garants d'un retrait graduel des forces américaines qui ne déboucherait pas sur une situation chaotique. En dehors de l'hypothèse sunnite, il reste le risque de voir les chiïtes, ou une partie

d'entre eux, forts de la supériorité numérique de leur mouvance, confisquer le pouvoir. Ce à quoi s'opposeraient les Américains et les Kurdes. Toute tentative de monopoliser le pouvoir serait les prémices d'affrontements communautaires dans les villes ou zone de contact intercommunautaires.

Quid de la Syrie, de l'Iran ?

La présente Administration va poursuivre son dessein de remodeler le Moyen-Orient. La Syrie dont l'aide logistique à l'insurrection sunnite ne paraît pas faire de doute va subir des pressions de plus en plus appuyées. L'Iran, sans compter l'aide financière ou autre qu'elle apporte aux chiïtes irakiens, est dans le collimateur de G. W. Bush à cause de ses inacceptables ambitions nucléaires. Tout pays qui se dote du feu nucléaire cherche avant tout la sanctuarisation. Il s'agit moins de menacer que de ne l'être pas, comme l'indiquait le général Poirier, père de la conception de la dissuasion du faible au fort. En conséquence, les Etats-Unis ne se contenteront pas des promesses iraniennes et prendront des mesures destinées à faire fléchir le régime des ayatollahs.

L'extension du champ de la lutte est caractéristique de l'Administration Bush. Si les actions directes avec présence de troupes au sol ont produit des résultats très nuancés, les théâtres où l'appui américain a favorisé des succès indirects sont importants : révolution orange en Géorgie et plus récemment en Ukraine. Sans compter le soutien officiel à la candidature de la Turquie à l'Union européenne dont les Etats-Unis sont les plus fervents partisans.

G. W. Bush a, par ailleurs, un ambitieux programme de réformes internes et continuera à mener la « guerre » contre le terrorisme qui reste, hier comme

aujourd'hui, d'abord un problème de renseignement et de police.

Où en est cette lutte du « bien contre le mal » ?

Le bilan des islamistes combattants qui avaient menacé, en automne 2001, de mettre le monde à feu et à sang, est maigre. Aucun attentat aux Etats-Unis, un seul en Europe occidentale. Aucun en Grande-Bretagne pourtant alliée fidèle des Etats-Unis. De nombreux attentats ont été déjoués, une quantité de cellules a été démantelée. Aucun Jihad (Algérie, Bosnie, Cachemire, Tchétchénie) n'a débouché. Tout au plus peut-on souligner que l'investissement de l'Irak a offert un champ d'action nouveau aux islamistes combattants ce qui est le coût du « grand dessein » de l'Administration. Surtout, l'islamisme combattant a, jusqu'à présent, échoué à trans-

former le combat clandestin en Jihad de masse. Cette mouvance, quelle que soit la sympathie qu'elle puisse susciter dans certains secteurs de sociétés musulmanes reste, pour l'instant, un phénomène de réseaux. A l'heure actuelle, la capacité de nuisance de ces réseaux dont l'Europe est une des principales bases logistiques, affecte le Moyen-Orient, le Maghreb, les Philippines, l'Indonésie, le sud de la Thaïlande, l'Asie centrale, la Somalie, etc.

On ne peut écarter dans l'avenir une montée qualitative des menaces et les Etats s'y préparent tout en luttant contre celles d'aujourd'hui. A terme, l'échec des islamistes combattants est certain mais, pour l'instant, leur combat se nourrit aussi de la posture de l'Administration G. W. Bush et de son laisser-faire dans le conflit israélo-palestinien.

Iraq's Kurds

The temptation to break free

ARBIL AND SULAYMANIYAH

As Kurds prepare to vote, we look at their growing sense of independence and, in a second article, at the flashpoint of Kirkuk

HEAD north across the "green line", as the de facto border between the Kurdish-ruled chunk of Iraq and the rest of the country is known, and you feel you are in another country: as the Kurds like to put it, you leave a state of emergency and enter an emerging state. But will it stay that way? It is still unclear whether Kurdistan will willingly stay part of a federal Iraq, as its leaders promise, or whether its people will seek to break away altogether.

In any event, the Kurdish region's borders have yet to be definitively drawn. It is an issue still bound to cause huge tensions between Iraq's Kurds and Arabs ("Iraq's two nations", in Kurdish parlance), especially over the disputed city of Kirkuk (see next article). Moreover, the powers of a Kurdish region, however delineated, within a federal Iraqi state are still to be decided, and will be fiercely debated by the constitutional drafters chosen by the national parliament that is to emerge after this month's election.

For now, the Kurds are revelling in their autonomy. While death and mayhem stalk the streets of Baghdad and the Sunni triangle, around 3.7m or so people live fairly normal lives in the Kurdish enclave created in 1991 after the western allies ousted Saddam Hussein from Kuwait in the first Gulf war.

The Kurds have no emergency law. The

police and 80,000-odd *peshmerga* (former guerrilla) fighters answer to politicians. Crime is low. When windows rattle, it is more likely to be thunder in the Zagros mountains than a car-bomb. Reconstruction, which rebels have halted in swathes of Iraq, is brisk: residential blocks, hospitals and shopping malls are going up fast.

In Arbil and Sulaymaniyah, the Kurds' two biggest cities, new firms are sprouting; businessmen from abroad, especially Turkey, are sniffing opportunities. Some foreign oil firms are keen to exploit untapped mineral deposits. Both cities have new airports being built by Turkish companies: Sulaymaniyah's is due to open within months; Arbil's, still under construction, will be bigger. (Though Turkey's government remains nervous about the emergence of a quasi-independent Iraqi Kurdistan, it may be softening towards the idea; and Iraq's Kurds have become keen to reas-



sure the Turks that they do not harbour plans to help their ethnic kin in Turkey to rise up or join them in a greater Kurdistan.)

"You can't exaggerate the differences between here and the rest of Iraq," says Mehmet Yilmaz, a Turkish investor. "They speak a different language and think a different way." Azzad Sediq, a popular host on a Kurdish satellite TV channel, concurs: "We never wanted to be part of Iraq, and now more than ever we don't want to be

dragged down by the chaos there."

The Kurdistan Region, as it is officially called under Iraq's "transitional administrative law" (TAL), in effect an interim constitution drawn up by the Americans before they handed sovereignty back to Iraqis last summer, consists of three of Iraq's 18 provinces: Dohuk, Arbil and Sulaymaniyah. At least another 1m Kurds live to the south of the green line, plus perhaps another 750,000 in Baghdad. Kurds make up, in all, about a fifth of Iraqis.

Two Kurdish parties share power in the regional parliament in Arbil: in the two northerly provinces bordering Turkey,

Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) predominates. Further east, along the Iranian border, Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK), which broke away from the KDP in 1970, rules the roost from its headquarters in Sulaymaniyah. Despite a fratricidal war between 1994 and 1998, in which 3,000-plus people were killed, the two parties now sit edgily together in the parliament in Arbil, in Mr Barzani's zone. They have presented a joint list of candidates both for the general election and for the regional one that is being contested on the same day and say they will form a joint administration in Kurdistan; they will compete against each other only in provincial elections.

Our slice of the cake

Since Iyad Allawi's interim Iraqi government took office last summer in Baghdad, the Kurds have had a prickly relationship with it over such issues as budget allocations and the Kurdistan regional government's insistence on being able to award oil contracts in its area. "The days of centralised government are over," says a minister in the Kurdish government. This year, ▶▶

► the Kurds are due to get 17% of revenue from the central government.

But, once this month's general election is over and a new transitional assembly in Baghdad starts to draw up a new and permanent constitution, arguments over the most basic issues of borders and autonomy are bound again to threaten the fragile understanding that Kurds and Arab Iraqis (those, at least, who have not joined the insurgency) have enjoyed since Mr Hussein fell nearly two years ago.

The controversial Kurdish veto

In particular, Iraq's Shia Arabs, who make up some 60% of the total populace and are sure to dominate the new parliament, object to a clause in the interim constitution which allows two-thirds of the voters in three provinces to block constitutional amendments, thereby giving the Kurds (and, for that matter, Iraq's Sunni Arabs, also about a fifth of the total) a veto. There is also a growing movement among Shia intellectuals for a self-rule area in the south, centred on Basra.

Tension is rising in Kurdish circles too. Some Kurds want wide autonomy in a federal state; others want independence. Many are ambivalent: they accept federalism today but might seek independence if the rest of Iraq fell deeper into chaos, or if their Arab compatriots scrapped the TAL's effective veto, or refused to widen the territory of the federal region to include areas now in effect run by the Kurds. These include the oil-rich city of Kirkuk, to the south of the officially designated Kurdish provinces, which virtually all Kurds consider part of historic Kurdistan.

The independence-seekers seem to be gaining strength, especially among the younger generation and intellectuals. Sherko Bekas, a poet in the van of a movement calling for a referendum among all Kurds on whether they should be able to vote for self-determination, says that more than 2m Kurds have signed up to his idea. He wants separate ballot papers in all polling stations on January 30th, asking Kurds to plump for "federalism or independence". "The unity of Iraq is not sacred,"

cries the movement's newspaper this week on its front page.

Messrs Barzani and Talabani say they can fulfil the Kurds' national aspirations in a federal system. To that end, their proxies have played a big part in the interim government in Baghdad, while trying to resist encroachment by the central government on Kurdish powers in the north. "Whatever happens in the future, the Kurds will be better off if Baghdad and the rest of Iraq are democratic and peaceful," says Barham Saleh, a Kurd who has been a deputy prime minister in Baghdad. "That's what we're working to achieve." The Kurds, he insists, must build alliances across Iraq. "What happens in the rest of Iraq does matter to Kurdistan."

Other top Kurds, such as Hoshyar Ze-

bari, Iraq's current foreign minister, and Roj Nuri Shawis, one of two vice-presidents, share this view of federal co-operation, and hope that, as a reward, in the broad Shia-led government likely to emerge after the election, Kurds will win some plum jobs. Mr Talabani may bid for president or prime minister, while Mr Barzani, a younger man, could then stay up north as president of a Kurdish state within Iraq's federation.

But this depends on the Kurds first striking a deal—over territory and devolution, among other issues—with the central powers in Baghdad. And the longer the insurgency goes on and the weaker the government in Baghdad appears, the stronger the chances that the Kurds will give up co-operation—and bid for independence. ■

The conundrum of Kirkuk

Who will get it?

KIRKUK

Can a bitterly disputed city be given a special status—or help spark a civil war?

IN THE rubble of the hillside village of Shwan, a few miles north of Kirkuk, Kurdish women with cigarettes in their mouths mix cement, while children lug jerrycans of water and the men give orders. At least 30 families in the village, destroyed by Saddam Hussein in 1987 during his ferocious Anfal ("booty") campaign to Arabise northern Iraq, have returned in the past year or so, apparently enticed back by tonnes of free cement and grants of \$1,000 (some say more) per family from the local office of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of the two parties that runs Iraq's Kurdish region. Shwan is just one of dozens of Kurdish villages razed by Mr Hussein that are re-emerging.

This alarms Iraqi Arabs. They see the Kurds forcibly grabbing back more of northern Iraq—including the area around Kirkuk that holds the country's richest oil fields—and extending their domain closer to Baghdad and the Arab heartland.

The Kurds, naturally, beg to differ. They worry that too few of their ethnic kin have returned to the area to reverse the demographic change (so brutally wrought by Mr Hussein) in time to ensure that, by giving Kurdish parties the biggest vote in this month's election, they will be able to bring Kirkuk province (also known as Tamim) into the embrace of a wider Kurdish federal region. Indeed, many Kurdish leaders want Kirkuk to be the new capital of Kurdistan; they call it "our Jerusalem".

As the election approaches, Kirkuk's ethnic tensions have risen. Kidnappings, intimidation and murder of politicians

and electoral workers have increased. Party offices have been raked with gunfire, campaign posters torn down or defaced.

This week, the main Kurdish parties threatened to boycott the entire election unless Kurds displaced from Kirkuk by Mr Hussein were allowed to vote there. The crisis was defused by the head of Iraq's election commission in Baghdad, backed by the Americans, who said that Kurds who can provide proof that they had been uprooted by Mr Hussein's regime after 1975, when his Arabisation took off, would indeed be allowed to vote. So at least 100,000 more Kurds (some guess 150,000) are now expected to vote in Kirkuk.

This threatens to upset the delicate ethnic balance that has held since Mr Hussein was overthrown nearly two years ago. The city's diverse communities—Kurds, Arabs, Turkomen and Assyrian Christians—have managed to get along, only just. The Americans appointed 15 Kurds, 11 Arabs, nine Turkomen and five Assyrians to run the provincial council: no community held an outright majority. That may now change. With their extra voters, the Kurds may be able to run the show on their own. So Kirkuk's Turkomen and Arabs now threaten to boycott the election. If it goes ahead, violence could break out. Some even fear it could spark a nationwide civil war.

The argument has always been about demography and numbers. No one is certain of Kirkuk's population figures, now or in the past. Each main group—Kurdish, Arab or Turkomen—says that "historically" it is the most numerous. But none can ►►



► agree on the date when history began.

The Kurds cite statistics from the Ottoman Encyclopaedia at the end of the 19th century, which shows they made up three-quarters of the province's population. The Turkomen, kinsfolk of the former Turkish rulers, look to a census some 20 years later, by which time the Ottomans had settled many of their ethnic brethren in Kirkuk city. And the Arabs quote Mr Hussein's last census, in 1997, when Arabs were said to comprise 58% of the city's population and the Kurds only 10%, with Turkomen, Assyrians and others making up the rest. But these figures may reflect the fact that if Kurds refused to identify themselves as Arabs they were liable to lose their land.

Since Mr Hussein's fall, the Kurds have struggled to persuade their people to leave the safety of the undisputed Kurdish region for the turbulent borderlands further south and west. American commanders say about 75,000 had returned by the end

of the summer; since then, the homecoming flow has slowed sharply. Yet Kirkuk's deputy governor, Hassib Roshbayani, a Kurd, has stated bluntly that "300,000 Kurds must come back and 300,000 Arabs settled by Saddam must go." Some senior Kurds simply want to expel the Arabs. Many, perhaps most, of the Arabs Mr Hussein settled on Kurdish lands have fled, though Arabs maintain a strong presence in the city. Some senior Arabs, in return, have threatened to kick the 750,000 or so Kurds in Baghdad out of the capital.

No solution in sight

The Americans have largely washed their hands of the Kirkuk problem. An American grant worth \$100m to fund the Kirkuk Foundation to promote ethnic harmony remains largely undisbursed. Little of the \$180m earmarked to pay for resolving property disputes and to compensate the displaced has been dished out. The Iraqi

Property Claims Commission, set up a year ago, has settled only about 120 claims in Kirkuk (out of several thousand lodged), finding it nigh-impossible to find even-handed judges whose verdicts would be accepted by both sides.

For now, the Kurds are on top. They already hold key posts in Kirkuk's provincial government. The governor is a Kurd. So are the heads of the agricultural department (which controls the distribution of state land) and the police. Kurdish-led patrols go as far south as Khanaqin, barely two hours' drive from Baghdad.

For the moment, the conundrum of Kirkuk lies unsolved. The constitution to be written after the election may, perhaps, give it a special status whereby power must be shared. Whatever census is taken (no one seems to know when) is bound to be disputed. The peaceful adjudication of property claims seems far away. The city and its surroundings are a tinderbox. ■

Les sunnites du Sud cultivent une mentalité d'assiégés

Bassorah :
Matt Spetalnick (Reuters)

A Bassorah, première ville du « pays chiite » irakien, sur les rives du Chatt al-Arab, les dirigeants sunnites vivent retranchés. Le siège du Parti islamique irakien ressemble à une forteresse, ses partisans se sentant de plus en plus assiégés au fur et à mesure qu'approche l'échéance électorale du 30 janvier.

La majorité chiite a l'intention de voter massivement. Elle entend obtenir, ce que lui déniait Saddam Hussein, une représentation à la hauteur de son poids démographique, soit 60 % de la population. Inversement, la minorité sunnite (20 %) craint de perdre le pouvoir qu'elle exerçait sans réel partage du temps de l'ancien régime.

Elle prône donc le boycot-

tage d'un scrutin présenté comme inique puisque la guérilla fait rage en pays sunnite, au nord et à l'ouest de Bagdad, dissuadant les électeurs d'aller aux urnes.

Dans leur camp retranché de Bassorah, les dirigeants barbus du Parti islamique accusent l'occupant américain et les autorités irakiennes qu'il a mis en place de favoriser les chiites. Ils se plaignent aussi d'actes d'intimidation de la part de miliciens religieux chiites et des policiers locaux essentiellement chiites eux-mêmes.

« L'élection est une mascarade et nous n'y participerons pas », déclare le chef régional du Parti islamique, Djamel Khazal Maki, dans son QG protégé par des gardes armés de kalachnikovs.

Bassorah, deuxième ville du pays, où sunnites et chiites co-existaient traditionnellement

sans trop de heurts, a été relativement épargnée par la violence qui fait rage dans le Nord. Mais la sanglante guérilla menée par les extrémistes sunnites s'étend dans le Sud. Personne ne parle encore de guerre civile, mais des habitants évoquent des troubles communautaires.

Ce mois-ci, un kamikaze a fait exploser une voiture piégée devant un local des services de renseignement de la police, face au QG du Parti islamique irakien. La carcasse du véhicule s'y trouve encore. Seul le kamikaze a trouvé la mort mais l'explosion a été si forte que les rideaux du bureau de Maki, le chef régional du Parti islamique, qui ne s'y trouvait pas à ce moment, ont été déchiquetés par des morceaux de verre.

Maki affirme condamner ce type d'attentats contre des compatriotes, mais il justifie la

guérilla contre les troupes britanniques et américaines « qui occupent le pays illégalement ». Des centaines de responsables politiques, religieux et militaires chiites, ont été tués par la guérilla sunnite qui prend aussi pour cibles les sunnites qui « collaborent » avec les autorités d'occupation ou le gouvernement provisoire de Bagdad.

Dans le Sud, les dirigeants sunnites, notamment les anciens baassistes, se plaignent, eux, d'être les victimes des milices armées chiites. Récemment, les gardes du corps du chef régional du Parti islamique, ont déjoué une tentative d'assassinat contre lui par un commando d'hommes armés. « Ici, les terroristes ne sont pas seulement sunnites », explique Maki, qui, en tant que sunnite, a dû batailler ferme pour obtenir un siège au conseil provisoire de Bassorah.

Quinze morts dans un attentat contre une mosquée chiite à Bagdad

La violente diatribe antichiite de l'islamiste jordanien Abou Moussab al-Zarqoui, ennemi numéro 1 des Etats-Unis et chef d'Al-Qaeda en Irak, a été suivie vendredi d'un attentat à la voiture piégée contre une mosquée chiite de Bagdad, qui a tué 15 Irakiens. L'attaque est intervenue à la fin de la prière du premier jour de la fête musulmane d'Al-Adha, dans le sud-ouest de la capitale. Zarqoui s'en était violemment pris dans son message

audio à l'ayatollah Ali Sistani, traitant l'autorité spirituelle la plus respectée par les chiites d'Irak d'«imam de l'infidélité et de l'apostasie». Quatorze autres personnes, dont un soldat américain et un italien, ont été tuées dans différentes attaques dans le pays, où la violence ne connaît aucun répit, à une semaine des législatives du 30 janvier. A Ramadi, des fidèles de Zarqoui ont décapité un soldat irakien dans la rue en plein jour. Des habitants

de ce fief rebelle ont déchiré les tracts d'appel au vote distribués par les Américains. Des proches de Zarqoui ont aussi diffusé sur un site Internet l'exécution de deux Irakiens accusés de travailler sur une base américaine. Enfin, le Mouvement de la résistance islamique, le groupe armé qui menace de tuer huit Chinois enlevés cette semaine, a indiqué être prêt à faire preuve de «pitié» si Pékin interdit à ses citoyens de se rendre en Irak. (AFP)

Alors que le pays est livré à la violence, au nord, la minorité kurde savoure des jours tranquilles et se montre très peu mobilisée par le scrutin

L'îlot de paix du Kurdistan irakien

LE FIGARO SAMEDI 22 - DIMANCHE 23 JANVIER 2005

Arbil : Delphine Minoué

Aux alentours de la citadelle d'Arbil, qui domine le marché ouvert, quelques posters ont été collés à la va-vite. « *Votez pour votre futur* », peut-on lire. Dans cette ville paisible du nord de l'Irak, au cœur du Kurdistan, – la seule région épargnée par les voitures piégées et les attentats en série –, on aurait pu s'attendre à une campagne en grande pompe, à coup de bains de foule et de meetings publics. Mais, à une semaine des élections parlementaires irakiennes, l'ambiance est à l'apathie politique du côté de la population.

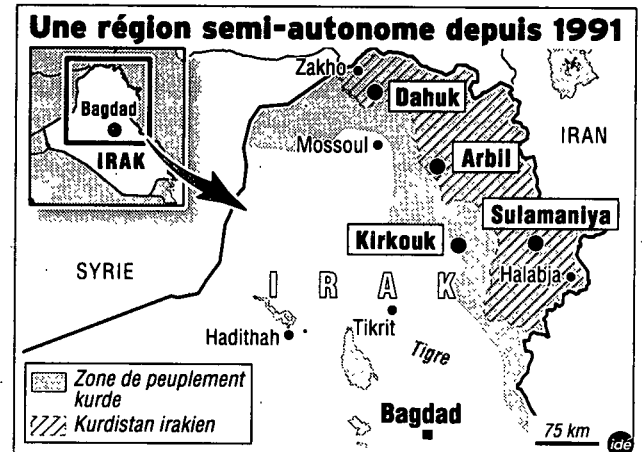
« *Pourquoi s'enthousiasmer pour ces élections antidémocratiques ? Les jeux sont déjà faits* », commente Heydar Mohammad, un jeune commerçant. Le 30 janvier, les quelque 3 millions d'habitants de cette zone administrée par le gouvernement régional du Kurdistan, – une région semi-autonome depuis 1991 –, vont être amenés à voter pour trois entités distinctes : le Parlement irakien, le Parlement kurde, et les conseils régionaux. Ils n'auront pourtant pas l'embarras du choix : les deux grands partis rivaux, le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan, ont décidé de faire bloc sur une liste commune, baptisée la « *Coalition du Kurdistan* », pour défier les autres listes irakiennes. « *C'est une solution de sécurité pour permettre aux Kurdes, persécutés sous Saddam, de décrocher un maximum de sièges au sein de la future assemblée irakienne, et de peser de tout leur poids dans la rédaction de la nouvelle constitution du pays, où l'on espère que le fédéralisme sera respecté* », confie Kamal Khambar, à la tête du bureau d'Arbil de la

commission électorale d'Irak.

« *Tout a été planifié à l'avance il y a deux mois* », reconnaît, sans rougir, Nasih Ghafoor Ramadan, membre actif du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et dix-neuvième sur la liste commune kurde. « *Les pouvoirs ont déjà été répartis entre Jalal Talebani, le leader de l'UPK et Massoud Barzani, le chef du PDK. Le premier vise un poste stratégique national. Et le second se réserve un poste régional. Ainsi, selon un accord entre les deux hommes, Jalal Talebani, qui a été nommé tête de liste de la « Coalition du Kurdistan », est déjà pressenti comme le candidat des Kurdes au poste de Président d'Irak ou de premier ministre* », explique-t-il. Selon la loi transi-

toire irakienne, établie sous Paul Bremer, les membres de la nouvelle assemblée auront en effet pour rôle d'élire, parmi eux, un chef d'Etat, provisoire, ainsi qu'un conseil des ministres. « *Quant à Massoud Barzani, ajoute Ramadan, tous les membres de la liste se sont mis d'accord pour le présenter comme le candidat favori à la présidence du gouvernement régional kurde, le jour où une élection de ce type sera envisagée* ».

Dans cette période chaotique de lutte de pouvoirs et d'intérêts, qui domine la scène politique irakienne, les membres de la minorité kurde ne sont d'ailleurs pas les seuls à avoir déjà négocié, entre eux, les contours du scénario de l'après-élections. Du côté des chiïtes, qui représentent environ 60 % de la population, les partisans de la liste pro-Sistani se seraient, officiellement, mis d'accord avec les membres de la liste d'Eyad Allaoui, l'actuel premier ministre, sur les postes ministériels que les uns et les autres convoitent. Quant aux sunnites, dont les principales composantes ont décidé



de boycotter les élections, ils s'apprentent à perdre un pouvoir qu'ils ont historiquement toujours détenu en Irak. « *Vous savez, les Kurdes comme les chiïtes ont toujours souffert sous Saddam. Le moment est venu, pour les uns et les autres, de faire valoir leurs droits* », commente Nasih Ghafoor Ramadan.

La Coalition kurde, qui donne la vedette aux deux principaux partis du Kurdistan, rassemble également une dizaine d'autres groupes, tels entendre la voix des Kurdes au sein de l'Administration provisoire de Bagdad, depuis la chute du raïs.

Côté sécurité, le pari est réussi. « *L'état d'urgence, qui a été prolongé dans toutes les villes d'Irak, à la veille des élections, n'est pas appliqué au Kurdistan* », confie Kamal Khambar, le responsable local de la commission électorale. « *Il faut encourager les gens à voter, insiste Hamid Mohammad Ali, un des responsables locaux de la campagne publicitaire pour les élections. Les kurdes ont toujours été considérés comme des Irakiens de deuxième catégorie. Aujourd'hui, il faut saisir notre chance, pour imposer nos idées et pour se retrouver enfin à niveau égal avec les autres* ».

Unis brièvement, après le soulèvement populaire kurde contre Saddam, et la proclamation de l'autonomie du Kurdistan en 1991, le PDK et l'UPK se sont livrés un combat sans merci pendant plusieurs années. La lutte armée, qui s'acheva en 1996, poussa à la création de deux zones d'influence : celle d'Arbil, dirigée par Massoud Barzani, et celle de Soleymaniah, sous la coupe de Jalal Talebani. Avec, de chaque côté, un budget, une armée, et des ministères distincts. Les tensions s'apaisèrent définitivement quelques mois avant les opérations américaines sur l'Irak. Aujourd'hui, l'UPK et le PDK ont compris qu'en période de crise, l'union fait la force. C'est donc de concert que les deux groupes politiques n'ont cessé de faire que l'union islamique kurde, les communistes, le parti démocrate-socialiste, et des représentants des minorités chaldéenne, assyrienne et turkmène. Pour lutter contre la domination d'un bloc unique, l'écrivain Farhad Pirbal a décidé de lancer, avec sa femme et quelques collègues d'université, sa liste indépendante aux élections du Parlement kurde. « *On sait d'avance qu'on ne risque pas de décrocher beaucoup de sièges, mais l'important, dit-il,*

c'est de se battre au nom de la pluralité ». Déçu par la création de cette grande liste commune, il reconnaît néanmoins « qu'en cette période

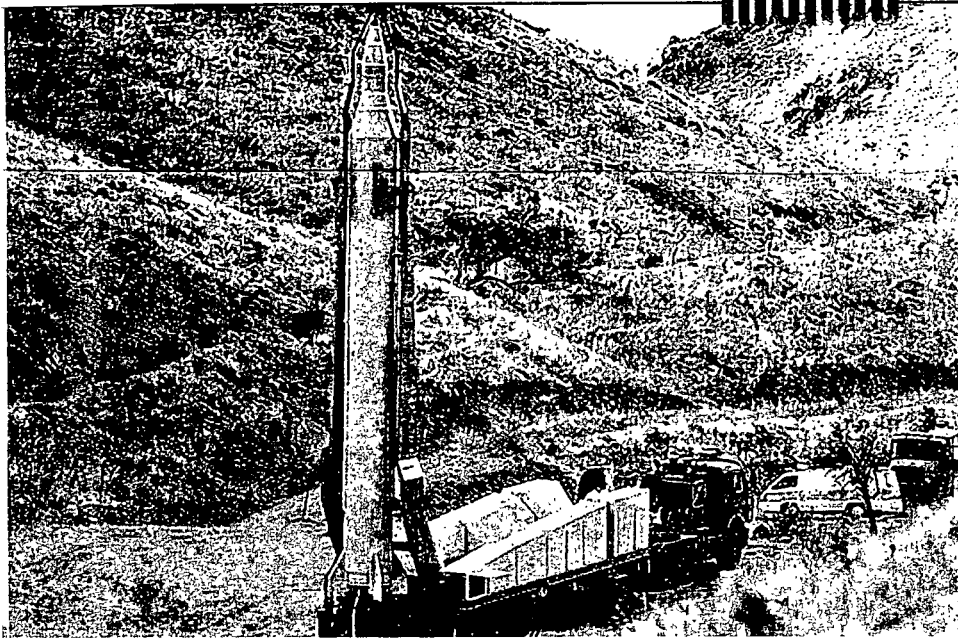
critique et dangereuse, Talebani et Barzani ont peut-être bien fait de mettre au placard leurs vieilles querelles ».

tente de cet accord, les Européens ont obtenu de l'Iran une suspension des activités d'enrichissement d'uranium. « C'est une coopération qui est fragile et nous gardons les yeux grand ouverts. Mais il n'y a pas d'alternative » à la politique de négociations avec l'Iran, a commenté vendredi Michel Barnier, le ministre français des Affaires étrangères. « Les Américains sont informés régulièrement de l'état des négociations » menées « en toute transparence et en bonne intelligence avec vingt-deux Etats européens et avec la Russie », a-t-il ajouté.

Programme clandestin. Néanmoins, la question reste posée. La force sera-t-elle employée si les négociations avec l'UE échouent ou s'il devient patent que Téhéran mène un programme clandestin ? On n'en est pas là puisque les Etats-Unis privilégient « dans un premier temps » une saisine du Conseil de sécurité dans le but d'imposer des sanctions – une initiative redoutée par le régime islamique. Mais Washington sait aussi que le temps joue pour Téhéran et qu'il sera de plus en plus difficile de lancer des opérations militaires sur le sol iranien. De plus, Israël use

de tous ses moyens pour pousser les Etats-Unis à agir. « Israël veut être débarrassé de ce problème avant qu'il ne fasse surface », estimait dernièrement un expert suisse. Reste qu'une telle opération aurait un coût très élevé pour Washington. D'abord diplomatique, puisque toute l'Europe, y compris Londres, est hostile à une telle initiative, qui serait aussi condamnée à Moscou et Pékin. De plus, loin de faire sombrer l'Iran dans le chaos, elle risquerait d'entraîner une réaction nationaliste dans la population. Enfin, on prête à Téhéran d'avoir tiré la leçon du raid israélien sur le site irakien de Tammouz, en 1981, en dispersant et en enterrant toutes ses installations sensibles pour les rendre moins vulnérables à des bombardements. ◆

JEAN-PIERRE PERRIN



Un missile balistique Shabab 3, lors d'un test de lancement dans un lieu indéterminé en Iran, le 26 octobre 2004.

Rumeurs autour de la présence de forces spéciales américaines en Iran.

Nucléaire iranien: Bush n'exclut pas l'option militaire

Les Etats-Unis ont-ils infiltré depuis l'été 2004 des commandos des forces spéciales en Iran dans le but de reconnaître des cibles nucléaires et chimiques ? Le *New Yorker* l'écrivait la semaine dernière, faisant même dire à un ancien haut responsable des services secrets américains : « *Bientôt, nous assisterons à la campagne d'Iran.* » De ce côté de l'Atlantique, les affirmations de l'hebdomadaire américain ne sont pas du tout prises au sérieux. Ou plutôt les experts se demandent si elles ne sont pas le fruit d'une campagne psychologique, voire d'une manipulation de l'administration américaine dans le but d'accroître la pression sur Téhéran, soupçonné de mener clandestinement un programme nucléaire à des fins militaires. **« Réponses évasives ».** En tout cas, ces pseudo-révélation intervient à un moment où le président Bush lui-même se refusait à écarter la possibilité

« La menace de nos ennemis ne nous fait pas peur, ils savent que l'Iran n'est pas un lieu bien choisi pour les aventures. »

Rafsandjani, ancien président iranien

d'opérations militaires contre l'Iran. « *J'espère que nous pourrions régler cela de façon diplomatique mais je n'exclurai aucune option* », déclarait-il le 17 janvier sur CBS News alors qu'on le priait de dire si une action militaire était exclue dans l'hypothèse où Téhéran continuerait de fournir des « *réponses évasives* » sur un éventuel programme nucléaire militaire. Le lendemain, il annonçait que l'armée américaine serait « *bien plus* » sollicitée « *lors des mois et années à venir* ». De son côté, la nouvelle secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a cité l'Iran parmi les « *postes avancés de la tyrannie* », une formule rappelant celle de « *l'axe du mal* » de Bush. A Téhéran, où l'on a vu les régimes afghan et irakien renversés par l'armée américaine, les menaces à peine voilées de Washington ont provoqué

des réactions vigoureuses. « *La menace de nos ennemis étrangers ne nous fait pas peur, ils savent bien que l'Iran, pays historique d'Islam, n'est pas un lieu bien choisi pour les aventures* », a déclaré l'ancien président Akbar Hachémi Rafsandjani, qui demeure l'un des hommes forts du régime. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hamid Reza Assefi, a renchéri en accusant Washington de chercher à perturber les négociations sur le nucléaire engagées avec l'Union européenne. Celle-ci, par l'intermédiaire de la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, négocie depuis la mi-décembre pour essayer d'obtenir un accord à long terme dans lequel Téhéran renoncerait définitivement à toute ambition nucléaire militaire. Dans l'at-

IRAK Le chef d'al-Qaida dans le pays a qualifié hier le scrutin du 30 janvier de « piège abominable »

Al-Zarqaoui déclare la guerre aux élections irakiennes

LE FIGARO LUNDI 24 JANVIER 2005

Alors que l'Irak entre dans une semaine décisive de son histoire, Abou Moussab al-Zarqaoui a déclaré, à six jours des élections générales, « une guerre sans merci » à ce scrutin. Dans un enregistrement audio diffusé sur Internet hier, le terroriste jordanien, désigné par Ben Laden comme l'émir d'al-Qaida en Irak, accuse le vote de n'être qu'un complot antisunnite ourdi par les Etats-Unis et les chiïtes, « un piège abominable, destiné à assurer aux Rafidha (NDLR : appellation péjorative des chiïtes) le contrôle des rouages du pouvoir ».

Dans ce message de quarante-cinq minutes, intitulé *Démocratie*, il dénonce la « grande farce américaine » et menace tous ceux qui pourraient y participer. Le vote serait truqué, notamment par l'arrivée de « quatre millions de Rafidha d'Iran pour participer aux élections afin de contrôler la majorité des sièges à l'Assemblée ». Les chiïtes, qui représentent 60 % de la population irakienne, sont donnés favoris des élections, boycottées par la plupart

des groupes sunnites. Ces derniers contrôlaient la quasi-totalité du pouvoir sous le régime de Saddam Hussein. Pour al-Zarqaoui, le processus démocratique promis en Irak est une « hérésie », contraire à la Charia. Au nom de l'Islam, il promet donc de frapper « tous ceux qui, par leur aide ou leur assistance, s'impliquent dans ce processus », et attise les tensions intercommunautaires. Selon lui, après une victoire, les chiïtes vont « commencer à régler leurs comptes aux sunnites en liquidant leurs symboles et cadres, dont les oulémas ». « Bagdad et les régions sunnites seront dans quelques années converties au chiïsme ».

Ces nouvelles menaces, qui interviennent deux jours après un premier message où al-Zarqaoui s'en prenait vivement à la figure emblématique des chiïtes, l'ayatollah Ali Sistani, sont prises très au sérieux. Son groupe a déjà revendiqué de nombreux attentats et assassinats destinés à entraver le bon déroulement du scrutin. Dans un entretien accordé à la BBC hier, le premier ministre irakien

Iyad Allaoui a tenté d'apaiser les craintes des sunnites en assurant que l'élection ne serait « que le début d'un processus politique » qui associera tous les Irakiens « sans considération de leur origine religieuse, ethnique ou politique ». Il s'est dit égale-

ment confiant car, selon lui, les élections « aideront en elles-mêmes à mettre fin à la violence en permettant de combattre le terrorisme ».

Washington a pour sa part affiché son optimisme. L'ambassadeur américain à Bagdad, John Negroponte, qui s'exprimait hier à la télévision américaine, n'a eu que des paroles rassurantes sur les élections du 30 janvier. Prédissant une forte participation, il s'est efforcé de minimiser l'importance d'un boycott de la minorité sunnite sur la légitimité du scrutin et n'a évoqué à aucun moment la multiplication des attaques dans le pays. Sur le terrain pourtant les violences ne connaissent pas de répit. Au nord de la capitale, six civils sont morts dans des attaques. Un soldat irakien a été tué, hier, dans une embuscade près de Tikrit, un bastion sun-

nite. Enfin, un Brésilien a été enlevé samedi par des activistes. Par ailleurs, seize Irakiens ont été tués et des dizaines d'autres blessés dans l'incendie provoqué par un court-circuit, qui a détruit l'hôpital général de Nasiriyya (sud).

Seule note d'optimisme, l'ambassade de Chine à Bagdad a annoncé hier avoir récupéré les huit otages chinois. « Nous les avons vus, ils sont sains et saufs. Ils ont été libérés sans aucune rançon et après l'appel des associations musulmanes présentes en Chine et du Comité des oulémas », a indiqué un diplomate. Leur libération avait été annoncée samedi, mais les autorités chinoises étaient jusqu'à alors restées sans nouvelles d'eux.

(AFP.)

Aubenas : Barnier veut « travailler dans la discrétion »

Michel Barnier, tout en estimant « utile » la mobilisation publique pour la journaliste Florence Aubenas et son guide Hussein Hanoun, disparus depuis le 5 janvier, a rappelé que l'Etat devait, lui, « travailler dans la discrétion ». « C'est la condition de la sécurité de ceux qui ont disparu », a insisté le ministre des Affaires étrangères, réfutant l'idée qu'il existe aujourd'hui une moindre mobilisation de ses services que lors de l'enlèvement de Christian Chesnot et Georges Malbrunot. « Toutes ces situations de disparitions ne se ressemblent pas. Elles ne sont pas forcément liées aux mêmes causes et aux mêmes raisons », a-t-il expliqué. Les responsables français en charge de l'enquête privilégient, tout en demeurant d'une extrême prudence, la piste d'un enlèvement crapuleux.



Une patrouille américaine hier à Mossoul, dans le nord de l'Irak. Au sud, les chiïtes, qui représentent 60 % de la population, sont donnés favoris des élections, au grand dam d'Abou Moussab al-Zarqaoui. (Photo Mauricio Lima/AFP.)

Crunch time in Iraq, and divided we stand

Thomas L. Friedman

INTERNATIONAL
Herald Tribune
January 24, 2005

There's only one thing you can say about the elections in Iraq: They are either going to be the end of the beginning there or the beginning of the end.

Either Iraqis turn out in large numbers to take control of their own future and write their own constitution — and I think they will — or the fascist insurgents there prevent them from doing so, in which case the Bush team will have to move to Plan B. What's sad is that right when we have reached crunch time in Iraq, the West is totally divided. All that the Europeans care about is being able to say to George W. Bush, "We told you so." What happens the morning after "We told you so"? Well, the Europeans don't have a Plan B either.

Ever since 9/11, I've argued the war on terrorism is really a war of ideas within the Muslim world — a war between those who want to wall Islam off from modernity, and defend it with a suicide cult, and those who want to bring Islam into the 21st century and preserve it as a compassionate faith. This war of ideas is not one that the West can fight, only promote. Muslims have to fight it from within. That is what is at stake in the Iraqi elections. This is the first great battle in the post-9/11 war of ideas.

This war also can't be won with troops — only with turnout. This is a war between Iraqi voters and insurgents — ballots versus bullets. And the people who understand that best are the fascist insurgents.

That is why they are not focusing their attacks on U.S. troops, but on Iraqi election workers, candidates, local officials and police.

The insurgents have one credo: "Iraqis must not vote — there must be no authentic expression of the people's will for a modern, decent Iraq. Because, if there is, the world will see that this is not a war between Muslims and infidel occupiers, but between Muslims with bad ideas and Muslims with progressive ideas."

And at this key juncture the West stands disunited. Condi Rice told the Senate that the "time for diplomacy is now." Give me a break.

The time for diplomacy was two years ago. We would be so much better off now if the entire European Union was actively urging Iraqis to vote, and using its own moral legitimacy in the Arab world to delegitimize the insurgents. The divided West is a real liability.

"The most important threat [to the West] is Islamic terrorism," said Bernard Kouchner, the founder of Doctors Without Borders, and one of the few French intellectuals to support the ouster of Saddam. This is not a war with the Muslim religion, he stressed, but with a violent "fascist" Muslim minority.

"We [in the West] have always been allied against fascism since the Second World War," he said. "We have to be together, America and Europe, because our enemies are the same, Muslim extremism and fascism," but right now, unlike in Bosnia, "we are apart."

Kouchner blames Paris for having been too quick to threaten a UN veto and blames even more the Bush team for having been too quick to go to war without a real UN alliance, and for mismanaging postwar Iraq.

At least he cares. Most of his countrymen, I sense, are hoping Bush will fail in Iraq so that the ends will never justify his unilateral means. It's quite amazing, when you consider that Europe, with its large Muslim minorities, needs the moderates to win the war of ideas within Islam so much more than America.

I spent Friday morning interviewing two 18-year-old French Muslim girls in the Paris immigrant district of St.-Ouen. (It is about a mile from the school where in March 2003 a French Muslim girl, who had refused the veil and rebuffed the advances of a Muslim boy, was thrown into a garbage can by three Muslim teenagers, who then tossed lighted cigarette butts into the can and closed the lid.)

Both girls I interviewed wore veils and one also wore a full Afghan-like head-to-toe covering;

one was of Egyptian parents, the other of Tunisian parents, but both were born and raised in France.

What did I learn from them? That they got all their news from Al-Jazeera TV, because they did not believe French TV, that the person they admired most in the world was Osama bin Laden, because he was defending Islam, that suicide "martyrdom" was justified because there was no greater glory than dying in defense of Islam, that they saw themselves as Muslims first and French citizens last, and that all their friends felt pretty much the same.

We were not in Kabul. We were standing outside their French public high school — a short ride from the Eiffel Tower.

Europe needs the moderates to win the war of ideas within Islam much more than America does.

Irak : une trentaine de morts en moins de 24 heures

BAGDAD. Une trentaine de personnes, des civils irakiens dans leur écrasante majorité, ont été tuées vendredi 21 janvier dans des actes de violence en Irak, dont 15 dans l'attentat qui a visé une mosquée chiite à Bagdad. Un attentat-suicide commis sur le lieu d'un mariage à Mahmoudiya, au sud de la capitale, a fait au moins 42 blessés. Face à ces

violences, le premier ministre irakien, Iyad Allaoui, a admis que le plan de sécurité mis en place en prévision des élections générales du 30 janvier était insuffisant.

Le groupe armé qui a menacé de tuer huit Chinois enlevés en Irak a indiqué être prêt à faire preuve de « compassion » envers eux si Pékin interdit à ses citoyens de se rendre dans ce pays, selon la chaîne de télévision Al-Arabiya, qui a précisé que cette nouvelle exigence a été formulée dans une vidéo. En revanche, le groupe du terroriste jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui a mis en ligne vendredi sur un site Internet une vidéo montrant la décapitation de deux Irakiens, qui avaient « avoué » travailler dans une base américaine à l'ouest de Bagdad. - (AFP.)

24 JANVIER 2005
Le Monde

Shiites rule out clerics in top Iraqi leadership

By Dexter Filkins

BAGHDAD: On the brink of capturing power for the first time, the country's Shiite political leaders have decided that the nation's leaders will not be clerics.

The senior leaders of the United Iraqi Alliance, the coalition of political parties that is poised to capture the most votes in the election next Sunday, have agreed that the Iraqi whom they nominate to be the country's next prime minister will be a lay person and not an Islamic cleric. The Shiite leaders say there is a similar but less formal agreement that clerics will also be excluded from running the government ministries.

"There will be no turbans in the government," said Adnan Ali, a senior leader of the Dawa Party, one of the largest Shiite parties. "Everyone agrees on that."

The decision appears to formalize the growing dominance of secular leaders among the Shiite political leadership and also reflects an inclination by the country's powerful Shiite leadership to stay largely out of the day-to-day governing of the country. It also is a clear rejection of a theocratic state of the type that prevails in Iran, where the government has given both moral and material support to the country's two largest Shiite political parties, Dawa, and the Supreme Council for the Revolution in Iraq.

The decision to exclude clerics from the government appears to mean that Abdul Aziz Hakim, the Supreme Council leader and an oft-mentioned candidate for prime minister, will be relegated to the background. Indeed, among the Shiite coalition's 228 candidates for the National Assembly, fewer than a half dozen are clerics.

The conviction to avoid emulating the Iranian model in Iraq is one that is apparently shared by the Iraqis themselves. A leader of an Iraqi Shiite party who recently traveled to the Iranian capital said he had been warned by the clerical leaders themselves against putting clerics in the government.

"They said it caused too many problems," said the Iraqi Shiite leader, speaking on the condition of anonymity.

The secular tilt comes as Shiite leaders prepare for what they regard as a historic moment; after decades of official repression, the country's largest group now seems likely to be at the helm of the Iraqi state. Mindful of that opportunity and of previous opportunities missed, the Shiite leaders say they are determined to exercise power in a moderate way, which would include bringing Sunnis into the government and ignoring some powerful voices in their movement that are advocating a stronger Islamic cast for the new Iraqi state.

Still, for all the expressions of unity, it is unclear just how much consensus exists within the coalition or whether the coalition can survive past the elections. Some Shiite leaders said clerics like Hakim would continue to wield power behind the scenes. Others expressed concern that more radical elements in their ranks, notably the followers of Moktada al-Sadr, would be difficult to control after the election.

Sadr, a young firebrand who led a series of revolts against American forces in the spring and summer, has been quieted for now, and 14 of his followers are candidates in the Shiite coalition. But in mosques around the country, his followers continue to express support for a rebellion against the American presence and for a boycott of the election.

The challenge, the Shiite leaders say, will be in holding the coalition together after the vote, when the jockeying for power begins in what is likely to be a coalition government.

"It was very difficult to bring the coalition together," said Ali Faisal, a leader of Iraqi Hezbollah, a Shiite party that is part of the group. "There is a good chance that it will fall apart."

The Shiite coalition, known as the United Iraqi Alliance, was pulled together under the leadership of the Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the country's most powerful Shiite cleric and an Iranian native. Sistani, without formally endorsing any political party, has issued a fatwa, an Islamic edict, calling on all eligible Iraqi Shiites to go the polls.

The Shiite coalition is widely expected to pull in the largest number of votes next Sunday. Shiites compose about 60 percent of the electorate, and if, as expected, large numbers of Iraqi Sunnis boycott the voting, Shiites could capture an even larger percentage of seats.

The decision to exclude clerics from the senior positions in the Iraqi government has set off a scramble among the Shiite coalition's senior leadership for the post of prime minister. Under the election rules, the prime minister will be chosen by the party or group that forms a government, presumably by the group that wins the largest number of seats in the 275-member assembly.

Among the Shiites, the leading candidates for prime minister are thought to be Adil Abdul Mahdi, the Iraqi finance minister and a Supreme Council leader; Hussein Shahrastani, a nuclear scientist who lived in Iran; and Ahmed Chalabi, who marshaled support for the toppling of Saddam Hussein's government in the Bush administration and has since become a pariah.

All are secular-minded leaders who spent much of their lives in exile. They maintain that they would borrow from Islam's tenets in writing the country's constitution, the main task for the new government, but would ensure that the Iraqi state did not have a religious cast.

The New York Times

U.S. to increase security to protect voters in Iraq

By Brian Knowlton

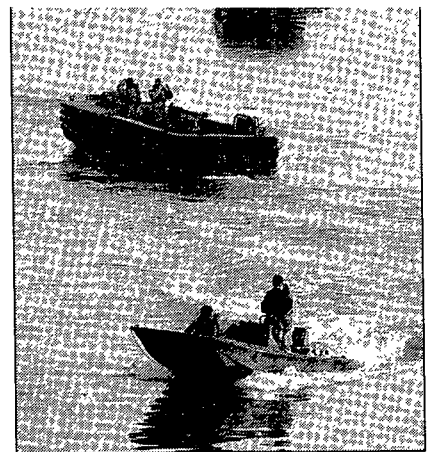
WASHINGTON: A leader of the anti-U.S. insurgency in Iraq on Sunday threatened a "bitter war" against anyone taking part in the coming election, but the U.S. ambassador, John Negroponte, promised "elaborate security" for voters and predicted "strong participation."

While the warning from Abu Musab al-Zarqawi, an Al Qaeda ally, underscored the risks of the coming week, Negroponte said that coalition and

Iraqi forces had elaborate plans to protect election sites next Sunday so that in "the preponderance of the country it will be safe for people to go and vote."

The ambassador appeared by satellite transmission from Baghdad on five U.S. news programs, an intense schedule that appeared to reflect an administration desire to help set a cautious standard for judging the vote.

He said that the mere staging of elections — despite fears by some that they could provoke a swelling of violence and lead even to civil war — would



Andrew Parsons/EPA
British patrol boats in the Shatt al Arab waterway near Basra in Iraq.

constitute an undeniable success.

"It's a historic first," he said, and one that would "lead to the creation of a national assembly and a democratically, popularly elected government," rather than the current appointed one.

Zarqawi and his allies are blamed by U.S. officials for violence ravaging parts of Iraq; the group on Sunday claimed the unconfirmed killing of Salem Jaafar al-Kanani, a leading member of Prime Minister Ayad Allawi's party.

Bombings north of Baghdad, meanwhile, killed 10 Iraqis, and insurgents elsewhere dynamited a voting center, a government building and a police station. An American soldier was shot and killed while patrolling in the northern city of Mosul, the U.S. military said.

There are fears violence will intensify in the final days before the election.

In an audiotape on the Internet, a man believed to be Zarqawi derided members of the Shiite majority for embracing the elections. The Sunnis who once were a power base for Saddam Hussein are expected largely to shun the vote, either through fear or from a sense that the outcome can only overwhelm the interests of the Sunni minority. Zarqawi said Sunnis should seek violently to derail the vote.

"We have declared a bitter war against the principle of democracy and all those who seek to enact it," he said.

Allawi said his government would do all in its power to protect the more than

5,000 polling sites against "evil forces determined to hurt Iraq." The authorities plan to seal borders, close airports, limit traffic and impose curfews to reduce the chances of attacks.

Allawi said that if his party emerged triumphant, it would be in no hurry to set a timetable for U.S. withdrawal. And Negroponte said that he did not expect any new governing party to ask for such an immediate pullout.

"We will see strong participation in the northern and southern parts of this country," Negroponte said on Fox-TV. "There'll be some problematic areas, particularly in the center."

A small turnout in the Sunni areas where the insurgency is centered, he said, should not "be the arbiter of the legitimacy of this election."

Senator John McCain of Arizona, a leading Republican voice on foreign affairs and a member of the Armed Services Committee, did venture a detailed turnout projection: 80 percent among ethnic Kurds in the north, 60 percent among Shiites in the south and 5 percent among Sunnis.

Negroponte said that while there could be no "absolute guarantee" of every voter's safety, even in the less stable Sunni areas "great efforts are being made to enable every Iraqi eligible to do so to be able to vote."

But he conceded that Iraqis had far to go, and he was cautious in replying to

questions about how the United States would react if a new, elected government called for its withdrawal. While some Iraqi political parties "look to a day when they will not have to rely as much, or even at all, on American security assistance," he said, those parties probably "would agree that now is not yet that moment."

But if an elected government decided U.S. forces were no longer necessary, he added, "we will comply with that wish."

McCain said there was a simple reason why no quick request for a U.S. withdrawal was likely: "Because the extremists will take over, and if you see Iraq disintegrate, then they won't be part of a government," he said on CBS-TV.

Negroponte also declined to give a definitive answer in the controversy over just how many Iraqi security forces

have been adequately trained.

In her Senate confirmation hearing last week, Secretary-of-State-designate Condoleezza Rice put the number at 120,000. Senator Joseph Biden, Democrat of Delaware, said the number could be as low as 4,000. And Allawi put it Sunday at 60,000 to 70,000.

International Herald Tribune

Les élections doivent étayer son discours sur la liberté

La « doctrine Bush » à l'épreuve

« Aller voter constituera un acte de courage et de foi dans l'avenir démocratique de l'Irak »

Washington :
de notre correspondant
Philippe Gélie

La vision de George W. Bush sur le pouvoir du « feu indompté de la liberté » a rendez-vous dimanche prochain avec la dure réalité en Irak. Ce choc des calendriers constitue le plus grand risque pris par le président américain lors de son investiture jeudi dernier.

Répété 49 fois en 19 minutes, le mot magique de « liberté » a d'abord eu comme un effet d'hypnose sur le public américain. Mais, depuis que l'émotion du moment a laissé la place à l'analyse, la promesse fondamentale de « mettre fin à la tyrannie dans le monde » ne trouve grâce qu'aux yeux des néoconservateurs qui ont participé à sa formulation.

Les experts en politique étrangère n'en finissent plus de souligner les contradictions d'une administration qui ménage des régimes fort peu démocratiques au nom de la guerre antiterroriste, qui a permis un certain degré de torture dans ses prisons militaires et laisse planer la menace de nouvelles opérations armées contre des membres de « l'axe du Mal » tels que l'Iran. Pour rassurer l'opinion, l'entourage présidentiel a souligné qu'il n'y aurait pas de virage brutal de la diplomatie, suscitant d'autres questions sur la pertinence d'un discours qui resterait sans conséquence. Quant à son impact sur le plan intérieur, « l'Américain moyen est fondé à se demander : qu'y a-t-il pour moi là-dedans ? », a observé Joe Klein de *Time Magazine*.

L'Administration Bush compte par ailleurs annoncer

aujourd'hui qu'elle sollicitera environ 80 milliards de dollars pour des opérations militaires prévues cette année en Irak et en Afghanistan.

Désormais, la parole est aux Irakiens, invités à confirmer la certitude présidentielle que « la liberté est l'espoir permanent de l'humanité ». Le scrutin prévu dimanche s'annonce comme le premier test grandeur nature de

la « doctrine Bush », selon laquelle les peuples optent toujours pour la démocratie et la paix lorsqu'on leur donne le choix. Cette simple logique ne saurait être contredite que par les ennemis de la liberté elle-même. A cet égard, la déclaration attribuée ce week-end à Abou Moussab Zarqawi, bras armé de Ben Laden en Irak, constitue la parfaite réplique idéologique au discours de George W. Bush. « Nous avons déclaré une guerre acharnée à

ce principe maléfique de démocratie et à ceux qui suivent cette idéologie fausse », a-t-il mis en garde. Cette guerre-là se déroule dans le fracas des armes et des attentats suicides, mais son enjeu est à la fois politique et moral. Malgré les mesures de sécurité « spéciales » promises par les forces de la coalition « aller voter constituera un acte de courage et de foi dans l'avenir démocratique de l'Irak », reconnaît un responsable au département d'État.

George W. Bush s'était émerveillé en octobre dernier de la

participation massive aux élections en Afghanistan, y voyant – avant la « révolution orange » en Ukraine – une preuve de la justesse de sa théorie. Pourtant, personne dans son administration ne se risque à pareil pronostic aujourd'hui. Un sondage réalisé fin décembre par l'Institut républicain international (IRI)

affirmait que plus de huit Irakiens sur dix souhaitaient participer au scrutin, et même plus de 50 % dans les zones sunnites mises à feu et à sang par la guérilla.

« Nous savons que beaucoup, sinon la plupart (des électeurs) veulent exercer leur droit de vote et nous pensons qu'ils vont le faire en grand nombre », souligne John Negroponte, l'ambassadeur américain à Bagdad. De là à fixer un objectif chiffré qui permettrait de mesurer le succès du processus, c'est un risque que personne ne veut prendre. « Regardez plutôt quel sera le résultat et le gouvernement qui émanera des urnes », soulignait

la semaine dernière un responsable à la Maison-Blanche.

Même à cette aune, l'administration prend soin de minimiser les attentes. « Nous nous engageons à travailler de manière constructive avec le gouvernement quel qu'il soit », insiste John Negroponte. Les chiïtes, majoritaires dans le pays, devraient traduire leur nombre en puissance politique dominante, un pouvoir dont ils étaient privés sous Saddam Hussein. Ils ne devront pas moins composer avec les autres formations de l'assemblée élue, par exemple pour élire le président à la majorité des deux tiers. « En aucun cas l'Irak ne deviendra une théocratie, assure-t-on au département

d'État. *Même les partis religieux ne manifestent aucun intérêt pour un régime modelé sur l'Iran.* » Qu'ils suivent ou pas les appels au boycott, les chiïtes pourraient être invités à participer au gouvernement et à la rédaction de la Constitution. « Ils auront plusieurs occasions de monter dans le train de la démocratisation », assure un responsable américain, évoquant le référendum sur la loi fondamentale prévu en octobre et de nouvelles élections en décembre 2005.

Pour l'heure, Washington

s'accroche à tous les paramètres encourageant : 14,5 millions d'électeurs potentiels, 18 900 candidats, représentant 256 partis et coalitions, inscrits aux 20 scrutins (une Assemblée nationale, 18 conseils provinciaux plus l'assemblée régionale kurde) ; l'arrestation, ces derniers jours, de leaders importants de la rébellion ; l'annonce, par les partis chiïtes, qu'il n'y aura « pas de turbans dans le gouvernement ». Et le pari de Bush sur la démocratie : « C'est la première fois dans l'histoire arabe moderne, note un diplomate, que le résultat d'une élection ne peut pas être prédit. »

Les partisans de Moqtada al-Sadr préparent la revanche politique de leur communauté

Les chiïtes en campagne à Sadr-City

Bagdad :
Borzou Daragahi

Il y a quelques mois à peine, vêtu d'un treillis et le keffieh drapé sur ses épaules, Fattahlah Ghazi el-Esmaili écrivait pour le compte de l'insurrection chiïte contre les forces d'occupation américaines, en tant que rédacteur en chef du journal *Ihriqat*, publication dévouée au mollah rebelle Moqtada al-Sadr et à sa milice, l'armée du Mahdi. A présent, bien droit dans son costume beige et la barbe soigneusement taillée, cet homme de 38 ans fait campagne pour les élec-

tions législatives à la tête d'une liste de 180 candidats chiïtes de Sadr-City, serrant les mains des électeurs et multipliant les rencontres avec des notables.

« Avant, nous étions les combattants de l'armée du Mahdi. A présent, nous sommes des hommes politiques », dit le journaliste, qui se présente sous son nom de plume de Fattah el-Cheikh. « Hier nous étions dans les rues. Aujourd'hui nous faisons campagne. Demain, nous espérons être au palais présidentiel. » En dépit de l'escalade de la violence, la campagne électorale irakienne prend son envol, les candidats tiennent discrètement leurs meetings et

distribuent leurs tracts. Plus de cent partis, coalitions ou candidats indépendants sont en compétition afin de pourvoir les 275 sièges du nouveau Parlement, chargé de former le prochain gouvernement, de rédiger la constitution et de préparer les futures élections de la fin de l'année 2005.

La minorité sunnite du pays, qui est en passe de perdre sa position historiquement dominante, s'oppose farouchement au scrutin. Certains ont rejoint les militants islamistes d'al-Qaida dont le chef Oussama Ben Laden a déclaré la semaine dernière « la guerre aux élections », dans une cassette vidéo diffusée par les télévisions arabes. Au moins deux candidats et trois responsables de l'organisation du scrutin ont déjà été assassinés depuis le début de la campagne à la mi-décembre.

Mais les chiïtes, longtemps opprimés par le régime de Saddam Hussein, comme les habitants de Sadr-City, placent beaucoup d'espoir dans le scrutin, sans toujours bien savoir pourquoi ils votent, ni même comprendre exactement la signification d'une élection libre. Même Moqtada al-Sadr, qui prit la tête d'une insurrection contre les Etats-Unis et s'était d'abord prononcé contre le scrutin, a beaucoup modéré son jugement concernant le vote.

Esmaili reste parmi les rares

candidats à s'aventurer régulièrement dans les rues de la capitale, souvent sans autre escorte que son conducteur, un mutilé qui le suit en clopinant sur ses béquilles. Il multiplie les tournées au cours desquelles il rend hommage aux martyrs chiïtes, aux cheiks tribaux et aux notables, allant de rendez-vous en rendez-vous depuis les rues insalubres de Sadr-City jusqu'aux quartiers les plus aisés de la capitale. « Cette ville a été opprimée du temps de Saddam, répète-t-il, Sadr-City devrait à présent être comme Oudja, le village natal de Saddam. Nous devons participer aux élections et élever l'un des nôtres au pouvoir. »

Les conseillers de campagne d'Esmaili sont ses parents et sa famille. Il affirme que les dons de riches amis et les bénéfices de son journal, qu'il chiffre à environ 1 600 dollars par semaine, suffisent à financer sa campagne. Un ami aisé lui a même prêté une vaste maison dans un quartier plus prospère de Sadr-City, qui lui sert de quartier général de campagne.

L'Alliance irakienne unie, la grande et puissante coalition chiïte qui bénéficie du soutien tacite du grand ayatollah Ali Sistani, a invité Esmaili à rejoindre sa liste. Mais il a décliné l'offre. Les partisans de la famille Sadr ont de vieilles di-



Bien droit dans son costume et la barbe soigneusement taillée, le candidat en campagne Fattahlah Ghazi el-Esmaili déclare : « Avant, nous étions les combattants de l'armée du Mahdi. A présent, nous sommes des hommes politiques. » (Photo Borzou Daragahi.)

vergences théologiques avec les fidèles de Sistani, et des différences politiques avec ceux du clan Hakim, dont l'un des héritiers, Abdel Aziz al-Hakim, figure en tête de la liste de l'Alliance. Esmaili et ses partisans espèrent rallier derrière eux les nombreux partisans irakiens de la famille Sadr. « *Nous misons sur notre propre peuple* », dit-il.

Esmaili devient nerveux quand on le questionne sur Moqtada, et assure ne pas lui avoir parlé de la campagne. Mais les deux hommes semblent être des amis proches. L'écran de son téléphone portable est même orné de sa photo en compagnie d'un Moq-

tada tout sourire. « *Moqtada est un chef* », dit-il, « *mais il a fait de nous ses délégués, tout en nous demandant d'agir selon notre conscience.* »

A l'attention des électeurs, Esmaili se présente lui-même comme un mélange de pieux disciple, d'intellectuel éminent et de représentant dévoué de sa communauté. Même s'il est à la tête d'une liste baptisée Elites et Cadres nationalistes indépendants (appellation aussi incongrue en arabe qu'en français), et même si tous ses interlocuteurs savent qu'il est candidat, il ne sollicite presque jamais des suffrages, pas plus qu'il ne détaille son programme ou ne demande des fonds.

Au cours d'une cérémonie commémorant la mort du grand ayatollah Mohammed al-Sadr, le père de Moqtada, Esmaili rend hommage à Allah et au prophète Mahomet, et crie « *Moqtada ! Moqtada ! Moqtada !* » avec le reste de la foule. A la réunion suivante, lui et un groupe de chefs de tribus loyaux au clan Sadr essayent de se réconcilier avec l'importante Union des journalistes irakiens. L'été dernier, les miliciens de Sadr ont momentanément détenu le chef de l'Union en l'accusant d'être loyal à Saddam. Esmaili s'excuse pour l'incident, rend hommage au travail des journalistes irakiens et embrasse en partant le chef

de l'Union.

La dernière étape de sa journée est la foire du livre à l'Université de Mustansiryiah, où il félicite les étudiants et examine des tracts sur le Coran. Pourquoi ne pas simplement demander aux étudiants de voter pour lui, de leur expliquer son programme et pourquoi il est le plus digne de leurs suffrages ? Pourquoi ne pas demander des dons aux chefs tribaux ? Il répond qu'il n'en a pas besoin. « *Les Irakiens sont très intelligents* », explique-t-il. « *Ils ignoreront quiconque essayera de les flatter avec des politesses. Mais ils respectent celui qui agira en tout comme un Irakien.* »

Key individuals who influence the vote

■ **Ayad Allawi**, interim prime minister, who is considered a moderate with a reputation for toughness in dealing with the multiple insurgencies gripping Iraq. The 60-year-old Shiite physician, who leads a group of candidates called the Iraqi List, spent three decades in exile and has a long history of working with the U.S. government. A former member of Saddam Hussein's Baath Party, he comes from a wealthy family close to the royal family that ruled before Saddam took power.

■ **Massoud Barzani**, Sunni Kurd and leader of the Kurdistan Democratic Party, which was founded in 1946 by his father. Barzani, 56, helped negotiate a short-lived autonomy agreement with Iraq's government in 1970 that ended nine years of fighting.

■ **Naseer Kamel al-Chaderchi**, Sunni lawyer, business executive and landowner who leads the National Democratic Party. He's a member of the former Iraqi Governing Council.

■ **Ahmad Chalabi**, secular Shiite banker and onetime Pentagon confidant who led the Iraqi National Congress, an umbrella for groups that included Iraqi exiles, Kurds and Shiites. Chalabi, 58, who left Iraq as a teenager, fell out of favor with Washington last year after allegations he passed intelligence information to Iran. He is running with the United Iraqi Alliance.

■ **Abdul Aziz al-Hakim**, Shiite cleric and leader of the key Shiite political organization, the Supreme Council of the Islamic Revolution in Iraq. Opposed

Saddam from exile in Iran before returning after the U.S.-led invasion and serving on the Iraqi Governing Council. He and Grand Ayatollah Ali al-Sistani lead the United Iraqi Alliance, which is widely expected to dominate the election.

■ **Ibrahim al-Jaafari**, interim vice president, who is the main spokesman for the Islamic Dawa Party, which waged a bloody campaign against Saddam's regime in the late 1970s. Saddam crushed the campaign in 1982 and Dawa based itself in Iran.

■ **Adil Abdul Mahdi**, interim minister of finance, who is a leading politician in the powerful Shiite Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq. He is the French-educated son of a respected Shiite cleric. He is running with United Iraqi Alliance.

■ **Hamid Majid Moussa**, economist, leader of the Iraqi Communist Party since 1993 and a member of the former Iraqi Governing Council. A Shiite, Moussa left Iraq in 1978 and returned in 1983 to continue his political activities against Saddam's regime. He draws support from urban Shiites and Kurds.

■ **Adnan Pachachi**, foreign minister in the government toppled by Saddam's Baath Party in a 1968 coup and a member of the post-American invasion Iraqi National Council. Pachachi, 81, leads the Assembly of Independent Democrats on the ballot. He is regarded as a possible compromise figure to lead a future government.

■ **Hussain al-Shahristani**, One of six figures chosen by Sistani to draw up the United Iraqi Alliance's candidate list. Shahristani is a nuclear scientist whose refusal to work in Saddam's nuclear program led to his 1979 jailing. He escaped in 1991, and later worked for rights organizations in Iran and London.

■ **Grand Ayatollah Ali al-Sistani**, Iraq's top Shiite cleric. Although not running for election, he has issued an edict describing voting as a "religious duty." Sistani, 75, has great influence in the majority Shiite community and has opposed anti-American violence. With the loyalty of most Shiite clerics and many tribal leaders, the Iranian-born grand ayatollah has used his popularity to sway the political process toward assuring Shiite domination of the future government.

■ **Jalal Talabani**, Sunni Kurd and leader of the Patriotic Union of Kurdistan, one of two key northern Kurdish parties. Born in 1934, he joined the Kurdistan Democratic Party as a teenager and then founded the Patriotic Union of Kurdistan in 1957. He and the Kurdistan Democratic Party leader, Massoud Barzani, are running in a joint group of candidates, the Kurdish Alliance List.

■ **Ghazi al-Yawer**, interim president, a largely ceremonial post. He is a prominent Sunni member of the Shammar, a tribe that includes Shiite clans and is one of the largest in the Gulf region. A civil engineer born in Mosul, Yawer, 45, studied in Saudi Arabia and at Georgetown University in Washington. He heads the Iraqis Party. (AP)

Ethnicity and religion remain divisive factors

By Jeffrey Gettleman

BAGHDAD: Hejaz Hazim, a computer engineer who could not find a job in computers and now cleans clothes, slammed his iron into a dress shirt the other day and let off a burst of steam about the coming election.

"This election is bogus," Hazim said. "There is no drinking water in this city. There is no security. Why should I vote?"

Across town in the Shiite stronghold of Sadr City, a grocer called Abu Allah stood behind his pyramids of fruit and said that no matter what, he was going to the polls.

"Even if there's a bomb in my polling place," he said, "I will go in it."

If Iraq was ever a divided country, it is especially divided now.

With Iraq's crucial election coming up on Sunday, people here still have strikingly different views on the vote, with the disparities apparently based not on class or education or sex or age but on the country's stubbornly durable fault



Shawn Baldwin for The New York Times

"This election is bogus. There is no drinking water in this city."

Hejaz Hazim, an engineer working in a Baghdad laundry.

That could mean a humiliation for U.S. forces and the new Iraqi government.

Granted, the opinions of 50 to 60 people, all told, hardly constitute a scientific sample. But they are revealing.

When asked for his thoughts on the election process, Jabbar Saeed, a businessman in the Sunni-dominated city of Falluja, which has been reduced to rubble not once but twice, said Zionists were behind the election and added, "This election is not free or honest."

As for the future, he said, "things will turn worse."

Iraq has always been an uneasy mix of Shiites, Sunnis, Kurds, Christians and smaller ethnic minorities. Now, after nearly two years of violent upheaval, many in Iraq and beyond see this election, in which 111 political parties are vying for seats in a newly created national assembly, as the make-or-break moment for the country's survival.

The Reverend Zarya Benjamin, a Syrian Catholic priest in Baghdad, is hopeful.

"When people finally taste freedom, this country will turn around," he said in his drafty, cavernous church.

The biggest obstacle to unity and peace is the Sunni vote — or the lack of it. For decades, the Sunni Arabs, including Saddam Hussein, ruled Iraq, even though they make up only 20 percent of the population, compared with the Shiites, who constitute 60 percent. But since the U.S.-led invasion, many Sunnis have lost their jobs, their status and their power. In protest, many Sunni parties have pulled out of the voting.

Fatheyia Jalal, a wizened fortune-teller in Adamiya, said her main concern is security.

"I'm scared of being out there," Jalal admitted. "Everybody knows voters

will be targeted."

Many Sunni voters say they do not know enough about the candidates to vote. Because so many politicians have been gunned down, many candidates have shied away from public events and some even refuse to reveal their names.

But that has not discouraged the Shiites.

Abu Mallak, who runs a real estate office in Sadr City, where last year Shiite guerrillas wearing flip-flops took on U.S. armored battalions, said this election was the key to Iraq's long-awaited liberation.

"We don't have the strength to fight the Americans militarily, so we must use the law," he said. "I'm sick of seeing the American tanks with my own eyes. My vote is a way to get rid of them."

The Kurdish population, mostly in the safer north, making up nearly 20 percent of Iraq's 25 million people, is as energized by the election as the Shiites, and Kurdish turnout is expected to be very high.

"If anybody knows the value of democracy, the difference between living with it and without it, it is the Kurds," said Fadel Hayat, a Kurdish painter.

The Christian population, about 3 percent of Iraq's people, is not quite as monolithic as the Kurds. No doubt, most will vote and many expressed a typical dose of Iraqi fatalism.

"Scared?" said Vivian Lazar, lounging on the balcony of her apartment block in Baghdad. "If God wants me, he can take me. I'm voting."

But not all Christians said they would vote for the Christian parties.

"I'm going for Allawi," said Mariam Soro, a translator. "He has the best relations with the West."

INTERNATIONAL
Herald Tribune
January 25, 2005



Jason P. Howe for The New York Times

"Scared? If God wants me, he can take me. I'm voting."

Vivian Lazar, a Christian.

lines of ethnic and religious affiliation.

The biggest chasm seems to be between the most powerful groups in Iraq: the Shiites and the Sunnis. Every single Shiite interviewed for this article said he or she planned to vote. Though there are a few Sunni leaders running for office, all the Sunnis interviewed, except one, said they were going to boycott.

According to a survey released last week in a Baghdad newspaper, two-thirds of respondents in the capital said they would vote in the election, which also includes provincial races. Half said they would cast their ballots for religious parties, half for secular.

There was one thing that many Iraqis

interviewed for this article, from all groups, agreed on: the novelty of free elections. Abdul Khadim Ali, a portrait painter, remembers the days of Saddam's elections and how there were not all spots on the ballot but two: yes or no.

"Some Baathist guy once came to our house and told my family we didn't have

to go to the trouble of filling out our ballots — he'd do it for us," he said, referring to Saddam's party.

"This time," Ali said, "I'm marking my own box."

The New York Times

For Sunni leaders, political involvement to come after election

By Edward Wong

BAGHDAD: Sunni Arab leaders who have been the most vocal in calling for a boycott or postponement of the coming elections say they intend to get involved in legitimate politics after the vote, including taking part in writing a permanent constitution.

The stakes are too high, with the constitution to be drafted by August 2005 and full-term elections held by year's end, for Sunni groups to reject the political process, the leaders say, even if they are sticking to their denunciation of Sunday's voting.

This talk by prominent Sunnis is the most positive sign yet that there is a chance they will still buy into the political process, potentially bolstering the beleaguered American effort to plant democracy in the Middle East.

Those saying they want to become involved in the process are not leaders of the insurgency, which is believed to be led by Sunnis, and there is no indication that the violence will abate after the vote. But some of these Sunni leaders, who include powerful clerics, have considerable influence with the guerrillas and could act as a bridge between the new government — expected to be dominated by the majority Shiites — and the insurgency.

"Certainly because we withdrew from the elections, that doesn't mean we won't be part of the drafting of the constitution," said Sheik Brahim al-Adhami, a senior member of the Muslim Scholars Association, which says it represents 3,000 mosques and was the most influential Sunni group to call for an election boycott. "The elections are one matter, the constitution is another."

Adhami, who is the chief cleric of Abu Hanifa mosque, possibly the most anti-American mosque in Baghdad, added that "all the Sunnis must take part in drafting the constitution."

The 275-member National Assembly to be elected on Jan. 30 is to appoint a president and prime minister, draft a permanent constitution and prepare the country for full-term elections in December 2005. There is nothing forbidding outsiders from getting involved

in writing the constitution, and even the most hard-line Sunni leaders say they expect the assembly to invite them into the process.

In the last week, Sunni leaders have threatened to scuttle the constitution if the postelection government and American officials do not bring them in. A measure in the transitional basic law approved last spring allows just three of the country's 18 provinces to nullify a draft of the constitution if they vote against it. Sunnis are a majority in at least three provinces, and Sunni leaders are now bringing up this measure as leverage to put Shiite, Kurdish and American officials on notice that the minority Sunnis expect a place in post-election politics.

Sunni leaders have been in talks with Iraqi and American officials on how else they can get involved in the new government, even if Sunnis fare poorly in the national elections. There are proposals to make sure the new government sets aside some ministry offices for Sunnis. Some Sunni politicians are lobbying their parties to limit the boycott to national elections, thus allowing them to vie in the provincial elections, also scheduled for Jan. 30.

John Negroponte, the American ambassador to Iraq, said the U.S. Embassy was reaching out to "just about any Sunni group that we come into contact with" to persuade them to remain involved in politics. He said he hoped that those who decided "to sit or fight this round out" would become engaged after the elections.

Shiite politicians say they plan to make sure Sunni Arabs are adequately represented in the new government. Ali Faisal al-Lami, an aide to Ahmad Chalabi, the former exile who is running on the most popular Shiite slate, said Shiite candidates had been in talks with Sunni tribal leaders in hostile cities such as Mosul, Ramadi and Tikrit. "We will give them some positions in the cabinet and ministries," he said.

An American diplomat said many Sunni politicians are "under physical pressure and they look for assurance from us that we'll continue to engage with the Sunni Arab community."

He added, "I am spending a fair amount of my time bucking people up."

The leader of the Iraqi Islamic Party, the most prominent Sunni group to withdraw from the elections, said he

Those saying they want to become involved in the process are not leaders of the insurgency.

had received a written threat from a mujahedeen cell not to take part in the new government, but was still in "deep negotiations" with American officials to secure a role for his party.

"We will not take seats in the government and we won't accept any appointments," the leader, Mohsen Abdul-Hameed, said. "But about the constitution, we will participate and we will be involved in writing a draft of it if we're asked to do that."

The Iraqi Islamic Party's announcement of withdrawal in late December was considered a big blow to the elections because the party is popular among Sunni Arabs. But the party never removed its slate of candidates from the ballot. Abdul-Hameed said that if the slate wins some seats in the National Assembly, he will not bar candidates on the slate from taking the seats, as long as the candidates are not official party members.

Because of the calls for boycott and because of the dire security situation in the Sunni-dominated provinces, Iraqi and American officials fear that Sunni Arab turnout will be low and that Sunnis will consequently regard the new government as illegitimate.

Sunni Arabs ruled Iraq for decades, but were ousted from power with the toppling of Saddam Hussein, a Sunni from Tikrit. Many now chafe under the American occupation and see the elections as the means by which the Americans will install a Shiite-dominated government.

But a measure in the transitional basic law, which was approved last March and lays out the timetable for the political process, could actually give Sunni Arabs huge leverage over the writing of the constitution, even if they end up underrepresented on the National Assembly.

Next fall, the Iraqi people are to hold a referendum vote on the draft of the constitution. The measure says that a two-thirds vote against the draft in at least three provinces will invalidate it.

When this measure was first proposed in the winter of 2004, the Shiites feared that the Kurds would use the threat of a veto of the constitution to lobby for more autonomy.

Now, it is Sunni politicians, confronted by the very real possibility of low representation in the National Assembly, who are threatening to call on the people of the Sunni-majority provinces of Anbar, Salahuddin and Nineveh to vote down the constitution if the Sunni leaders are denied a role in the drafting of the document.

"That constitution is not going to be recognized, and people from those areas won't feel this is a true constitution for them," said Hatem al-Mukhlis, a former exile who heads the Iraqi National Movement, a Sunni Arab party that has opted to take part in the elections despite Mukhlis's deep skepticism of the process. "They'll continue fighting."

Adnan Pachachi, the most popular secular Sunni candidate, said that after the elections, the National Assembly should make it a priority to approach those groups that denounced the elections to get them to take part in the

writing of the constitution.

"There are those who feel they've been marginalized, who feel they haven't been treated fairly," he said. "It

is possible to invite people from outside the national assembly to be in on the drafting of the constitution."

The New York Times

Military deaths in Iraq

Reuters

LONDON: Following are the latest figures for military deaths in Iraq, in line with the most recent death toll from the Pentagon.

■ U.S.-LED COALITION FORCES KILLED:

COMBAT/ATTACKS

United States 1,080

Britain 29

Other nations 63

NONCOMBAT

United States 292

Britain 43

Other nations 19

■ IRAQIS KILLED:

MILITARY

Between 4,895 and 6,370 (These are estimates from research institutes from 2003. No official figures are available.)

CIVILIANS

Between 15,365 and 17,582 (These estimates are from www.iraqbodycount.net, which is run by academics and peace activists, based on reports from at least two media sources.

Noncombat is defined as accidents, fire from forces killing their own troops, suicides and other incidents not directly related to fighting.

La victoire attendue des chiïtes inquiète Kurdes et sunnites

Les chefs de tribu redoutent un pouvoir religieux

Plus de 300 chefs de tribu se sont réunis hier à Arbil, au nord de l'Irak, à l'invitation du dirigeant kurde Massoud Barzani. Baptisée « La Réconciliation », cette réunion a tourné autour de deux thèmes principaux : l'appel à la participation des sunnites et l'inquiétude d'une prise de pouvoir par les leaders religieux.

Arbil : Delphine Minoui

Certains cachent la fatigue du voyage derrière leurs lunettes de soleil. D'autres ont troqué les mocassins contre des chaussures plus confortables. Ils viennent de Kirkouk, de Mossoul, de Bagdad ou de Bassora. Ils ont roulé pendant des heures, parfois des jours, traversé les checkpoints, évité les « Ali Baba », contourné les barrages des insurgés, pour se présenter à ce rendez-vous pré-électoral, fixé au nord de l'Irak. Dans cette grande salle de réunion d'Erbil, au cœur des montagnes paisibles du Kurdistan irakien, plus de 300 chefs de tribu arabes - sunnites et chiïtes -, drappés dans leur traditionnelle robe, sont assis en enfilade. Le défi qu'ils comptent relever est inscrit à la peinture rouge sur une banderole bleue : « Non au terrorisme, oui aux débats. »

Le rendez-vous a été fixé à l'initiative de Massoud Barzani, membre d'une grande tribu du Nord et chef du Parti démocratique du Kurdistan, un des deux grands partis kurdes qui font liste commune. « Les Kurdes et les Arabes sont comme les yeux et les sourcils d'un même visage », lance-t-il à l'assemblée, en guise d'introduction. Vêtu de son charwar, le traditionnel pantalon bouffant des Kurdes, il tient à rappeler que l'Irak est « un pays multiculturel » et « qu'il faut rassembler les efforts de tous pour que les élections se déroulent dans les meilleures conditions ».

Le ton est donné. Il s'agit de lancer un dernier appel aux partis sunnites, qui ont annoncé qu'ils boycotteraient les élections et qui s'apprentent à perdre un pouvoir qu'ils ont toujours détenu en Irak. Il s'agit aussi de défier les terroristes, en leur montrant que les Irakiens sont

déterminés à continuer d'essayer de se rassembler. Loin des bombes de Bagdad, Arbil s'est ainsi présenté comme la meilleure option.

Thamer al-Duleymi, le secrétaire général de l'Assemblée des tribus, insiste : « Nous voulons participer aux élections pour éviter la guerre civile. » Pensif, le cheikh Lafi al-Shamari, originaire de la province sunnite de Salaheddin, explique qu'il avait appelé à un report des élections, mais qu'il a décidé de voter « pour empêcher les insurgés d'imposer leur loi ». Grand dé-

tracteur des Américains et critique acerbe des autorités provisoires irakiennes, il s'est résigné et appelle les sunnites à voter « pour empêcher les chiïtes de s'emparer du pouvoir ».

La peur de la victoire des chiïtes - qui représentent 60 % de la population irakienne -, oppressés sous Saddam, et l'instauration d'un système religieux :

c'est bien ce qui réunit aujourd'hui Kurdes et sunnites, d'après Saadoun al-Douleyymi, membre d'une grande tribu d'Irak.

« Cette réunion, c'est avant tout le mouvement des chefs de tribu, face à la nouvelle vague des chefs religieux chiïtes », commente cet ancien opposant à Saddam Hussein, et grand défenseur d'un régime laïc. Tout droit débarqué de Bagdad, il raconte que les murs de la capitale sont recouverts de posters de l'ayatollah Sistani, le grand marja d'Irak, que les membres de la grande liste chiïte, « L'Alliance irakienne unie », ne cessent d'utiliser comme porte-drapeau à toutes les sauces.

Dans ce climat d'insécurité qui empêche la plupart des candidats de faire campagne, les chiïtes peuvent faire passer leur message politique à la mosquée, où des milliers de fidèles suivent chaque vendredi la grande prière. « Dans le sud chiïte, relève al-Douleyymi, les électeurs vivent l'élection comme une obligation religieuse et non comme une démarche politique. »

L'exception kurde



IRAK

L'EXCEPTION KURDE

A la veille des élections, et alors que le triangle sunnite est à feu et à sang, le Kurdistan jouit d'une réelle prospérité et d'une paix relative.

BALDWIN REEL/NEWS/ANAPPP

A la veille des élections du 30 janvier, et alors que le triangle sunnite est à feu et à sang, le Kurdistan jouit d'une réelle prospérité et d'une paix relative.

Reportage ■ DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL OLIVIER WEBER

Quand la voiture bringuebalante dépasse la chicane du point de contrôle, sur la route de Chamchamal, c'est un autre monde qui surgit brusquement, entre des collines verdoyantes. Des gardes kurdes en tenue camouflée inspectent les véhicules en provenance de Kirkouk et du pays sunnite, les chauffeurs semblent retrouver leur joie de vivre, les voyageurs descendent du bus pour se détendre autour d'un thé noir et admirer au loin les montagnes enneigées. Au-delà de cette ligne presque invisible, on pénètre au Kurdistan, un havre grand comme la Suisse. Le baraquement ne

marque officiellement que le passage d'une région à l'autre de l'Irak. Et pourtant, cette ligne vaut frontière. Nul panneau ne l'indique, mais il s'agit bien de l'autre Irak.

En deçà du poste, c'est le royaume du chaos, où des attentats secouent chaque jour villes et campagnes. L'Irak des enlèvements aussi, dont sont victimes Kurdes, sunnites, chrétiens, par des gangs spécialisés tel celui de Sharqat, au sud de Mossoul, qui vient d'être démantelé, ou par les islamistes de Kirkouk. Mais une fois franchi le poste de Chamchamal, la quiétude impressionne. La prospérité laisse pantois

celui qui débarque du pays sunnite plongé dans la terreur à l'approche du scrutin du 30 janvier. Ici, la campagne électorale n'est pas un vain mot.

Certes, des bombes et des voitures piégées explosent aussi parfois au Kurdistan d'Irak, peuplé de 4 millions d'âmes (sur un total de 26 millions d'Irakiens), tel cet attentat à Arbil en décembre – plusieurs blessés – ou ces deux autres en février 2004 qui, avec 65 morts, ont détruit les sièges de deux grands partis politiques kurdes. Des islamistes se terrant dans les rues de cette ville, forts de leurs connexions locales. Et les fondamentalistes d'Ansar al-Islam, l'organisation retranchée dans les montagnes de Halabja avant la chute de Saddam, y disposent encore de caches. Il n'empêche. Le Kurdistan est une oasis dans l'enfer irakien où viennent se réfugier de temps à autre quelques familles apeurées de Bagdad.

Une reconstruction générale

Autonome, le Kurdistan l'est de facto depuis 1991, depuis la première guerre du Golfe. Et cela malgré les foudres des pays voisins, la Turquie et l'Iran, qui craignent que « leurs » propres Kurdes n'imitent les frères d'Irak. Ankara a déjà envoyé des unités dans les montagnes du Kurdistan irakien, avec tanks et forces spéciales, au cas où... En treize ans, les Kurdes, abonnés depuis toujours à la liste des peuples sans Etat mais protégés de la vindicte de Saddam grâce à l'aviation alliée, ont rebâti la quasi-totalité des 3839 villages détruits par les sbires du régime, construit des centaines d'écoles, rénové des hôpitaux. A tel point que l'ancien vice-recteur de l'université de Tikrit, rencontré dans le triangle sunnite, s'est longtemps fait soigner dans les cliniques kurdes, lui, un proche de Saddam Hussein... « *Que voulez-vous, nous sommes devenus si accueillants pour les Irakiens!* » ironise Farhad Pirbal, écrivain qui fut étudiant à la Sorbonne. *Ici, on défend plus qu'ailleurs en Irak la démocratie et les élections du 30 janvier. Nous avons fini par nous habituer aux libertés, aux droits de l'homme et à la société civile.* » Depuis sa belle villa d'Arbil, dans un quartier résidentiel qui évoque davantage un village d'Europe qu'une cité d'Irak, ►

le poète exprime aussi son pessimisme. Les attentats qui secouent de plus en plus le petit territoire, la guerre civile qui menace entre les différentes communautés en Irak et qui finira par entacher la quiétude relative des Kurdes : autant de tourments pour lui et ses amis.

Pour l'heure, l'enclave se débrouille. Sous l'égide de l'Onu, Bagdad était en effet contraint chaque année de reverser 13 % de ses revenus pétroliers aux ennemis du Nord, durement réprimés en 1991 lors du « printemps kurde ». Coincés entre l'Irak et la Turquie, qui ne voient pas d'un bon œil l'essor de leur patrie, les Kurdes ont de surcroît installé un système de taxe aux frontières. Aujourd'hui, malgré les attentats et les attaques contre les convois, des camions amènent le pétrole brut de Kirkouk jusqu'aux raffineries turques. Au passage, les gabelous kurdes prélèvent une dîme de plusieurs dizaines de dollars au minimum par camion. Idem au retour, lorsque l'essence raffinée revient en Irak, via la frontière de Zakhō. « Une véritable manne », dit dans son bunker Abdulrahman Mustafa Fatah, le gouverneur de Kirkouk, chargé de protéger les champs de l'or noir d'où sont extraits plus de 500 000 barils par jour, sur un total de 2,2 millions dans tout l'Irak.

Une liberté très cher payée

Le Kurdistan suscite ainsi bien des convoitises. « D'autant que du pétrole y a été découvert, cette fois dans l'enclave même », lance Hamid Dosky, journaliste et secrétaire du Mouvement indépendant du Kurdistan. Les deux chefs kurdes, Jalal Talabani et Massoud Barzani, en sont bien conscients. En conflit ouvert en 1996, au prix de 5 000 morts, les vieux rivaux ont enterré la hache de guerre et ont uni leurs forces. Désormais, les deux armées œuvrent ensemble et défendent chèrement leur fief qui défie le reste de l'Irak ainsi que ses voisins. « En pays sunnite et en pays

chiite, cela va dégénérer. Ici, c'est le contraire. Chaque jour qui passe nous permet de mieux bâtir notre avenir. » L'homme qui parle d'une voix douce dans un hôtel de Souleimanieh est le tout-puissant chef des peshmergas, l'armée des Kurdes, côté Talabani, et revendique plusieurs dizaines de milliers d'hommes payés de 120 à 150 dollars par mois pour défendre le territoire.

A 48 ans, jovial et d'un calme olympien, Mustafa Said Qader est plus qu'une figure au Kurdistan d'Irak. C'est une légende vivante, un héros de la première heure qui a rejoint la résistance contre Bagdad à 21 ans, d'abord dans

a déjà été visé par les terroristes. »

Alors, malgré l'épée de Damoclès, malgré l'ire des voisins, les Kurdes savourent les bienfaits de leur autonomie. Un aéroport a surgi de terre près d'Arbil. Les cafés Internet fleurissent dans les villes, où garçons et filles non seulement dialoguent avec le monde, mais se donnent la main dans la pénombre. Les écoles ne désespèrent pas et on dénicher dans une avenue d'Arbil un Institut français très actif. Une énergique Française d'origine irakienne de 63 ans est même revenue au pays pour prendre en main le ministère de l'Enseignement supérieur. Voilà quatre mois, Akhtar Shamsaldin était

encore plongée dans ses recherches sur le cancer dans les laboratoires de l'Inserm à Paris. Aujourd'hui, elle gère trois universités avec 15 000 étudiants et 700 enseignants, dont certains du pays sunnite, rémunérés de 270 à 650 dollars par mois. « C'est le seul endroit en Irak où on peut encore professer ! » lance-t-elle dans son bureau de Souleimanieh à peine protégé. Nous n'avons pas honte de l'aide américaine. Les Kurdes ont tellement souffert et ont résisté à tout, même là où les scorpions n'ont pu le faire, c'est-à-dire à l'arme chimique ! Cette liberté, nous la défendons chèrement. »



Jalal Talabani (à gauche) et Massoud Barzani

Les deux chefs kurdes ont enterré la hache de guerre pour défendre leur enclave qui défie le reste de l'Irak.

un réseau clandestin en ville puis dans la montagne. « Les combats étaient durs, avec beaucoup de blessés, mais on se relisait nos lettres aux familles et nous rêvions tous de la liberté pour les Kurdes. » Arrêté par les services secrets de Saddam en 1990, jeté dans une geôle pendant quinze mois et torturé, le peshmerga – littéralement « celui qui va au-devant de la mort » – n'a dû son salut qu'au fait d'avoir caché sa véritable identité. Voilà pourquoi tous écoutent ce combattant affable et discret qui défend désormais l'enclave avec des centaines de tanks récupérés sur l'armée irakienne lors de la chute de Saddam en mars 2003. Pourtant, lui-même avoue que nul n'est à l'abri au Kurdistan d'Irak. « Même dans cet hôtel, qui

A entendre ses dirigeants, l'enclave joue le jeu d'un Irak fédéral. Tout en masquant des velléités d'émancipation totale. De fait, le Kurdistan ressemble déjà à un pays à part entière, avec tous les attributs d'un Etat, sauf la monnaie. « Je ne crois plus au Kurdistan comme province de l'Irak, avance Saedi Barzinji, élégant professeur de droit à l'université d'Arbil, ancien étudiant à Grenoble et membre du Parlement de Bagdad, qui doit prendre la dangereuse route pour la capitale le lendemain à l'aube. Nous formons un monde à part et nous avons payé cher la tutelle de cet Etat qui est artificiel. Quatre-vingts années d'accrochages continus avec l'Irak, pas une seule année de répit ! Il est temps de changer de chemin, car on ne voit ►

► pas comment l'Irak pourrait se relever de ce chaos.» Même constat à l'autre bout de l'enclave par Aram Saed, présentateur de télévision et coordinateur des droits de l'homme pour le nord de l'Irak: «L'avenir de ce foutu pays, c'est la partition en trois zones, chiïtes, sunnites et Kurdes. Il y a eu trop de disparus et trop de violences pour que l'on réapprenne à vivre ensemble.»

Dans son imprenable nid d'aigle de Salaheddine, défendu par des cohortes de commandos dûment armés, le chef kurde Massoud Barzani temporise, endossant tout à tour l'uniforme d'un préfet et les habits d'un futur chef d'Etat. Fils du dirigeant historique Mollah Moustafa Barzani, à la tête du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), l'icône des peshmergas, en treillis kaki, préfère jouer la prudence. «Un peuple qui compte 4 millions d'habitants ne peut qu'avoir un statut spécial. Un jour, je suis sûr qu'on aura l'indépendance. La Turquie et l'Iran? Cela ne les regarde pas! C'est une affaire purement intérieure.» Soutenu par Washington, Barzani n'hésite pas cependant à relever les erreurs des Américains en Irak. «La plus grande faute fut de passer du statut d'armée de



L'inquiétude des Kurdes : la guerre civile qui s'annonce entre les sunnites et les chiïtes.

libération à celui d'armée d'occupation en Irak. Il fallait tout de suite un gouvernement irakien! Bien sûr qu'il y aura beaucoup d'autres attentats au Kurdistan, mais les terroristes ne pourront jamais s'installer ici. Ce qui nous inquiète davantage, en revanche : la guerre civile qui s'annonce entre les chiïtes et les sunnites...»

Le goût de la tragédie

S'il regrette une chose, c'est non pas la sanglante discorde d'hier entre les Kurdes, mais le rôle de la France, qu'il voudrait engagée dans la coalition en

Irak. Quant à la ville tant disputée de Kirkouk, peuplée de Kurdes, de Turkmènes et d'Arabes dont maints colons amenés dans les convois de Saddam Hussein, «Kak Massoud» – frère Massoud – pointe un doigt rageur vers la plaine en contrebas: «Nous n'accepterons jamais que les Arabes qui ne sont pas de la région restent là-bas!»

A Arbil, la maison de la culture joue à guichets fermés. Sous haute surveillance, comédiens, danseuses et artistes défilent sur scène devant le Premier ministre Nechirwan Barzani, neveu de Massoud. Public et artistes ne

semblent avoir qu'une envie, communier dans la ferveur de la liberté et montrer aussi ce qu'est la culture kurde. Ce jour-là, le mélange est fait de joie et d'enthousiasme, dans les flonflons et les costumes traditionnels. Mais le chantre du peuple kurde Farhad Pirbal préfère évoquer l'histoire, passée et à venir: «Les Kurdes ont toujours été des victimes. Et nous avons aussi le goût de la tragédie...» Quand le rideau tombe et que les lumières s'éteignent, les peshmergas et les artistes se donnent la main. C'est là l'espoir du poète et aussi tout un symbole... ■

U.S. Tells Turks It Won't Fight Kurds

By SUSAN SACHS

ISTANBUL, Jan. 11 — The commander of American forces in the Middle East told the Turkish government on Tuesday that he could not spare any troops to meet its request for an assault on Kurdish guerrillas who have been using northern Iraq as a base for attacks on Turkish forces.

Gen. John P. Abizaid, head of the Army's Central Command, said during a visit in Ankara that the United States considered the main Kurdish separatist group, the P.K.K., a terrorist organization. But, he added, "we also understand — all of us understand — that our troops have a lot

of work to do there along with the Iraqi security forces, and we agree that, over time, we must deal with the P.K.K."

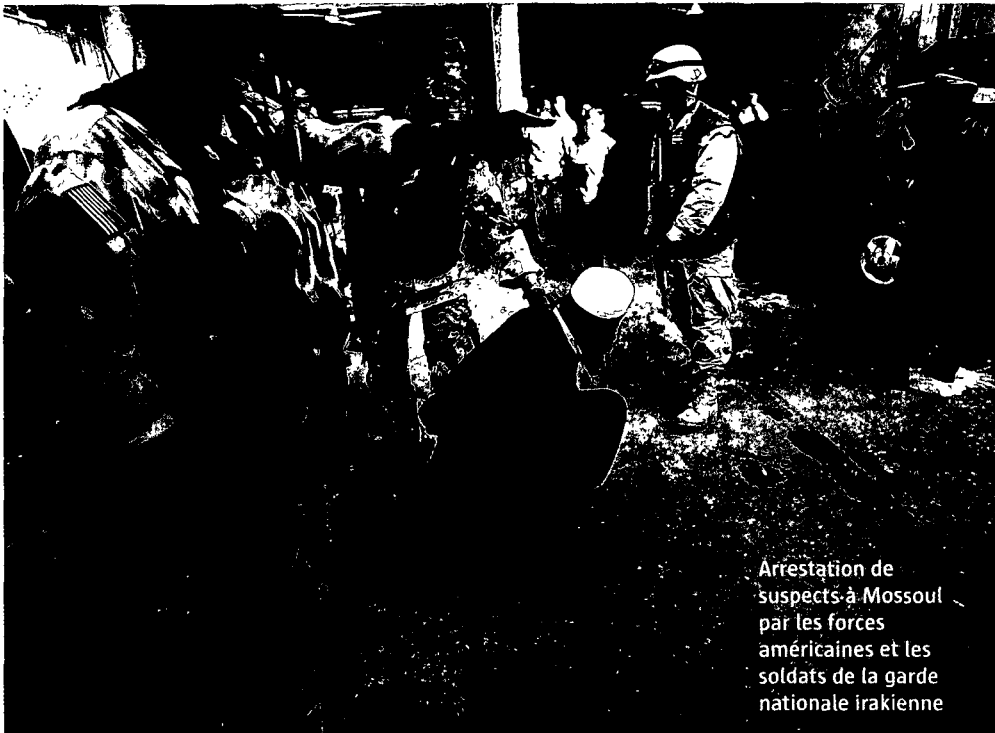
The general's statement, little different from the assurances given by other American officials over the last year, was unlikely to ease either government or public hostility in Turkey toward American policy in Iraq.

Turkey has complained for months that the United States has done little in Iraq to discourage Turkey's Kurdish separatists, to stop the eviction of the Turkmen population from the disputed city of Kirkuk, or to prevent frequent kidnappings and

killings of Turkish workers and truck drivers in Iraq.

The government also fears that an overwhelming victory by Iraqi Shiites in the elections this month could lead Iraqi Kurds to solidify their semiautonomous status in northern Iraq.

A separate American delegation, headed by Laura Kennedy, a deputy under secretary of state, also met with Turkish and Iraqi officials in Ankara on Tuesday to talk about the P.K.K. incursions. A statement issued after the meeting underscored that the United States preferred to see the Iraqis and Turks work out the problem together.



Arrestation de suspects à Mossoul par les forces américaines et les soldats de la garde nationale irakienne

HERBERT POLARIS/DEADLINE

Folie sanguinaire en pays sunnite

Cinquante personnes décapitées en quinze jours. Des candidats aux élections qui veulent garder l'anonymat. Nul n'est épargné. La peur et le chaos règnent en maîtres dans le triangle sunnite. Reportage.

On n'imagine guère cet élégant sexagénaire, formé en Grande-Bretagne et qui parle l'anglais avec un impeccable accent d'Oxford, se transformer en pistolerero. Et pourtant : Abdullah Hassan, professeur de psychologie à l'université de Bagdad, ne se sépare jamais de son revolver acheté 100 dollars. S'il fréquente le nord de l'Irak, aussi périlleux que la capitale, c'est pour sa seconde casquette, celle de haut fonctionnaire au ministère de l'Education. « Je sais que je risque ma vie chaque jour, et de nombreux collègues ont été tués, dit-il alors qu'il s'entretient avec d'autres enseignants. Mais on ne peut quand même pas laisser tout le pays aux islamistes ! » A Bagdad, il ne conduit plus sa voiture et ce sont les étudiants qui le raccompagnent chez lui par un itiné-

raire chaque jour différent.

Le chaos, le très chic professeur l'attribue aux anciens des services secrets de Saddam Hussein, dans le nord de l'Irak comme à Bagdad. Un chaos que l'on sent autant aux portes de Mossoul que dans les villages avoisinants.

Dans cette contrée meurtrie, on pourrait parler davantage de bataille électorale que de campagne. La plupart des candidats gardent l'anonymat. Beaucoup sont condamnés à mort. « On ne peut même pas faire du porte-à-porte », dit Ibrahim, candidat du mouvement de l'Entente nationale, le parti du Premier ministre Iyad Allaoui. Hindrin Bilbas, candidat du Mouvement national patriotique, s'avère encore plus pessimiste. « Le drame, dit-il avant de prendre la

route pour Bagdad, c'est le chemin de la division, après les élections. Tout semble en place pour une vraie guerre civile. »

Aux abords de Mossoul, elle est déjà là. Les champs sont désertés, les villages repliés sur eux-mêmes, et la peur a remplacé la parole ancestrale. « Cinquante personnes ont été décapitées en deux semaines, dit Ahmed M., professeur à l'université de Mossoul, désormais fermée. Les tueurs, bien entraînés et bien armés, avaient une liste. Ils sont venus en convois et ont tranquillement exécuté leurs proies. Quelques têtes ont été placées sur le terre-plein d'une avenue du quartier de Hay Waada. Les islamistes, environ un millier, sont vraiment très bien organisés... » Dans cette sale guerre, nul n'est épargné et les salafistes, sous la

coupe de Hussein Safah, surnommé « le coupeur de têtes », sillonnent les villages. « Gangsters et islamistes se mélangent désormais, souffle un inspecteur de police de la région de Mossoul. On ne sait plus qui est qui, et eux, les islamistes, savent tout. »

Dans le chaos irakien, un homme prêche encore une parole d'espoir. Militant inlassable des droits de l'homme, Hussein Sinjari, en tournée dans le Nord, préside l'Institut irakien pour la démocratie à Bagdad. « Les Américains paient le prix fort pour leurs erreurs, mais nous aussi, les démocrates ! s'exclame-t-il. Les élections permettront cependant de faire émerger une société civile. La violence va certes encore régner longtemps, mais l'Irak trouvera sa propre voie vers la démocratie. »

Pendant ce temps, les armes continuent de tonner dans la campagne de Mossoul. L'autre jour, deux frères, Homad et Hussein Harmouch, sont tombés sous les coups des sicaires salafistes de Hussein Safah. L'un, 28 ans, était policier à 150 dollars par mois ; l'autre, 32 ans, travaillait comme maçon à l'aéroport, contrôlé par les Américains. A Mossoul, les affidés des islamistes ont évoqué un « sacrifice humain ». Quand le père a appris leur décapitation, lui qui avait déjà perdu deux autres fils durant la guerre Iran-Irak et lors d'une rixe, il est devenu fou. Depuis, les campagnes de Mossoul parlent tout autant de cette folie qui guette les uns et les autres que de la tragédie des deux immolés ■ Olivier Weber

Les Irakiens élisent leur Assemblée nationale transitoire

Bagdad

la poudrière des urnes



Affichage d'appel à voter par les soldats américains

De notre envoyée spéciale au Proche-Orient

Pour voter, ils ont décidé de faire les dix heures de route qui séparent Bagdad de la capitale de la Jordanie, Amman. A l'université, c'était les vacances de la fin de semestre. Alors Asma et son mari, professeur de médecine à l'université de Bagdad, sont partis pendant le week-end de l'Aïd pour s'inscrire sur les listes électorales de Jordanie. Personne, dans l'entourage direct du couple de professeurs, n'ira voter en Irak. « Se suicider ? Pour quoi et surtout pour qui ? », se demande le mari d'Asma, un sunnite qui, par peur des représailles, refuse de dire son nom et cache son visage avec sa main lorsque nous l'abordons dans un des bureaux de vote de la capitale jordanienne. « La plupart des candidats qui figurent sur les listes électorales, je ne les connais pas. Ce sont des fantômes qui ont bien trop peur pour faire campagne. D'autres que je connaissais ont été tués. Dans notre quartier, on a assassiné les gens qui distribuaient les tracts électoraux. Une mort bien vaine quand on sait que personne, de toute façon, n'osait les prendre... »

C'est surtout pour échapper aux imprécations d'Abou Moussab al-Zarqoui contre la démocratie, diffusées en boucle sur les chaînes de télévision, aux lettres de menaces qui arrivent de plus en plus souvent à leur domicile et au décompte des voi-

sins et des amis morts qu'Asma, son mari et quelques-uns de ses collègues ont décidé de faire le voyage jusque dans le pays voisin. « A Amman, les premiers jours, on ausculte le silence, le temps de s'habituer à l'absence de démonstrations. Après, on a envie de chanter tellement la vie est légère. Se gorger de douceur pour avoir la force de repartir. Ces élections, c'est une distraction à notre calvaire », explique Asma, qui, contrairement à son mari, a envie de s'épancher. Faire semblant d'y croire : et si les élections allaient enfin sortir l'Irak de ce long cauchemar qui n'en finit pas ? Rêver, même pour un court instant, de lendemains qui chantent. Quand on est désespéré, on s'accroche à tout.

Alors, comme de nombreux Irakiens, ils sont partis de Bagdad au petit matin en convoi sur la route d'Amman pour exercer leur droit de citoyens irakiens malgré les consignes de boycott de la majorité des leaders sunnites. Asma somnolait, hypnotisée par la monotonie de la route désertique, lorsque, au niveau de la ville de Ramadi, elle a vu, à moins de 200 mètres d'elle, l'une des voitures du convoi qui flambait. Au début, tout le monde a cru à une attaque des moudjahidin du triangle insurgé. En fait, la voiture s'était approchée trop près d'un Humvee qui patrouillait et les Américains, nerveux, avaient tiré. « Il aurait été trop dangereux de nous arrêter. Plus tard, nous avons appris que notre

ami qui avait été visé dans la voiture était mort parce que c'était l'Aïd et que les médecins de Ramadi avaient quitté l'hôpital où on l'avait conduit... »

Asma veut voter pour Adnan Pachachi parce qu'il est sunnite. Son mari, lui, votera pour la liste du Premier ministre intérimaire Iyad Allaoui « parce que c'est la seule ma-

nière d'éviter la guerre civile. Aujourd'hui, chacun vote pour les gens de sa confession. Autrefois, personne n'évoquait cela. Depuis l'occupation américaine, on vous demande si vous êtes chiïte, sunnite ou kurde avant de vous dire bonjour... Allaoui est le seul qui peut maintenir la cohésion du pays ».

Le spectre de la guerre civile. Dans sa dernière déclaration, Zarqoui s'en est pris aux « rafidha », un terme péjoratif pour désigner les chiïtes. Il a accusé ceux-ci d'avoir fait venir 4 millions d'électeurs d'Iran pour confisquer tous les sièges du Parlement, et de vouloir détruire tous les symboles sunnites du pays. Une véritable déclaration de guerre à l'encontre de la confession majoritaire du pays. Déjà, plus d'une dizaine d'attaques terroristes ont ensanglanté la communauté chiïte depuis le début de la « campagne électorale ».

Dans le quartier sunnite d'Azhamiya, plusieurs fidèles de la mosquée d'Abou Hanifa, interrogés, assurent que personne n'ira voter dans leur quartier le 30 janvier. « Nous ne voulons aucune part de ce gâteau irakien que nous offrent les Américains. C'est un gâteau empoisonné », explique Qasem, un marchand de 36 ans, qui accuse les organisateurs des élections de vouloir favoriser les partis religieux chiïtes. Ahmed, un pharmacien de 40 ans, affirme que les fidèles de sa mosquée entreront en « résistance » contre les partis chiïtes s'ils raflent tous les sièges, comme ils ont déjà résisté contre l'occupation américaine. « Nous pourrions toujours mettre notre veto, lors du référendum, à la Constitution qui sera élaborée par la nouvelle Assemblée », explique le cheikh Omar Ragheb, porte-parole du Comité des Oulémas, lorsqu'on lui demande si, en appelant au boycott des élections, il ne donne pas de fait un blanc-seing aux partis chiïtes.

Tous les vendredis, après la prière, l'imam de la mosquée salafiste baptisée depuis la chute du régime Oum al-Qora, « la mère de tous les villages », en référence à Médine, nourrit le ressentiment de ses fidèles en psalmodiant la liste des mosquées du Sud que les chiïtes ont confisquées aux sunnites. Mais le tournant, dans cette exaspération confessionnelle à laquelle personne ne voulait croire en Irak tant les familles sont mixtes, a été le siège de Fallouja en novembre dernier. L'indifférence des chiïtes à l'assaut de la ville a indigné la communauté sunnite. Et chez certains représentants de la communauté chiïte, on sentait clairement un peu de joie sadique à voir les sunnites souffrir à leur tour... Dans le Sud, on observe le début des regroupements confessionnels : les sunnites commençant à fuir les villes comme Diwaniya ou Zubair. Tandis que certains leaders chiïtes appellent de leurs vœux une sécession du Sud avec ses trois gouvernorats : Bassora, Missan et Dhi Qar...

La revanche des chiïtes. Successivement écartés du pouvoir par les Ottomans puis par les Britanniques, persécutés par le régime de Saddam, assassinés pendant la répression de la révolte de 1991, la communauté majoritaire d'Irak a bien l'intention de saisir la chance qu'on lui offre de présider aux destinées du pays. S'il se trouve des gens pour risquer leur vie en votant, des kamikazes de la démocratie, ce seront eux, les chiïtes.

D'ailleurs, à la grande indignation d'Iyad Allaoui, le vénéré *marja* de Nadjaf, dont le quiétisme rassurait tant les Américains, est sorti de sa réserve pour donner son imprimatur à une liste confessionnelle chiïte, la liste n° 169. C'est cette liste qui devrait remporter le plus de suffrages en Irak dimanche. L'ayatollah Sistani, s'il a fini par céder aux sirènes du confessionnalisme (les quelques chrétiens et kurdes cosmétiques qui figurent sur la liste ne trompent personne), a choisi de n'exclure presque aucune composante des chiïtes.

169. A Sayeda Zeinab, le quartier irakien de Damas, où se concentrent une majorité de chiïtes, tous ceux qui viennent s'inscrire sur les listes n'ont que ce numéro à la bouche. Ici, on pourrait être dans un quartier de Nadjaf. Mêmes bâtiments en béton brut, mêmes sols en terre battue. Les descendants du Prophète, comme dans la ville sainte du chiïsme, arborent le manteau et le turban noirs de leur *sayyed* avec une majesté ecclésiastique.

Mohammed Rida, un étudiant en théologie de 25 ans, fait la navette entre Damas et Bassora parce

que le Vatican des chiïtes lui a demandé de venir aider aux préparatifs électoraux en Syrie. Il encourage tout le monde à voter pour la 169, « la seule liste d'opposition qui n'ait pas été fabriquée par les Américains ». Il appelle de ses vœux une république islamique modérée, comme en Iran, une démocratie modèle selon lui, loin de « l'islam rétrograde des salafistes ». Le *sayyed* Hussein, qui, lui aussi, est arrivé de Bassora il y a quelques jours, admet que les religieux chiïtes de la ville du sud de l'Irak ont des liens très étroits avec l'Iran. Mais il affirme qu'une fois les élections passées ce sera chacun chez soi : « Pour les chiïtes irakiens, c'est un moment historique et nous ne laisserons personne, pas même nos frères, nous confisquer la victoire. »

A Bagdad, le docteur Sadoun al-Dulame dirige le seul institut de sondage d'Irak. Lorsqu'on lui demande d'établir des prévisions sur la composition de la future Assemblée, il reste circonspect. Sur le terrain, ses enquêteurs ont été menacés. Le seul sondage qu'il a finalement réussi à réaliser pour ces élections, sur un échantillon de 3 000 personnes vivant à Bagdad et dans le sud du pays, donne la répartition suivante : la Liste irakienne dirigée par le Premier ministre intérimaire, Iyad Allaoui, rem-

porterait 20% des votes, l'Alliance unifiée irakienne, c'est-à-dire appuyée par Sistani, obtiendrait 42%, tandis que les deux partis kurdes, plus d'autres petites formations, rassembleraient 22% des votes.

Selon Pierre-Jean Luizard, spécialiste des chiïtes d'Irak au CNRS, les Américains ne sont pas prêts à abandonner le pouvoir à une majorité qui tentera de les chasser dès qu'elle gouvernera le pays. Le chercheur qui vient de publier un livre sur l'ayatollah Mahdi al-Khalisi, exilé par les Anglais en 1923 parce qu'il avait lancé une fatwa contre les élections qui devaient légitimer l'occupation anglaise, ne croit pas que la victoire électorale des chiïtes se traduira par une victoire politique : « Les Anglais ont échoué parce qu'ils se sont appuyés sur une minorité, les sunnites. Les Américains vont échouer parce qu'ils s'appuient sur une majorité dont ils se méfient. » Si les chiïtes menés par Sistani doivent composer dans une coalition avec le Premier ministre intérimaire, ils vont se sentir floués et leur ressentiment va nourrir une opposition plus frontale aux forces d'occupation.

Très pessimiste sur l'avenir de l'Irak, Luizard pense que ces élections confessionnelles, loin d'ancrer le pays dans une voie démocratique, préparent une guerre civile. Ce qui est sûr, c'est que les Kurdes sont déjà les gagnants de ces élections. Quel que soit le pourcentage qu'ils obtiendront, le 30 janvier ils vont élire les représentants de leur propre parlement, une étape décisive dans leur marche vers l'autonomie et vers la fédéralisation de l'Irak.

SARA DANIEL

avec Brahim A. à Bagdad

● Ce qui est sûr, c'est que les Kurdes sont déjà les gagnants de ces élections.

Comment voteront les Irakiens ?

→ Nombre d'inscrits

Près de 14 millions (dont environ 1 million d'Irakiens de l'étranger, admis à voter dans 14 pays).

→ A quoi servira l'élection ?

A choisir les 275 membres (dont au moins 25% de femmes) d'une Assemblée nationale de transition qui devra élire un président et deux vice-présidents chargés de désigner un Premier ministre. L'Assemblée élue aura également pour mission de rédiger, avant le 15 août 2005, une Constitution qui sera soumise à un référendum au plus tard le 15 octobre 2005. En même temps que cette Assemblée seront également élus des conseils provinciaux.

→ Qui peut être candidat ?

Plus de 120 partis ont été autorisés à présenter des candidats, qui doivent être âgés de 30 ans au moins. Dans chaque liste un candidat sur trois doit être une femme. Les partis ou groupes liés à des milices, les anciens cadres du Baas et les membres des forces armées ne sont pas autorisés à participer au scrutin.

→ Quel type de scrutin est utilisé ?

Le système retenu est le scrutin proportionnel intégral, le pays entier étant considéré comme une circonscription unique. Les sièges seront attribués en proportion exacte du nombre de voix obtenues.

→ Quelles régions vont voter ?

En principe, les 18 provinces irakiennes doivent prendre part au vote. Les trois provinces kurdes éliront, en même temps que l'Assem-

blée nationale de transition et leurs conseils provinciaux, les membres de l'Assemblée de la région kurde.

Les militaires américains estiment que l'insécurité pourrait dissuader les électeurs de se rendre aux urnes dans 4 des 18 provinces d'Irak. Ces 4 provinces, qui incluent les villes de Bagdad, Mossoul, Fallouja et Tikrit, et qui constituent le cœur de l'Irak sunnite, abritent un quart de la population du pays.

→ Comment sera garantie la régularité du vote ?

Compte tenu de l'insécurité qui règne dans la majeure partie du pays, la présence d'observateurs étrangers est exclue. Pour éviter les contrefaçons, les bulletins utilisés ont été fabriqués en Suisse. Des experts des Nations unies seront également présents, 35 d'entre eux sont déjà arrivés.

→ Quels sont les principaux partis en lice ?

La communauté chiïte – qui constitue près de 60% de la population – est principalement représentée par le parti islamique Dawa et par le Conseil suprême pour la Révolution islamique en Irak (Sciri). Les sun-

nites, qui représentent près de 20% de la population et qui vivent dans les régions où l'insécurité est la plus grande, risquent d'être sous-représentés dans l'Assemblée en raison des consignes de boycott données par la majorité de leurs leaders et des risques courus par ceux qui se rendraient aux urnes. L'actuel président irakien, Ghazi al-Yaouar, chef tribal de la région de Mossoul, ne s'appuie pas sur un parti mais devrait obtenir le sou-

tien des sunnites. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), principales formations de la minorité kurde (15 à 20% de la population), qui se sont ralliés – provisoirement – au combat pour un Irak uni au lieu de réclamer un Kurdistan indépendant, devraient se partager les voix des Kurdes. Cible d'une féroce répression sous Saddam Hussein, le Parti communiste irakien, représenté au gouvernement provisoire par le ministre de la Culture, est surtout implanté dans les régions pauvres – chiïtes – du Sud.

R. B.

Bush appelle l'Irak à «défier les terroristes»

Malgré la mort de 31 soldats américains hier, il s'est voulu optimiste sur le vote de dimanche.

Washington de notre correspondant

George W. Bush ne regrette pas le discours d'investiture qu'il a prononcé la semaine dernière au cours duquel il avait promis d'attiser le «feu de la liberté» partout dans le monde. «J'ai fermement planté le drapeau de la liberté. Ce défi passionné», a-t-il déclaré hier, joignant le geste à la parole lors de la première conférence de presse de l'année et de son second mandat. Mais à l'exception de cette phrase, Bush a plutôt cherché hier à faire oublier les naïvetés de son discours «pyromane». En Irak ou ailleurs, la démocratie est un «progrès», on n'y arrive pas de façon «instantanée», c'est un «objectif à long terme», c'est un travail «pour les générations futures», a-t-il insisté, cherchant à dégonfler l'impression donnée jeudi d'être déconnecté des réalités internationales.

Découragement. Il n'en reste pas moins optimiste. L'élection de dimanche en Irak sera un «grand moment» dans l'histoire de ce pays, a-t-il promis. Il s'attend à ce que «beaucoup d'Irakiens votent», se refusant toutefois à tout pronostic: «Le simple fait qu'ils votent est déjà un succès», s'est-il borné à déclarer dans la petite salle de presse de la Maison Blanche, bondée pour l'occasion. Il a appelé les Irakiens à prendre leur



Hier à Bagdad, la façade bombardée d'une école devant servir de bureau de vote. Huit centres ont été attaqués depuis mardi.

courage à deux mains pour se rendre aux urnes dimanche: «J'appelle le peuple à défier ces terroristes.» Ces derniers «ont peur d'une société libre», a-t-il déclaré en évoquant le récent message de menaces du terroriste Al-Zarqawi, dans lequel celui-ci a qualifié le principe de démocratie de «diabolique».

Le Président venait d'apprendre qu'un hélicoptère s'était écrasé dans la nuit dans l'ouest irakien, entraînant la mort de 31 militaires américains. Il a déploré ces morts, parlant d'une nouvelle «décourageante pour le peuple américain». Mais il considère que c'est à tort que ses détracteurs parlent «d'absence de progrès»: «La preuve, on a des élections!» Il s'est refusé à donner une échéance pour le retrait des 150 000 soldats américains basés dans le pays. Ce retrait, a-t-il expliqué, aura

lieu «aussi vite que possible», une fois que la mission sera accomplie, c'est-à-dire lorsque les Irakiens en uniforme seront suffisamment nombreux

80 milliards de dollars. La rallonge qu'a demandée Bush au Congrès hier pour les opérations en Irak et en Afghanistan.

et, surtout, suffisamment formés pour assurer eux-mêmes la sécurité.

80 milliards de dollars. Mardi, le Président a demandé au Congrès une nouvelle rallonge de 80 milliards de dollars pour financer les opérations en Irak et en Afghanistan. Pendant les dix-huit derniers mois, la guerre en Irak aura ainsi coûté en moyenne 4,7 milliards de dollars par mois. Depuis le 11 septembre 2001, 300 milliards de dollars ont été dépensés dans les diverses opérations menées dans le cadre de la «guerre

contre le terrorisme». Hier, Bush a invité les parlementaires à «apporter les fonds nécessaires pour que les troupes puissent achever leur mission». Le Congrès ne devrait pas faire de problème pour accorder cette rallonge. Mais le débat risque d'être vif. C'est dans des

termes très violents que les démocrates, minoritaires, s'en prennent désormais à la guerre en Irak. Plusieurs sénateurs ont profité du débat sur la confirmation de Condoleezza Rice au poste de secrétaire d'Etat, mardi, pour dénoncer le «bourbier» irakien, «l'échec catastrophique» de l'approche de Bush, les «mensonges répétés, flagrants, intentionnels» de l'administration. Rice, l'une des architectes de la guerre en Irak, n'en a pas moins été confirmée hier à son poste avec une majorité écrasante: 85 voix contre 13. ◀

PASCAL RICHÉ

Malgré les attentats, l'exploitation du pétrole a repris de plus belle

LONDRES

de notre correspondant

C'est une réussite en dépit de la teinte sur laquelle personne n'aurait parié à la lumière des sabotages, des pillages, des ruptures de courant et des erreurs de l'administration américaine. Pourtant, l'exploitation du pétrole irakien se poursuit tant bien que mal.

«Avec les moyens du bord, les Irakiens ont travaillé d'arrache-pied, mais la situation de l'industrie pétrolière reste fragile», estime Mohamed Al-Zaini, expert irakien du Centre for Global Energy Studies (CGES) de Londres. Actuellement,

l'ancienne Mésopotamie produit environ 2 millions de barils jour (mbj), soit le niveau du Koweït ou du Venezuela. Malgré la recrudescence des attentats avant les élections, les exportations atteignent 1,5 mbj. On est certes loin de l'objectif affiché d'un retour de la pro-

Une force de sécurité de 15 000 hommes est chargée de garder les sites

duction à son niveau d'avant-guerre, soit 2,8 mbj. Mais vu les conditions d'exploitation, ce résultat est déjà une performance.

L'octroi, à la mi-janvier, à la compagnie pétrolière britannique BP au côté de Shell de contrats d'études techniques sur les deux principaux champs pétroliers de Roumeïla et de Kirkouk illustre la volonté du ministre des pétroles, Thamer Ghadbane, de relancer l'exploitation de la quinzaine de gisements situés au sud, au nord et à l'ouest du pays. Nommé en juin, ce technicien avait hérité une situation catastrophique de son prédécesseur, Ibrahim Bahr Al-Ouloum, un politicien choisi en septembre 2003 par l'administrateur américain pour l'Irak, Paul Bremer.

Les forces de sécurité de l'ancien

régime chargées de la protection des puits avaient été démantelées. Le nombre de militaires américains déployés aux points stratégiques était insuffisant. Les fonds pour remettre sur pied des installations pétrolières délabrées à cause des dévastations de la guerre du golfe et des sanctions imposées par l'ONU depuis 1990 n'étaient débloqués qu'au compte-gouttes.

Pour Thamer Ghadbane, la protection des gisements et des oléoducs était une question vitale. Avec l'aide de la société de gardiennage Erinys, il a recréé une force de sécurité, forte aujourd'hui de 15 000 hommes, chargée de garder les sites. Des équipes d'intervention spéciale hélicoptérées ont été mises en place pour réparer au plus vite les dégâts occasionnés

aux oléoducs par les attentats. Par ailleurs, le ministre a pu s'appuyer sur le savoir-faire des cadres irakiens restés sur place. Son état-major s'est immédiatement attelé à l'élaboration d'un plan de développement des gisements irakiens, dont les réserves sont considérées comme les plus importantes du monde après celles de l'Arabie saoudite.

La seconde phase a consisté à

faire appel aux compagnies pétrolières étrangères pour qu'elles forment à leurs frais des techniciens irakiens. Parallèlement, Thamer Ghadbane a préparé le cadre juridique pour l'octroi des grands contrats qui pourront être signés dès qu'un gouvernement élu sera en place. Les compagnies dont les gouvernements participent à la coalition, en particulier les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, de-

vraient avoir la priorité.

Pour tenir son rôle de grand redresseur industriel, ce ministre chiite possède, enfin, un trait de caractère indispensable, une bonhomie souriante qui a permis de protéger son équipe multiconfessionnelle des tensions religieuses ou ethniques. Ses talents de négociateur ont été mis à contribution face à la corruption endémique sévissant au sein des ministères de

la défense et de l'intérieur, chargés des forces de sécurité affectées au secteur des hydrocarbures.

Candidat sur la liste du premier ministre intérimaire, Iyad Allaoui, Thamer Ghadbane compte sur le maintien de l'équilibre ethnico-religieux observé dans les institutions provisoires sortantes pour conserver son portefeuille ministériel.

Marc Roche

Ben Laden en a fait l'émir d'al-Qaida dans le pays et Washington a mis sa tête à prix

Al-Zarqaoui, l'homme qui défie la démocratie en Irak

La guérilla a encore intensifié ses attaques meurtrières hier contre les bureaux de vote et d'autres cibles en Irak, laissant présager des élections générales sanglantes dimanche. Vingt-sept Irakiens ont été tués dans des attaques à la voiture piégée et des accrochages au nord et au sud de Bagdad, au lendemain d'une journée meurtrière où 37 soldats américains et au moins 29 Irakiens ont trouvé la mort. Le groupe de l'islamiste jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, dirigeant d'al-Qaida en Irak, a mis en ligne sur Internet une vidéo montrant l'assassinat d'un candidat du parti du premier ministre, Iyad Allaoui. L'homme a juré de faire échouer le scrutin en redoublant de violence. Enquête sur le principal adversaire des forces américaines en Irak.

Dans le Panthéon du mal élevé à Washington, il éclipserait presque Ben Laden. En deux ans, Abou Moussab al-Zarqaoui est devenu l'étoile montante du terrorisme islamiste, le futur chef d'al-Qaida, l'homme à abattre en Irak. On voit son bras - son ombre tout au moins - partout. Derrière les jonchées de cadavres irakiennes, dans les complots

d'Amman et jusqu'au milieu des décombres des attentats de Madrid.

Pourtant, de l'homme et de ses sinistres exploits, on sait finalement peu. A tel point que certains se sont demandé s'il était encore vivant, s'il avait même existé. S'il n'était pas que le nom d'un insigne fantassin du djihad, utilisé pour donner un visage au « monstre »,

comme si les démocraties avaient un besoin de personni-

fier leur ennemi. La réalité semble à mi-chemin des faits et des fantasmes : l'histoire d'un militant exalté à qui la mythification par l'adversaire finit par donner une incroyable stature.

Pour al-Zarqaoui, la consécration suprême vient en juillet 2004, sous forme d'une élogieuse mise à prix par Washington : 25 millions de dollars. La même somme que pour Ben Laden. Ses galons d'ennemi mondial numéro deux, juste derrière le chef d'al-Qaida, c'est le patron de la diplomatie américaine qui les lui a posés sur les épaules. En février 2003, Colin Powell déclare devant le Conseil de sécurité de l'ONU qu'al-Zarqaoui est le lieutenant de Ben Laden en Irak et qu'il est un expert en armes chimiques.

Le lien est fait : Saddam-terrorisme-armes de destruction massive. L'offensive sur Bagdad commence le mois suivant.

A l'époque, les Etats-Unis avaient un besoin vital de faire le lien entre Ben Laden et l'Irak. Et al-Zarqaoui le Jordanien était le seul des cadres moyens d'al-Qaida que l'on ait vu un jour traîner ses guêtres entre Tigre et Euphrate. Lors d'un discours électoral dans l'Ohio, George Bush lui-même déclarera qu'« al-Zarqaoui est la meilleure preuve des liens de l'Irak avec al-Qaida et ses affidés ». Deux rapports - un de la CIA, puis celui de la Commission d'enquête sur le 11 septembre - conclurent pourtant à l'absence de liens entre al-Qaida et Bagdad.

Peu importe. A partir de ce moment-là, la mécanique de

construction d'une figure ennemie est en route. « On part de quelqu'un de moyen, mais ambitieux et ultraviolent. On le sort du lot pour des raisons d'affichage médiatique, commente une source de renseignement française, et l'homme finit par rentrer dans le costume qu'on lui taille en capitulant sur cette reconnaissance. »

Fi des incohérences. Certains objectent aux officiels américains qu'un même homme peut difficilement être l'allié terroriste de Saddam et diriger en même temps Ansar al-Islam, un groupe qui s'oppose au maître de Bagdad (lire l'article ci-dessous). Ou font remarquer que c'est aller un peu vite en besogne que de le présenter en dauphin de Ben Laden, alors qu'al-Zarqaoui

semble longtemps s'être posé en rival du chef d'al-Qaida.

« Al-Zarqaoui pourrait presque incarner l'antithèse d'Oussama Ben Laden, tant leur origine, leur parcours, leur enseignement et leur conception du monde diffèrent », ana-

lyse Jean-Charles Brisard, spécialiste du terrorisme (lire l'encadré), tout en constatant que la violence de ses actions lui a permis de prendre l'ascendant sur une partie de la mouvance d'al-Qaida. « Al-Zarqaoui est un combattant et reconnu comme tel, confirme Dominique Thomas, expert des mouvements islamistes (1), sur les sites Internet et dans la littérature djihadiste, on l'appelle « le Lion d'Irak ». Mais il n'est jamais cité comme une grande figure du salafisme djihadiste d'al-Qaida, capable de faire de

la prédication ou du recrutement à l'échelle mondiale. »

Chaque semaine, les forces américaines lancent des raids contre les repaires supposés d'al-Zarqaoui. Plusieurs de ses affidés ont été tués ou capturés. Les services de renseignement s'accordent à créditer son groupe terroriste de 50 à 100 combattants étrangers, et d'un millier environ d'anciens de l'armée de Saddam. Dans une lettre qui lui est attribuée, l'homme le plus traqué d'Irak a fait pourtant un étonnant aveu de sa faiblesse : « L'ennemi est devant nous et la mer est derrière nous », écrivait-il. « Il se sent isolé, poursuit Dominique Thomas, et c'est sans doute le sens de son ralliement stratégique à al-Qaida. » Le 17 octobre 2004, le groupe d'al-Zarqaoui a en effet publié un

serment d'allégeance à Ben Laden. Et symboliquement, il a pris un nouveau nom : Comité al-Qaida pour le djihad en Mésopotamie.

« Je le vois mal en relèvé pour la direction d'al-Qaida, poursuit Dominique Thomas, les réseaux européens qu'on lui prête sont sans doute surestimés et je ne suis pas sûr qu'il ait d'échappatoire hors de l'Irak, à supposer qu'il y soit encore ». L'homme aurait un vrai talent opérationnel, mais pas d'envergure idéologique et encore moins spirituelle. Et une seule stratégie : le chaos.

A. L. G.

LE FIGARO VENDREDI 28 JANVIER 2005



Loin du chaos, le Kurdistan se prépare à voter massivement

Les partis font liste commune pour affirmer plus fortement la volonté d'autonomie des Kurdes

ERBIL (Nord Kurdistan)
de notre envoyée spéciale

Heureux Erbil ! Dans cette ville du nord du Kurdistan irakien, les bazars sont animés, les passants

REPORTAGE

A Erbil, comme dans le reste de la région, aucun drapeau irakien n'est visible

tranquilles, les visages ouverts, les étrangers bienvenus. Les chrétiens y vendent du vin sans se cacher. Les restaurants sont encore bondés à 23 heures. Les nuits sont silencieuses. Pas d'explosion, pas d'hélicoptères, pas de convois militaires... N'étaient les problèmes d'eau, de téléphone et la pénurie d'électricité (les habitants d'Erbil n'ont que cinq heures d'électricité en moyenne par jour), rien ne vient rappeler ici le chaos et la guerre qui ravagent ailleurs l'Irak. C'est donc dans des conditions privilégiées que les Kurdes s'apprentent à voter, le 30 janvier.

Anjad Rassoul, membre local de la commission électorale indépendante chargée de superviser à travers le pays le déroulement des élections, peut se frotter les mains. « Contrairement aux autres régions, où les Irakiens sont souvent persuadés qu'il s'agit d'un scrutin présidentiel, les Kurdes ont tous très bien compris pour quoi ils se rendront aux urnes, qu'il leur faudra choisir leurs représentants au Parlement national [intérimaire], au gouvernorat et, spécifiquement kurde, renouveler leur propre Parlement », créé en 1992. Pour autant, la mise en place de cette triple élection ne s'est pas effectuée sans confusion.

IL N'Y A PAS DE DÉBATS

Il y a trois semaines, en retirant sa carte d'électeur, Ahmed, étudiant, a ainsi été surpris de constater que celle-ci était « truffée d'erreurs ». D'après un rapport de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, les responsables locaux se sont plaints du fait que 90 % des formulaires d'enregistrement de la province

d'Erbil contenaient des erreurs. Un problème de taille puisque, selon Kamal Khambar, qui dirige la commission dans la province, pas moins de 70 000 personnes pourraient, en conséquence, voir leur vote invalidé. Pour le reste, Erbil ne paraît guère s'émouvoir des élections à venir.

Il est vrai que le suspense n'est pas au rendez-vous. Les deux grands partis traditionnels kurdes (PDK, UPK), rejoints par les partis communiste, islamiste ou encore chrétien et turcomans, ont décidé de faire front commun en ne présentant qu'une seule liste, la Liste unifiée du Kurdistan, pour les élections à l'Assemblée nationale intérimaire. Dans cette région qui, la première du pays, a fait dès 1992 l'expérience d'élections libres, les signes visibles de la campagne sont rares.

Sur les murs d'Erbil, seules quelques affiches appellent à se rendre aux urnes. Plutôt rares, affiches et banderoles proclament : « Votre participation aux élections est une victoire sur le camp des terroristes et des saboteurs », « Votre voix participe à l'édification d'un avenir prospère pour le Kurdistan ». Il n'y a pas de débats politiques.

« De ce point de vue, reconnaît un responsable kurde en poste à Bagdad, on peut dire qu'il ne s'agit pas de véritables élections. Au niveau national, c'est un désastre. Mais pour les Kurdes il y a là une occasion à ne pas manquer. Avant de décider de présenter une liste commune, il y a eu un débat intense au sein des partis. En présentant un front uni, donnons aux Américains et aux Arabes la

démonstration qu'il existe bel et bien une identité kurde légitime. »

L'enjeu pour les Kurdes tient en deux revendications extrêmement sensibles. La première est la « récupération » des villes de Kirkouk et, dans une moindre mesure, de Khanaqin (à la frontière irakienne), ainsi que de celle de Sindjar (à la frontière syrienne). Saddam Hussein y avait appliqué une politique d'arabisation brutale, en expulsant massivement la population kurde. L'autre revendication est la garantie que le droit des Kurdes sera protégé par la Constitution que l'Assemblée nationale intérimaire devra élaborer. Si les 20 % de Kurdes que compte le pays se rendent aux urnes, les responsables politiques espèrent emporter entre 70 et 90 des 275 sièges de la future Assemblée.

UN SIGNAL EMBARRASSANT

« Au cours de leur histoire récente, explique Nasreen, jeune militante de l'UPK, les Kurdes ont été dominés par l'UPK et le PDK. Beaucoup d'entre nous sont fatigués des rivalités incessantes entre ces deux partis. Peut-être verra-t-on s'affirmer un vote protestataire dans l'élection des gouvernorats où chaque parti présente sa propre liste. Mais tout le monde ici a compris l'importance des élections nationales. Personne ne souhaite de lutte fratricide dans un moment aussi crucial. La guerre civile [qui avait opposé les deux partis de 1994 à 1997] reste un traumatisme. Nous devons peser de tout notre poids. Les plus déçus peuvent toujours se dire que ce Parlement n'est que provisoire. Il sera toujours temps de repren-

dre nos bagarres plus tard. » Reste à savoir à quel point les Kurdes voudront s'impliquer dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler « le Nouvel Irak ».

A Erbil, comme dans le reste du Kurdistan, aucun drapeau irakien n'est visible. Le drapeau kurde (rouge, blanc et vert marqué d'un soleil), en revanche, est brandi partout, dans les échoppes, aux sièges des partis et dans les bureaux. Il y a également ces tentes dressées à la sortie de chaque bureau de vote.

A l'intérieur, les électeurs trouveront un formulaire avec cette question à laquelle ils devront donner une seule réponse : « Que souhaitez-vous ? Que le Kurdistan fasse partie de l'Irak ? Ou que le Kurdistan soit indépendant ? » Cette initiative prise par un « Comité du référendum » n'a rien d'officiel mais elle envoie un signal embarrassant aux partis kurdes en campagne, qui ne revendiquent pour l'instant qu'un Irak « fédéral ». Ce même comité avait réuni l'année dernière 1,7 million de signatures dans une pétition, adressée notamment à l'ONU et réclamant le « droit à l'autodétermination ».

Le chaos, qui ne connaît aucun répit au-delà du Kurdistan, fait peur. Malgré le calme, la crainte d'attentats reste présente à Erbil. Il y a à peine plus d'un an, un double attentat kamikaze, revendiqué par Ansar Al-Sunna, groupe islamiste sunnite affilié à Al-Qaïda, avait fait 117 morts dans les bureaux du PDK et de l'UPK.

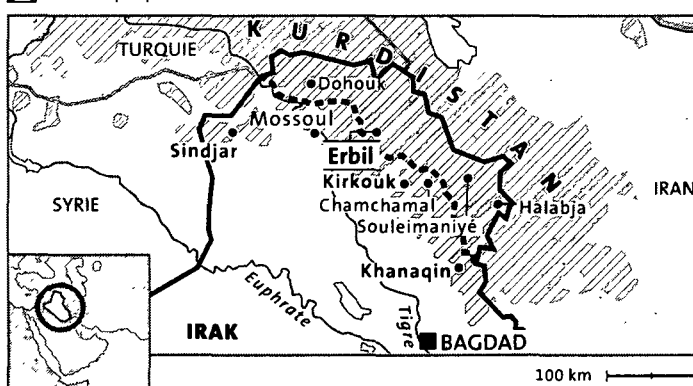
Adnan Mufti, membre du Haut Comité pour les élections et actuel chef du bureau politique de l'UPK à Erbil, y avait survécu par miracle. Il se veut néanmoins optimiste pour l'avenir de l'Irak. « Il nous faudra du temps, de la patience... et beaucoup de chance », dit-il.

Une attente inquiète, telle est peut-être la principale caractéristique de l'attitude réservée des électeurs d'Erbil. Cette ville en paix observe avec une certaine appréhension le pays en guerre dans lequel on lui demande de s'impliquer. Face à l'inconnu de demain, le seul mot d'ordre défendu est « Kurdes unis », dans le cadre d'un Etat fédéral peut-être, mais le plus loin possible de Bagdad.

Cécile Hennion

TRIPLE ÉLECTION AU KURDISTAN IRAKIEN

Zone de peuplement kurde



Les Kurdes veulent un Irak fédéral

Les Kurdes du nord de l'Irak (20% de la population) font bloc pour peser dans la future Assemblée. Ils réclament une nouvelle Constitution fédérale et laïque, explique Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris.

Interview

Pour les 5 millions de Kurdes d'Irak, quel est l'enjeu des élections de dimanche ?

Les partis du Kurdistan se sont alliés pour que les Kurdes pèsent de tout leur poids dans la future Assemblée constituante. Ils entendent refonder l'État irakien sur une nouvelle base, celle d'un pacte entre différentes composantes ethniques et religieuses. Il y a un autre enjeu : offrir une alternative démocratique et laïque face au rouleau compresseur de la coalition chiite, où les islamistes sont inquiétants, et face à la liste des irakiens du Premier ministre Iyad Allouï qui est laïque, mais pas démocrate.

Les Arabes chiites d'un côté, les Kurdes de l'autre, ont chacun leur projet de Constitution pour l'Irak. Pourront-ils s'entendre ?



Kendal Nezan.

Les Kurdes ne peuvent pas accepter moins qu'un État fédéral et laïc. Depuis la guerre du Golfe (1991), ils bénéficiaient d'une quasi-indépendance (sous protection de l'aviation américaine). En acceptant de rester dans un Irak fédéral et laïc, les Kurdes font déjà des concessions : ils acceptent une politique étrangère commune, une monnaie commune, un partage des ressources. Ils n'iront pas plus

loin. Ils exigent des régions fortes dans un État fédéral faible.

Les Kurdes d'Irak ont renoncé à l'idée d'indépendance ?

La population kurde est exaspérée par la violence qui règne en pays sunnite et par le fait que la loi islamique règne déjà dans certaines régions chiites. 1,7 million de Kurdes d'Irak a signé une pétition demandant un référendum d'autodétermination sous l'égide de l'Onu. Les dirigeants kurdes, eux, sont réalistes : ils cherchent un *modus vivendi* avec l'Iran et la Turquie, où vit la moitié de la population kurde.

Jusqu'à où ces deux États acceptent-ils une autonomie du Kurdistan irakien qui fera rêver leurs propres populations kurdes ?

La Turquie s'est prononcée, lors d'une récente réunion des ministres des Affaires étrangères des pays voisins, pour un Irak fédéral. C'est pour elle un moindre mal. L'Iran ne veut à aucun prix d'une autonomie des Kurdes et va peser de toutes ses forces, via les partis chiites irakiens, pour vider le projet fédéral de toute substance.

Recueilli par
Bruno RIPOCHE.

Alliés, les deux partis kurdes irakiens espèrent faire le plein des voix dimanche.

Irak : le Kurdistan échappe aux batailles, même électorales

ses deux formations rivales, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). « Je veux sortir de cette vie politique sans débat et sans réflexion où deux grands chefs décident et les autres obéissent », explique-t-il. Autour de lui, des automobilistes arborent la couleur jaune du PDK, maître d'Erbil. Comme le reste de l'Irak, le Kurdistan s'appête à voter dimanche. Une veillée d'armes sans meeting public, presque sans slogan. Drapeaux et coups de klaxon tiennent lieu de cris de ralliement.

Fatalisme. Dans le bazar dressé à l'ombre de l'ancienne citadelle, un vieux marchand en tenue traditionnelle, turban noir et pantalon bouffant, refuse de se prononcer sur les sujets du jour : « Ce sont nos dirigeants qui savent, pas toi et moi. » Un autre commerçant dit attendre peu de chose : « Ils se sont déjà ré-

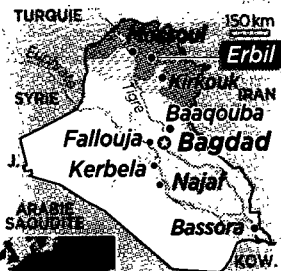


Mercredi, à Erbil. Les Kurdes jouissent d'une quasi-souveraineté sur leur territoire, épargné par les attentats et la violence qui déchirent le reste de l'Irak.

parti les sièges et nous font des promesses qu'ils ne respectent pas. Ils ne sont même pas capables de mettre fin aux coupures d'électricité.»

Dans cette partie du pays épargnée par les attentats et ●●●

●●● la violence, il n'y a pas de bataille électorale, faute d'adversaires. Lorsque les Kurdes avaient pu organiser pour la première fois un vote démocratique, en 1992, sous la protection des alliés, l'affronte-



Erbil envoyé spécial

C'est au volant de sa voiture que Ferhad Pirbal fait campagne. Dans son véhicule tapissé d'affiches, il sillonne les rues encombrées de la ville, s'arrête de temps à autre pour haranguer les badauds au micro et distribuer des tracts. « Nous n'avons pas accès aux médias. C'est la seule façon pour nous de faire entendre notre voix. » Ce professeur de littérature conduit une liste indépendante formée surtout d'universitaires. Une gageure dans une société entièrement organisée autour de

27 janvier 2005

ouest france

28 JANVIER 2005

Libération

ment avait été évité de justesse. Deux ans plus tard, une guerre civile éclatait entre le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani.

Union. Devant l'importance de l'enjeu, les deux dirigeants ont, cette fois, oublié leurs vieilles querelles et présentent une liste commune. «*Les élections de dimanche sont critiques pour l'avenir du Kurdistan*», souligne Houchyar Zibari, ministre irakien des Affaires étrangères et numéro 2 du PDK. *Notre unité d'action et d'objectifs a démontré la maturité de notre leadership. Nos différends doivent passer au second plan.*

Retranchés dans leurs montagnes au nord de l'Irak, les Kurdes jouissent depuis quatorze ans d'une quasi-souveraineté. Ils possèdent leur propre Parlement, qu'ils renouvellent à l'occasion du scrutin. De ce côté du Tigre, une fois la frontière avec la Turquie franchie, ne flotte que leur drapeau rouge, blanc, vert,

frappé d'un soleil étincelant. Ce sont les anciens peshmergas, transformés en gardes nationaux, qui assurent l'ordre d'un bout à l'autre des trois provinces. A Bagdad, ils détiennent plusieurs postes clés au sein du gouvernement.

Autant d'acquis qu'ils entendent bien préserver, voire renforcer. Outre le choix d'un nouveau Président et d'un Premier ministre, la future Assemblée doit doter le pays d'une Constitution. Les dirigeants kurdes brandissent la menace d'un divorce, au cas où l'Irak ne deviendrait pas un Etat fédéral, démocratique et séculier. «*Ces principes figurent dans la loi administrative de transition. S'ils ne sont pas respectés, nous aurons le droit de dire non*», prévient Adnan Mufti, membre du bureau politique de l'UPK.

Unis, ils comptent faire le plein des voix de leur communauté et rafler au moins 70 des 275 sièges à pourvoir. «*Si tous*

les Kurdes votent, nous pouvons même obtenir 85 députés», assure Adnan Mufti. Le but non avoué est d'empêcher les chiites d'atteindre la majorité des deux tiers. «*Aucune décision majeure ne pourra être prise sans l'accord du peuple kurde*», affirme Houchyar Zibari. **Référendum.** Soucieux de ne pas effrayer leurs voisins, les leaders politiques répètent que l'indépendance n'est pas d'actualité. «*Le jour où nous la proclamerons, nous serons attaqués aussitôt par trois armées, celles de Syrie, d'Iran et de Turquie*», s'écrie Azad Sadiq Abdullah, directeur de la télévision de l'UPK. Pourtant, la question sera posée aux électeurs en marge du scrutin. Des urnes devraient être placées à cet effet devant les bureaux de vote. Une initiative officiellement conduite par des «intellectuels», contre l'avis des autorités kurdes.

«*Cette démarche est ridicule. Ce n'est pas le bon moment*», déclara

re Adnan Mufti. «*Derrière ce référendum, vous retrouvez des cadres du PDK et de l'UPK*», affirme Simco Mohammed Marroof, du journal indépendant *Hawlati*. Une victoire massive du «oui» aurait valeur d'avertissement, avant le grand étrépage autour de la Constitution. «*C'est pour l'avenir*», explique Taher Karim Ali, du Parti communiste irakien. ◀

CHRISTOPHE BOLTANSKI

ouest
france

27 janvier 2005

Irak : les sunnites boudent les urnes

Les sunnites devraient boycotter les élections de dimanche en Irak. Quoique minoritaires, ils dirigeaient le pays depuis l'indépendance en s'appuyant sur l'armée. Ils ne digèrent pas d'avoir perdu le pouvoir avec la chute de Saddam.

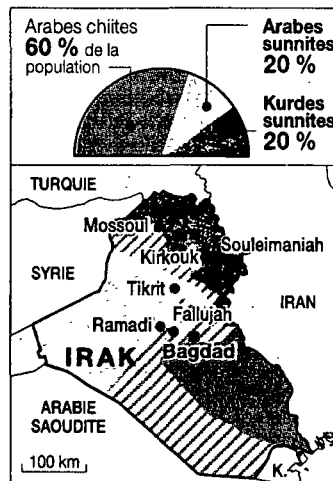
Hussein n'a guère plus de trente ans. Il déteste les Américains, comme la majorité des sunnites d'Irak. Il leur en veut d'avoir brisé, en même temps que le régime de Saddam Hussein, la mainmise de la minorité sunnite (20% de la population) sur le pays. Les sunnites redoutent la vengeance de la majorité chiite persécutée sous la dictature baassiste.

Paradoxalement, Hussein votera pour Iyad Allaoui, le Premier ministre à poigne provisoirement installé par Washington. Une créature de la CIA, qui plus est de confession chiite. «**Mais il nous faut un homme rude, comme Saddam, pour mettre fin au chaos**», explique ce jeune habitant de Bag-

dad. Allaoui a d'autres mérites à ses yeux : c'est un laïc, et sa Liste irakienne fait une place à des sunnites, comme le ministre de l'Intérieur, Fallah Naqib.

Combien de sunnites, comme Hussein, auront le courage de se rendre aux urnes ? La guérilla du triangle sunnite - délimité par les villes de Bagdad, Ramadi et Tikrit - promet la mort aux électeurs. «**Nous posterons des tireurs embusqués à proximité des bureaux de vote**», a averti l'islamiste Abou Moussab Al-Zarqawi, émir d'Al-Qaida en Irak. Depuis le début de la semaine, une trentaine de bureaux de vote ont été attaqués à la roquette.

Jusqu'au début de janvier, chefs tribaux, dignitaires religieux et politiciens sunnites ont conditionné leur soutien au scrutin à l'annonce, par Washington, d'une date pour le retrait des troupes américaines. Devant le refus net de l'administration Bush, l'influent Comité des oulémas musulmans, qui gère quelque 3 000 mosquées sunnites, a fina-



lement appelé au boycottage : il craignait d'être débordé par des imams plus radicaux. Dans la foulée, le principal parti sunnite, le Parti islamique d'Irak, a retiré ses 275 candidats de la course.

Les sunnites seront donc sous-

représentés dans la future Assemblée constituante. Quelques sunnites siégeront cependant, comme le cheikh Fawaz Al-Jarba, chef de la puissante tribu des Shamar, de Mossoul (Nord) : par opportunisme, il a accepté de servir d'alibi multiconfessionnel sur la Liste unifiée irakienne d'obédience chiite.

Deux petits partis sunnites ont pris le risque d'aligner des candidats : le Rassemblement des démocrates indépendants de l'octogénaire pro-occidental Adnan Pachachi et le Parti national démocrate de Nassir Chaderchi. Leurs voix pourraient provenir du million d'Irakiens vivant à l'étranger. Du coup, beaucoup s'interrogent sur de possibles «tripatouillages» dans les ambassades d'Irak, les Américains souhaitant à tout prix avoir des sunnites dans l'Assemblée.

Aussi le Parti islamique d'Irak est-il réduit aux contorsions. Il boycotte, certes, le scrutin, mais son dirigeant, Iyad Samarrai, réclame de participer à la rédaction de la future Constitution.

Le sort de Kirkouk inquiète le gouvernement turc

Ankara conteste déjà le scrutin, qui risque de renforcer les revendications kurdes sur la ville

LA TURQUIE ne cache pas ses inquiétudes concernant l'Irak, et se préoccupe en particulier du sort de la ville de Kirkouk, que les Kurdes irakiens tiennent pour une partie intégrante de leur région à statut autonome. Commentant les élections irakiennes du 30 janvier, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, avait déclaré, jeudi 27 janvier à Davos, en marge du Forum économique mondial, qu'il n'était « pas possible de qualifier ce scrutin de pleinement démocratique », dans la mesure où, a-t-il dit, « tout l'électorat ne sera pas en mesure de voter ». Il faisait sans doute allusion à l'abstentionnisme prévu d'une majorité de sunnites. « Cela annonce de futurs développements négatifs », a-t-il ajouté.

M. Erdogan a noté des « irrégularités » dans le processus d'enregistrement des électeurs et un système électoral autorisant le transfert d'électeurs d'autres régions dans la ville de Kirkouk. Il a dit craindre un effet diviseur des élections du fait qu'elles se placent en grande partie sous le signe de l'appartenance ethnique et religieuse.

CHANGEMENT DÉMOGRAPHIQUE

La veille, le général Ilker Basbug, commandant en chef adjoint de l'armée turque, avait dénoncé « la migration vers Kirkouk de centaines de milliers de Kurdes », qui s'y sont inscrits sur les listes électorales. « Cela pourrait remettre en question les résultats du scrutin, avait-il estimé lors d'une conférence de

presse. Pis, ces développements pourraient menacer l'unité politique et territoriale de l'Irak. Nous sommes inquiets parce que cela pourrait poser un problème pour la Turquie en matière de sécurité », a-t-il ajouté.

La Turquie a constamment prévenu que le contrôle de la ville de Kirkouk par les Kurdes rendrait un éventuel Etat kurde viable. Ankara refuse formellement une telle perspective. Tous gouvernements confondus, la Turquie a toujours estimé qu'une entité kurde forte dans le nord de l'Irak pourrait donner des idées aux Kurdes turcs, dont les rebelles combattent l'armée turque depuis 1984.

Le général Basbug a indiqué que, d'après le ministère irakien

du commerce, quelque 350 000 Kurdes se sont installés à Kirkouk depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003, tout en admettant que ce chiffre n'a pu être confirmé. Mais, selon un officier américain dans la région de Kirkouk, le colonel Lloyd Miles, quelque 30 000 personnes déplacées, en majorité des Kurdes, sont retournées dans cette région. Elles en avaient été expulsées sous l'ancien régime dans le cadre d'une politique d'« arabisation » de la population.

Les Kurdes, comme les Turcomans soutenus par Ankara, revendiquent le contrôle de cette ville multiethnique. Leurs rivalités ont éclaté avec la chute de l'ancien régime. - (AP, Reuters.)

Military rumblings on Iran

President George W. Bush began his second term with speculation rising about future military moves against Iran. Last week, Vice President Dick Cheney placed Iran first on the list of world trouble spots and darkly hinted that unless tougher measures were taken to curtail Iran's nuclear program, Israel might launch its own pre-emptive air strikes.

Earlier this month, Seymour Hersh reported in *The New Yorker* that secret reconnaissance operations were under way inside Iran, as the Pentagon prepares target lists of nuclear sites that could be attacked from the air or by ground-based commando units.

Thus far, Bush has kept his own counsel. But these hawkish rumblings eerily recall the months before the American invasion of Iraq when some of the same officials pressed hardest for military action, while the president remained publicly uncommitted. Given that experience, it would be foolhardy to dismiss the current rhetorical buildup. We hope that this time, wiser heads in the administration will intervene before it is too late.

There is no question that Iran has been covertly developing the capacity to build nuclear weapons, and that diplomacy has so far failed to end these efforts. But precipitate American military action would almost certainly do far more harm than good. No major American ally, including Britain, favors such an approach. American planes and mis-

siles alone cannot knock out all of Iran's many secret nuclear sites.

An invasion of a country almost three times as populous as Iraq is well beyond the means of America's depleted ground forces. And an American military attack is probably the one thing still able to unite Iran's restive but nationalist population behind the unpopular clerical dictatorship.

The most effective leverage available to Washington is international economic sanctions. If American diplomacy can line up traditional European allies, there is a fair chance that the Iranian nuclear program can still be stopped.

Iran's nuclear ambitions predate the 1979 Islamic revolution. With crucial help from Pakistan and perhaps other countries, Iran now has centrifuges capable of enriching

uranium to weapons grade. It also has considerable supplies of uranium ready to be enriched. Iran has promised not to enrich any of that uranium for now, under the terms of an agreement recently negotiated with Britain, France and Germany, and some experts believe there are still technical hurdles to overcome. Even if it mastered enrichment, Iran would still have to design, build and test a usable weapon. The best guess is that Iran remains at least three to five years from having the bomb.

A nuclear-armed Iran is an alarming prospect, given the radical nature of the Iranian regime, with its long and continuing record of sponsoring international terrorism, its undiluted

hostility to the United States and Israel, and its intense regional rivalries with Iraq and Saudi Arabia. So effective crisis diplomacy needs to move into high gear.

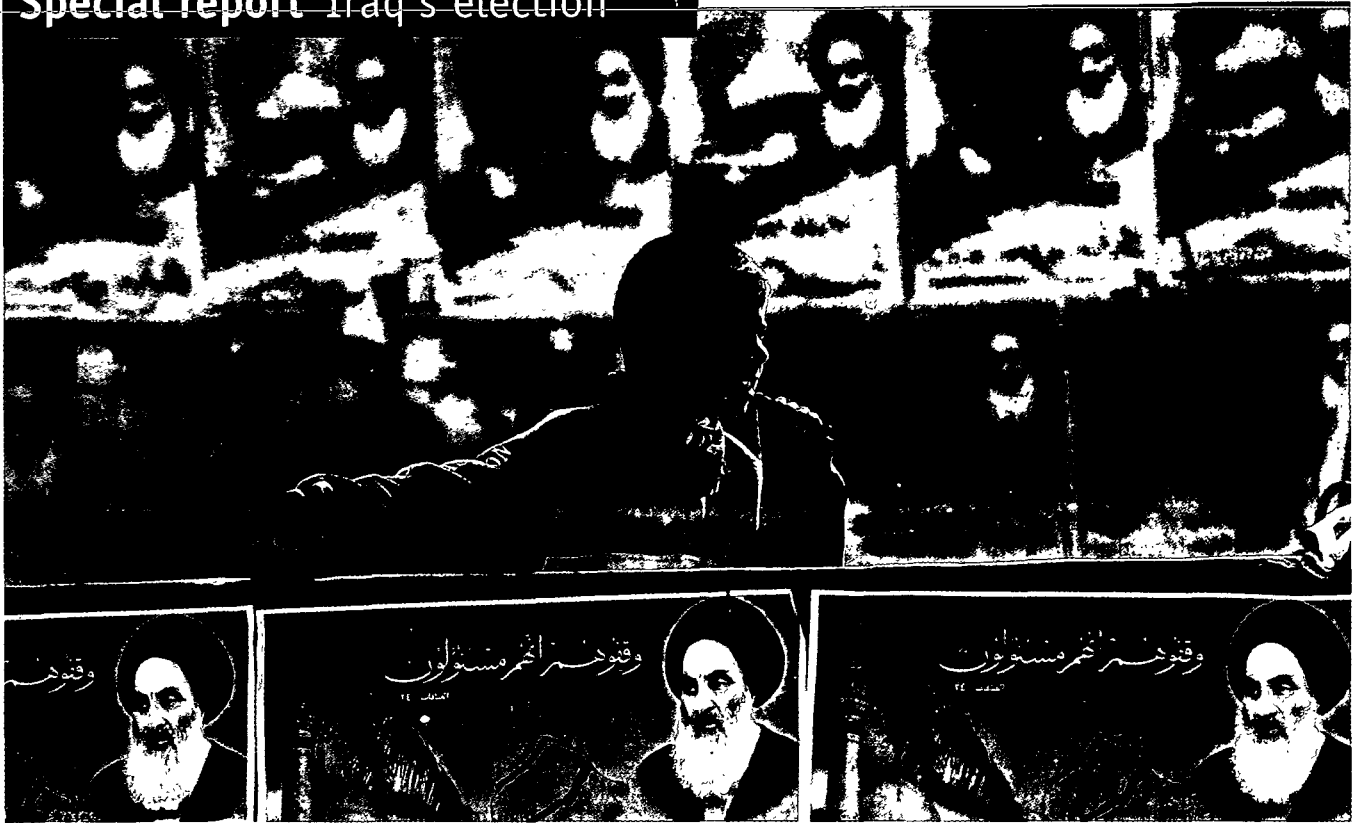
The freeze on uranium enrichment that Iran agreed to is only temporary. Its duration depends on the results of talks in which the Europeans are seeking a more definitive renunciation of nuclear enrichment. The Iranians, in return, want economic and trade rewards.

Expanded commercial ties with America and Europe are very appealing to Iran's ruling mullahs. Having marginalized the reformist political parties, they now see economic sluggishness and high unemployment as the only remaining threat to their continued grip on power. But the mullahs are unlikely to give up their nuclear weapons efforts, which are popular among Iranians of all political persuasions, unless they are plainly told that refusing will bring punishing economic isolation in the very near future. European leaders have not been willing to send that firm message yet, and need to do so.

The next step should be a unified European-American stand that forces Iran to make a clear choice. Either fully renounce its nuclear enrichment programs and win significant trade and economic incentives or fail to do so and suffer severe economic penalties.

The Iranian nuclear challenge could not be more dangerous or more pressing. It is time to put aside unilateral American military bluster and European wishful diplomacy and get serious.

Special report Iraq's election



Hopeful turning point, or descent into chaos?

BAGHDAD AND BASRA

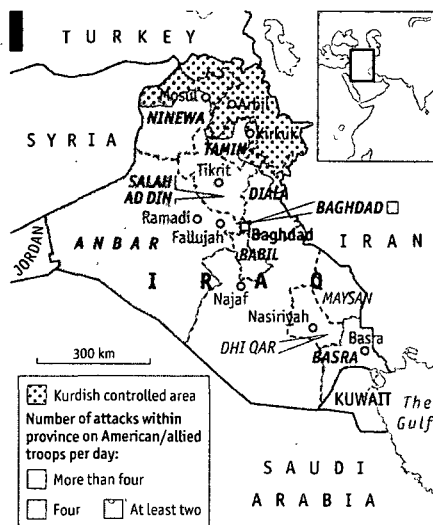
Sunday's ballot could make a big difference, but only if a new Iraqi government and the Americans rethink their failing strategy

IT WILL probably be one of the messiest and most dangerous elections in living memory. In four of Iraq's 18 provinces where the Sunni Arab insurgency is strongest, including parts of Baghdad, there may be mayhem on January 30th or, very probably, a derisively low turnout. In at least another four provinces (see map), fear of bombs and bullets is rife. The insurgents, who have promised to kill voters and make a mockery of the polls, may seek to "play away from home", as a British diplomat puts it, by perpetrating terror in previously quieter areas.

Yet there is a surge of hope amidst the terror. While the fifth of Iraqis who are Sunni Arabs are largely but by no means entirely opposed to the election, nearly all Kurds and a very large majority of Shia Arabs, who make up another fifth and around three-fifths of Iraqis respectively, are fiercely in favour. Even if most of the Sunni Arabs voluntarily boycott the polls or are frightened away, the chances are that two-thirds of Iraq's 14m-odd eligible voters, in a population of some 25m, may vote in a genuine multi-party election—a dazzling rarity in the Arab world—for the

first time in half a century.

No fewer than 84 parties and 27 candidates running on their own are stuffed into a national list from which voters may choose their members of a national assembly. In truth, no one knows who will prevail. The likeliest outcome is that the



United Iraqi Alliance (better known by Iraqis as "the Shia house", "the clerics' list" or simply "169", after its number on the vast ballot paper) will do best without winning an outright majority: the country's most influential clergyman, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, helped draw up the list, though without formally blessing it.

A catch-all Kurdish Alliance is sure to sweep up the vast majority of Kurdish votes. And a list headed by the interim prime minister, Iyad Allawi, a secular Shia whose party was funded in exile by the CIA and who has also reached out to members of the former ruling Baath Party and assorted Sunnis, may do better than was once expected, thanks to an image of toughness and steadiness burnished by him during his past six months in office.

Seats for the 275-member assembly will be allocated by pure proportional representation, so that any party polling at least 1/275th of the total number of votes cast will get a seat. According to the interim constitution, a new government must be formed within a month of the poll. The new assembly must first vote for a president and two vice-presidents who, in turn, as a presidential council, must unanimously choose a prime minister. He must then choose a government, which must be endorsed by a simple majority of the assembly's members. At least one-third of candidates in every party have been required, by law, to be women.

Perhaps more important, the assembly must oversee the writing of a new and final constitution, to be drafted by mid-Au- ▶▶

gust, endorsed in a referendum by mid-October, leading to a full general election under new rules by mid-December. The interim constitution provides for a six-month slippage in the timetable if the constituent assembly gets stuck in argument. And if two-thirds of the voters in just three provinces reject the new constitution, the process must start again. That means that the Kurds, who control three provinces, in effect have a veto. But so do the minority Sunni Arabs.

The likely outcome of the election is that a coalition will emerge, involving the Shia house, the Kurds, Mr Allawi's lot and several Sunni Arab-led parties. The likeliest sort of constitution, provided that the three main components of Iraq (Sunni and Shia Arabs and Kurds) accommodate each other, is a strongly federal one in which Islam is a main—but not the sole—source of law. There must also be a guarantee that the country's natural resources, meaning mainly oil, are equitably shared between all provinces.

But the violence blocks the lot

All this, however, seems immaterial while the insurgency rages (see chart 1). The number of attacks on Americans, though not as frequent as in November, is more than four times the rate of a year ago; the death rate is nearly twice as high; and more than three times as many Americans are being wounded than a year ago, according to data collected by the Brookings Institution, a think-tank in Washington. American officers say their troops are subjected to some 70 attacks a day. Since the American invasion, nearly 1,100 have died in combat and another 250 or so in accidents.

Even more grimly, the tally of Iraqi civilian deaths continues to rise inexorably. According to IraqBodyCount.com, an anti-war but fastidious American group, between 15,000 and nearly 18,000 Iraqi civilians have been killed since the American invasion in March 2003; other human-rights organisations have suggested twice as many, or even more.

By a Brookings estimate based mainly on Pentagon briefings, some 32,000 insur-

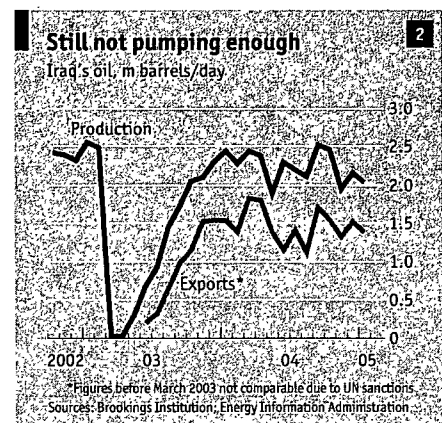
gents have been killed or captured since the conventional phase of the war ended in April 2003. Yet the number of active insurgents, though hard to count, is plainly swelling. The head of Iraq's intelligence service suggested last month that there were 40,000 hard-core rebels, with another 160,000-odd Iraqis helping them out. That is several times the standard, albeit rough, estimate of a year ago.

It is plain that many units of American troops, who now number 150,000 out of an allied total of 175,300, adopt a "shoot first, ask questions later" approach. Some 8,000 Iraqis are currently detained on suspicion of insurgency. Photographs of the mistreatment and humiliation of Iraqi prisoners by American and British soldiers have seared themselves into the Iraqi national consciousness. Virtually every opinion poll (however rough and ready) and a heap of anecdotal evidence suggest that most Iraqis, bar the Kurds, place the overwhelming burden of blame for their misfortunes on the Americans.

As the Americans have sought to build up the pro-government Iraqi army, national guard (a civil-defence force) and police, the insurgents have begun to single out perceived collaborators as targets. In the last four months of last year, around 1,300 Iraqi policemen were killed, compared with 750 in the first nine months of the year; some 1,500 recruits have been killed, nearly 800 of them in a four-week period towards the end of last year. Though the new Iraqi forces are ethnically mixed, the targeting of some units by the insurgents hints at a deliberate stirring of sectarian hatreds.

More than two-thirds of American deaths have occurred in just two provinces: Anbar (including Fallujah and Ramadi) and Baghdad. But Iraq's four biggest cities—Baghdad, Basra, Mosul and Kirkuk—all echo daily to gunfire and explosions. Though it is the biggest city of the supposedly quiescent Shias, Basra is highly dangerous too. Since the Americans recaptured the insurgents' hotbed of Fallujah in November, their enemy has switched his focus to the northern city of Mosul, a religiously and ethnically explosive city now starkly divided on either side of the Tigris river. For electioneers, western Mosul—the Sunni side—has been a no-go zone.

Moreover, the current relative calm among the Shia Arabs could be illusory. The notion that all but four provinces are safe is false. Armed gangs and a vast criminal underworld hold sway in many parts of the country. A rebellious young clerical firebrand, Muqtada al-Sadr, and his thugish militia, known as the Mahdi Army, have been lying low since Mr Sistani talked them out of their rebellion against American occupation late last summer. But they control swathes of the centre and south, and the Americans have consistently un-



derestimated the Sadrist's power and reach. Though Mr Sadr himself is staying out of the election fray, he might well urge his men to rise up again if he or his group were cut out of a power-sharing deal.

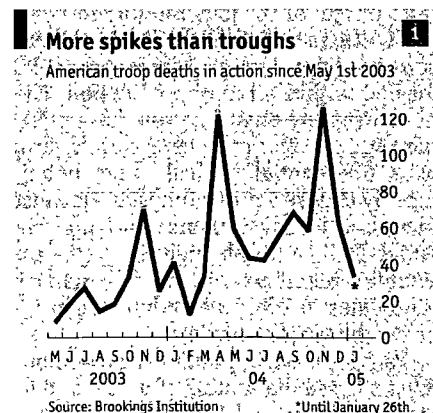
The safest part of Iraq is Kurdistan, which has ruled itself since Saddam Hussein lost his first Gulf war against the Americans in 1991. But even here, tension is growing. The disputed city of Kirkuk and its oil-rich, ethnically mixed surroundings are a tinderbox. After bitter pre-election wrangling, it has been agreed that Kurds displaced by Mr Hussein in his brutal Arabisation campaign will be able to vote, so tipping the demography back towards them. Again, Sunni Arabs are furious.

Meet the likeliest candidates

Across Iraq, campaigning has been largely by poster, with only the more prominent and better-funded politicians appearing on state television and even satellite channels. Awareness of the candidates is pretty hazy. Still, there is plainly a choice. Of the biggest two Shia-led parties, the main difference is on Islam: the tint of Mr Allawi's group is more secular and less sectarian, while the picture of the bearded Mr Sistani on the United Iraqi Alliance posters conveys its more Islamist tone—though its proponents stress that they do not want Iraq to go down an Iranian path towards theocracy. "We will have no turbans in the government," says one of its leaders.

Of the two best-known parties within the "Shia house", the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), led by Abdul Aziz al-Hakim, a clergyman, is taking pains to distance itself from its past as an Iranian-backed group that would impose sharia as the law of the land. The older Dawa party, led by Ibrahim al-Jaafari, a medical doctor, likewise is seeking to stress its unsectarian tolerance.

The most notable and surprising new star in the Shia house is Ahmad Chalabi, once the darling of America's ruling neo-conservatives, who had hoped (before they ditched him) that he would become the leader of a new, western-oriented, secular-minded Iraq. Once excoriated by his



The Economist January 29th 2005

Special report Iraq's election

► Iraqi rivals as an American and (worse) an Israeli stooge, Mr Chalabi is an astute fixer who may well play a part in post-election coalition-building.

Two able technocrats who have been mentioned, among others, as possible prime ministers are Hussein Shahrastani, a former nuclear scientist who labels himself an independent within the Shia house and is a confidant of Mr Sistani, and Adel Abd al-Mahdi, the interim finance minister, a SCIRI man. But it is conceivable that the emerging three-man presidential council may propose to keep the stoical Mr Allawi as prime minister.

It has not all been unremitting gloom and doom. The totalitarian clamp of Mr Hussein has been lifted. The notion of a federal state has been broadly accepted. A new currency has stayed steady, and workers in the public sector, including teachers and doctors, have seen their wages rise as much as 40-fold. But virtually everything is being kiboshed by the insurgency. Unemployment is stuck, officially, at 30-40%, though some economists say that in fact more than half of Iraqis are jobless. Basic utilities are still wretched. Last week, nearly half of Baghdadis had no running water. Motorists are again queuing, sometimes for 12 hours, to fill up with petrol.

Above all, oil production and exports are still far below hoped-for levels, knocking 15% off expected revenues. In December, some 2.2m barrels a day were being pumped, against a projected 3m b/d, the pre-war figure. Shortfalls are largely due to war and sabotage. Last year saw 146 officially recorded attacks on the oil system.

The spectrum of insurgency

The mantra of Mr Allawi and his American sponsors has been that, provided the Americans do not cut and run, the insurgency can be contained, if not beaten. Their main plan is to beef up the home-grown Iraqi forces (now totalling 127,000 against an eventual goal of 273,000), enabling the Americans and their allies, numbering 28 countries, to wind down steadily from their present troop numbers.

This, within the next few years, is a false hope. The Iraqi forces are utterly feeble. At present, only some 5,000 of them are a match for the insurgents; perhaps as many as 12,000 are fairly self-sufficient. Most of the rest are unmotivated, unreliable, ill-trained, ill-equipped, prone to desertion, even ready to switch sides. If the Americans left today, they would be thrashed. Indeed, as things now stand, politically and militarily, the war is unwinnable.

For sure, the steady "Iraqisation" of the forces is vital for any new government. But it is more vital still that it acts at once on the political front, to bring as many as possible of Iraq's Sunni Arabs into the new order. It is vital, too, that one of the presidential

council is a Sunni Arab. The new assembly is likely to empower a committee to start drafting a new constitution: Sunni Arabs must be well represented on it.

The new government must also reach out to spokesmen for the insurgency, which is far from monolithic. Indeed, no one is sure how to configure it. A year or so ago, the CIA reckoned that 40-60 groups were acting more or less independently of each other, though they now seem to be co-ordinating their attacks more than before. But there is a spectrum of rejectionists. The new government must try to pick away those who might talk from those who are bent on eternal war against western civilisation.

At the wild end of the spectrum is Abu Musab al-Zarqawi, a Jordanian who aligns himself with Osama bin Laden. In terms of the overall insurgency, his role is probably much exaggerated, though his blood-curdling website and penchant for suicide-bombings and for beheading victims puts him in a league of his own. The next-most-obdurate, along the insurgent spectrum,



The chief problem?

are the Baathist professionals, especially those who were in the Mukhabarat (the secret service), for whom any deal with the new order is probably anathema.

Though there is a trend towards an Islamist world-view, most insurgents are above all nationalists. The government might accommodate many of them if they could be convinced that the Americans were certain to leave: at least soon, if not immediately.

The nearest thing to a voice of the insurgents has been the Muslim Scholars' Board, which speaks for some 3,000 Sunni mosques in the Arab parts of Iraq. Several of the board's members, while urging a boycott of the general election, have also urged Sunni Arabs to take part in the post-election constitutional debate and in provincial elections also being held on Janu-

ary 30th. A number of anti-occupation, anti-election academics and sheikhs have made similar suggestions. Getting such Sunnis on side is an early challenge for whoever becomes Iraq's new leader.

The question of America's withdrawal

The trickiest issue that bears upon the insurgency—and on the ability of a new government to divide the rebels and draw some of them back on board—is the question of American and foreign troops. If these clearly seemed part of the problem more than the answer, a new government could ask them to leave; but that is barely conceivable in the short run, because any government is bound, for now, to rely heavily on American force for its mere physical survival.

A new government could, however, spell out a rough timetable for a foreign-troop drawdown, dependent on the build-up of Iraqi troops and on a reduction in the level of the insurgency. But that might make the government still more patently hostage to the insurgents. Some voices in the Sunni rejectionist camp have aired the possibility of a ceasefire if the Americans promised, in principle, to leave in, say, six months. That is unthinkable for the moment, but may offer a chink of light for negotiations.

There is no sign that President George Bush or his generals are contemplating a rush for the exit. But they and their executives on the ground, principally the ambassador in Baghdad, John Negroponte, appear so far to have no clear alternative plan, beyond waiting to see whether the hoped-for sense of greater legitimacy accruing to the new government will give it more clout to fend off the insurgents.

Other counsellors in Washington, who broadly supported the Iraqi venture but have grave doubts about the efficacy of present political and military policy, such as Henry Kissinger and George Shultz, both former secretaries of state, are urging the administration to recruit other countries as intermediaries, as happened over the Balkans. The UN still sounds wary of deeper involvement. Yet there is a growing sense in Washington that, for one thing, the war as it is presently being conducted is unwinnable and that, for another, a new government in Baghdad must change political tack to survive.

For the past year, chaos has increased, along with ordinary Iraqis' hatred of the American occupation. But they also hate "the beheaders": the likes of Mr Zarqawi. The emergence of a new government with a popular mandate will not change the situation overnight. It may be too late for any government seen to be sponsored by the Americans to establish itself. Nothing is certain—except that much more blood will be shed, and even more if Iraq's Sunni Arabs continue to feel disenfranchised. ■

Democracy at gunpoint

For Iraqis, voting in their own government will be a fine thing. But democracy must bring security too



LOOK at it in one way and the general election due in Iraq next Sunday, January 30th, is an inspiring event. After decades of dictatorship Iraqis are being given an opportunity most Arabs can only dream about: the chance to choose their leaders in a free election. Moreover, this choice is being made possible only by the will and power of the United States, under the leadership of a president who declared on his re-inauguration last week that the survival of liberty in America “increasingly depends on the success of liberty in other lands”.

Look at it another way, however, and the election is in danger of seeming a parody of democracy. Almost two years after George Bush toppled Saddam Hussein, fear and murder stalk Iraq. How free is an election in which the citizen who dares to vote stands a fair chance of being shot, blown up or beheaded for his pains? America’s efforts to stabilise Iraq have so far been so ineffectual that even the location of the polling stations is having to be kept secret until the last minute. And the longer the violence continues, the hollow Mr Bush’s liberty talk will sound. Two years ago, it was reasonable to hope that by helping a democracy to emerge in a post-Saddam Iraq, the United States could set an example for the rest of the Arab world to copy. At this point, many Arabs looking in horror at the chaos of Iraq are liable to draw the opposite conclusion: that it is safer to stick with the authoritarians they know.

So which is it? An inspiring experiment in liberty, or a sham that risks giving the whole idea of democracy—especially when it is imported by regime-changing Americans bearing arms—a bad name?

What Sunday can tell you, and what it can’t

Only part of the answer will come on Sunday (see pages 21-23). Abu Musab al-Zarqawi, al-Qaeda’s self-appointed representative in Iraq, has promised to kill anyone who has the temerity to vote. He has already murdered more than enough people for Iraqis to know that this is no idle threat. On the other hand, powerful forces in Iraq—including, probably, an overwhelming majority of both Kurds and Shia Arabs—are strongly in favour of the election. If on polling day millions of people prove willing to defy the threats of the insurgents and turn out to vote, Iraq will indeed have taken a useful and inspiring stride forward. That, after all, is what happened in Afghanistan last October, in another election which Islamic fundamentalists had vowed to disrupt but which ended up by strengthening the legitimacy of the central government.

In Iraq’s case, however, polling day will be only the first of many tests. It will help to show whether the majority of Iraqis want a multi-party democracy or whether, like Mr Zarqawi, they see democracy as a pernicious doctrine that puts rule by men in place of the rule of God. But showing an appetite for democracy is not the same thing as acquiring one. That entails more than just holding an election. The election must also produce a government that is capable of running the country.

Not even a high turnout on polling day is going to give Iraqis that sort of government soon. If all goes well, a good turnout should produce an elected government with broader legitimacy than the present government of appointees. But because large parts of the Sunni heartland are in open revolt against the new order, and because America disbanded the old army and has been dismally slow to train a new one, the new government will still have to enforce its will at the point of an American gun. Like armed missionaries throughout history, the Americans are not popular in Iraq, even among Shias. So relying on American military power will be a hard thing for any new government to do for long without jeopardising some of the legitimacy the election confers on it.

A proper democracy does not only require effective government, freely chosen. It has also to be judged by its treatment of minorities. In Iraq, one consequence of Sunday’s election is sure to be a transfer of power from the Sunni minority on which Saddam built his power to the long-oppressed Shias. The dictatorship of the majority is arguably a little less odious than the dictatorship of the minority. But only a little. If Iraq is to cohere as a single state, the Shias will have to reassure all the country’s minorities that they can thrive under the new dispensation. So far, the Shia political establishment has said the right things. It promises to work with Sunnis despite the boycott of the election by some of their parties, and plays down the part religion will play in the new order. The true test will come later, when it is time to write a constitution that sets out the role of Islam, the balance between the centre and the provinces, and the sharing of oil revenues.

Timing the exit

On paper, this process is supposed to be swift. The present plan calls for the election of yet another new government under a new referendum-approved constitution by the end of this year. In practice, a country wrecked by dictatorship, invasion and insurgency will take much longer before it stands a chance of inspiring the rest of the Arab world. Until and unless legitimacy brings security and the rule of law, democracy will risk looking weak and ineffectual, not the source of hope and freedom Mr Bush desires.

As that process plays out, testing every day the mettle of democracy, the trickiest task for a new government will be to decide whether American troops are still a solution or have become a problem. They already provide a focus for nationalist insurgents, as well as daily providing new grievances by their actions. For the moment, however, the answer has to be that they should stay, for there is no better way to fill the security vacuum that the Americans themselves created. That is certainly what the United States should want: having invaded, America and its allies have a duty to give Iraq every possible chance to make itself prosperous and free. To leave prematurely would be a shameful thing to do. But if the elected Iraqi government changes its mind, and decides that the country would be better off without them, then the Americans had better obey. After all, self-determination and freedom are what this is supposedly all about. ■

Displaced Kurds could tilt the vote in Kirkuk

Financial Times

By Gareth Smyth January 25 2005

As a mixed city of Arabs, Kurds and Turkomen, Kirkuk could be a positive example of a democratic Iraq - or the scene of its worst ethnic conflict.

But, so far at least, the campaign has been largely peaceful, although an explosion on Sunday rocked the nearby town of Hawi Jah.

The election has sprung to life in the city, despite seasonal rain flooding the streets.

"Of course I'm voting," said Rahim, a cigarette vendor with an Elect Iraq sticker next to a picture of Imam Hussein, the 8th-century Shia Muslim leader.

And at the Imam Hussein housing estate, named after Saddam Hussein until his removal, campaigners for the Kurdish "Brotherhood" list handed out leaflets next to a shop with a poster for the Shia list backed by Grand Ayatollah Ali al-Sistani.

Many in Kirkuk remember a golden era before the ruling Ba'ath party carried out demographic changes to ensure an Arab majority in the province, which contains 8.7bn barrels of oil, Iraq's second largest field.

Fearing Kirkuk would end up in an autonomous Kurdistan, the Ba'ath from the 1970s drove out Kurds and brought in Arabs, from the Sunni tribes at the heart of the regime and from the poorer Shia in the south.

After Mr Hussein's fall, the displaced Kurds waited in tents to the north, putting their hopes in a property commission established by the US-led authority, but progress was slow.

Only in the past six months have they returned to Kirkuk in significant numbers. Hundreds are building makeshift houses in the former Iraqi army's accountancy headquarters.

"I'm glad to be back, but conditions aren't good," said Hiwa Mohammad, who has spent 5m Iraqi dinars (\$3,300, £1,757, •2,529) on his breeze-block dwelling.

Conditions were even worse at Kirkuk football stadium, where hundreds of Kurdish families have made homes underneath the stands.

In voting with their feet rather than waiting for drawn-out political wrangling, Kurds returning to Kirkuk have emboldened their leaders. Authorities in Baghdad recently agreed that displaced Kurds could vote in the election for Kirkuk's provincial council.

The decision came only after the two main Kurdish parties

- the Kurdistan Democratic party and Patriotic Union of Kurdistan - threatened to boycott the election.

"We wouldn't have participated without the displaced," said Kamal Kirkukli, the Kirkuk representative of Masoud Barzani, KDP leader.

"The Americans wanted the elections badly, and without the Kurds they couldn't have been successful," said another official.

Iraq's electoral commission has estimated that the decision could allow an extra 100,000 Kurds to vote in Kirkuk - tilting the provincial council, which is currently balanced, towards Kurdish hands.

The decision prompted one Arab party, the United Arab Front, to announce it was boycotting the poll.

Without the displaced Kurds, Mr Kirkukli estimated that the province had 197,000 Kurdish voters, 135,000 Arabs, 63,000 Turkomen and 3,300 Christians.

The Kurds see an election victory as a step towards including Kirkuk in the autonomous Kurdish region they would like Iraq's new constitution to recognise.

Their growing boldness derives also from a sense that Turkish opposition to Kurdish control of Kirkuk will weaken as Ankara's European Union accession talks quicken.

Turkey's allies among the Turkomen of Kirkuk disagree, and the Turkomen Front is also considering withdrawing from the election.

"These so-called displaced Kurds have come from Iran and elsewhere," said Ziaddeen Bahadi of the Turkomen Independent Movement, part of the front.

"This election is 100 per cent unfair and not free."

But the Kurds are confident that their strategy can deliver electoral success and that any threat from Sunni Arab militants to disrupt the poll can be overcome.

Despite recent attacks on Kurds, including murders, security in the province was good, said Mr Kirkukli.

Even many Arabs, while apprehensive about the future, say they are keen to vote. "I'm voting Communist," said Behnan, a 65-year-old Arab originally from Baghdad. "Some Kurds say people brought by Saddam should go back. But I don't want to. I'm an Iraqi, this is Iraq, so why can't I live here?"

"Welcome Back to Kurdistan"

Inter Press Service (IPS)
by Aaron Glantz 19 January 2005

ARBIL / My journey back to Iraq began, as most trips to the north of the country do, at the airport in Diyarbakir, the largest Kurdish majority city in Turkey.

From there it's a four-hour taxi ride to the border, provided you don't get stopped by the Turkish army, whose war with Kurdish rebels was reignited last year when the rebels called off their five-year ceasefire and resumed attacks in Turkish cities. On the plane from Istanbul, I had met a 45-year-old Kurd named Khass. A civil engineer living in London, he had left his home in Sulaymaniyah in northern Iraq to study in Britain in 1978, the year Saddam Hussein came to power. "I didn't return home for more than twenty years," he told me, "because as soon as I finished school Saddam Hussein invaded Iran. If I had returned home I would have had to fight in a war I didn't believe in."

He married a British woman and brought up two children. Now he was returning to Kurdistan to work for an American company called U.I. building a hospital in the city of his birth. We hailed a taxi together and traveled uneventfully towards Turkey's Habur border crossing, arriving at 2pm. Traffic was light. A month ago, the Turkish lorry drivers who bring non-perishable goods and refined petrol into Iraqi Kurdistan went on strike. As tensions in Iraq have increased, the truckers have become easy targets for the armed resistance. More than 80 have been killed; some of them were beheaded. But on the Iraqi side of the border there was little indication that I was entering a war-zone, and very little sign that I was entering Iraq. A signpost on the side of the road read 'Welcome to Iraqi Kurdistan'. The green, white, and red pan-national flag of the Kurds flew overhead, a yellow sun at its centre.

In the customs office, pictures of Kurdish leaders Jalal Talabani and Masoud Barzani were displayed prominently. As we rested, the Kurdish border guards served us tea and even offered us a ride to the northern Iraqi city Zakho.

There some of the problems of Kurdistan began to show themselves. Because of violence in the northern city Mosul, it was no longer advisable for me to take a direct route from Zakho to the Kurdistan regional capital, Arbil.

A circuitous route through the country's northern mountains was required, and because of the Turkish truckers strike, the black market price of petrol in Iraq has skyrocketed. The cost of a taxi had risen considerably as a result.

Luckily, an elderly Turkomen arrived in Zakho and I was able, again, to share a taxi. His name was Adil and he had fled Iraq after the 1991 Gulf War when former U.S. president George Bush Sr. had urged the Iraqi people to rise against Saddam Hussein -- and then withdrawn U.S. support when Saddam Hussein began massacring his opponents. After three years in Ankara, the United Nations High Commission for Refugees had settled him in Vancouver in Canada where he moved with his family. Improbably, he said he was returning to his native Kirkuk on advice from his Canadian doctor, who had advised him to move to a warmer climate to ease the pain of his aching joints.

"Surely there must have been warmer places that aren't so dangerous?" I asked incredulously, mentioning that many observers fear bloodshed in the multi-ethnic, oil-rich city if Kurds sweep to power in elections slated for the end of this month. "Kirkuk is fine," he told me. "I have my brother there and two of my cousins and they are still working and their children are still going to school. Maybe the Kurds will make some problems there during the elections, but anyway no one will bother me. No one would harm an 80-year-old man." At 9pm I finally arrived in Arbil. It was rainy, cold and dark. Electricity is available in Arbil for only four hours a day. I moved into a cheap hotel, where I'll be living with another independent journalist.

The next morning, I woke up and made my first trip to the Asayeesh, Kurdish for the state security police. After some back and forth a heavy man with a thick moustache gave me a purple sheet of paper granting me permission to work for two weeks in sections of northern Iraq controlled by the Kurdistan Democratic Party. If I travel to Suleymania or Hallabja where the Patriotic Union of Kurdistan is in control, I will need to register with their state security police.

"Welcome to Kurdistan," the police officer said, handing me the paper.

STATE DEPARTMENT MATH

By Gerald A. Honigman Mich
News.com Jan 24, 2005

Over thirty million Kurds remain stateless today, often at someone else's mercy. At a time when much of the world insists that there be a 22nd or 23rd Arab state, there is a nauseating silence over the plight of this people.

Spread out over a region which encompasses parts of southeastern Turkey, Syria, Iraq, Iran, and other adjoining areas as well, these modern day descendants of ancient Medes and Hurrians continue to find themselves in very

precarious circumstances. Kurdish culture and language has periodically been "outlawed" in attempts to Arabize or Turkify them, and in an age when other dormant nations/national groups were able to seize the moment with the collapse of empires, the Kurds were repeatedly denied this chance by an assortment of so-called "friends" and foes alike. Having been promised independence after World War I, the Kurds soon saw their hopes dashed after the British received a favorable decision from the League of Nations on the Mosul Question in 1925. Predominantly Kurdish Mosul and Kirkuk were where much of the oil was located, and the main arm of British imperial power -- the navy -- had recently switched from coal to oil.

The Brits decided that their long term interests involved not angering the region's Arabs, who -- by their own writings -- declared that the rise of an independent Kurdistan would be seen as the equivalent of the birth of another Israel. Regardless of scores of millions of non-Arabs living in the region (including one half of Israel's Jews who were from "Arab"/Muslim lands), Arabs declared a political monopoly over what they regarded as "purely Arab patrimony." We are living with the consequences of this mindset today.

Much has been written about America's abuse of the Kurds, although the mainstream press, media, academia, and other supposedly "enlightened" folks have -- with some notable exceptions -- too often ignored this.

Having stood by our side and aided America continuously over the decades, the State Department has too often pulled the rug out from under the Kurds after their immediate "use" was deemed over...with deadly consequences to this people. And yet, they have remained strangely loyal to Washington. While I won't rehash the disgraceful behavior of much earlier periods, recent and current policies are sufficient to make the point. And while I am focusing on America, the rest of the world -- for the most part -- has been as bad or worse. Since America has the power to greatly influence the course of geopolitics all around the world, my focus is thus on my own country.

America should always strive to be a shining light. And I say this not out of naivete.

America has the power and ability to do this as no other nation has. All it lacks is the will. And this is largely due to the click that runs the Department of State. On the Kurdish issue, it has assumed Britain's posture in the post-World War I era vis-à-vis the Kurds. Whatever will or won't happen in the upcoming Iraqi elections, the Kurds are likely, once again, to get the shaft.

Foggy Bottom insists--after hundreds of thousands of Kurds have been maimed, gassed, and slaughtered in other ways by Arabs just in Iraq alone over the last several decades (Syrian Arabs have recently renewed their previous slaughter of Kurds as well) -- that Kurds will never gain independence. Shi'a and Sunni Arabs may

blow each other to bits...but they're both still Arabs. Neither are about to grant Kurds any equal status in the "purely Arab patrimony." The heartland of Kurdistan had been in the region around oil-rich Kirkuk.

State insists that the Kurds remain part of a united Iraq...regardless of the bloody consequences this will probably have for them in the future yet again. America's federalist dream, while looking good on paper, is largely rejected by the Arabs themselves, be they Shi'a or Sunni. The majority Shi'a, long suppressed by Saddam, now have other plans.

The Shi'a refuse to grant Kurds any control over their own fate...regardless of any alleged partial federal agreement achieved so far with America's continuous prodding. And Arabs, of any stripe, are still not about to grant Kurds any real equality. A visit to the Kurdish Media's website would be very useful to any and all needing "enlightenment" in these regards. An article posted by Dr. Hussein Tahiri's "The Iraqi Shi'ites: When An Oppressed Becomes Oppressor," posted March 8, 2004 in KurdishMedia.com is revealing, but there are many other good ones as well.

The same State Department -- which fought President Truman over America's recognition of a reborn Israel in 1948--insists that there be no partition of Mesopotamia/Iraq. Britain had earlier received the Mandate for Mesopotamia at the same time it received the Mandate for Palestine in the post-World War I era. But, unlike Palestine, which would undergo a number of partitions in attempts to arrive at a compromise solution between Arab and Jew, a much larger Mesopotamia was somehow declared to be incapable of doing this for its Kurds. In 1922, Colonial Secretary Churchill chopped off roughly 80% of the original territory Britain received for the Mandate of Palestine on April 25, 1920, and handed it over to its Hashemite Arab allies. Purely Arab Transjordan -- today's Jordan -- was thus born. Arabs rejected another partition in 1947 which would have given them roughly half of the 20% of the land that was left. President Bush and State today insist that Arabs will get their 23rd state, and second one in "Palestine."

The main reason put forth for why Mesopotamia/Iraq is incapable of this sort of partition is the potential for instability it will cause in the region. Not only will the Arabs be miffed at someone else gaining national rights in "their" region, but the Turks, in particular, will supposedly have a fit due to their own large (and suppressed) Kurdish minority.

I support a strong Turco-American alliance...always have. But the Turks are wrong on this matter. While it is understandable that they're nervous about the potential problems, this does not give them the right to have a veto power over the plight of some thirty million long-oppressed and abused people. An independent Kurdistan set up in northern Iraq -- under the right conditions -- might

actually be a blessing for the Turks. Those Kurds -- like those Jews, Greeks, Armenians, etc. -- wishing to live in an independent state could migrate to it. An arrangement could also be made whereby the oil wealth of the area could be shared with the Turks as well, since they feel they got robbed via the earlier decision by the League of Nations on the Mosul Question.

Putting things into the broader perspective, consider the following sickening facts...

A visit to the CIA's Fact Book on the Internet shows Israel to have a population of roughly 6 million people, of whom about 20% are Arab. Among the latter are some very hostile elements. Israel's territory is about 20,770 sq Km.

Turkey has a population of about 68 million people, of whom about 20% are Kurds. Turkey's territory is about 780,580 sq Km. About 38 Israels would fit into Turkey.

Keeping the above in mind, Foggy Bottom has no problem demanding that Israel allow the creation of another Arab terrorist state, dedicated to its destruction, right in its backyard. State continues to ignore proclamations by even so-called Arab "moderates" that Oslo and all other such "peace initiatives" are but "Trojan Horses," steps along the way in the Arabs' post-'67 destruction in phases strategy for Israel. Now, how will the fifth of miniscule Israel's population that is Arab react to this adjacent potential development? And how will the majority of Hashemite Jordan, which is also mostly Palestinian Arab (however you define that...many, if not most, Arabs had entered the Mandate from elsewhere in the region during the Mandatory Period), also react to this? Arafat's boys had already tried a takeover of Jordan in 1970. They were crushed in King Hussein's "Black September." And Israel's mobilization in the north sent a message to the PLO's Syrian allies at the time as well. Yet the Foggy Folks seem not to be worried about any destabilizing effects here.

The same hypocrites who declare that Israel must grossly endanger itself so that a 23rd Arab state might be born insist that Kurds must remain forever stateless because of some problems their freedom might cause to a Turkey nearly forty times Israel's size in territory and over eleven times its size in population...and with the same 80% to 20% mix of potential "headaches." There's no defense for this. An ex-State Department career person contacted me

after one of my earlier articles. In our subsequent correspondence, he told me to just accept the fact that the Kurds will never be allowed their state...while attacking me, of course, for my reservations over what State has in store for Israel. He even brought up the subject of "dual loyalty." I asked him if he would say that to some 60 million or so -- if not more -- Christians who are saying the same thing that I am...No answer...Pathetic.

Regardless of America's good intentions (and we were correct in ridding the land of Adolf, I mean Saddam), it's likely that Iraq will become even more of a mess -- kind of like Yugoslavia with the death of Tito, though I really don't like mentioning him and Saddam in the same breath -- and more costly over time. Entrenched Arab attitudes -- centuries old -- are not likely to change regarding their relationships with their conquered, non-Arab populations. Any of the latter that have not agreed to the forced Arabization process -- be they Kurd, Jew, Berber, Black African, Copt, Lebanese, etc. have had major problems to contend with...often deadly ones. Asking Kurds to forsake the creation of their one, sole state for the pipedream of an egalitarian Iraq is a travesty of justice if ever there existed one. When America leaves Iraq, as it will sooner or later, the backlash will once again fall on the people who supported us the most...the Kurds. We left them holding the bag too many times already before.

Think about how the course of history may have been changed if an Israel existed prior to the Holocaust.

You read about the problems with the Shi'a above. Saddam's regime was largely Sunni supported. Abu Musab Zarqawi, of al-Qaida fame, wrote a letter that was recently intercepted by U.S. forces in Iraq. He's the guy who is believed responsible for the recent slaughter of Shi'a in Baghdad and Karbala. In the letter he listed four enemies. America, of course, was No. 1... No. 2 is the Kurds. Here's what he says about them: They are "...a lump in the throat and a thorn whose time to be clipped has yet to come." Now, while Foggy Bottom demands yet another state for Arabs and the Arafatian/Hamas good cop/bad cop team, think about what direction you want the greatest country on Earth -- America -- to follow regarding the fate of our strangely loyal friends, the Kurds.

We can be better than what some in leadership roles would have us be.

In Kurdish North, Campaign Turns Into a Street Party 'We Were Dreaming for This Day to Come'

By Jackie Spinner - Washington Post January 28, 2005

IRBIL, Iraq, Jan. 27 -- Adnan Ismael raced to the back of the campaign bus carrying supporters of the Kurdistan Democratic Party and frantically pulled aside a dark blue curtain so he could see out.

Hundreds of honking cars were following behind in an impromptu rolling celebration late Thursday afternoon through this ancient city. Passengers hung out of vehicles, shouting and waving the yellow flag of the KDP and the red, white and green flag of the Kurdish semiau-

onomous region here in northern Iraq. Ismael turned from the window, a stunned look on his face.

Inside the bus, a group of aging, bewhiskered former guerrilla fighters struck up an old revolutionary song. Their eyes brimmed with tears as they sang in husky voices: "Our flag is waving high in the sky. We are still alive. The Kurds are alive. There is no cannon that will break our will."

"We were dreaming for this day to come," said Ismael, the KDP leader for Irbil's Tajil district, who darted back and forth to get a look at the scene unfolding on every side of the bus. "Now we will all choose our representatives for the future. Every Kurd wishes to see this day."

On the last official day for campaigning before Sunday's national elections, candidates and their supporters here in the Kurds' administrative capital blasted old Kurdish songs from loudspeakers at party headquarters, waved to passing cars from plastic chairs lined up on sidewalks and raced through the streets in caravans with flying banners. Unlike in many parts of Iraq, where fears of insurgent violence and doubts about the political process have muted voter enthusiasm, there was nothing tempered about the elections here, where voters will help select members of a new National Assembly, choose regional councils and pick a Kurdish parliament.

Throughout Irbil, there was a sense that something big was about to happen, as if the whole city had turned out for a wedding party.

"I am very happy," said Faruq Nabil, 24, a laborer with thick black hair and green eyes. "Since I was born, this is the first time I will go and elect the government. I want to thank Mr. George W. Bush for his efforts in making this happen."

Sarbaz Qader, who owns a small bicycle repair shop, said he was overwhelmed with joy. "I will vote, and I am not afraid of anyone, whoever he is," Qader said.

Iraqi Kurds, who were by turns persecuted, displaced and massacred during the rule of Saddam Hussein, widely see the vote on Sunday as the end of an era in which they were underrepresented or simply shut out of national politics. To prevent Kurdish factions from splitting the vote and losing out on seats in the new 275-member National Assembly, the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, the Kurds' two predominant parties and historical rivals, joined with other political groups in the region to form a unified slate of candidates.

"We believe that for the whole of Iraq, all parts of Kurdistan should be presented as one body," said Salahadin Babaker, a board member of the Kurdistan Islamic Union. "The Kurds and the people living in Kurdistan need some certain or concrete evidence to work

toward ensuring the rights of the Kurds in the new constitution."

Nevertheless, the political atmosphere in Irbil was palpably partisan, in large part, party leaders said, because the various parties will be battling one another in the regional elections. The bulk of the Kurdish population identifies -- on the basis of geography or ancestry -- with either the KDP or the PUK.

The far north, including Irbil, is KDP territory. The party's banners were predominant throughout, security forces emblazoned their vehicles with KDP stickers and flags, and even Iraqi National Guardsmen honked and waved when they passed KDP rallies.

A banner hung on the General Directorate of Irrigation and Water Resources advised voters to support the KDP in municipal and regional elections, and a large yellow KDP flag flew from the top of the building.

The PUK also has a presence here, although it has a much lower profile. Shaqhaan Mohammad, a party leader, said the PUK had advised members to refrain from partisanship, at least for now. "We've asked our loyalists not to celebrate and show off in a way that will make the other parties upset," he said. "We don't want to provoke the other side."

The KDP was clearly under no such constraints Thursday. Its caravans roared past local PUK offices while supporters of the rival party watched silently.

Both parties have increased their handouts in the months leading up to the election. The KDP said it gives free cooking gas to the unemployed and has increased its payouts to widowers, martyrs and the disabled from about \$60 to \$200.

Raqeeb Shekhan, who is in charge of payments for the city's Tajil district, said the money was not intended to influence the elections. "Before the elections, we were helping our community," he said.

Shekhan spent most of Thursday sitting on a red plastic chair on a sidewalk in front of the local party office. He acknowledged waves from passing motorists with a nod of his head. When a bus showed up to take party leaders to the caravan staging point outside the main party headquarters, Shekhan was one of the first on the bus. He sat down in the front.

"We waited for this a long time," he said, his head wrapped in a black and white traditional headdress. "We've ached for this freedom. We want to be like the rest of the world."

Special correspondent Sarok Abdulla Ahmed contributed to this report.

Kurdistan and Iraq

Washington Times

By Nechirvan Barzani January 28, 2005

With elections in Iraq only days away I believe it is important to inform people outside our region how the citizens of Kurdistan in Iraq see the future of their homeland. It is especially important to do this now because of rumblings in some circles that we covet Kirkuk for its oil wealth and that our true aim is complete independence. However, let me state clearly, the leadership of Iraqi Kurdistan is firmly committed to full participation in a free, federal, pluralistic and democratic Iraq.

These are not just words. These principles were declared by the Kurdistan National Assembly, which was formed in 1992 following free and fair regional elections. Kurdistan did not choose to separate from Iraq at that time. We have repeated these words with utmost sincerity to our colleagues in the interim Iraqi government, to our neighbors, to our close friends and allies of the multinational coalition and to others. We are happy to be held to our declaration because we expect to abide by it in a free, democratic and federal Iraq.

Everyone naturally desires to live in an environment of freedom and security where their families can grow and prosper. In saying this I speak not only of the Kurdish people, but of all the people who live in Kurdistan -- Kurds, Arabs, Turkmen, Christians, Assyrians, Armenians, and Chaldeans, Shia, Sunni, Yezidis -- all of whom have lived in genuine peace and with warm respect for each other since long before Iraq became an independent and sovereign country. Kurds have learned much over the past 13 years, living and working in our developing democracy while under the protection of international security forces. We have learned to appreciate and cherish our freedom and our autonomy. Our people have begun to enjoy the progress of a secure environment and a growing economy.

During Saddam Hussein's rule, more than 4,000 Kurdish villages were totally destroyed. Chemical weapons were used against more than 200 communities spanning from our northwest border with Turkey to our southeast border with Iran, and culminating in the infamous chemical attack on the city of Halabja.

Living in freedom since 1991, we have reconstructed more than 3,000 destroyed communities and resettled over 50,000 displaced families. We have constructed tens of thousands of homes, along with roads and water systems. We have also built hundreds of schools and health centers and added two new universities. And now, Sunday's election is an important step toward fully achieving our goals.

The oil in Kirkuk, an area that is historically and culturally an integral part of Kurdistan, prompted the for-

cible displacement of Kurds, Turkmen and others. Families who were forcibly displaced have the undeniable right to return. Ironically, however, the families that were forcibly removed because of the oil wealth are not being supported due to fears about how oil proceeds might be allocated in the future. It is important to repeat two positions that have been clearly stated by the leadership of Kurdistan in Iraq. First, those who were displaced from Kirkuk have the right to return. All families who settled in Kirkuk and do not occupy property forcibly taken from others are encouraged to remain, regardless of their ethnic and religious backgrounds. It is regrettable that what is clearly a property issue is being promoted as a conflict between people based on their ethnic heritage. Second, the oil of Kirkuk is a national asset to be shared with the people of Kurdistan. We seek guarantees that this wealth will be fairly shared for peaceful economic development.

Also, our regional security contributes to Iraq's national security. We have developed capabilities since 1991 that have been crucial in maintaining a relatively safe and stable security environment in our region. Many of those who promote violence elsewhere in Iraq are the same criminals who, in earlier times, killed and maimed many of our citizens.

In developing our peshmerga military forces and civil security services to protect our freedom and autonomy, not only have we been able to secure our region but we have also been ready, willing and able to fight alongside U.S. and other coalition forces in order to extend freedom to our brothers and sisters throughout Iraq. We are proud of our contribution and welcome the presence of friends and forces that are helping to build a free and democratic Iraq.

The elections on Jan. 30 are the first in a series of long and difficult steps scheduled to be completed by the end of this year to reach a free, pluralistic, federal and democratic Iraq that we wholeheartedly support. Through these elections we hope to preserve and expand the gains we have sacrificed to achieve. Our long and hard-fought struggle compels us to accept no less. Following these elections, the citizens of our region will see their aspirations embodied in the principles of the Transitional Administrative Law, which we seek to be incorporated into a permanent constitution that we will proudly be obliged to uphold and defend.

We thank the American people for their sacrifice on our behalf and we thank President Bush for his steadfast leadership in support of our freedom. We are proud to be your allies.

Nechirvan Barzani is prime minister of the Kurdish Regional Government.

Turkish army warns Iraqi Kurds, US over Kirkuk

AFP January 26, 2005

ANKARA - Ethnic strife in Kirkuk, sparked by Kurdish attempts to take control of the oil-rich city in northern Iraq, would create "serious" security concerns for Turkey, the Turkish army warned Wednesday.

It might also open a rift with the United States, it said.

The number two of the influential Turkish military renewed Ankara's charges that more Kurds than those expelled from Kirkuk under Saddam Hussein's regime have now settled in the city and registered for Sunday's elections in Iraq.

"We have repeatedly said that such a situation may make the election results in Kirkuk disputable and make it almost impossible to find a fair and lasting solution for Kirkuk," General Ilker Basbug told a news conference.

"Moreover, we are concerned that such developments will pose a threat to Iraq's territorial and political unity and create a great security problem in the region," he said. "Such a development will also create a serious security problem for Turkey."

Ankara is vehemently opposed to Kurdish control of Kirkuk, which many Kurds want to incorporate into

their enclave in northern Iraq and even see as the capital of a future independent Kurdish state, a nightmare scenario for Iraq's neighbors.

Earlier this month the Kurds reached a deal with the Iraqi government that cleared the way for an estimated 100,000 Kurds said to have been expelled from Kirkuk in the past, to vote for the new local government in the elections. The deal effectively tipped the balance of power to the Kurds, fanning ethnic tensions in the city, which is also home to a large number of Turkmen, a community of Turkish descent backed by Ankara.

Basbug warned that post-election disputes in Kirkuk "may lead to confrontations... and may pull the trigger for a civil war in Iraq."

Asked about the United States' role in preventing unrest in the region, the general conceded that "the circumstances in Iraq are very difficult," but cautioned that ethnic tensions in Kirkuk might deal a blow to Turkey's ties with its long-standing ally. "If the people of Kirkuk endorse the election results, we will conclude that no major problem exists," he said. "But if the opposite happens, then we will see that we have differences" with the US.

Turkey Calls for Withdrawal of Foreign Troops from Iraq

Voice of America
By Amberin Zaman
30 January 2005

Turkey's foreign minister says foreign forces must withdraw from Iraq by the end of 2005, and that Sunday's elections are a first step toward returning control of Iraq to the Iraqi people.

Turkish Foreign Minister Abdullah Gul told reporters here Sunday that it was too early to say whether elections in Iraq would be fully representative. He was referring to Turkey's concerns that Iraqi Kurds will likely dominate voting in the oil-rich province of Kirkuk. Turkey has accused the Iraqi Kurds of resettling tens-of-thousands of their people in the province, in a bid to sway the election results in their own favor.

Control of Kirkuk could enable Iraq's estimated four million Kurds to establish an economically viable independent state, one that Turkey fears would fan separatist sentiment among Turkey's own estimated 12 million Kurds.

Some analysts warn that Turkey's hawkish military may

intervene in Iraq to prevent the Kurds from forming their own homeland. Mr. Gul added that he saw Sunday's elections as setting a timetable for the withdrawal of foreign troops from Iraq. The United States has not announced a calendar for pulling out of Iraq.

Mr. Gul's comments come ahead of a scheduled visit by U.S. Secretary of State Condoleezza Rice. Secretary Rice will be stopping in Ankara on February 5, as part of a tour of European capitals and Israel.

Meanwhile, thousands of Iraqis voted at three polling stations in Turkey, two in Istanbul and one in Ankara.

A spokeswoman from the International Organization for Migration, which is conducting the voting program for Iraq expatriates on behalf of Iraq's Independent Electoral Commission, said that turnout was high.

No violence was reported at the polling booths, which were heavily guarded by Turkish police.

Erbil, dans le Kurdistan, éprouve un certain sentiment d'« indépendance »

ERBIL

de notre envoyée spéciale

Khaman signifie « chagrins » en kurde. Ses parents l'ont prénommée ainsi parce qu'elle est née en 1975, l'année noire qui vit l'effon-

■ **REPORTAGE**

« Faire partie de l'Irak ? Jamais ! », s'exclame Dyar, 26 ans

drement du mouvement nationaliste kurde. Mais à voir les œillades décochées par les hommes sur son passage, le chagrin n'est pas ce qu'inspire cette jeune femme pimpante, candidate de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à l'élection du nouveau Parlement kurde. Khaman n'a pas un passé malheureux. Elle n'avait que quinze ans quand Saddam Hussein quitta le Kurdistan en 1991 et que cette région devint, de fait, autonome.

Pour l'élection à l'Assemblée nationale irakienne, elle votera le 30 janvier pour la Liste unifiée du Kurdistan (LUK), qui regroupe l'UPK, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) ainsi que les partis communiste, islamiste, chrétien et turcoman de la région, qui plaidera pour un « Irak fédéral ». Khaman ne se sent pourtant « pas du tout irakienne ». Et quand on lui demande ce qu'évoque pour elle le mot « Irak », elle prend une grande aspiration pour répondre : « Un cauchemar, une obligation. »

Comme les autres militants de l'UPK, elle voue un véritable culte à son leader, Jalal Talabani. Mais « quand Mam Jalal s'est rendu à Bagdad peu après la chute de Sad-

dam et qu'il a déclaré : "Je me sens de retour chez moi", j'étais choquée. Bagdad, c'est comme Kaboul, Le Caire ou Riyad, c'est l'étranger. Comment a-t-il pu dire cela ? Chez nous, c'est ici, au Kurdistan. »

La génération de Khaman n'a pas de souvenirs précis du temps où le Kurdistan était sous la coupe de Bagdad et du gouvernement de Saddam Hussein. Pendant le blocus que ce dernier imposa à la région, les contacts entre l'Irak et le Kurdistan se sont réduits au minimum. Les Kurdes ont alors mis en place leur propre gouvernement. Dans les écoles, les enfants ont appris l'histoire de leurs pères, marquée par la lutte nationale et les répressions sanglantes. L'ancien dictateur et tout ce qui l'évoque - la langue arabe, le drapeau irakien, le gouvernement de Bagdad - est devenu synonyme de crime et d'oppression.

Cela expliquerait, selon Sami Shores, ministre de la culture, qu'il soit de plus en rare de rencontrer un jeune kurde, même diplômé de l'université, qui parle l'arabe. « Les jeunes haïssent la langue arabe, reconnaît-il, parce qu'elle est assimilée à la politique d'arabisation de Saddam, qui a signifié le déplacement et la misère pour des milliers de familles. Je ne vois pas pourquoi ce serait un devoir pour nous d'apprendre l'arabe. Nous exigeons du nouveau Parlement qu'il choisisse un nouveau drapeau. Il est hors de question de voir flotter sous nos yeux cette bannière qui a fait couler tant de sang. Il est vrai que la jeunesse n'a ici aucune loyauté envers Bagdad. Mais c'est une question de temps. Tout dépendra de ce que sera ce nouvel Irak. S'il est démocratique, nos jeunes reviendront vers lui. »

Cet état de fait inquiète en revanche Fouad Hussein, un analyste politique kurde indépendant. « La

majorité des jeunes diplômés ne parle que le kurde. Ils lisent parfois l'arabe, mais difficilement. Or les livres kurdes ne traitent que de littérature, d'histoire et de poésie. Il n'existe pas de manuels d'économie ou de sciences. Cette langue est certes nécessaire comme ciment national, mais nous avons besoin d'en connaître d'autres si nous voulons former des cadres compétents capables de construire notre pays. Les jeunes Kurdes diplômés n'ont plus ces compétences. »

Depuis 1991, tout au Kurdistan est devenu kurde. La génération qui avait 5-10 ans à cette époque a vécu avec une langue kurde, sous l'autorité d'un gouvernement kurde. Cette situation a creusé un fossé psychologique et culturel entre la jeune génération locale et

« Nos jeunes ne sont jamais allés à Bagdad. Ils n'ont pas fait l'armée, ne connaissent rien du reste du pays »

le reste de la société irakienne. Mais aussi entre cette génération et ses aînés. « Quand j'étais enfant, raconte un quinquagénaire, j'allais souvent à Bagdad. J'y ai fait mes études parce qu'il n'y avait pas d'université au Kurdistan. Le service militaire était obligatoire, et j'ai été envoyé comme soldat dans le sud de l'Irak. Nos jeunes ne sont jamais allés à Bagdad. Ils n'ont pas fait l'armée, ne connaissent rien du reste du pays. Pour eux, l'Irak est un pays étranger, effrayant. Alors, ils se

demandent pourquoi vivre sous le drapeau irakien. Ils sont massivement en faveur de l'indépendance. Ils ont le sentiment d'avoir toujours possédé leur pays et se disent : pourquoi le rendre ? Nous les vieux, qui avons beaucoup souffert, sommes prudents. Nous voulons obtenir les choses graduellement. Eux veulent tout, tout de suite... »

« Faire partie de l'Irak ? Jamais ! » s'exclame Dyar, 26 ans, qui s'apprête pourtant à voter pour la LUK. Dans son esprit, il n'y a là rien de contradictoire, car « le fédéralisme », notion politique qu'il a beaucoup de mal à définir, ne sera que « transitoire. Il ne constitue qu'une étape vers un Kurdistan libre et indépendant. » Pour lui, l'Irak évoque la « mort » et les « tueries », ou encore la « lutte nationale ». Arabe ne signifie rien d'autre qu'« anti-Kurde », pour ne pas citer de qualificatifs plus racistes.

Rosa Abdullah Sharref, 25 ans, est l'un des membres fondateurs du Comité pour le référendum et porte-parole de ce mouvement qui réclame le droit à l'autodétermination du peuple kurde. « Le Kurdistan est une région en paix et démocratique, explique-t-elle. L'Irak est un pays où l'on tue les Kurdes et les étudiants. C'est un pays de terroristes. Regardez la situation en face : ce pays est mort, complètement détruit ! Nous n'avons rien à faire avec lui. Peu importe le temps que cela prendra, peu importe d'ailleurs le résultat de ces élections. La seule chose qui compte est que l'idée d'un Kurdistan indépendant survive. »

Ahmed, 23 ans, se veut plus réaliste. « Je sais bien que le Kurdistan ne peut pas exister en tant que pays, soupire-t-il, ou en tous cas pas avant très longtemps. Mais l'indépendance, c'est mon rêve. »

Cécile Hennion

Hoshyar Zebari, ministre irakien des affaires étrangères

« Après les élections, l'insurrection armée va probablement s'intensifier »

Le candidat de la Liste unifiée du Kurdistan est sûr d'être élu

ERBIL (KURDISTAN)

de notre envoyée spéciale

Vous êtes l'un des candidats de la Liste unifiée du Kurdistan aux élections nationales. Espérez-vous demeurer ministre des affaires étrangères au sein du futur gouvernement ?

Compte tenu de ma position sur la liste, je suis sûr d'être élu. Pour le reste, je ne suis pas en mesure

de répondre. La composition du gouvernement ne se décidera qu'une fois le Parlement élu. Il est, en tout cas, certain que les Kurdes occuperont un poste ministériel important.

Pensez-vous que, après les élections, l'insurrection armée faiblira ?

Il ne faut pas se leurrer. L'insurrection armée va continuer, et pro-

bablement s'intensifier. Nous allons connaître une année extrêmement difficile. Même le Kurdistan, même Erbil ne sont pas à l'abri des dangers. Mais ces élections représentent un tournant. Le prochain gouvernement n'aura été désigné ni par l'ONU ni par les Américains. Il sera représentatif et fort. Ce ne sera pas la panacée, mais en établissant un calendrier qui conduira à l'élaboration d'une

nouvelle Constitution et à d'autres élections nationales, nous allons pouvoir cesser de regarder le passé pour nous tourner vers l'avenir.

Ministre des affaires étrangères, quel bilan établissez-vous des relations entre l'Irak et la France ?

Depuis la chute du régime de Saddam [Hussein], la politique étrangère de la France a été sceptique, suspicieuse. Elle s'est exprimée davantage à l'encontre des Etats-Unis que par rapport à l'Irak. Et, jusqu'à ce jour, elle demeure peu active. En retour, nous avons dialogué avec la France avec précaution, mais aussi avec respect. Nous ne souhaitons pas de conflits, nous sommes plutôt en situation d'attente.

Cela dit, les relations diplomati-

ques ont été rétablis. J'ai rencontré M. Barnier [ministre français des affaires étrangères] à plusieurs reprises. Je considère son attitude beaucoup plus constructive que celle de son prédécesseur. Ancien opposant irakien à Saddam, et spécialement en tant que Kurde, je peux témoigner des liens forts qui nous attachent à la France. Danièle Mitterrand et Bernard Kouchner, notamment lors du génocide kurde, ont élevé leur voix en notre faveur, à une époque où pourtant la France entretenait de très bonnes relations avec Saddam Hussein. Je suis donc optimiste. Lorsque l'Irak se sera doté d'un gouvernement légal, nos relations s'amélioreront encore.

Lorsque Jacques Chirac a demandé la participation de l'opposition [arabe sunnite] à la conférence de Charm-el-Cheikh, cela a été très mal perçu. Il n'était pas question pour nous de recevoir des groupes qui font usage de la violence ou de la terreur. Nous reconnaissons l'existence de cette opposition et nous sommes prêts à dialoguer avec elle mais à Bagdad, à condition que ces groupes acceptent de désarmer et dans le cadre d'une rencontre où la société civile aurait également droit au chapitre. Si la France a de l'influence sur ces groupes, elle a le devoir de les pousser à participer à une telle rencontre.

La France aurait selon vous de l'influence sur ces groupes ?

Disons qu'elle a des relations...

Quelles relations entretient l'Irak avec la Turquie, qui maintient des rapports problématiques avec les Kurdes ?

Ces relations sont bonnes et le dialogue constant. L'Irak, les Etats-Unis et la Turquie ont récemment conclu un accord qui concerne la sécurité des frontières, le commerce, la lutte antiterroriste, la présence du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, mouvement rebelle kurde turc] dans le Kurdistan irakien. Nous avons aussi envoyé une délégation irakienne à Ankara qui comprenait des Kurdes, et même des

peshmergas [combattants kurdes]. La Turquie a ainsi pu constater que les Irakiens, y compris les Kurdes, veulent un pays uni, dans le cadre du fédéralisme. Nous sommes également bien conscients de la sensibilité particulière turque concernant l'avenir de la minorité turcomane en Irak, notamment à Kirkouk.

Les échanges commerciaux n'ont cessé de croître entre nos deux pays. Nous sommes très sensibles aux négociations actuelles concernant l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Le Kurdistan irakien sera bientôt, je l'espère, un pays voisin de l'Europe.

Propos recueillis par Cé. He.

Politicians seize the day in Iraq

Fog of secrecy lifts, if only tentatively

By Edward Wong

BAGHDAD: Fatah al-Sheik leapt from the dusty motorcade, wrapped himself in an Iraqi flag and proclaimed to the crowd that he would make his grave in this country.

"We're looking for Iraqi freedom for Iraqi people," he said to the cameraman, as a gaggle of reporters trailed him.

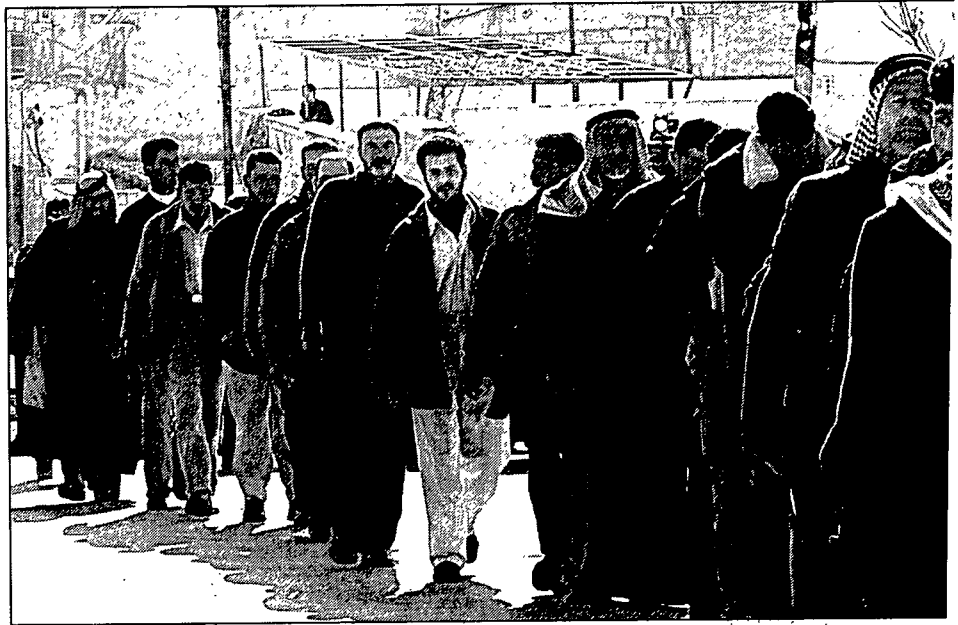
"After we win the election, we're going to say, 'No to America, no to occupation!'"

"Yes, yes to Iraq!" shouted the young men swarming along the sewage-ridden street. "No, no to America!"

American officials may wish Sheik had not stayed so precisely on message as he toured a slum in northeast Baghdad this week. But if their goal in this war was to bring democracy and all its attendant principles to Iraq, they do not have to look further than his campaign — or any of the others that have sprung up across the airwaves and billboards — to feel some hope, no matter how slim, that the twin freedoms of choice and expression might take root here.

The conditions are far from ideal. The country's deteriorating security situation has forced most candidates to campaign furtively. Many are afraid to announce their names, much less go on the stump. With just two days to go until the elections, Iraqi officials had yet to announce the locations of polling places for fear of attacks.

A government ban on vehicle traffic on Sunday, intended to dissuade suicide car bombers, means voters will have to walk to the polls. But when it



Expatriate Iraqis waiting outside a polling station in Amman, Jordan, on Friday to vote in the landmark Iraq election.

comes to campaigning, the fog of paranoia and secrecy has lifted somewhat in these final days.

Some candidates like Sheik have organized raucous motorcade parades or indoor rallies with tribal leaders. Volunteers have been plastering posters across central Baghdad. Television ads have popped up at all hours.

The political machines of the campaigns are as varied as the 111 political groups vying for 275 seats in the National Assembly. Grassroots candidates like Sheik are sticking to their neighborhoods, calling on friends to hand out postcards or go door to door in the hope of rustling up enough votes for an assembly seat or a provincial council post. Others like Prime Minister Ayad Allawi and the top Shiite and Kurdish politicians have mobilized offices across the country and taken out television ads.

The Americans are offering their support. The federal government has given \$30 million to two nonprofit

political groups, the National Democratic Institute and the Independent Republican Institute, to train and advise Iraqi parties, an American diplomat said. Because of the security crisis, the workshops have taken place in secret.

The largest parties have attended, and candidates have asked the American groups to print out posters and fliers for them for free, on a first-come, first-served basis. The interim Iraqi president, Sheik Ghazi al-Yawar, said the Americans had printed out 30,000 posters for his slate of candidates, called the Iraqis. The posters are slick, showing the sheik's chubby countenance and beaming children and a sunrise over sweeping plains.

"Up to now, I've spent about \$500,000, and it all came mainly from myself — what I have earned over the years," the sheik said as he reclined in his reception hall a day after a photo session with the Iraqi Olympic soccer team. "With the security situation, it's not easy for

me to walk around the streets — for any member of the government. We hire people from local areas to be campaign managers in the local districts.”

Two of the candidates on Yawar's list have been assassinated in recent weeks — one the governor of Baghdad province, and the other a sheik from Karbala. The sheik said he had divided Baghdad into four areas and had assigned a campaign manager to each one. They and the managers around the country report to three people: the sheik; Hachim al-Hassani, the minister of industry and a candidate; and a judge named Amir Kadhum, chosen because he is not running for office and so “has no self interest,” Yawar said.

“This election is the first one in a half century, and it's a little bit too compli-

cated for Iraqis,” he said. “We are not prepared. Most of the parties are not prepared.” As with the entire process of democracy in Iraq, campaigning is nascent, and some parties have broken laws

intended to separate government institutions from electoral partisanship.

“There have been plenty of violations of the election law,” the American diplomat said. Some government officials are being paid to campaign, he said, and the police in Baghdad have been hanging up banners for Allawi's slate.

“This is their first election and everything is new,” the diplomat said. “It's a whole new world for them. There will be plenty of imperfections because it's so new.”

But the idea of politicking is as venerable as the first Mesopotamian civiliza-

tion, and campaigning in Iraq can be as simple — and as indigenous — as appealing to tribal loyalties. On a recent morning, more than 300 sheiks in head scarves and dark robes sat down in the ballroom of the Babylon Hotel to listen to Allawi's campaign aides exhort them to get out the vote on Sunday. Similar gatherings had taken place in recent days across much of Iraq, with candidates or party workers making impassioned speeches to win over tribal support.

“I had to make so many calls to get these people here,” said Adham al-Fayadh, a tribal sheik and a midlevel official in Allawi's party, the Iraqi National Accord. “I called the heads of the tribes and then they called their members.”

The New York Times

ELECTIONS IRAKIENNES ENTRE VIOLENCE ET ESPOIR

Les Irakiens élisent dimanche leur Assemblée nationale. Le boycott des sunnites et les attentats menacent cette étape importante de l'après-Saddam Hussein.



Vendredi à Bassora. Dans un bureau de vote, des femmes chargées de surveiller le scrutin se cachent le visage à l'arrivée de policiers. Ceux-ci apportent les urnes qui serviront dimanche.

SAMEDI 29 ET DIMANCHE 30 JANVIER 2005



Ce sera, dimanche, le scrutin de toutes les peurs. Peur des candidats, dont beaucoup ne révéleront leur identité que le jour même du vote. Peur des électeurs, eux aussi menacés de mort par une guérilla qui multiplie ses attaques contre la tenue du scrutin, qualifié de «piège abominable» par Abou Moussab al-Zarqoui, le chef d'Al-Qaeda en Irak. Peur des sunnites, qui redoutent une confiscation du pouvoir par les chiïtes, majoritaires. Peur des laïcs, qui craignent l'instauration d'une république islamique. Peur des Kurdes, qui se

demandent si le fédéralisme promis se concrétisera. Peur également des Etats arabes voisins, qui s'inquiètent de la victoire annoncée des chiïtes, laquelle pourrait affecter les rapports de force au Moyen-Orient. Selon une enquête du *Times* de Londres, fondée sur des rapports de firmes de sécurité occidentales, quelque 70 % des Irakiens vivent dans un district qui a subi au moins une attaque terroriste majeure ces trente derniers jours. Pourtant, les autorités irakiennes affichent toujours un optimisme mesuré. Comme Farid Ayar, membre de la Commission électorale natio-

nale, qui, interrogé au téléphone depuis Paris, estimait jeudi que 60 à 65 % des Irakiens iraient voter.

«**Devoir religieux.**» Pour les Irakiens, ce seront les premières élections générales multipartites depuis un demi-siècle. Cent onze partis y participeront. Mais combien d'Irakiens iront voter dans le climat de terreur imposé par la guérilla à un pays qui ne dispose d'aucune tradition démocratique? De la réponse à cette question dépendra la crédibilité d'un scrutin considéré comme essentiel pour l'avenir de l'Irak. Largement majoritaires, les chiïtes vou-

●●● dront voter puisque cette élection leur permettra d'asseoir une suprématie qu'on leur refuse depuis toujours. Les religieux chiïtes ont d'ailleurs largement souhaité le succès du scrutin, en particulier le premier d'entre eux, le grand ayatollah Ali Sistani, qui a assimilé le vote à «un devoir religieux». A Najaf, la grande ville sainte, ses représentants faisaient même vendredi du porte-à-porte pour inciter au vote. Même à Sadr City, quartier constitué en grande partie d'un bidonville de 2,5 millions d'habitants et qui fut l'une des

«**Je n'aime pas [le Premier ministre] Iyad Allaoui mais je voterai pour lui car il défend des idées laïques.**»

Un intellectuel bagdadien

zones les plus dangereuses de Bagdad, on se prépare aussi à voter avec enthousiasme. Chez les Kurdes, on s'attend aussi à une participation importante. En revanche, l'électorat sunnite devrait largement boycotter le scrutin. D'une part, la guérilla multiplie les attaques contre les bureaux de vote dans les régions sunnites. D'autre part, la plupart des partis sunnites, comme le Parti islamique (proche

des Frères musulmans), et le Comité des oulémas se sont prononcés contre les élections. Quelques exceptions toutefois, comme Adnane Pachachi, une personnalité sunnite indépendante qui se présente. Selon un sondage effectué par le Centre irakien pour les recherches stratégiques, les taux de participation seront de 0 % à Ramadi (ouest de l'Irak), 12 % pour la région très volatile de Mossoul (nord) et 14 % dans la province de Salaheddine (nord) — où 476 attaques ont été recensées ces trente derniers jours. «Maison chiite». C'est Bagdad, bien sûr, qui attire tous les regards. Les chiites, majori-

taires dans la capitale, qui voudront voter devront le faire sous de terribles menaces. On y a recensé 798 attaques en trente jours, dont de nombreuses voitures piégées. Les prévisions donnent un large avantage à la Liste unifiée irakienne (LUI), qui rassemble la «maison chiite», c'est-à-dire toutes les formations religieuses, et pourrait obtenir entre 90 et 110 des 275 sièges. Elle compte notamment l'Assemblée supérieure de la révolution islamique en Irak (Asrii, proche de Téhéran) et le Dawa (matrice de tous les partis islamistes chiites dans le monde musulman). Elle a intégré aussi le parti de Ah-

med Chalabi, naguère protégé du Pentagone avant d'être brutalement destitué par les Américains, notamment sous l'accusation d'espionnage au profit de Téhéran. La LUI a été bénie par Sistani, dont la photo figure sur toutes les affiches de la liste. L'Alliance kurde, qui réunit le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), les deux principales formations kurdes, devrait arriver en deuxième position, avec environ 50 sièges. Elle précéderait celle du Premier ministre actuel Iyad Allaoui, qui pour-

rait faire le plein des voix laïques. «Je ne l'aime pas, mais je voterai quand même pour lui car il défend des idées laïques», confiait en novembre un intellectuel de Bagdad.

Même en cas de réussite, ces élections sont à haut risque. Se pose notamment la question du poids politique futur des sunnites, qui devraient être sous-représentés à l'issue du scrutin, au risque qu'ils se radicalisent encore. La rébellion disposerait alors d'un formidable vivier. C'est en tout cas ce qu'espère l'extrémiste Al-Zarqaoui. ◆

JEAN-PIERRE PERRIN

SAMEDI 29 ET DIMANCHE 30 JANVIER 2005



Un jour clé dans la stratégie «libératrice» des Etats-Unis

Si l'élection ne fait pas reculer la violence, Bush a beaucoup à perdre.

Washington de notre correspondant

La sortie, c'est par où? Personne ne sait trop, mais George W. Bush a confiance: il la trouvera car il est le Président qui «fait l'histoire» en attisant le «feu de la liberté» dans le monde. Dans une interview au *New York Times* publiée vendredi, le président américain explique qu'il s'attend à ce que le gouvernement irakien qui sortira des urnes, dimanche, demande aux forces américaines de rester sur place. «Il semble que la plupart des gens en position de commander comprennent qu'ils auront besoin des troupes de la coalition, au moins jusqu'à ce que les Irakiens soient capables de combattre», déclare-t-il. L'enjeu, après les élections, sera selon lui de convaincre les Irakiens que les Américains ne sont plus là comme «occupants» mais comme «soutiens». Et si d'aventure le gouvernement irakien élu demande aux Américains de décamper, ceux-ci le feront sans hésiter: «C'est un gouvernement souverain, qui marche sur ses deux pieds.» Bush évoque la Palestine comme prochaine étape: «Je pense que deux des grandes ironies de

ANALYSE

l'histoire, c'est qu'il y aura un Etat palestinien et un Irak démocratique montrant la voie à tous ceux qui veulent désespérément être libres.»

Opinion déchirée. Alors que l'Irak s'enfonce dans la violence, l'optimisme affiché par Bush a quelque chose de désarmant, mais aussi de rassurant pour les Américains. Les sondages, aux Etats-Unis, montrent une opinion déchirée: les gens n'aiment pas cette guerre (leur taux d'approbation chute

continûment depuis deux ans), mais ils soutiennent l'action de Bush. Parce qu'il n'y a rien d'autre à faire. «Les Américains ne voient pas d'alternative. Pendant la campagne électorale, John Kerry n'a pas offert de vision réellement différente sur la guerre. Les Américains ont jugé que Bush s'en tirerait mieux», commente l'historien Allan Lichtman, spécialiste de la présidence. Aujourd'hui, au Sénat, seul Ted Kennedy, élu du Massachusetts et considéré comme le plus à gauche parmi ses pairs, appelle à un début

de retrait des troupes: il a proposé jeudi de faire rentrer dès maintenant 10 % des GI pour donner un «signal».

Cet argument ne convainc pas encore. Selon un sondage CBS-*New York Times*, 55 % des Américains désapprouvent la façon dont Bush gère la situation (ils n'étaient que 27 % en mars 2003, au début de la guerre) et seulement 40 % continuent à l'approuver (69 % en mars 2003). Mais, selon le même sondage, ●●●

●●● 51 % des Américains estiment que les troupes devraient rester «jusqu'à ce qu'on soit sûr que l'Irak est une démocratie stable» et seulement 42 % souhaitent un retrait «le plus vite possible».

«Les jugements rétrospectifs sur la guerre sont très négatifs, mais cela n'empêche pas les Américains de penser que le Président doit continuer», résume Peter Feaver, de Duke University, qui travaille sur l'analyse de l'opinion publique face à la guerre. Selon lui, le ressort le plus important, dans le jugement que les Améri-

cains portent sur l'occupation de l'Irak, n'est pas le nombre de morts ni le coût pour le budget, mais la perspective d'un succès: «Tant que le public pensera qu'on peut gagner, il acceptera les pertes humaines.» Il rappelle que pendant la guerre du Vietnam, le soutien ne s'est effondré qu'après l'offensive du Têt, en 1968, lorsque les Américains ont commencé à ne plus croire la victoire possible. La question cruciale, ajoute Feaver, n'est donc pas «qui veut mourir pour une erreur?», mais «qui veut mourir pour une cause perdue?». Et du point de vue de l'opinion, «l'événement le plus important cette semaine n'est pas la perte tragique d'un hélicoptère [qui a fait 31 morts], mais bien le scrutin de dimanche: c'est cet événement qui va déterminer la perception sur les chances de victoire».

Projet visionnaire. George W. Bush a compris tout cela. Il cherche donc à transformer la cause fragile de la guerre en une vision beaucoup plus large. C'était le sens de son discours d'investiture, aux accents à la Kennedy, la semaine dernière: il n'a pas prononcé une seule fois le mot Irak mais 46 fois celui de liberté! Il ne

parle plus de l'Irak que comme l'un des maillons d'une stratégie visant à répandre la liberté dans le monde. Et bien sûr, plus aucun officiel américain n'évoque les introuvables armes de destruction massive ou le prétendu lien entre Sad-

dam Hussein et Ben Laden. Ne reste que le grand projet visionnaire, «la liberté aux stéroïdes», comme ont daubé certains commentateurs, pour souligner le fossé entre cette nouvelle rhétorique et la réalité du monde.

Pour la crédibilité de Bush, l'élection irakienne est donc un test capital. Il a fait le pari qu'elle permettrait de faire tomber la violence, comme ce fut le cas en Afghanistan, et d'amorcer un cercle vertueux. Si les faits lui donnent raison, il

pourra continuer à compter sur le soutien, fragile mais réel, de son opinion publique. Dans l'hypothèse inverse, il peut s'attendre à un second mandat de cauchemar. ◀

PASCAL RICHE

Petit concentré d'Irak, la ville pétrolière du Nord fait figure de test

A Kirkouk, les tensions ethniques ravivées

LE FIGARO SAMEDI 29 - DIMANCHE 30 JANVIER 2005

Kirkouk :
de notre envoyé spéciale
Delphine Minoui

Près de la municipalité de Kirkouk, peinte en vert pomme, l'ambiance est à la fête. Les explosions de ces derniers jours n'ont pas fait fuir les distributeurs de posters. Au

contraire. Sous un soleil quasi printanier, des pick-up bariolés font des zigzags à travers les artères principales en appelant les habitants à voter. Les slogans qui s'étalent sur les murs de la ville se déclinent en différents alphabets : arabe, turc, kurde. Ils sont à l'image de Kirkouk : multiethnique, multiculturelle, multireligieuse. A 250 kilomètres au nord de la

capitale, il flotte une ambiance légère, presque trop belle pour être vraie.

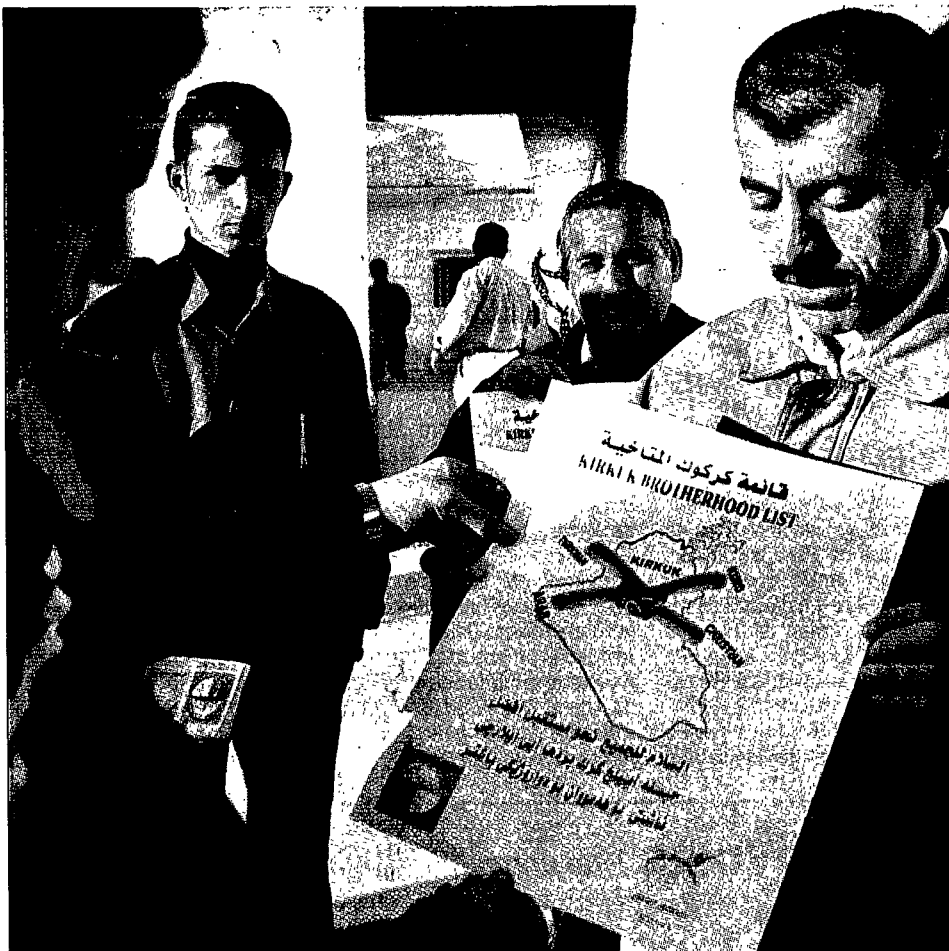
En cette veille d'élection, c'est à la nuit tombée que les démons se réveillent. Il y a dix jours, le QG du Front turcoman a été criblé de balles au petit matin. Les Kurdes, eux, ont vu à plusieurs reprises leurs affiches décrochées en pleine nuit. Sans compter les deux

voitures piégées qui ont explosé, en milieu de semaine, devant un commissariat des environs de Kirkouk.

Après la chute du régime de Saddam, Kirkouk était restée relativement calme, malgré l'explosion tant redoutée entre les différentes communautés de la ville. Aujourd'hui, la campagne électorale a fait resurgir les vieilles rancunes. Ici, ce n'est pas tant la course pour le Parlement irakien qui est au cœur des tensions, mais plutôt l'élection pour les sièges du conseil provincial de Taamim, dont la cité est le chef lieu. Car c'est elle qui déterminera qui, des différentes ethnies, sera majoritaire, et pourra exercer son pouvoir sur les autres.

A l'approche du vote, chacun revendique son droit de regard sur la ville. Chassés de Kirkouk, dès les années 70, par la politique d'arabisation de Saddam Hussein, les Kurdes rêvent de « récupérer » cette ville pétrolière, aux multiples enjeux. Mais les Turcomans ne l'entendent pas de la même façon. Ils scandent haut et fort qu'ils représentent, historiquement, la majorité des habitants. Quant aux Arabes, ils se basent sur le dernier recensement de l'administration de Saddam, réalisé en 1997, et selon lequel ils représentent plus de 58 % de la population.

Au quartier général de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), Ahmad Askari reçoit ses visiteurs avec le sourire. « Logiquement, on devrait remporter ces élections », remarque ce candidat, qui a choisi de rallier la liste de la Fraternité de Kirkouk, qui rassemble les deux grands partis kurdes, aux côtés d'Arabes et de Turcomans modérés. Il a ses raisons. Après avoir menacé, il y a deux semaines, de boycotter les élec-



Un groupe d'habitants de Kirkouk devant une affiche d'un parti politique local. La ville « est un bon baromètre des risques de guerre civile », estime un spécialiste de la société irakienne. (Photo Marwan Ibrahim/AFP.)

La campagne électorale a fait resurgir les vieilles rancunes

tions, les deux grands partis kurdes ont finalement eu gain de cause, en obtenant de la commission électorale que plus de 100 000 Kurdes déportés par le régime baasiste puissent venir voter dans la ville.

Jamal Mohammad, vêtu du traditionnel charwar (pantalon bouffant), fait partie des nouveaux arrivants. Originaire de Kirkouk, emprisonné à Abu Ghraib pendant quinze ans, et frappé sous Saddam d'une interdiction de rentrer chez lui, ce pechmerga est bien déterminé à voter. « Pour la cause kurde ! », dit-il. « J'ai été torturé, à coup de chocs électriques, mon nez a été cassé, ma maison a été détruite. Nous les Kurdes, nous avons trop souffert. On doit pouvoir jouir de nos droits », se justifie-t-il.

Il y a un mois, l'UPK lui a remis une enveloppe de 3 000 dollars pour qu'il puisse reconstruire sa maison, qu'il habitera bientôt avec sa femme et ses six enfants. Comme beaucoup de Kurdes, il n'a pas renoncé au rêve de rattacher Kirkouk à la région semi-auto-

nome du Nord. « Je le dis les yeux fermés : Kirkouk appartient aux Kurdes », lance-t-il.

Les Kurdes n'ont d'ailleurs pas attendu les élections pour se sentir ici chez eux. A l'entrée de la ville, une peinture de leur drapeau rouge-blanc-vert, marqué d'un soleil jaune, envahit la façade du pont. Des portraits colorés de martyrs kurdes ont été accrochés en évidence. De quoi agacer les autres communautés.

Le slogan du Front turcoman en dit long : « Pour maintenir l'identité culturelle de Kirkouk, donnez-nous vos voix. » Subhi Sabir, costume-cravate et moustache droite, le président du bureau de Kirkouk, s'explique : « Avant, c'était Saddam qui nous maltraitait. Aujourd'hui, ce sont les Kurdes qui nous écrasent. Mais on va se battre jusqu'au bout pour ne pas perdre notre place », dit-il. « Et si on nous provoque trop, on est prêt à prendre les armes. » L'homme fait référence à l'assassinat, il y a un mois, d'un

membre de la communauté turcomane.

« Les partis kurdes leur donnent de l'argent à leurs hommes pour qu'ils viennent ici et qu'ils fassent des enfants. »

En retour, les Kurdes répondent que le Front turcoman n'est que l'arrière-cour des autorités turques qui, d'après eux, le finance à 100 %. « Aujourd'hui, les Kurdes monopolisent les meilleurs postes. 80 % des policiers sont kurdes », surenchérit Hassan Ousman Shungul, fervent partisan du Front turcoman.

Dans ce bâtiment décoré du drapeau irakien, une vingtaine de chefs de tribus sunnites se sont donné rendez-vous. Le QG du Parti de « La réunion irakienne républicaine » est en pleine effervescence. « On s'est réunis pour pouvoir faire passer le message dans nos villages : il faut voter pour ne pas se laisser écraser par les Kurdes », souffle le cheikh Wasfi al-Assi. L'enjeu de Kir-

kouk est tel que même l'Association des oulémas sunnites, en faveur d'un boycott national du scrutin, a prononcé une clause d'exception pour les élections provinciales de Kirkouk, dans l'objectif de défier les Kurdes.

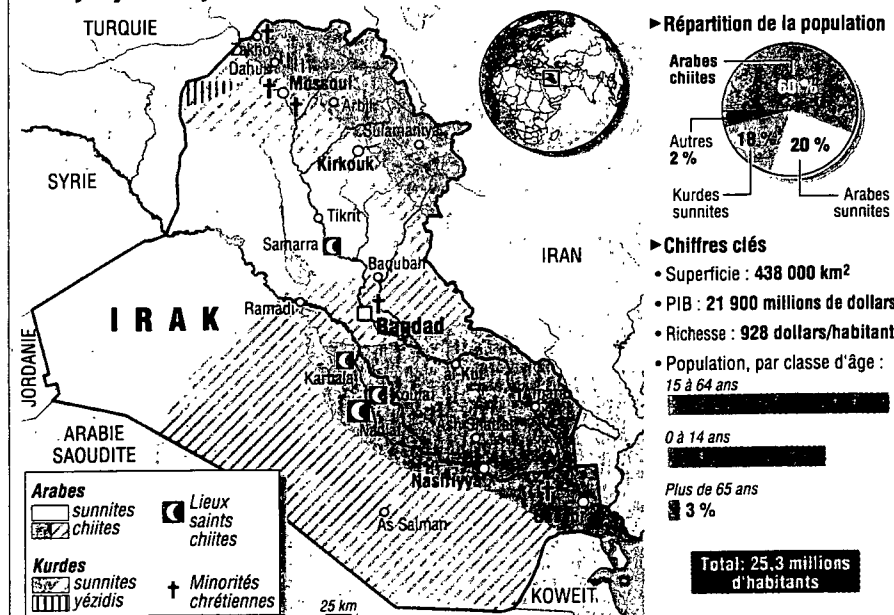
Le cheikh Ghassan al-Hassi fait partie de ceux qui préfèrent régler les problèmes à l'amiable. Mais il reconnaît que les arabes sunnites sont frustrés d'avance, à l'idée de perdre leur pouvoir, qu'ils ont historiquement détenu en Irak. Il n'exclut pas une montée de la violence, après les élections, si les « amis des Américains », comme les Kurdes, remportent le suffrage.

« Kirkouk est un bon baromètre des risques de guerre civile », commente l'analyste irakien Saadoun al-Duleymi. « Avec ses différentes communautés, Kirkouk est un petit échantillon d'Irak. Si les Irakiens ne parviennent pas à résoudre la crise multiethnique de Kirkouk, ils ne réussiront pas à régler les problèmes de l'Irak d'aujourd'hui », prévient-il.

Certaines formations se sont regroupées en coalitions pour affronter les urnes

Plus d'une centaine de partis en lice

Un pays en proie aux divisions communautaires



Plus d'une centaine de partis politiques et de candidats indépendants, ainsi que neuf coalitions, sont en lice pour pourvoir les 275 sièges du futur Parlement irakien. Gardés secrets jusqu'au dernier moment par peur de représailles de la guérilla sunnite décidée à faire échouer le scrutin, les noms de presque tous les 7 663 candidats ont été publiés quelques jours seulement avant le scrutin. Plus que par leurs orientations politiques, les adversaires se définissent le plus souvent en fonction de leurs bases ethniques ou confessionnelles.

► **L'Alliance unifiée irakienne**, aussi appelée la « liste 169 » et donnée grande favorite, est essentiellement constituée de chiites et a reçu l'onction du grand ayatollah Ali Sistani, dont les fatwas ont valeur de loi pour les fidèles. Elle est constituée par les deux grands partis religieux chiites,

le Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak et le Dawa. Se présentent aussi d'autres formations chiites moins importantes, parmi lesquelles le Congrès national irakien d'Ahmed Chalabi, l'ancien conseiller de Paul Bremer aujourd'hui disgracié, le Parti de la vertu islamique et l'Organisation de l'action islamique.

Ces partis chiites affirment ne pas être partisans de l'instauration d'une république islamique de type iranienne, mais certains de leurs adversaires les accusent de dissimuler leurs véritables intentions avant les élections.

► **L'Accord national irakien** est emmené par le premier ministre intérimaire Iyad Allaoui, formation qui comprend aussi des chiites, mais d'orientation laïque.

► **L'Alliance du Kurdistan.** Oubliant leurs anciennes rivalités, les deux principaux partis kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal

Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani ont formé une liste commune, l'Alliance du Kurdistan, avec neuf autres mouvements kurdes. Cette liste est donnée grande favorite au Kurdistan, relançant les

inquiétudes quant à une possible sécession du Kurdistan irakien.

► **Le Parti patriotique Rafidain** a été formé par les principales formations représentant les communautés chrétiennes irakiennes, le Mouvement démocratique assyrien et le Conseil national chaldéen. Le Parti communiste irakien,

longtemps interdit sous Saddam Hussein et recréé à la chute du dictateur est aussi en lice.

► **Autres listes.** D'autres partis, comme le Parti islamique irakien, le Mouvement démocratique indépendant, le Ras-

semblement national irakien, et le Parti monarchique constitutionnel pourraient attirer quelques électeurs sunnites. Mais la grande inconnue reste la participation des provinces sunnites au scrutin, malgré les appels au boycott et les menaces lancées par les groupes de guérilla sunnite.

A. J.

LES IRAKIENS ONT VOTÉ CONTRE LA TERREUR

La participation semble avoir été forte pour la première élection de l'après-Saddam Hussein, malgré le climat de violence.



Hier à Amara (sud de l'Irak). Les habitants rejoignent à pied les bureaux de vote, la circulation en voiture étant interdite.

Les attentats-suicides et les tirs de mortiers, qui ont tué 36 personnes hier, n'ont pas dissuadé les Irakiens de se rendre par millions aux urnes. Ces premières élections multipartites après un demi-siècle de dictature sont donc considérées comme un succès, y compris par les quelques observateurs indépendants qui ont

bravé les risques et par le représentant de l'ONU, le Colombien Valenzuela. «*Les Irakiens ont parlé au monde et le monde a entendu la voix de la liberté venant du cœur du Moyen-Orient. En grand nombre, et malgré de grands risques, les Irakiens ont montré leur attachement à la démocratie. En participant à des élections libres, les Irakiens ont fermement rejeté l'idéologie an-*

tidémocratique des terroristes», a déclaré George W. Bush. Le président américain a souligné que les Irakiens avaient «*encore du chemin à faire sur la route de la démocratie*», mais qu'ils se sont montrés «*à la hauteur du défi*».

Légitimé par les urnes, le nouveau pouvoir de Bagdad n'en aura pas moins la lourde tâche de rallier au processus poli-

tique les sunnites (20% de la population), qui, par peur de la guérilla et inquiets de perdre leur domination politique, ont boudé les urnes. Quelque 14,2 millions d'électeurs étaient inscrits pour élire les 275 députés de l'Assemblée ainsi que les 18 conseils provinciaux et le Parlement autonome kurde. La participation aurait été d'au moins 60% selon la Commission électorale centrale. «*C'est un moment historique pour l'Irak, un jour où les Irakiens peuvent garder la tête haute parce qu'ils défient les terroristes et commencent à écrire leur avenir de leurs propres mains*», a déclaré le Premier ministre par intérim Iyad Allaoui en votant dans la «zone verte», quartier ultrafortifié de Bagdad où est réuni le pouvoir. «*Aujourd'hui, je vote pour la paix. Je ne veux pas que les terroristes tuent d'autres Irakiens comme ils ont tenté de me tuer*», affirmait hier matin Samir Hassan, 32 ans, amputé d'une jambe après un attentat, venu voter dans un bureau de l'ouest de Bagdad. Une heure après l'ouverture des bureaux de vote, un premier attentat-suicide tuait pourtant une personne. Un obus de mortier tombait peu après sur un bureau de vote du quartier chiite de Sadr City, en tuant quatre autres. Sans pour autant décourager la population de cette zone déshéritée: dès l'aube, des files se formaient avec d'un côté les hommes et de l'autre les femmes, vêtues de leur *abaya* noire. Dans la capitale, la participation aurait été de 80%. «*Je ne peux décrire ce que je vois. C'est incroyable. C'est un vote pour l'avenir, pour les en-*

fants, pour l'Etat de droit, pour l'humanité, pour l'amour», déclarait, très ému, le maire de Bagdad, Alaa al-Tamimi.

Le vote a été massif au nord, dans le pays kurde, ainsi que dans les zones chiites du centre et du sud du pays (lire pages 3 et 4). Majoritaires dans le pays (60 % de la population), mais marginalisés depuis des siècles par la minorité sunnite et opprimés par le régime de Saddam Hussein, les chiites espèrent maintenant enfin compter. L'abstention a

été en revanche forte dans les zones sunnites. Mais même à Fallouja, ancien bastion de l'insurrection sunnite dévasté par l'assaut donné en novembre par les forces américaines, la participation a défié les prévisions. «*Nous voulons être comme les autres Irakiens, nous ne voulons pas être toujours dans l'opposition*», expliquait Ahmed Djassim après avoir voté. A Mossoul, troisième ville du pays devenue un fief de la guérilla, beaucoup d'électeurs se sont également

déplacés. Adnan Pachachi, seul leader sunnite à ne pas avoir appelé au boycott, reconnaissait néanmoins que dans cette ville «*la participation était en dessous de [ses] espérances*». La population a presque totalement boudé les

urnes à Tikrit, fief de Saddam Hussein (à 150 km au nord de Bagdad), ainsi que dans la ville voisine de Samarra. Le pays entier était placé en état de siège, isolé du monde, et toute circulation automobile interdite sauf pour les offi-

ciels. Ces mesures ont été apparemment efficaces. Le bilan de la journée s'élève à 36 tués (30 civils et six policiers) et 96 blessés. Le ministre de l'Intérieur, Falah al-Nakib, a déclaré: «*Les violences sont minimes comparé à ce à quoi mes services s'attendaient*.»

M.S. avec AFP, Reuters

► **Le crash d'un avion de transport Hercules de l'armée britannique aurait fait, hier au nord-ouest de Bagdad, jusqu'à 15 victimes militaires.**

Éditorial

Par PATRICK SABATIER

Légitimité

Les premières élections multipartites en Irak n'auront peut-être pas été tout à fait «libres et justes», et il convient d'accueillir avec prudence les chiffres de participation annoncés, et applaudis, de Bagdad à Washington. Ces élections n'en auront pas moins été une victoire éclatante pour les Irakiens, «kamikazes de la démocratie» contre les kamikazes de la terreur qui avaient juré d'empêcher le scrutin. Le jour du vote a été marqué par des attentats sanglants, mais guère plus (hélas...)

qu'un jour ordinaire en Irak. Les menaces n'ont empêché ni les chiites, ni les Kurdes, ni même une partie des sunnites d'exercer leur droit démocratique. Les «jihadistes» et les ex-baasistes, alliés contre le régime né de l'intervention étrangère, sont apparus pour ce qu'ils sont: une minorité violente dont le pouvoir de conviction ou d'intimidation ne s'exerce que sur une partie de la minorité sunnite.

L'exercice, en dépit d'irrégularités et de fraudes possibles, aura donné à l'Assemblée nationale, au gouvernement provisoire et au projet de Constitution qui en seront issus, une légitimité bien plus grande que Saddam Hussein n'en avait jamais eue. Et que celle du pouvoir actuel, installé par les Etats-Unis. A plusieurs conditions néanmoins. D'abord, que le futur pouvoir de Bagdad prouve qu'il ne vise pas à

instaurer un monopole chiite, ni une théocratie. Ensuite, qu'il négocie avec la minorité sunnite, y compris la faction «nationaliste» de la guérilla, pour l'intégrer au processus politique. Enfin, qu'il prépare le retrait rapide possible des forces étrangères dont il dépend pour sa protection. De plus en plus, celles-ci font partie du problème plus que de sa solution.



C'est un succès de la communauté internationale, qui a totalement appuyé, épaulé le processus, avec, bien entendu, les Etats-Unis.»

Jean-François Copé, porte-parole du gouvernement français, hier sur Europe 1

31 JANVIER 2005



«Ces élections sont une bénédiction d'Allah!»

Faisant fi des menaces, la population chiite s'est rendue aux urnes en grand nombre.

A Bagdad, dans le quartier chiite de Sadr City, quadrillé par l'armée et la police irakiennes, les gens se pressaient hier à pied, dans une atmosphère bon enfant, vers les bureaux de vote pour accomplir leur devoir civique. La majorité des électeurs étaient des femmes, faisant la queue patiemment devant des écoles transformées en bureaux de vote. «*Nous sommes très heureuses car c'est vraiment la première fois de notre vie que nous pouvons faire notre choix sans contrainte*», affirmait Saadiya Jaber, 50 ans, favorable au Premier ministre Iyad Allaoui. Dans ce quartier pauvre comme dans tout l'Irak, les «élections», à l'époque de Saddam Hussein, consistaient à déposer dans l'urne un bulletin déjà marqué en faveur du dictateur.

«*Aujourd'hui, c'est la fête de la démocratie. Nous allons choisir la liste que nous voulons*, confirme Hamid Marzouk, 60 ans. *J'ai décidé samedi avec ma famille de voter pour la liste 169*», celle de l'Alliance unifiée irakienne, qui regroupe des partis chiites religieux et qui a reçu la bénédiction du grand ayatollah Ali Sistani. Beaucoup d'autres dans la file d'attente laissaient entendre que cette liste aurait leur faveur.

Dans la ville sainte de Najaf, les chiites enthousiastes se sont également rendus en masse dans les bureaux de vote. De nombreuses Irakiennes drapées de noir, venues en groupes, seules ou accompagnées de leur mari, se sont dirigées vers l'entrée réservée aux femmes, où elles ont été fouillées. Hommes et femmes vo-

tent dans le même bâtiment mais dans des salles séparées.

Selon une première estimation, le taux de participation aux scrutins se situerait autour de 80 % dans la province de Najaf, a annoncé à l'AFP une responsable de la Commission électorale, Bouchra Kazem. «*Ces élections sont une bénédiction d'Allah*», affirme Hassan Tajer, 75 ans, en montrant fièrement l'encre bleue qui macule son index, signe qu'il a voté.

A Bassora, la seconde ville du pays, dans le sud, c'était également jour de fête. Selon Saheb al-Batat, membre de la Commission électorale, près de 75% des habitants ont voté. «*Je n'ai pas peur des terroristes*, affirme Hana Youssef, 27 ans. *Même s'ils me voient avec de l'encre sur mon doigt*.»

AMAR KARIM, envoyé spécial de l'AFP à Bagdad

Ambiance de fête pour les Kurdes d'Erbil

La capitale du Kurdistan autonome a voté dans l'enthousiasme. Et rêve déjà d'indépendance.

Erbil envoyé spécial

D'un air dubitatif, une femme drapée de noir parcourt le bulletin de vote du doigt. Difficile de s'y retrouver dans ce déluge d'appellations. «Combien de listes de candidats sur la feuille? Une centaine, je crois», hasarde l'assesseur. Son adjoint se met à les compter. Comment savoir quelle case cocher? «Oh ici, tout le monde connaît la liste kurde. C'est le numéro 130!» Dans le nord de l'Irak, les élections générales s'apparentent à un plébiscite. Il s'agit moins de choisir un mouvement ou un programme que de faire corps. «Plus la participation sera forte, plus nous aurons de sièges dans l'assemblée de Bagdad. Avant, nous combattions pour le Kurdistan les armes à la main; maintenant, nous luttons avec nos voix», s'écrit Ahmed Taer, un professeur de lycée qui surveille le scrutin. Dès le début de la matinée, hier, de longues files s'étiraient devant l'école de garçons transformée en centre électoral. Les hommes d'un côté, les femmes, presque toutes voilées et lestées d'enfants, de l'autre. Alors que, plus au sud, les autres Irakiens hésitent à se rendre aux urnes par crainte

des bombes ou de représailles, ici, c'est la levée en masse. «On est venus nombreux parce qu'à Bagdad, peu de gens vont voter. Ils ont peur. C'est bien pour nous», explique Salah, électricien de 26 ans.

Chicanes. Les dirigeants kurdes n'ont pas pris de risque. Des dizaines d'hommes en armes patrouillent autour du bâtiment. Une mitrailleuse est installée sur le toit. Comme dans le reste du pays, aucune voiture ne circule sans un permis spécial, délivré au compte-gouttes. Des chicanes de béton interdisent l'accès des rues conduisant à un bureau de vote. Une voiture venant de Mossoul et remplie de TNT a été interceptée samedi à un barrage, aux portes d'Erbil.

Une ambiance presque festive règne dans la capitale du Kurdistan autonome. «C'est un jour très important pour mon peuple!», s'exclame un peshmerga en pantalon bouffant, la tête enveloppée d'un keffieh. Les deux grands mouvements, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), ont même réussi à surmonter leur antagonisme. Ils présentent une liste unique à l'Assemblée constituante irakien-



ne, ainsi qu'au Parlement provincial, mais pas aux municipales, le troisième scrutin du jour. C'est la seule fausse note dans l'union sacrée.

Le PDK entend bien conserver le contrôle d'Erbil. Des tracts avec son sigle et son numéro s'entassent à l'entrée de l'école baptisée du nom de son fondateur, Mustafa Barzani. «Donnez ces papiers à ceux qui ne savent pas lire», lance un officier à ses soldats. La pile disparaît à l'arrivée d'Adnan Mufti, un leader de l'UPK. Qui s'emporte: «Dans certains centres, on ne laisse pas entrer nos représentants! Je me suis plaint au ministre de l'Intérieur.»

Parasols. En marge de la consultation, les électeurs sont appelés à se prononcer sur l'indépendance du Kurdis-

tan. Afin de ménager leurs voisins, les partis affirment être étrangers à un référendum pourtant soutenu massivement par leurs bases. Des urnes en bois ont été placées dans la rue, sous des parasols, à la sortie des bureaux de vote. «Nous les enverrons à l'ONU», annonce un policier. «Que nous soyons libres et qu'Allah nous protège!», s'écrit une femme avant de glisser son bulletin. «De quoi s'agit-il?», s'enquiert un vieil homme. «Tu veux qu'on soit avec les Arabes ou entre nous?», lance l'organisatrice. Son frère et son fils ont été tués par Saddam Hussein. Il n'hésite pas longtemps et appose son index taché d'encre devant le drapeau kurde. ◀

CHRISTOPHE BOLTANSKI

«Chaque matin à Mossoul, tu vois de nouveaux cadavres»

Terrorisés par la guérilla, menacés de mort ou d'enlèvement, chrétiens et kurdes quittent la ville en masse.

Ankawa envoyé spécial

Sami n'a pas participé au scrutin. Il ne figure pas sur la liste électorale locale, mais sur celle de Mossoul, une ville distante de 80 km qu'il a quittée avec les siens, la peur au ventre. Il fait partie des quelques milliers de chrétiens réfugiés à Ankawa, un faubourg d'Erbil, au cœur du Kurdistan irakien. Même s'il était resté chez lui, il n'aurait sans doute pas osé se rendre aux urnes.

A Mossoul, ancien bastion du régime baasiste devenu un des epicentres de la guérilla, «il n'y a pas eu de campagne électorale», selon Sami. Faute d'informations, ses habitants «ne savent pas qui élire». Les

cartes d'électeur devaient être retirées à l'avance auprès des magasins chargés du système de rationnement, toujours en vigueur. «Les vendeurs ont refusé de les distribuer. C'était trop risqué.»

Attentats à la bombe, enlèvements, fusillades, meurtres... Mossoul est aujourd'hui une des villes les plus dangereuses d'Irak. Nombre de ses habitants chrétiens, mais aussi kurdes ou turkmènes, ont pris le chemin de l'exil. «Près de 30 000 des 70 000 chrétiens de Mossoul sont déjà partis. Ceux qui ont de l'argent gagnent la Syrie, avec l'espoir de rejoindre l'Europe ou les Etats-Unis. Les autres débarquent ici», raconte le père Sabri. A Ankawa, son Egli-

se chaldéenne vient en aide à près de 300 familles, dont une cinquantaine arrivées au cours des trois dernières semaines.

Un jeune couple et leurs jumeaux ont trouvé refuge dans une salle de la paroisse. Un de leurs parents servait de traducteur auprès de l'armée américaine. La semaine dernière, ils ont découvert un message devant leur porte. «*Vous n'aurez la vie sauve que si vous allez à la mosquée et prononcez la fatiha*», la déclaration de foi musulmane. «*Nous nous sommes échappés dans la nuit*», explique la femme. Posés contre le mur, trois sacs de jute contiennent des vêtements et une théière enfouis à la hâte. Ils habitaient dans le quartier arabe de Mansour, sur la rive gauche du Tigre. La situation n'a cessé de s'aggraver ces derniers mois. Mossoul est une ville coupée en deux. D'un côté du fleuve, les Arabes, de l'autre, les Kurdes.

«*Ilya des activistes de toutes sortes. Des islamistes, des étrangers, des fedayin de Saddam [l'ex-milice baassiste, ndlr], d'anciens Moukhabarat [services de renseignement, ndlr] ou de simples criminels*», poursuit la jeune femme, qui ne veut pas donner son nom. Toutes les boutiques d'alcool, spécialité des chré-

tiens, ont depuis longtemps été brûlées et leurs propriétaires bien souvent assassinés. En octobre, avant le mois de ramadan, les femmes ont reçu l'ordre de se voiler. «*Les gens n'osent plus sortir*».

Les policiers ne se montrent presque plus, d'après Sami. «*Seules la garde nationale et les troupes américaines patrouillent encore*.» Il a décidé de partir avec les siens lorsqu'une voiture piégée a explosé près de chez ses parents. «*Leur maison est située sur une avenue empruntée par les forces américaines. Il y avait des impacts sur toute la façade. La porte a été projetée dans le jardin*.» Toute personne qui travaille avec les autorités locales ou la coalition est menacée. «*Chaque matin, tu vois de nouveaux cadavres dans les rues, souvent décapités, la tête posée sur le dos ou sur le sol*...»

Beaucoup partent seulement par crainte d'être enlevés contre rançon, une activité criminelle devenue exclusive. «*Des vols? Il n'y a plus de voleurs à Mossoul. A quoi bon voler? s'écrie Sami. Quand une bande a besoin d'argent, il lui suffit d'écrire sur un bout de papier "Donne-nous 30000 dollars sinon on kidnappe quelqu'un de ta famille" et de le jeter devant une porte*.»

Ch.B.

«Vous n'aurez la vie sauve que si vous allez à la mosquée et prononcez la fatiha (conversion à l'islam).»

Message laissé à la porte de familles chrétiennes

Les leçons d'un scrutin confessionnalisés

L'antagonisme entre communautés chiite et sunnite risque de sortir renforcé.

Malgré la terreur, les Irakiens ont voté. Ils l'ont fait massivement, dépassant les prévisions du département d'Etat américain, de l'ONU et même celles de leur propre président intérimaire, Ghazi al-Yaouar, qui s'était avoué vendredi pessimiste sur le taux de participation «*en raison de la détérioration des conditions de sécurité*».

Mais si les Irakiens ont montré un grand courage en bravant les risques d'attentats et les menaces des groupes terroristes, on peut craindre que ce courage traduise aussi une volonté de revanche, celle des communautés chiite et kurde aux dépens des sunnites, qui, jusqu'à la chute de Saddam Hussein, régnaient sans partage sur l'Irak. Les chiïtes ont voté pour les chiïtes, les Kurdes pour les Kurdes, et les sunnites - ceux qui ont voulu coûte que coûte se rendre aux urnes - pour les sunnites.

Il ne pouvait pas en être autrement dès lors que les dirigeants de ces communautés ont exacerbé le vote religieux ou ethnique. En regroupant les principales formations religieuses sur la liste 169 (ou Liste irakienne unifiée), avec la bénédiction du grand ayatollah Ali Sistani et son autorisation de publier sa photo, les chefs chiïtes ont confessionnalisés les élections. Ils ont aussi construit ce qui est apparu comme une machine de guerre contre les sunnites. A la tête de la liste 169, on trouve Abdul Aziz al-Hakim, l'homme le plus proche de Téhéran et le chef des brigades Al-Badr, milice armée chiite qui fait régner la terreur dans certaines villes. Mé-

me les Kurdes, inquiets de l'instauration d'une future théocratie, ont ressenti cette liste comme une menace. Ils ont répliqué en dressant eux aussi une liste réunissant deux grandes formations rivales, le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani, dont le but est d'empêcher la liste 169 de s'emparer du pouvoir. «*Le bloc confessionnel a voulu projeter l'image d'un Irak chiite, musclé et revanchard*», résume Hosham Dawod, anthropologue et chercheur au CNRS.

Mais les dirigeants chiïtes et kurdes ont été encouragés dans leur choix par la politique de l'administration américaine. Car si l'Irak de Saddam reposait sur l'hégémonie sunnite, celui de l'après-Saddam

fois que je rencontre un des chefs de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak [ASRII, l'un des deux grands partis confessionnels chiïtes, ndlr], il me parle des sunnites comme des suppôts de Saddam Hussein. Impossible de le convaincre du contraire», soulignait en novembre un diplomate européen à Bagdad. La réciprocité est vraie. Comme du temps du rais, les partis chiïtes sont encore perçus par les sunnites comme inféodés à l'Iran. Les sunnites vont-ils tendre un peu plus l'oreille aux islamistes radicaux qui, comme le Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, poussent le pays sunnite à la sédition? C'est le principal point noir du scrutin. Reste que l'exemple de Fallouja, qui fut le quartier général de la rébellion jusqu'à sa destruction en novembre par l'armée américaine, a montré que la politique de terreur exercée par ces groupes sur la population a ses limites. «*S'il n'y avait pas eu une telle terreur des groupes terroristes sur la population sunnite, il y aurait eu une participation nettement supérieure de sa part. D'une façon générale, les élections sont un camouflet pour ces groupes. Elles ont montré qu'ils étaient beaucoup plus isolés qu'on le croyait*», analyse Hosham Dawod.

Les résultats du scrutin auront donc une grande importance pour l'avenir de la minorité sunnite. Une trop large victoire de la liste 169 aurait pour elle un effet épouvantail et pourrait la pousser à se réfugier dans le giron des groupes les plus radicaux. ◀

JEAN-PIERRE PERRIN

ANALYSE

obéit à une logique presque aussi dangereuse: les quotas communautaires que Washington a imposé dès la composition du Conseil de gouvernement transitoire, le 13 juillet 2003. Celui-ci se voulait le reflet de la mosaïque irakienne. Dans les faits, il a signifié aux sunnites (qui n'avaient obtenu que 5 postes sur 25, soit le même nombre que les Kurdes, contre 13 pour les chiïtes) le début de leur marginalisation. En juin 2004, le Conseil de gouvernement a été lui aussi formé à partir d'une répartition confessionnelle.

En fait, même si Saddam Hussein est sorti de l'histoire irakienne, son ombre a continué de planer sur le scrutin. «*Chaque*

La participation des Kurdes s'élèverait à 80%

Enthousiasme au Kurdistan

Arbil : Delphine Minoui

Nazar Mohammad a mis sa robe des beaux jours. « *Aujourd'hui, c'est un moment spécial pour les Kurdes d'Irak* », sourit cette jolie brune, en faisant la queue devant l'Institut de formation des professeurs d'Arbil, transformé en bureau de vote. « *Je suis venue pour que nos droits, volés par Saddam Hussein, soient respectés dans le futur Irak* », dit-elle, en s'amusant à pivoter sur ses hauts talons. Un peu plus loin, des hommes en pantalon bouffant entament une danse folklorique. « *Les Kurdes sont vivants!* », fredonnent-ils.

Dès les premières heures du scrutin, la plupart des centres ont été pris d'assaut, dans une ambiance de fête. D'après l'analyste kurde Khaled Salih, « *l'estimation de la participation est de 80 % au Kurdistan* ».

La sécurité a été renforcée pour l'occasion. Sur les toits des bâtiments officiels, de jeunes soldats montent la garde. Devant les bureaux de vote, la fouille est obligatoire. Car en dépit du calme apparent, tout peut arriver. Arbil se trouve à 80 kilomètres de la ville rebelle de Mossoul, nouveau bastion des insurgés. Personne n'a oublié ici les attentats sanglants de février dernier, qui tuèrent une centaine de personnes, aux sièges des deux grands partis kurdes, le

PDK et l'UPK. Mais on est loin de la psychose qui règne à Bagdad. Ici, les policiers prennent tranquillement le temps d'échanger quelques propos avec les journalistes étrangers, en grignotant des pâtisseries locales. Les nouvelles qui viennent de la ville voisine de Sulamaniya confirment la gaieté ambiante. « *On a la sensation que la population célèbre un événement particulier* », confie, par téléphone, l'écrivain Karim Qafour.

Ce n'est pas la première fois que les Kurdes participent à un scrutin. Après leur soulèvement contre l'ex-raïs de Bagdad, et la déclaration de l'autonomie du Kurdistan, ils ont élu leur Parlement régional en 1992, puis leurs trois conseils provinciaux en 1999. Mais cette fois-ci, les Kurdes ont été appelés à voter trois fois : pour l'Assemblée nationale, pour le Conseil provincial, et pour le Parlement kurde, qui compte 111 sièges.

Hamad Amin, pechmerga de 68 ans, est un peu déstabilisé par les documents à remplir. Mais il comprend vite que le choix n'est pas si large, les deux grands partis kurdes ayant décidé de s'allier sur une liste commune, avec d'autres petites mouvances comme les communistes, les Assyriens ou le parti islamique. « *Je vote donc kurde pour l'Assemblée nationale. Et pour l'élection locale, c'est vers le PDK, - qui contrôle la zone d'Arbil -, que je donne mon bulletin, car il s'est toujours battu*

pour nous », dit-il. La plupart des Kurdes font comme lui : « *Nous avons été torturés, nos villages rasés, nos frères attaqués au gaz chimique. Mais beaucoup de pays ne savent toujours pas qu'il existe des Kurdes en Irak. Alors on vote en masse pour que le monde entende notre cri* », explique Hamad.

Dans cette élection sans suspense, les Kurdes devraient rassembler entre 70 et 90 des 275 sièges de l'Assemblée nationale irakienne. De quoi leur permettre de défendre bec et ongles le fédéralisme et leur droit de regard sur la ville pétrolière multiethnique de Kirkouk. Mais également une certaine idée de la laïcité, face aux partis chiites religieux... Avec en ligne de fond, aussi, ce vieux rêve d'un Kurdistan indépendant. Un sujet plus que jamais au goût du jour, à en croire les petites tentes installées devant les bureaux de vote. Flanquées du drapeau kurde, elles ont été, hier, le refuge d'un référendum officieux, toléré par les officiels d'Arbil - pour l'indépendance du Kurdistan.

Il fallait choisir entre deux options : « *Que le Kurdistan fasse partie de l'Irak* » ou « *Que le Kurdistan soit indépendant* ». Comme la plupart de ses concitoyens, Nazar Mohammad, n'a pas hésité. « *Ma fille de 10 ans ne parle pas l'arabe, elle n'a jamais mis les pieds dans le reste de l'Irak. C'est pour sa liberté d'être kurde que j'ai voté.* »

LE FIGARO LUNDI 31 JANVIER 2005

Bien que le nombre d'inscrits soit resté faible

En France, les électeurs ont voulu peser sur l'avenir

Tanguy Berthemet

Hussein Jafer a pris l'air grave qui convient à ce moment solennel. Pour la première fois, à 54 ans, l'occasion lui est offerte d'« *influer un peu sur le destin* » de son pays natal. Hier matin, il a donc voté, « *sans états d'âme* ». « *C'est vrai que l'Irak est occupé par des troupes étrangères. Mais c'est mieux que rien* », ex-

plique-t-il. Il reconnaît aussi « *qu'il ne vote pas pour lui* », dont la vie est maintenant en France, mais « *pour les autres restés au pays* ». Pour autant, le choix n'a pas été simple pour ce chiite laïc, déchiré entre son envie de voir sa communauté, majoritaire en Irak, « *enfin peser de tout son poids* » et sa peur « *d'une dérive communautariste ou religieuse* ».

Ce week-end, dans l'école désaffectée du XIII^e arrondisse-

ment de Paris, transformée en centre de vote pour les expatriés irakiens, les hésitations d'Hussein étaient l'exception. Les électeurs se hâtaient vers les urnes sans un regard pour les affiches vantant les mérites de la centaine de partis en compétition. Comme Iva Saïd, ils avaient déjà arrêté leur choix. Cette jeune femme, « *chiite modérée* », épaulée par le premier ministre Iyad Allaoui. « *C'est le plus raisonnable* », affirme-t-elle. Hésiter ? La question paraît incongrue

à Albert Hamarash. Kurde, il soutient « *naturellement* » les siens. « *Pour nous, qui avons tant souffert du régime de Saddam Hussein, ce scrutin est une immense occasion d'être enfin reconnus* », lance-t-il.

Son unique regret reste que les Kurdes, qui forment l'immense majorité de la diaspora irakienne de France, ne se soient pas plus mobilisés. Sur les quelque 8 000 électeurs potentiels recensés en France par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), chargée de l'organisation du vote à l'étranger, seuls 1 041 se sont en effet inscrits. La bonne participation, plus de 60 % dès hier matin, n'apparaît donc que comme une demi-réussite.

Washington estime que la participation massive des Irakiens conforte sa stratégie.
Mais le spectre d'une alliance entre l'Iran et l'Irak préoccupe les pays du Moyen-Orient

Bush a remporté son pari électoral

Washington :
de notre correspondant
Philippe Gélie

C'est la deuxième élection en trois mois remportée par George W. Bush. Peut-être plus aléatoire encore que la présidentielle américaine de novembre dernier, le scrutin d'hier en Irak a dépassé les attentes du chef de la Maison-Blanche, qui mise son second mandat sur la propagation de la démocratie pour faire échec au terrorisme. Certes, le vote s'est accompagné d'attentats qui montrent les limites de l'intervention militaire, mais il n'en constitue pas moins un succès politique et idéologique pour Washington.

Le président l'a même qualifié hier de « succès retentissant » lors d'une brève déclaration à la Maison-Blanche. Il a félicité « le peuple irakien pour cet accomplissement historique », exaltant « le courage des patriotes » qui ont « refusé d'être intimidés par les voyous et les assassins » et manifesté « à grands risques leur engagement pour la démocratie. » L'Irak « a parlé au monde et c'est la voix de la liberté que nous entendons », a déclaré George W. Bush. Il reste « du chemin à parcourir sur le chemin de la démocratie, mais les Irakiens prouvent qu'ils sont à la hauteur du défi. »

Résistant un peu mieux à l'euphorie, Condoleezza Rice, le nouveau chef de la diplomatie américaine, avait rappelé auparavant que « cette élection n'est pas parfaite » et que « beaucoup de difficultés nous attendent. » Mais, vue de Washington, la perspective que « les insurgés et les terroristes poursuivent leur guerre contre la démocratie » ne

nuit pas à la démonstration. Le président américain voit ses convictions profondes renforcées par les longues files d'attentes devant les bureaux de vote : « Le peuple irakien a pris le contrôle légitime du destin de son pays, il a choisi la liberté et la paix. »

Rien n'était moins sûr jusqu'à la veille. George W. Bush avait renoncé à un week-end à Camp David pour suivre le déroule-



Un marine américain monte la garde devant une file d'attente, hier dans la province d'al-Anbar, à vingt-trois kilomètres à l'ouest de Bagdad. (Photo Erik de Castro/Reuters.)

ment du scrutin depuis la Maison-Blanche. Samedi, il a été longuement « briefé » dans le Bureau ovale par le patron de la CIA, Porter Goss, et son conseiller à la sécurité nationale, Steve Hadley. Les signaux s'annonçaient plutôt sombres : une roquette avait frappé l'ambassade des États-Unis à Bagdad, tuant deux personnes et en blessant cinq.

Les responsables de l'Administration s'étaient employés à diminuer les attentes, tant pour le taux de participation que l'impact sur la pacification du pays. Mais ils ont gardé le cap, résistant aux appels à reporter le vote ou à fixer un calendrier de retrait des troupes. Les néoconservateurs, plus que les autres, tireront avantage de leur foi en une stratégie volontariste : « Le Salvador a eu des élections en pleine guerre civile et ça a bien marché », plaideait Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense, dans une allusion au scrutin de 1982 où les électeurs avaient voté sous les tirs de la guérilla.

Les bénéficiaires, pour Washington, devraient être à la hauteur des enjeux. En confirmant la rhétorique de George W. Bush, les Irakiens consolident la position du président

vis-à-vis de l'opinion américaine, à un moment où 52 % doutent que la guerre en Irak vaille le prix humain et financier payé par les États-Unis. Un échec aurait certainement dopé les élus du Congrès qui, comme Edward Kennedy, demandaient l'amorce « immédiate » du départ des troupes.

L'élection renforce aussi sa position vis-à-vis des alliés les plus dubitatifs, à trois semaines d'un voyage de « réconciliation » en Europe : « Les analystes qui réduisent la guerre en Irak à une résistance « nationaliste » contre l'occupation américaine devraient être pressés d'expliquer les événements des dernières semaines », écrivait hier le *Washington Post*, soulignant la mobilisation en Irak en faveur du scrutin.

Sur le plan politique, le vote marque aussi un tournant.

L'Irak aura bientôt un gouvernement représentatif, sorti des urnes et non plus émanant de la volonté américaine. Si, en plus, le premier ministre intérimaire actuel, Iyad Allaoui, est reconduit, ce sera tout bénéfique pour Washington, qui tient là un partenaire idéal. George W. Bush a eu beau jeu de promettre que, si Bagdad l'exigeait, l'armée amé-

ricaine plierait bagage sans discuter : « La plupart des dirigeants comprennent qu'ils auront besoin des troupes de la coalition au moins jusqu'à ce que les Irakiens soient capables de se battre », a-t-il dit au *New York Times*. Traduction d'un responsable au département d'État : « Des candidats ont inscrit le départ des troupes dans leur programme, mais quand ils viendront siéger à Bagdad, ils nous demanderont de rester parce qu'ils auront peur d'être tués. »

Soucieux d'assurer la légitimité du processus politique qui s'amorce, les Américains comptent sur les vainqueurs chiites de l'élection pour ouvrir aux sunnites le cercle chargé de rédiger la Constitution définitive du pays. L'Administration met l'accent sur les autres occasions pour les sunnites de « monter dans le train de la démocratie » : lors du référendum sur la Constitution prévu en octobre, et lors des nouvelles élections générales de décembre 2005.

D'ici là, les forces de la coalition ont une bonne raison de rester : « apporter leur aide à la démocratie », a dit hier Condoleezza Rice. Le Pentagone a élaboré des plans pour transférer la sécurité aux Irakiens dans

certaines provinces pacifiées dès le printemps prochain. Cela donnerait le premier signal du rapatriement très progressif des troupes d'occupation.

Les régimes arabes inquiets de la percée chiite

Beyrouth :
Sibylle Rizk

Les dirigeants des pays arabes voisins de l'Irak assistent avec inquiétude à une première dans l'histoire contemporaine : la consécration de la prise du pouvoir de la communauté chiite dans un pays arabe, et non des moindres. Considérés comme hérétiques par l'islam sunnite, qui est très largement majoritaire dans la région, les chiites forment une minorité de 10 % environ à l'échelle du monde musulman. En Irak en revanche, ils composent la majorité de la population, avec quelque 60 % du total. Des pays comme l'Arabie saoudite, champion du rigorisme sunnite, ou encore le Koweït, appréhendent l'impact de la résurgence du chiisme irakien sur leurs minorités chiites, avides de reconnaissance.

Ces préoccupations ne sont

exprimées qu'à mots couverts : le chef de la diplomatie koweïtienne a dit craindre un réveil du « sectarisme ». Le roi de Jordanie,

Abdallah II, a déclaré plus explicitement redouter l'influence d'un « croissant » chiite qui irait de l'Irak au Liban, en passant par l'Irak et la Syrie. Cette dernière, bien que majoritairement sunnite, est dirigée par la minorité alaouite, une émanation dissidente du chiisme. Elle a surtout noué une alliance étroite avec Téhéran.

Derrière la coloration confessionnelle du discours se cache la crainte de l'impact des bouleversements en cours en Irak sur l'ordre régional et la stabilité des régimes. « Tout le monde est conscient que l'Irak constitue un vrai laboratoire pour deux problèmes qu'on retrouve, sous une forme ou une autre, dans la plupart des pays de la région : la question nationale, symboli-

sée par les relations entre Kurdes et Arabes, et la question confessionnelle, avec le rapport entre chiïtes et sunnites », observe Chibli Mallat, professeur de droit et spécialiste du chiïsme irakien.

« Ce qui effraie plus particulièrement les régimes voisins, c'est la consécration du principe majoritaire, à travers des élections libres, une première dans la région », poursuit-il. Au-delà de la dénonciation d'un chiïsme rampant, c'est donc l'idée démocratique elle-même qui met mal à l'aise les classes dirigeantes, dans des pays encore largement autocratiques.

Pour Nizar Hamze, professeur de sciences politiques et spécialiste des mouvements islamistes, les régimes arabes sont inquiets depuis les attentats du 11 septembre 2001 qui ont poussé Washington à réévaluer ses alliances dans la région. « Depuis le renversement du chah d'Irak en 1979, les principaux alliés des États-Unis dans le monde musulman étaient des pays sunnites, de l'Égypte à la Malaisie en passant par l'Arabie saoudite ; aujourd'hui, ces derniers voient d'un mauvais œil les relations entre Washington et les chiïtes, d'autant qu'eux-mêmes se sentent en porte à faux par rapport à leur population, agitée par les idées salafistes et gagnée à

l'antiaméricanisme », dit-il.

Dans cette recomposition d'alliances, rien n'est exclu, y compris un rapprochement entre

Washington et Téhéran, estime Nizar Hamze, car le régime iranien « a montré une étonnante faculté d'adaptation, démentant depuis vingt ans toutes les analyses qui prédisaient son effondrement ». Les pays sunnites appréhendent un retour en force de l'Irak, dont les ambitions régionales pourraient se réaliser grâce à une association avec les chiïtes d'Irak.

Ce scénario repose sur les liens transnationaux qui existent dans les milieux cléricaux chiïtes. Mais les experts conseillent de ne pas en surestimer la force. Feu l'ayatollah Khomeyni avait ainsi tenté sans succès de les mobiliser pour exporter la révolution islamique. La rivalité entre les grands centres théologiques de Nadjaf, en Irak, et de Qom, en Iran, dont les implications sont autant spirituelles que matérielles, témoigne à elle seule de la complexité des relations entre les deux grands voisins du Golfe.

L'Iran a l'œil rivé sur son voisin du Golfe

Delphine Minoui

Sur la route enneigée qui serpente entre Kermanshah, à l'est de l'Iran, et le poste-frontière de Khosravi, des panneaux indiquent régulièrement le nombre de kilomètres à parcourir avant d'atteindre Kerbala. La ville sainte, qui héberge le mausolée de l'imam Hussein, vénéré comme un saint chez les chiïtes, se trouve en territoire irakien. Mais pour les Iraniens, c'est un peu de « chez eux » qu'il s'agit. Kerbala, mais aussi sa voisine Nadjaf, ont vu défilier leurs ancêtres, partis faire du com-

merce, ou enterrer leurs morts au « cimetière de la vallée de la Paix », un des plus grands du Moyen-Orient.

Sous Saddam Hussein, - en guerre contre l'Iran de 1980 à 1988 -, les Iraniens, majoritairement chiïtes, ont été privés de leurs lieux favoris de pèlerinage. A la chute du régime, en avril 2003, ils se sont rués par milliers sur le tombeau de leurs imams préférés. Le récent embrasement du pays y a rapidement mis un terme. Alors, en cas de victoire des partis chiïtes aux élections irakiennes, c'est l'espoir d'un retour à la normale qui flotte dans l'air de Téhéran.

Pour les autorités iraniennes,

c'est aussi une aubaine, celle de voir émerger un pays frère, après des années de tensions. « L'ancien régime avait exclu l'Iran d'une région où elle jouit d'une sphère d'influence naturelle », commente Simon Kitchen, analyste chez Eurasia Group.

Mais une multitude de questions s'imposent : la victoire des chiïtes en Irak sera-t-elle l'occasion de récupérer un droit de regard sur les villes de Nadjaf et Kerbala, d'étendre le pouvoir théocratique chiite, et, par la même occasion, de réaffirmer les tendances safavides et persanes de l'Iran, en cherchant à élargir le contrôle sur la région ?

Au cours des derniers mois, les critiques relatives à une ingérence iranienne dans les affaires de l'Irak n'ont cessé de pleuvoir sur Téhéran. L'actuel ministre irakien de la Défense, Hassan Shaalan, a reproché à l'Iran de « financer les insurgés », et d'être « l'ennemi le plus dangereux de l'Irak et de tous les autres Arabes ». De son côté, le président Ghazi al-Yaouar a accusé Téhéran « d'avoir dépensé beaucoup d'argent pour les élections ». Le chef des services de renseignement irakien, Mohammad Abdullah Shaouani, a également

no Sunni representation" in the new government, congratulated Iraqis for taking "an important step forward."

It will be some time, however, before the level of Sunni representation will be known.

Across the Middle East, there was a broad sense of optimism, tempered with some reservations.

In Tehran, Iranian officials welcomed the elections but said it remained unclear that the United States

would fully accept a democratic Iraq. Akbar Hashemi Rafsanjani, the former president, said that if Iraqi elections were "free and clean" and led to genuine self-rule by a government not allied to the United States and Israel, then it would be "a good example for many countries."

But in comments reported by Agence France-Presse, he added: "I think the Americans and Iraqi Baathists do not want this to happen." Headlines across the Arab world ranged from cautious to

jubilant.

Al-Ittihad, an Abu Dhabi daily, declared: "The new Iraq is born today." The Arab News of Saudi Arabia spoke of a "much-needed-victory for moderation." But Al-Sharq, based in the U.S.-allied emirate of Qatar, was reserved, saying: "We don't want to drown in optimism. For we know that the election in Iraq aims for democracy, but it is not held in such an atmosphere."

In Washington, Democratic legislators welcomed the Iraqi elections, though in more subdued tones than used by the administration.

Senator John Kerry, the unsuccessful presidential candidate, called the vote "significant" but added that "no one in the United States should try to overhype this election."

"What really counts now," Kerry said on NBC-TV, "is the effort to have a legitimate political reconciliation, and it's going to take a massive diplomatic effort and a much more significant out-

reach to the international community than this administration has been willing to engage in." He added a stark warning: "What the administration does in these next few days will decide the outcome of Iraq."

Belgium, a leading critic of the war, said that it was prepared to help Iraqis draft a constitution. Saying that "Iraqis have chosen resolutely to take their destiny in their own hands," Foreign Minister Karel De Gucht offered the services of Belgian constitutional-law specialists. The Associated Press reported from Brussels.

In Washington, Secretary of State Condoleezza Rice said that Iraqis had taken "a huge step forward" and she declared Sunday to have been "a great day."

Visibly buoyed, Rice said that other governments had "to realize that it is our obligation to continue to spread freedom and liberty across the globe."

International Herald Tribune

The real battle for Iraq comes next: drafting a permanent constitution

Among the most contentious issues in the debate will be federalism and the role of Islam in legislation, reports Roula Khalaf

Iraqis yesterday completed a crucial step in their country's traumatic democratic transition. But if their first pluralist elections in 50 years are now behind them, the more decisive battle for the future of Iraq is just beginning.

The primary responsibility of the 275-member national assembly chosen yesterday - apart from picking the next government - is to draft Iraq's permanent constitution.

The exercise will have to balance delicately the competing aspirations of Iraq's main ethnic and religious communities and find a compromise between secular and religious forces.

If successfully achieved it could set Iraq on a more stable course. If badly handled, it could plunge the country into sectarian warfare.

Iraq's constitution will either enshrine sectarianism or seek to dilute it. It will decide whether the country should be governed by a quota system, giving each community a predetermined role and number of parliamentary seats, or allow for a more open democracy in which Iraqis would learn to vote on non-sectarian lines.

Among the most contentious issues in the constitutional debate will be the role of Islam in the state and in legislation, and the nature and practice of federalism.

Iraqis will not be starting from scratch. Last March, after weeks of wrangling, the former Governing Council, working with the US authorities in Baghdad, agreed the so-called Transitional Administrative Law.

This interim constitution is to govern the country until a permanent draft is approved in a referendum in October (though a six-month delay is allowed). General elections are to follow two months later.

The relevance of the TAL has been questioned. Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the highest-ranking cleric for the Shia majority, said he had objections to it and insisted that it not be endorsed by United Nations resolutions. It is unclear whether he will seek amendments, particularly as the coalition he has backed is expected to emerge as the largest bloc in parliament.

One of the difficult compromises reached in the TAL - and insisted upon by Mr Sistani - was the definition

of Islam as "a source of legislation". The TAL also says "no law that contradicts the universally agreed tenants of Islam" can be enacted.

Shia parties that are set to have a large presence in the national assembly insist they do not strive for an Iran-style theocracy. The

more dominant they are, however, the more they will use their influence to strengthen the role of the religious establishment in overseeing legislation and, perhaps, in insisting that family law at least be based on the Sharia (Islamic law).

Among the minority Sunni Arab community, some groups that boycotted yesterday's elections, including the Iraq Islamist party, have said they would take part in the constitutional debate. Though most of Iraq's Sunni population is secular, Sunni Islamists could prove more

radical in their religious demands than the Shia.

The Kurds, the other important minority, are proponents of a more secular state but their main concern is to safeguard their autonomy in northern Iraq. The TAL describes the system of government in Iraq as "fed-



eral", with the regional divisions based on geographic and historical realities rather than religion or ethnicity.

But how federalism works in practice, and where the boundaries of the federal Kurdish region in northern

Iraq are drawn, will be highly contentious issues. The future status of Kirkuk, the oil-rich city that Kurds want incorporated into their region, is most sensitive.

The TAL says the permanent resolution of disputed territories, including Kirkuk, should be deferred until a

census is conducted and a permanent constitution is ratified. But Kurds are likely to press for an earlier resolution.

However, concessions to the Kurds on Kirkuk could set a dangerous precedent for the southern regions,

home to most of Iraq's oil fields. Three southern provinces, including Basra, have

already held talks on forming their own autonomous region.

Further north, Iraq's Sunni Arab community is generally opposed to federalism but might be persuaded to drop its opposition in return for other concessions. Like other communities, Iraq's Sunni, predominant in three provinces, in effect have a veto over the consti-

tutional draft. According to the TAL, the constitutional referendum fails if two-

thirds of voters in three or more governorates reject it.

Not surprisingly Mr Sistani strongly objected to this restriction. "Shias know that if we write a constitution detrimental to the Sunnis and not consensual, the three Sunni governorates

will veto it," says Muwaffaq al-Rubbaie, a Shia list candidate and Iraq's national security adviser. "It could become a vicious circle. But it could also force people to get into a consensus and understand that Shias, Kurds and Sunnis cannot get all their demands."

KURDS

'I remember how we fought hard for many years for this'

By Gareth Smyth in Arbil

Turnout was high yesterday morning as the Kurds of northern Iraq went to the polls. Old and young, men and women, city-dwellers and villagers, walked to polling stations or travelled in buses from far-flung valleys high in the mountains.

Threats from insurgents to attack polling stations cut no ice with people who had survived some of the worst brutalities of Ba'ath party rule under the ousted dictator Saddam Hussein.

"Kurdish people were tortured, and we have the same rights as anyone in the world to vote without being blown up," said Bariar Kamal, a man of 20 in Arbil with jeans and slicked-back hair. "I'm young but I still remember how we fought so hard for many years for this."

Most voters had few thoughts of political nuances in Baghdad or the winds of international diplomacy blowing in Iraq.

"We are free to vote, and we are voting for Kurdistan," said Mohammad Qadr, a man in Arbil in his 60s with a traditional Kurdish turban and baggy trousers.

The Kurds are expected to have voted overwhelmingly

for the list, agreed by the main Kurdish parties, committed to an autonomous Kurdistan within a federal Iraq.

"I am delighted to be here with my sons and daughters," said Sitti Mohammad, a 52-year-old woman in a traditional black gown, or abaya, in the town of Barbarash, 20km east of Mosul. "This is the first time I have ever voted - apart of course from the time when we could choose only Saddam Hussein."

At the town of Altun Kupri, in Kirkuk province, voters included Kurds expelled in the 1980s by the regime in a policy of "Arabisation".

"We grew up with the Kurds and we are brothers," said Qaysar Fazel, a headteacher. "I am a Turkoman and I teach lessons in Arabic. People here want to live together."

Ali Ahmed Hassan, a 71-year-old Sunni Arab in a black and white kaffiya (headscarf), said he had voted "for Iraq".

"I love my homeland and its people, and I like everyone - even foreigners - who is good," he said. "Under the monarchy [overthrown in 1958] you could sleep anywhere and not be troubled. Then Saddam Hussein came

and brought only wars, wars, wars. My son disappeared fighting Iran [in the 1980-88 war]. What was the point of it all?"

Tight security reassured voters, with clear co-operation between forces of the Kurdish regional administrations, the Iraqi National Guard and US forces.

One US commander in Kirkuk province paid tribute to the local police chief, a former Kurdish peshmerga, with whom he recently survived an assassination attempt.

"The police have worked very hard and our role today has been essentially background," he said.

Kurdish forces two days ago intercepted a car loaded with TNT on a back road between Mosul and Arbil.

"There have been a number of small incidents in Arbil in recent days, but this was much bigger," said a security official. "Thankfully, we caught the bomber."

The poll puts Iraq's 5m Kurds, nearly two years after the fall of Mr Hussein, at a crucial point in their troubled history.

The Kurdish leaders are expecting their list to win at least 75 of 275 seats in the new assembly, to take forward the cause of establish-

ing an autonomous Kurdistan. Kurdish officials have recently suggested they may press for the parliamentary speakership in the new parliament to influence the drawing up of the new constitution.

Reflecting the growing assertiveness of the Kurds, an unofficial referendum movement yesterday placed tents outside polling stations for an unofficial vote on independence from Iraq.

Middle-level officials from the Kurdistan Democratic party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the two main Kurdish political parties, have helped the campaign, which they believe gives them greater leeway in negotiations in Baghdad leading to a second election, which will also endorse a new constitution, in December.

Mohammad Tawfiq, a senior official in the PUK, recently told the FT he expected a figure from the Shia religious parties to replace Iyad Allawi, who he said had failed as prime minister.

But Nichervan Barzani, prime minister of the administration run by the KDP in Arbil, said Mr Allawi had been "to a great extent successful".



FINANCIAL TIMES MONDAY JANUARY 31 2005

Mixed message as Sunnis go to polls

Rory McCarthy in Baghdad

Higher than expected numbers of Sunni Muslim voters appear to have turned out at the polls yesterday in the regions of Iraq that have been worst affected by the insurgency.

Election officials in Baghdad made early claims suggesting more voters than expected in the provinces across central and northern Iraq, where resentment at the US occupation has been strongest.

"The numbers were very good, in contrast to our expectations," said Adil al-Lami, the chief Iraqi electoral officer. Several militant groups had warned Iraqis in these areas not to go to the polls and one Sunni party had withdrawn itself from the ballot.

There were reports, however, that in some areas election workers were too frightened to work and that polling stations did not open.

A security clampdown, in which private cars were banned on the streets yesterday, meant it was difficult to get a clear picture of the voting in the more dangerous Sunni regions.

In Baghdad there were at least nine suicide bombings, mostly targeted in the western Sunni districts and yet witnesses spoke of queues of people lining up to vote. In Yarmouk, a wealthy district where many former Ba'athists and army officers have large villas, crowds of voters were seen at some polling stations. "It was just like the days when people were voting for Saddam. There were lots of people in the street going to vote," said Saif Safa'a, 22, a student. "I would say three-quarters of the people in Yarmouk went to the polls. Nobody seemed to care about the resistance."

Even in Falluja, a city half destroyed by an American assault last November, there were reports of a stream of people turning out to vote. "We want to be like other Iraqis, we don't want to be al-

ways in opposition," one voter, Ahmed Jassim, told Reuters.

Falluja became a symbol of the Iraqi insurgency last year when several militant groups made their bases in the city. Election officials allowed people to register and vote on the same day in the province to encourage voters.

In Baquba, a mixed Shia-Sunni town north-east of Baghdad, there were reports of crowds going to vote. In one polling station CNN reported at least 1,400 votes had been cast, although several polling stations in the city did not open because staff were too frightened to work.

Even in Mosul, a large city in the north that has been gripped by violence in the past three months, officials reported voters queuing at the polls. An insurgent group led by the Jordanian militant Abu Musab al-Zarqawi claimed it was responsible for seven attacks in the city yesterday, mostly on polling stations.

But other areas saw few voters. One man in Adhamiya, a violent Sunni suburb of northern Baghdad, said although some polling stations were open there was little sign of any voters. "There is a polling station in a school near us but we haven't seen anyone going to vote," Nafir Salah, a student, said.

Reports from Samarra, another Sunni town north of Baghdad, said there had been several gun battles and few voters.

In Ramadi, a violent provincial capital to the west, one resident said most polling stations appeared to be closed.

"There are no cars in the street and although there have been people walking there is no sign of anyone going to vote," Bilal al-Bedawi said by telephone. "The polling stations are closed and the election workers didn't come." In Baiji, another Sunni town north of the capital, polling stations were also closed because staff there were too scared to work.

Patient Shias file in to end centuries of exclusion

Najaf Waiting game pays for Sistani at ballot box

Rory Carroll in Najaf

The queues snaking through Najaf's dusty, broken streets were long and getting longer but no one complained: centuries of waiting were coming to an end.

Iraq's Shias have at various times tried the sword and the gun to win the political power they saw as their birthright. Yesterday it finally seemed within reach, courtesy of the ballot box.

Despite being a majority, Shias have been history's underdogs but that began to change in crisp morning sunshine when lines formed outside polling stations for the first democratic election in decades.

For this brand of Islam to dominate a key Arab country is a seismic shift for the Middle East and at its epicentre was Najaf, the spiritual heart of the Shia world, to which the new Iraqi government will have to pay heed.

It did not look or sound like a city being reborn. Rubble and garbage still lay heaped across streets. There were no ululations, no car horns. But by 10am Rabata Street was filled with hundreds of men and women queuing silently to enter a girls' secondary school which had been converted into a polling station.

As the day progressed and no attacks materialised, the mood lightened, verging on festive, with boys playing marbles and infants snoozing in their mothers' arms. Shokry Sqhip, 71, could no longer walk and relatives wheeled her on an improvised cart: "I have difficulties but I said I must vote. Today is the first chance I have had to vote properly."

Her grandson, Geshush, 28, said he would vote for the secular Shia prime minister, Ayad Allawi, who is tipped by some analysts to retain his job in

whatever coalition government emerges from the election. Everyone else interviewed at the polling station plumped for the United Iraqi Alliance, a grouping associated with the top Shia cleric, Ayatollah Ali al-Sistani, which is expected to dominate the new administration.

"I think this [grouping] will serve the Iraqi people," said Sheikh Abbas al-Jabri, a cleric waiting in line to cast his ballot. "I am choosing a government which I expect will ask the foreign soldiers to leave."

In keeping with their stated intention to keep a "minimal visible presence", American and British troops stayed in their base on Najaf's outskirts, a far cry from last year's scenes when Shia militias were involved in fierce battles with US troops around the the gold-domed burial place of Ali, son-in-law of the prophet Muhammad.

The rebellion ended in a truce mediated by the grand ayatollah, a moderate versed in the unhappy history of his sect's call to arms.

For centuries the Shias, 60% of modern Iraq's population, were subservient to the minority Sunnis. In 1920 the Shias rose against the British but lost and the Sunnis, with British backing, continued lording it over them. Saddam Hussein's Sunni-dominated regime aggravated that marginalisation and so in 1991, in the wake of the first Gulf war, the Shias rose again, only to again be crushed.

Resolving not to repeat those mistakes, Ayatollah al-Sistani has cooperated with the US, calmed his supporters after they were targeted by Sunni bombs, and lobbied for elections, knowing the outcome will be a Shia-dominated government, albeit in coalition with Kurds and Sunni groups.

This time it is the Sunnis who have rebelled and it is their turn to be marginalised, much to the unease of Sunni-led governments in other Arab countries. "Sistani has played it brilliantly," said one western diplomat. "By reining in his radicals and going for elections, power is falling into the Shia lap."

Kurds seek presidency in power deal

Michael Howard
in Koi Sanjaq

Iraq could soon have its first Kurdish president, following behind-the-scenes talks between leading Shia and Iraqi government figures and Kurdish officials.

Though Kurds stress any deal will have to wait until the election results are known, the two main Kurdish leaders, Massoud Barzani and Jalal Talabani, said yesterday that they would demand one of the two top offices of state, prime minister or president.

With the prime minister's position likely to be filled by either the incumbent Ayad Allawi, or by an as yet unknown candidate from the Shia list, the less powerful presidency could go to Mr Talabani, veteran leader of the Patriotic Union of Kurdistan, who heads the joint

Kurdish list for the national assembly. The post of speaker of the transitional assembly would go to a Sunni Arab, perhaps Adnan Pachachi.

"We have received some proposals from Shia politicians and others," said Mr Talabani. "In return for our backing the idea of the prime minister being a Shia, they are saying they will back a Kurd as president. But we are waiting to see who will be the prime minister, what will his policies be, and how he will look at the Kurdish interests."

Mr Talabani said a Kurdish president "could help to unite the nation and play an important role overseeing the drafting of the new constitution and bringing the Sunni Arabs into the political process". About 95% of Iraq's 4-5 million Kurds are Sunni Muslim.

He added: "The main princi-

ples we want to see enshrined are democracy, a proper federal system, human rights, women's rights, and the appropriate distance between state and religion."

Kurdish leaders were angered last summer when the prime ministership and the presidency went to a Shia Arab and a Sunni Arab.

Mr Barzani, who leads the rival Kurdistan Democratic Party, said yesterday: "I think this time the Kurds must get one of these posts."

Mr Talabani and Mr Barzani run rival administrations in the Kurdish self-rule area in the north. They have put aside past bitterness to create a joint ticket - which also includes Arab, Turkomen and Christian candidates - for both the national elections and the vote for the Kurdish regional parliament. The KDP and the

PUK will compete with each other only in the provincial elections. Kurds make up about 20% of Iraq's population and were expected to vote in large numbers. Analysts say the Kurdish list could gain anything from 50-80 seats in the 275-seat transitional assembly and is likely to hold the balance of power.

The main task of the new parliament will be to form a new government and draft a permanent constitution. A referendum on the constitution and second general election are then due to be held by the end of the year.

Under a controversial clause in the interim constitution, the new constitution could be rejected if two-thirds of the electorate vote against it in three of Iraq's 18 provinces. The Kurdistan region has three provinces within its borders.

Mother votes after burying her son

Kirkuk Kurds robbed of their homes show defiance

Michael Howard in Kirkuk

Sabria Sharif Mohammed rose at dawn and prepared for the day that she and her family been dreaming of. Like several hundred thousand others who voted yesterday in this historic city of Kurds, Arabs, Turkomans and Christians, Sabria was hoping to use her vote to right past wrongs.

She believed that taking part in the first elections in her life would help win back the house and land seized from them under the regime of Saddam Hussein.

Before making the three-mile walk to the polling station with her husband and two oldest sons, Sabria wanted to fortify them with hot sweet tea. So she sent her youngest, Youssef, 16, to fill the urn at the communal pump.

An ominous whirring sound was followed by a deafening bang. Cracks appeared in Sabria's makeshift mudbrick dwelling. Outside, Youssef lay dead, the victim of a mortar bomb.

Sabria washed her son's body, covered it with a white burial shroud and arranged for it to be taken to the nearby cemetery. Then, remarkably, she went off to vote.

Holding a Kurdish flag and wailing in grief, she entered the polling station in the northern Shorjah district, crying: "I will never put this flag down. Saddam threw me out of my house and home and now he's killed my son. Voting won't bring my Youssef back, but it must stop Saddam from coming back."

During its Arabisation programme, the Ba'athist regime had systematically widened the ethnic and sectarian fissures coursing through this oil-rich, though woefully neglected, city of 750,000. Thousands of Kurds and Turkomans were expelled or murdered. Land and homes were given to Arab settlers from the south.

With Kurds, Turkomans and Arabs vying for control of the city and province, US and Iraqi leaders have looked nervously to Kirkuk as a potential flash-point for a civil war.

Since the fall of Saddam, the displaced Kurds and Turkomans have been demanding the right of return, as well as the right to vote.

Meanwhile, regional neighbours such as Turkey have warned they will not tolerate Kirkuk falling into Kurdish hands.

The future status of the city will be one of the toughest issues in the post-election constitutional debate.

Election monitors described turnout in the predominantly Kurdish and Turkoman areas of the city as brisk. Arab districts to the south-east of the city were reported to be less enthusiastic.

"In some Kurdish districts, they ran out of ballot boxes, and new ones failed to arrive in time," said one election official.

Despite the tragedy of Sabria's son, the news of which spread quickly across Kirkuk,

the mood was one of celebration, not defiance. But the crumbling Ottoman-era buildings are a sad reminder of the shocking state of disrepair into which this oil-rich city had fallen under Saddam's rule.

"The oil has been a curse on Kirkuk," said Herro Talabani, the wife of Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), as she returned to vote in the city where she went to school.

The PUK and its rival, the Kurdistan Democratic party, want Kirkuk to be the future capital of their federal Kurdish region. For them it is a symbol of years of repression by Arab-dominated government in Baghdad.

But their designs are resisted by many in the Arab and Turkoman communities who live here.

In postwar Kirkuk, there is one thing many of the original residents of the city agreed on yesterday: the Kurds, the Turkomans, the Arabs and the Christians mostly get along quite well. It is the outsiders, they say, who are causing the problems.

► Les Kurdes d'Irak veulent que la future Constitution garantisse leur autonomie, acquise depuis 1991

L'équation kurde pèsera sur l'avenir du pays

Les Kurdes irakiens ont voté hier en nombre pour trois scrutins: l'Assemblée nationale, le Conseil provincial et le Parlement kurde. Un acquis important pour les directions de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), décimées (105 morts) le 1^{er} février 2004, dans un double attentat suicide perpétré contre les sièges de leurs deux formations à Erbil. Attentats revendiqués par le groupe islamiste Ansar-Al-Sunna, lié à Al-Qaïda.

Ces deux partis, qui contrôlent respectivement l'ouest et l'est du Kurdistan d'Irak, autrefois ennemis jurés (l'accord de réconciliation signé à Washington ne date que de 2002), ont formé une liste commune qui est créditée de 50 sièges sur les 275 membres de la prochaine Assemblée nationale irakienne. Si les deux formations kurdes ont mis en sourdine leur revendication d'indépendance, il n'en reste pas moins que cette région vit en quasi-autonomie depuis qu'elle a été placée sous la protection américano-britannique, en 1991, après le soulèvement kurde violemment réprimé par Saddam Hussein. Cet état de fait est garanti par la Constitution provisoire adoptée en 2004 par le Conseil de gouvernement irakien.

À l'inverse des Arabes irakiens, les Kurdes d'Irak sont d'origine indo-européenne, descendants des Mèdes et des Scythes. Musulmans

Musulmans sunnites dans leur ensemble, les Kurdes revendiquent depuis 1965, avec leurs frères de Turquie, d'Irak, d'Iran et de Syrie, la création d'un État qui rassemblerait une culture, une histoire et une langue communes.

sunnites dans leur ensemble, ils revendiquent depuis 1965, avec leurs frères de Turquie, d'Irak, d'Iran et de Syrie, la création d'un État qui rassemblerait une culture, une histoire et une langue communes. En Irak, leur

économie est prospère, les échanges commerciaux avec la Turquie se sont multipliés, la population vit dans une relative quiétude.

Contrairement au reste du pays, le Kurdistan irakien a déjà connu des élections libres. Ayant réussi à échapper à une nouvelle répression de Saddam Hussein grâce à une intervention militaire occidentale, les Kurdes d'Irak ont élu en 1992 un Parlement régional, puis en 1999 trois conseils provinciaux.

Pourtant, les élections de dimanche sont cruciales pour les ambitions kurdes. Car l'Assemblée irakienne sera chargée de rédiger une nouvelle Constitution et les dirigeants kurdes veulent à tout prix qu'elle consacre leur droit à l'autodétermination. Le numéro deux de l'UPK, Noshirwan Mustafa, n'en fait pas mystère. Récemment, il posait les «trois lignes rouges» à ne pas franchir: «Si les Arabes n'acceptent pas le principe du fédéralisme, s'ils instaurent un régime théocratique, alors nous ne serons plus irakiens. Enfin, les territoires kurdes devront être rendus au Kurdistan.» Au premier rang desquels la ville pétrolière de Kirkouk.

Cette revendication soulève déjà de fortes réactions. Avec les Arabes irakiens d'abord, qui sont présents dans cette ville depuis la politique «d'arabisation» lancée par Saddam Hussein. Ensuite avec les Turcomans turcophones, autre minorité locale, soutenue par la Turquie. Les Turcomans, eux aussi, revendiquent Kirkouk. Or, près de 100 000 Kurdes, déplacés dans les années 1990, ont été autorisés à s'inscrire sur les listes électorales à

Kirkouk, modifiant ainsi la composition ethnique de la ville.

Ankara craint aussi que sa propre minorité kurde, forte de 8 à 10 millions de personnes, ne succombe à la contagion autonomiste. Présent à Davos au forum économique mondial, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan a mis en garde contre «un mauvais pas à Kirkouk», exprimant sa crainte que la ville ne revienne sous contrôle kurde à

la suite des élections législatives. S'adressant aux Nations unies, aux États-Unis et aux forces de la coalition déployées en Irak, il a ajouté: «S'ils tolèrent une telle erreur, alors ils devront payer la facture des conséquences indésirables.»

Mais les dirigeants kurdes d'Irak entendent bien envoyer le maximum de représentants kurdes au Parlement irakien, afin de peser de tout leur poids au moment du référendum sur la future Constitution. En effet, si deux tiers des votants se prononcent contre le texte dans trois des dix-huit provinces irakiennes, la Constitution pourra être annulée. Or, le Kurdistan est précisément formé de trois provinces, Souleïmaniya, Erbil et Dohouk. Il serait donc en mesure d'agir en y mobilisant les deux tiers des électeurs.

AGNÈS ROTIVEL

la Croix

Lundi 31 janvier 2005

ELARGISSEMENT

Progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion

Camiel EURLINGS (PPE, NL)
Doc.: A6-0063/2004
Procédure : rapport d'initiative
Débat : 13.12.2004

Le débat

Rapporteur

M. Camiel EURLINGS (PPE, NL) met l'accent sur le caractère équilibré et équitable de son rapport qui repose sur des faits. Il fait part de plusieurs séjours en Turquie et des progrès importants observés. Le gouvernement a procédé à de nombreuses réformes et il bénéficie du soutien de la population. La poursuite de ce processus de réformes devrait permettre à la Turquie de respecter les critères politiques de Copenhague. Toutefois il reste encore beaucoup à faire : si la question des droits de l'homme et celle de la torture ont enregistré des améliorations, il faut mettre en place un service indépendant qui puisse assister les ONG dans les bureaux de police et devant les juges. De même, la liberté religieuse doit encore être assurée, la situation des femmes est toujours préoccupante : les mariages forcés, les crimes d'honneur subsistent. Il est nécessaire de lutter contre l'illétrisme en offrant des formations. Les structures héritées d'un régime militaire doivent être revues. Les rapports avec l'Arménie représentent un autre point important à résoudre : il faut, sur une base bilatérale, et à l'aide d'experts, réécrire l'histoire, réouvrir les frontières. La Turquie doit retirer ses troupes de Chypre en vue d'une réunification et d'une paix durable.

"Ce rapport est constructif mais pas naïf a conclu le rapporteur en énonçant 3 conditions pour permettre l'ouverture des négociations : la Turquie doit continuer à modifier certaines lois, permettre à la Commission de surveiller les progrès accomplis dans la pratique et savoir que seule la poursuite de ce processus assurera l'adhésion. L'UE doit envoyer un signal fort à la Turquie "saisissez cette chance" et nous vous encouragerons.

Conseil

M. Atzo NICOLAÏ, au nom de la présidence en exercice du Conseil, souligne que le rapport du Parlement intervient au bon

moment, le Conseil européen devant prendre une décision ce vendredi. Il rappelle les progrès intervenus depuis le Conseil européen d'Helsinki de 1999. L'adhésion de la Turquie offre des opportunités considérables à l'UE mais amène également des défis importants. La priorité doit être mise sur le respect des critères politiques. Six lois pendantes doivent être adoptées par la Turquie et ceci avant la mise en oeuvre des négociations. Le mécanisme de surveillance par la Commission doit être mis en place. Il convient également de renforcer la compréhension mutuelle entre les citoyens européens et les citoyens turcs comme le propose le rapport EURLINGS. Le processus de réforme doit être rendu irréversible. Il y a également les problèmes budgétaires et économiques à prendre en compte. La Turquie a émis des craintes quant à un système de critères nouveaux qui seraient sans cesse ajoutés. Pour qu'une décision durable puisse être prise, il faut qu'elle bénéficie du soutien politique mais aussi de l'appui de l'opinion publique.

Commission

M. Olli REHN insiste sur la nécessité que la Turquie réponde aux critères de Copenhague avant de pouvoir adhérer à l'UE. Il cite l'exemple du Code pénal turc qui a fait l'objet de nombreuses réformes mais la Commission continue à contrôler lesdites réformes et insiste sur le caractère permanent des négociations qui doivent être menées. La Turquie a un potentiel militaire et économique considérable, elle a également une population très importante qui représente à elle seule la totalité de la population des dix Etats qui viennent d'adhérer à l'Union. Il faut également tenir compte du poids de l'opinion publique de l'UE et pour cela établir un dialogue politique permanent avec la Turquie et avec les Etats membres. Le problème de

Chypre est lui aussi essentiel, il doit faire l'objet d'un règlement pacifique dans le cadre d'une CIG, englobant d'un côté les 25 Etats membres de l'Union, de l'autre la Turquie. L'accord d'association doit être également étendu aux 25. Cet accord qui existe depuis 1963 est d'une extrême importance qui a été affirmée à plusieurs reprises. Il a une grande importance dans la perspective de l'adhésion et peut jouer un rôle de catalyseur. Le processus de négociations lui-même doit accentuer les réformes en Turquie. Mais le résultat n'est pas garanti en ce qui concerne l'avenir. Les négociations seront longues, elles peuvent mener jusqu'à la prochaine décennie et d'ici là des réformes importantes auront eu lieu aussi bien à l'intérieur de l'Union européenne qu'à l'intérieur de la Turquie, ce qui doit conduire à faire preuve de beaucoup de prudence.

Groupes politiques

M. Hans-Gert POETTERING (PPE/DE, DE) rappelle que la portée de la décision qui sera prise à l'égard de la Turquie est énorme. Jamais l'Union européenne n'a été confrontée à cela. C'est pourquoi le groupe a des avis extrêmement partagés, et il sait que dans d'autres groupes il en est de même. Il n'y a pas d'automatisme de la décision dans tel ou tel sens. C'est d'abord un problème de conscience et il ne faut pas oublier que la Turquie est un pays où le problème des droits de l'homme est particulièrement important lorsqu'on envisage la perspective d'une adhésion. Certains souhaitent que l'on ait avec la Turquie, au lieu d'une adhésion, un partenariat privilégié. D'autres, envisageraient même des formes de partenariat alternatif mais dans tous les cas, la Turquie est perçue comme un grand pays avec lequel il est hautement souhaitable d'avoir un partenariat sous une forme ou sous une autre et d'être en paix. Quant au problème de l'adhésion, l'un des soucis les plus grands est le risque d'édulcoration de l'identité européenne et le risque de voir se diluer sa solidarité. C'est pourquoi, il faut faire preuve de souplesse : il faut être conscient que c'est un pays qui viole massivement les droits de l'homme et c'est avec le gouvernement d'un tel pays qu'il faut négocier. C'est un gouvernement qui ne reconnaît même pas Chypre et pourtant on veut aider le citoyen turc mais c'est un pays énorme et il faut que l'Europe reste efficace et démocratique face à lui.

M. Martin **SCHULZ** (PSE, DE) a souligné le caractère consensuel du rapport EURLINGS. La Turquie doit être soumise aux mêmes exigences que les autres pays et adhérer aux valeurs européennes et à l'acquis communautaire. Chrétiens, juifs et musulmans doivent pouvoir partager les mêmes valeurs. Les réformes entreprises ces dernières années font que la Turquie n'a plus rien à voir avec les gouvernements conservateurs du passé. M. ERDOGAN a fait plus de réformes ces dernières années que les deux gouvernements précédents.

L'adhésion a ouvert des perspectives à tous ceux qui défendent les droits de l'homme et ceux de la femme. Si la démocratie arrive à être stabilisée dans ce pays, les Turcs acceptent les valeurs européennes. Un blocage de ce processus serait une erreur.

Mme Emma **BONINO** (ALDE, IT) estime que le chemin emprunté est tortueux. Une parole doit être respectée et il a été trop souvent répété que l'adhésion n'était pas évidente. L'UE risque de ne plus apparaître comme un partenaire fiable. L'Europe doit réfléchir à son identité qui est géographique et non religieuse et se souvenir que le passé européen n'a pas toujours été glorieux. La Turquie souhaite participer à un modèle de respect des droits de l'homme et l'Europe doit montrer sur la scène internationale qu'elle a confiance dans ses propres valeurs et ne pas se refermer sur elle-même.

M. Joost **LAGENDIJK** (Verts/ALE, NL) soutient le rapport de M. EURLINGS mais il rappelle qu'il y a deux positions qui sont particulièrement tranchées et que tous les arguments et tous les amendements qui ont été présentés ou qui pourraient être présentés à ce rapport pour faire pencher les négociations dans un sens ou dans un autre doivent être rejetés. On ne doit pas enfoncer des portes ouvertes mais on doit entamer des négociations, c'est tout, sans savoir si on arrivera au bout même si on souhaite que la perspective finale soit l'adhésion. En ce qui concerne les droits de l'homme, certains disent que l'on n'a pas fait assez. On a discuté avec différentes institutions et avec différentes personnalités directement concernées par le problème des droits de l'homme en Turquie. En fait, tout le monde estime que le meilleur soutien que l'on puisse apporter à ces personnalités est de négocier ; c'est la meilleure pression et la meilleure garantie dont on dispose et c'est pourquoi il faut voter le rapport EURLINGS. Il ne signifie pas que tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes mais il est évident que c'est en accueillant les Turcs de cette manière au lieu de les rejeter purement et simplement qu'on contribuera à faire avancer la situation en matière de droits de l'homme en Turquie.

Si on veut que la Turquie prouve qu'un Etat musulman peut être compatible avec la notion de démocratie, il faut que l'Europe l'y aide et qu'elle contribue à éviter un choc des cultures.

M. André **BRIE** (GUE/NGL, DE) répond (notamment à M. SCHULZ) qu'il est en faveur de l'ouverture des négociations et de l'adhésion mais un certain nombre de points de désaccord subsistent en ce qui concerne le rapport EURLINGS. M. Brie est surpris et étonné que dans toutes les questions concrètes où il est question, par exemple, des minorités, des Orthodoxes grecs, de la condition des Kurdes, il n'y ait pas d'élément concret évoqué. La critique reste métaphysique. Or, il est particulièrement important de parler de ces questions-là.

Il ne faut pas relativiser les problèmes. Il faut au contraire reprendre les amendements anciens proposés par les sociaux-démocrates et amplifier leurs demandes.

M. Bastiaan **BELDER** (IND/DEM, NL) estime que la franchise s'impose. Il félicite M. EURLINGS pour la franchise avec laquelle il a présenté ses préoccupations à l'égard de la Turquie. M. ERDOGAN veut faire croire que son pays remplit déjà les critères de Copenhague alors que c'est faux. Il faut absolument faire plus. Il n'y a pas, notamment, assez de liberté religieuse. Les autorités turques font preuve de beaucoup de mesquinerie à l'égard des petites minorités et il faut absolument que la Commission et le Conseil insistent pour doter les institutions religieuses minoritaires de la personnalité juridique afin qu'elles puissent se défendre. Il faut contribuer à ce que la sécularisation de l'Etat turc puisse assumer toutes les conséquences que cela entraîne mais l'Union européenne ne doit pas pour autant se mêler des affaires intérieures des minorités concernées.

M. Konrad **SZYMAŃSKI** (UEN, PL) plaide pour un partenariat privilégié qui pourrait présenter beaucoup d'avantages économiques et régler les problèmes d'immigration

Députés

M. Michel **ROCARD** (PSE, FR) remercie le rapporteur et appuie l'ouverture de négociations avec la Turquie sans délais inutiles. Cette position devrait être suivie par la majorité de son groupe. Il rappelle l'histoire violente de la Turquie du 20ème siècle avec un état militaire tout puissant et les épisodes arméniens et chypriotes. L'Europe a connu, également, des nationalismes et des occupations avant l'ère de la réconciliation. Pour mettre en place un tel processus, il faut un minimum de confiance. Le rappel incessant des événements tragiques pourrait témoigner d'une certaine hostilité à l'égard de

la Turquie. La France et l'Allemagne, par exemple, se sont bien gardées d'évoquer les conflits passés.

D'autres pays européens sont sortis de régimes dictatoriaux comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce. Les aspects positifs de l'adhésion de la Turquie n'ont peut-être pas été assez mis en évidence, notamment un marché de 70 millions de consommateurs en croissance rapide depuis 6 ans. C'est aussi un pays musulman laïc auquel l'UE pourrait donner, en ces temps de tension croissante, de méfiance aggravée et de conflits entre pays d'islam et pays de chrétienté, un "signe majeur de contribution à la paix et à la compréhension mutuelle entre les peuples". Cette contribution, au-delà du symbolique, a une importance stratégique majeure qui aurait mérité d'être mieux mise en valeur.

M. Bernard **LEHIDEUX** (ALDE, FR) estime que l'Europe doit avoir des frontières et ne peut pas être "une sorte de terrain vague où tous les riverains peuvent pénétrer pour faire un peu de commerce sous la seule condition de respecter quelques règles assez généralement admises". Les peuples aspirent à une Union politique différente de celle des diplomates. Une Europe fédérale ne peut accueillir une population aussi nombreuse qui se situe hors de ses limites géographiques. Le risque, en acceptant la Turquie, est d'ouvrir une longue liste d'attente de pays désirant entrer dans l'UE comme ceux du Maghreb, le Liban, la Palestine ou Israël. En outre, la reconnaissance du génocide arménien et la fin de l'occupation d'Europe Chypre sont des préalables indispensables à l'adhésion de la Turquie. Il n'est pas possible d'engager des négociations avec M. ERDOGAN, qui écrivait récemment dans de grands journaux européens que "jamais les troupes turques ne quitteraient Chypre".

Pour Mme Hélène **FLAUTRE** (Verts/ALE, FR) "la situation des droits de l'homme et de la démocratie risque d'être instrumentalisée en fonction de l'objectif final souhaité, à savoir soit l'adhésion, soit la non-adhésion de la Turquie". L'un des mérites du rapport de M. EURLINGS est d'éviter cette instrumentalisation. Le rapport comporte d'autres éléments très intéressants et très précis sur la situation des droits de l'homme et n'a pas sous-estimé ces aspects en vue de favoriser une perspective positive à l'adhésion.

On a raison de dire que, sur le terrain, les choses n'avancent pas assez vite. Cependant, refuser aujourd'hui l'adhésion en raison du non-respect des critères politiques de Copenhague reviendrait à interrompre un processus de démocratisation soi-disant au nom de valeurs démocratiques, ce qui est tout à fait illogique et paradoxal. Il existe

également une stratégie intermédiaire qui consiste à accumuler les restrictions et à pratiquer l'adhésion à reculons. On impose, on met des conditions, on recherche des perspectives alternatives. Définir une stratégie d'adhésion à reculons, c'est préparer l'échec.

Ce qu'il faut rechercher, c'est une adhésion franche, pleine et entière et aussi totalement exigeante. "C'est cette double volonté qui fera gagner l'Europe multiculturelle que nous souhaitons voir advenir avec l'adhésion de la Turquie".

M. Paul **COÛTEAUX** (IND/DEM, FR) rappelle que les souverainistes français voteront contre l'adhésion de la Turquie. Il insiste sur le "caractère irréel du débat étant donné que la décision de faire adhérer la Turquie a déjà été prise depuis un certain nombre d'années à Washington puis à Helsinki", ce qui permet à M. ERDOGAN de faire preuve de beaucoup d'arrogance et de multiplier les insolences à l'égard d'un certain nombre de pays et en particulier à l'égard de la France "qui demeure malgré tout une démocratie et qui a tout de même le droit de s'exprimer comme elle l'entend". Deux questions restent en particulier en suspens, l'une est celle de la reconnaissance de l'épouvantable génocide arménien, question sur laquelle M. COÛTEAUX rappelle qu'il a eu l'occasion de déposer une déclaration écrite où il rappelle entre autres que le Parlement européen avait en son temps refusé d'ouvrir la moindre négociation avec la Turquie tant que celle-ci n'aurait pas reconnu le génocide arménien. Le second problème est le problème chypriote. Il est assez étonnant qu'on veuille entrer dans un club ou une fédération qui compte un certain nombre de membres tout en se refusant à reconnaître l'un de ceux-ci et M. COÛTEAUX rappelle qu'à ses yeux, cela est caractéristique du caractère surréaliste de ce que l'on veut appeler construction européenne.

M. Jacques **TOUBON** (PPE/DE, FR) estime qu'aux yeux des députés français, la question n'est pas la Turquie mais l'Europe et surtout l'Europe qu'on souhaite, or ce que l'on veut, c'est une Europe qui joue pleinement son rôle dans les affaires du monde, une Europe qui se fonde sur l'intégration et une Europe qui insiste sur son unité et qui ne se décline pas dans la diversité, une Europe qui ne soit pas à géométrie variable, qui ne soit pas faible et floue. On ne veut en aucun cas aboutir à une sorte d'OMC euroasiatique ouverte et sans pouvoir. On ne veut plus d'une fuite en avant qui n'est pas une solution mais naturellement, on veut établir avec la Turquie des relations à part entière qui s'établissent sur un pied d'égalité sans chercher à affaiblir et à aligner un pays sur une culture qui n'est pas la sienne.

On veut au contraire un partenariat équilibré

dans l'intérêt bien compris de l'Europe et des Turcs eux-mêmes.

Mme Véronique **DE KEYSER** (PSE, BE) remercie M. EURLINGS pour la qualité du rapport et de l'écoute qui l'a accompagnée. Elle estime avoir entendu au cours du présent débat le meilleur et le pire. Le meilleur, c'est que l'Europe a réussi à influencer la transformation démocratique de la Turquie, sans armes. Elle a réussi à réaliser en Turquie une révolution dans la paix. C'était un énorme défi et Mme De KEYSER est fière d'avoir pu relever ce défi et elle souhaite une Europe qui se refuse à rejeter une culture mais au contraire l'intègre. Certes, on est conscient d'un certain nombre de difficultés, de la condition des femmes, du problème des droits de l'homme, du problème kurde, du problème de Chypre, du problème du génocide arménien mais il faut intégrer la Turquie à part entière. C'est un grand pays auquel il faut accorder toute l'importance qu'il mérite.

Mme Marielle **DE SARNEZ** (ALDE, FR) estime que la véritable question est celle de "la nature de l'Europe que nous voulons": une simple zone de libre-échange ou une Europe politique destinée à peser dans le monde ? C'est à cette question que devraient répondre les chefs d'État et de gouvernement le 17 décembre.

Les décisions essentielles pour l'avenir de l'UE ont été prises sans que jamais les chefs d'État et de gouvernement n'en débattent sur le fond. Ce n'est pas un fonctionnement responsable des institutions européennes de ne jamais associer les peuples d'Europe aux débats.

"Il est incohérent de dire que l'on ne peut pas reculer parce qu'il est trop tard, et dans le même temps, d'expliquer qu'il sera toujours temps de traiter de cette question dans dix ou quinze ans". Nous devons construire une Europe politique et démocratique dans laquelle les citoyens prendront enfin toute leur part ; mais "plus l'Europe continuera de s'élargir sans limite, plus elle prendra le risque de s'affaiblir durablement".

Mme Christine **DE VEYRAC** (PPE/DE, FR) rappelle que chaque fois que des négociations d'adhésion ont été ouvertes, elles se sont terminées par une adhésion et demande que l'amendement destiné à instaurer un partenariat privilégié avec la Turquie soit pris en compte. En effet, selon elle, la Turquie n'a pas vocation à entrer dans l'Union européenne car 95 % du territoire de la Turquie se situent en Asie. Deuxièmement. "Plus on élargit l'Union, plus on la dilue", plus on s'éloigne de l'Europe politique et moins on sera capable de mener ensemble des politiques communes. Troisièmement, si la Turquie entrait dans

l'Union, elle serait, à l'horizon 2015, le pays le plus peuplé avec 80 millions d'habitants, ce qui l'amènerait à avoir dans ce Parlement le plus grand nombre de députés et un poids prépondérant au Conseil européen. Enfin, si la Turquie entre dans l'Union, c'est une porte ouverte à tous les autres candidats à l'adhésion qui frapperont à notre porte : Ukraine, Maroc, Algérie, etc...

Toutes ces raisons, sans parler du non-respect des critères de Copenhague, de la non-reconnaissance du génocide arménien ou encore de la non-reconnaissance d'un pays de l'Union européenne, militent en faveur d'une décision, qui dépasse le débat adhésion ou exclusion, c'est la solution, du partenariat privilégié. Cette position n'est pas une position anti-turque, mais une position pro-européenne.

M. Kader **ARIF** (PSE, FR) remercie M. EURLINGS pour son rapport équilibré qui s'inscrit dans la continuité de ce qui a été proposé précédemment par le commissaire Günther Verheugen.

On assiste, depuis quelque temps, à un débat sémantique entre adhésion ou partenariat privilégié qui n'est que l'expression de l'irrationnel qui entoure la relation avec la Turquie. Depuis maintenant plus de quarante ans, les responsables politiques européens de tous bords et de tous pays rappellent que la Turquie a une vocation européenne. Mais, certains considèrent aujourd'hui "qu'au bout de ces longues fiançailles, le mariage n'est plus à l'ordre du jour". Pourtant, le processus envisagé, long, difficile, exigeant, porte en lui la responsabilité et la prudence, pour que la Turquie soit dans l'obligation de donner des garanties nécessaires avant une adhésion possible. Mais cette exigence a comme corollaire l'adhésion. Un partenariat privilégié n'inciterait pas la Turquie à accepter les mêmes exigences. Pour être cohérent avec ses engagements antérieurs, l'UE ne doit pas appliquer un traitement différencié.

Quand le monde parle de choc des civilisations, quand l'administration Bush confronte forces du mal et forces du bien, quand les intégristes musulmans saisissent tout prétexte pour faire des prêches de violence et d'exclusion, il serait dangereux que l'Europe s'inscrive dans cette dérive et la cautionne.

Il convient de satisfaire l'ensemble des exigences sur les droits des femmes, les droits syndicaux, les droits de l'homme, la reconnaissance des minorités, la question arménienne et la reconnaissance de la République de Chypre. Néanmoins, l'évocation de ces questions, toutes importantes, essentielles dans une Europe des valeurs, ne peut être un préalable à l'ouverture des négociations.

Une conception de la politique figée fait injure à l'évolution des hommes et des sociétés, à leur intelligence et à leur capacité de vivre ensemble. Au regard des évolutions positives que connaît la Turquie depuis plusieurs années, évolutions nourries par une volonté populaire, ce serait une erreur majeure de refuser l'ouverture de ces négociations.

Commission

M. Olli REHN remercie les intervenants et répond à un certain nombre d'observations. En ce qui concerne la mise en oeuvre de la clause suspensive, l'origine de celle-ci repose sur les développements de l'acquis communautaire et concerne les cas où un Etat membre violerait sérieusement et de manière persistante, les principes de base de l'Union. Il est donc logique et normal que les mêmes règles s'appliquent aux pays candidats.

En ce qui concerne l'éventualité d'un partenariat privilégié, un instrument est prévu par le projet de Traité constitutionnel. Il est destiné à accorder un traitement spécial aux Etats voisins ou à d'autres partenaires qui présentent un intérêt stratégique pour l'Union européenne. L'idée d'un partenariat spécial est soulignée dans la politique à l'égard des nouveaux voisins que l'Union européenne s'efforce d'étendre aux Etats de l'Est et du sud. Cette initiative ne s'applique pas à la Turquie qui est un Etat candidat depuis le Sommet d'Helsinki en 1999. Il est difficile d'imaginer ce qu'on pourrait offrir de plus à la Turquie étant donné ce dont elle bénéficie déjà dans le cadre d'un partenariat privilégié.

La Turquie et l'Union européenne sont liées par une Union douanière qui constitue un instrument de coopération bilatérale très poussé en matière économique et commerciale et implique un haut niveau d'intégration économique. Par ailleurs, la Turquie participe déjà à de nombreux programmes communautaires dans un grand nombre de domaines, tels que la culture, la lutte contre la drogue, la justice et les affaires intérieures, l'éducation, la recherche et le développement. Par ailleurs, la Turquie est membre de l'OTAN et participe donc à la politique européenne de sécurité et de défense. Il y a par exemple des troupes turques dans de nombreux pays des Balkans et même dans "l'armée européenne" tel qu'un journal anglais a récemment désigné l'opération ALTHEA en Bosnie.

En matière d'accords privilégiés, il ne serait pas non plus possible de donner une date précise étant donné la nécessité de fixer des objectifs réalistes et non pas des délais impossibles à respecter.

Quant au début des négociations, le mandat

de la Commission est seulement d'évaluer si la Turquie remplit les critères de Copenhague. La Commission est toutefois prête à commencer son travail mais il lui est extrêmement difficile de faire la différence entre ce que certains appellent des délais raisonnables et les délais qui ne le sont pas.

Certains autres députés ont insisté sur le point très important que le succès à long terme des négociations devrait conduire l'Union européenne à être plus forte d'un point de vue stratégique. C'est là un point fondamental et la clé stratégique, géopolitique et géoculturelle de l'ensemble de l'affaire. Nous pouvons tirer des leçons de l'histoire mais nous ne devons pas nous fier aveuglement à elle. Pendant la guerre froide, l'Europe a contenu le communisme et l'Union soviétique et a coopéré en termes de renforcement de la sécurité et de lutte pour les droits de l'homme avec des résultats impressionnants.

En témoigne le nombre significatif de parlementaires en provenance des pays libres de l'Est et du centre de l'Europe qui sont ici aujourd'hui en tant que membres de ce Parlement.

Désormais, le défi concerne essentiellement les relations entre l'Europe et le monde de l'Islam. D'un côté, l'Europe doit contenir le fondamentalisme islamique, en employant tous les moyens possibles et d'autre part, elle doit établir des ponts et un dialogue avec les personnes qui représentent un islam modéré. Si après des négociations longues et difficiles, on parvient à une situation où l'Etat de droit prévaut en Turquie et où la démocratie européenne a pour partenaire une population essentiellement musulmane, alors il sera certainement possible pour l'Europe d'être le point de rencontre de diverses civilisations.

Conseil

En réponse aux différents intervenants, M. Atzo NICOLAÏ indique que le Conseil européen partage les préoccupations des députés concernant les droits de l'homme, la torture, la liberté religieuse et les droits des minorités. C'est pourquoi il devrait proposer un nouveau cadre de négociations qui prévoit de meilleures garanties. L'un des éléments important serait de pouvoir interrompre les négociations en cas de problème. La Présidence propose qu'un tiers des Etats membres ait le droit de proposer à la Commission la suspension des négociations. Le Conseil voterait ensuite sur une telle proposition à la majorité qualifiée.

M. NICOLAÏ ne partage pas les préoccupations de certains membres concernant le caractère musulman de la Turquie. Le projet européen d'intégration est

politique, il concerne les valeurs et non la religion.

Ce vendredi la présidence essaiera d'obtenir de la Turquie ce qui est en fait une reconnaissance formelle de la République de Chypre. La Turquie peut reconnaître Chypre en signant le protocole à l'accord d'association pour étendre, par exemple, l'union douanière.

Les négociations avec la Turquie visent une adhésion à part entière. Toutefois, la procédure pourra être refermée.

Le vote

L'UE devrait entamer les négociations d'adhésion avec la Turquie "sans délai superfétatoire". Deux jours avant le Conseil européen, les députés européens ont adopté une résolution soulignant les progrès impressionnants réalisés par la Turquie en matière de respect des critères politiques. Ces progrès sont suffisants pour permettre d'ouvrir les négociations d'adhésion. La résolution a été adoptée par 407 voix pour, 262 voix contre et 29 abstentions, au scrutin secret.

Néanmoins, les députés ont constaté que des problèmes demeurent en ce qui concerne les droits des minorités, la liberté de culte, les droits syndicaux, les droits des femmes, le rôle de l'armée, Chypre et les relations avec l'Arménie. Ainsi, ils ont demandé que la première phase des négociations soit consacrée au plein respect des critères politiques. En cas de grave violation de ces critères, les négociations devraient être suspendues. Les députés ont également souligné que le début des négociations ne signifiait pas automatiquement l'adhésion de la Turquie et que des moyens appropriés "pour assurer que la Turquie reste fermement ancrée aux structures européennes" devraient être trouvés en cas d'échec des négociations d'adhésion.

Un certain nombre d'amendements ont été adoptés pour préciser ces points.

Les amendements portant sur les vus et les considérants ajoutent les violations du droit international au motif de suspension des négociations. Ils insistent sur les droits des Kurdes, rappellent que les Kurdes sont en faveur des négociations d'adhésion, font référence aux questions concernant l'Arménie et clarifient les noms de certains monuments arméniens en spécifiant le nom d'un historien turc qui se consacre à des recherches sur le génocide.

Le Parlement exprime son appui inconditionnel aux organisations et aux membres de la société civile qui, en Turquie, œuvrent pour la défense et la promotion des droits et libertés fondamentaux ; il invite la Commission et le Conseil à renforcer la coopération avec ces organisations dans le contexte du processus de contrôle du respect par la Turquie des critères politiques de Copenhague.

Un autre amendement se félicite que le gouvernement turc ait modifié sa législation, permettant aux centres de langues privés de proposer des cours dans des langues autres que le turc (kurde, tcherkesse, arménien, etc...).

Le Parlement invite le gouvernement turc à appliquer les normes européennes en matière d'environnement et de droits de l'homme à des projets susceptibles d'avoir des incidences importantes, telles que la construction de barrages dans la vallée de Munzur et à Ilisu et à l'extraction de l'or à Bergame, où le patrimoine historique et des paysages de valeurs exceptionnelles sont menacés.

Il exprime la préoccupation que lui inspire le procès du DEHAP et le risque de dissolution de ce parti. Il invite les autorités turques à respecter le droit à la liberté d'expression ainsi qu'à l'organisation de partis démocratiques comme le DEHAP.

Il invite les autorités turques à engager avec lui un dialogue permanent au sujet des droits des femmes en Turquie et prend acte, à ce propos, qu'il débattre en 2005 d'une résolution sur le rôle des femmes dans la vie sociale, économique et politique en Turquie.

Il demande au gouvernement turc de lever toutes les barrières qui empêchent les syndicats de salariés de s'organiser eux-mêmes, de promouvoir la liberté d'association en abrogeant l'obligation d'une autorisation préalable du gouvernement à la fondation d'organisations nouvelles et d'aplanir la voie menant au développement de la dimension d'un dialogue social véritable, à la hauteur d'un des piliers du modèle économique et social.

Il invite la Turquie à promouvoir le processus de réconciliation avec le peuple arménien en reconnaissant le génocide commis contre les Arméniens, comme le demandaient ses résolutions antérieures concernant le statut de candidat de la Turquie (18 juin 1987 et 1er avril 2004).

Il demande la réouverture immédiate du séminaire orthodoxe grec de HALKI et l'usage public du titre ecclésiastique de patriarche œcuménique.

Il escompte l'adoption rapide des deux règlements relatifs à l'aide économique à Chypre et au commerce direct avec la partie Nord de l'île.

Il enregistre avec satisfaction les progrès relatifs aux critères économiques, en particulier la conformité de la Turquie à l'acquis communautaire dans les domaines de l'énergie, de la politique industrielle, de la recherche et des télécommunications. Il considère cependant que ces progrès ont été inégaux selon les secteurs, ce qui rend nécessaire au moins quatre réformes : le renforcement de la capacité administrative, nécessaire à la mise en œuvre et en vigueur de

l'acquis ; la création d'une autorité indépendante pour ses opérations et chargée de contrôler les aides d'Etat ; l'augmentation des crédits destinés à la science et à la recherche, puisque, vu la faiblesse des dépenses, en proportion du produit national brut, la capacité de la Turquie en ce domaine reste limitée, et la révision de la réglementation encadrant le secteur des télécommunications, avec pour objectif une modification de la structure d'un marché dominé par de grandes entreprises puissantes.

Enfin, il considère que la capacité d'accueil de l'Union européenne est, en tant que partie des critères de Copenhague, une condition préalable et que dès lors l'Union européenne doit pour sa part, être capable d'opérer des réformes politiques et institutionnelles, étant entendu que la ratification de la Constitution en est la condition indispensable.

Pour plus d'informations :

Joëlle Fiss

(Strasbourg) Tél. : (33-3) 881 73656

(Bruxelles) Tél. : (32-2) 28 41075

e-mail : foreign-press@europarl.eu.int

PRESSE OcéAN 31. Janvier 2005

« C'est le jour du peuple kurde »

Mohammad Karim Khader ne peut plus marcher. Alors son fils l'a porté sur son dos jusqu'au bureau de vote. Comme des centaines d'autres Kurdes qui se pressent ici, il n'aurait « pas voulu manquer ça ». « C'est dur pour moi, mais ce n'est pas grave. Il fallait venir, pour le Kurdistan, pour les Kurdes ».

Autour, ce sont des centaines de Kurdes qui attendent tranquillement à l'extérieur de l'école Kurdistan, l'un des bureaux de vote de Souleimaniyah, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. Beaucoup d'entre elles se sont parées comme pour les grandes occasions. Selon les autorités, 90 % des Kurdes seraient allés voter.

Un référendum parallèle

Ghadija Majid est arrivée une heure avant l'ouverture du bureau de vote : « C'est un moment de joie, c'est le jour du peuple kurde, c'est un jour historique ».

Les transports en minibus vers les bureaux ont été remarquablement organisés. Il fallait faire en sorte que

les Kurdes envoient le plus grand nombre possible de représentants au parlement irakien. Pour progresser vers l'indépendance ? Les officiels s'en défendent. A l'extérieur des bureaux de vote, cependant, un référendum parallèle indiquait clairement les préférences du peuple pour un Kurdistan hors d'Irak...



Les Kurdes étaient prêts à aller voter à dos d'homme



27 JANVIER 2005

Dimanche auront lieu les premières élections véritablement pluralistes de toute l'histoire du pays pour élire une Assemblée nationale chargée de l'élaboration de la Constitution.

Irak: les enjeux du scrutin

Moins de deux ans après le renversement du régime de Saddam Hussein, l'Irak organise ce dimanche 30 janvier les premières élections véritablement pluralistes de toute son histoire. Plus de 250 listes couvrant l'ensemble des sensibilités politiques, culturelles et confessionnelles du pays sont en compétition pour l'élection d'une Assemblée nationale de 275 sièges chargée notamment de l'élaboration de la Constitution et de la mise en place d'un gouvernement bénéficiant des suffrages de la majorité de la population.

Les électeurs irakiens désigneront le même jour les membres des conseils départementaux, et les Kurdes auront, en plus, à voter pour le renouvellement des 111 sièges du Parlement du Kurdistan.

Les enjeux sont de taille car ce sont ces institutions élues, dotées d'une légitimité démocratique, qui vont décider du sort de l'Etat irakien, des conditions de cohabitation entre ses diverses composantes ethniques et religieuses et de ses relations avec les puissances étrangères, y compris et surtout avec les Etats-Unis.

Hormis la minorité arabe sunnite, déchirée entre multiples factions, terrorisée par les jihadistes du groupe Al-Zarqaoui et les réseaux de la Gestapo baasiste (Moukhabarat), chaque communauté se prépare activement au scrutin dans l'espoir de pouvoir peser sur les décisions liant l'avenir du pays pour plusieurs générations.

**Par
KENDAL
NEZAN**
président de
l'Institut kurde
de Paris.

Tout d'abord les chiïtes, pratiquement exclus du pouvoir depuis la conquête ottomane du XVI^e siècle, qui entendent, sinon prendre leur revanche, du moins avoir enfin un poids proportionnel à leur importance numérique. Une liste composée sous l'égide de leur chef spirituel, le grand ayatollah Sistani, et comprenant les deux principaux partis religieux chiïtes (Dawa et Conseil suprême de la révolution islamique en Irak) ainsi que le Congrès national irakien d'Ahmed Chalabi, des chefs de tribu, et certaines personnalités indépendantes, ambitionne de recueillir une majorité de voix chiïtes. Cette liste, appelée l'Alliance unifiée irakienne, a bénéficié de l'appui multiforme de l'Iran, qui ne lésine pas sur les moyens pour obtenir par les urnes une Assemblée irakienne à majorité pro-iranienne, et de se servir de cette

carte, sinon pour pousser les Américains vers la sortie, du moins pour marchander avec eux un compromis avantageux dans le bras de fer qui l'oppose à Washington.

Tous les chiïtes ne sont évidemment pas

partisans des partis religieux. La Liste irakienne conduite par le Premier ministre Iyad Allaoui, chiïte laïque, entend obtenir une partie de leurs suffrages ainsi que ceux des ex-baasistes sunnites non sadamistes. La coalition Union du peuple formée par les communistes et les petits partis socialiste et social-démocrate espèrent également attirer vers eux une partie des voix chiïtes.

Pour réduire le risque d'une assemblée dominée par un bloc chiïte religieux et défendre l'opinion d'un Irak fédéral, démocratique et laïque, les deux principaux partis kurdes - le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) - ont forgé une coalition regroupant les autres formations du Kurdistan, y compris les partis des minorités chrétienne et turkmène, à l'exception du Front turkmène, financé et soutenu par Ankara. Cette liste, appelée Alliance du Kurdistan, sera en lice sur tout le territoire de l'Irak. Outre les Kurdes, les Assyro-Chaldéens et les Turkmènes, les Arabes irakiens, en

particulier les femmes, attachés aux valeurs laïques et au fédéralisme, auront ainsi la possibilité de voter pour cette liste, qui est la principale

concurrente de l'alliance chiïte et qui pourrait raisonnablement obtenir un bon quart de suffrages.

L'élection pour le Parlement du Kurdistan sera, elle, sans surprise... Malgré la présence d'une dizaine de listes, dont plusieurs émanant de la société civile ou de formations d'extrême gauche, la liste parrainée par le PDK et l'UPK, comprenant les partis chrétiens, les partis turkmènes, le PC kurde et le Parti islamique, devrait

Les électeurs irakiens désigneront le même jour les membres des conseils départementaux, et les Kurdes auront en plus à voter pour le renouvellement du Parlement de 111 sièges du Kurdistan.

obtenir plus de 90% des sièges. Une première dans le monde musulman: 33% des parlementaires du Kurdistan seront des femmes, en attendant de parvenir à la parité d'ici une quinzaine d'années. L'Assemblée irakienne réserve de son côté 25% de ses sièges aux femmes.

On sait d'ores et déjà qu'à l'issue du scrutin régional kurde le leader du PDK, Massoud Barzani, deviendra le président du Kurdistan, le poste de Premier ministre régional sera attribué à sa formation tandis que la présidence du Par-

lement reviendra à une personnalité de l'UPK. Le chef historique de l'UPK, Jalal Talabani, sera, lui, candidat à celle des trois hautes fonctions du gouvernement de Bagdad qui reviendra aux Kurdes. Les partenaires chrétiens et turkmènes des Kurdes, qui se considèrent et qui sont des citoyens de plein droit du Kurdistan, seront représentés proportionnellement dans les instances du Kurdistan et du gouvernement central, ce qui est considéré comme une mesure de justice et n'exclut nullement que des personnalités issues de ces minorités assument d'autres responsabilités, puisque actuellement le vice-Premier ministre du Kurdistan est un chrétien. Le gouvernement kurde pratique aussi une politique d'accueil généreuse envers les chrétiens fuyant les persécutions des bandes terroristes dans l'Irak arabe. Un décret leur accorde la priorité pour le logement et l'emploi.

Dans le «triangle sunnite» en proie aux violences et aux menaces terroristes contre les candidats et les électeurs, le taux de participation risque d'être faible. Un report éventuel du scrutin demandé par l'ancien ministre Adnan Pachachi n'aurait probablement rien changé à la donne. La mouvance salafiste, assez in-

fluente en pays sunnite, est farouchement opposée à toute forme de démocratie tout comme d'ailleurs les baasistes, qui ont toujours méprisé les élections comme un moyen de diviser la nation arabe. Pour l'idéologue du Baas, Michel Aflaq, c'est le Parti qui in-

●●● carne la volonté de la nation et cette «volonté nationale» peut être incarnée par le leader du Parti. Ce n'est donc pas aux «masses ignorantes» de décider du sort de la nation. Les partis sunnites libéraux émergents comme l'Assemblée de démocrates indépendants d'Adnan Pachachi, le Parti des Irakiens du Président Ghazi al-Yaouar ou le vieux Parti national démocratique reconstitué de Nasser Kamel al-Chaderchi n'auront pas la tâche aisée pour trouver des partisans dans un milieu sunnite conditionné de longue date par une culture antidémocratique.

Les dirigeants traditionnels de la minorité arabe sunnite, qui représente environ 17% de la population irakienne, ne semblent pas réaliser encore que le temps de leur domination absolue du pays au nom du nationalisme panarabe est révolu, que s'ils veulent préserver l'unité de l'Irak ils doivent accepter le jeu démocratique. Leur seule option raisonnable serait de s'adapter aux nouvelles réalités en adhérant au projet d'un Irak fédéral et laïque afin de s'associer aux Kurdes pour équilibrer le poids des chiites. Sinon, la persistance des violences des groupes sunnites soutenus par des pays arabes voisins pourrait finir par exaspérer les chiites et les Kurdes et conduire à l'éclatement de l'Irak.

Organisées dans un climat d'insécurité, dans un pays occupé, ne disposant encore ni d'une administration compétente ni même de registres électoraux fiables, les élections irakiennes seront certaine-

ment imparfaites. Le mode de scrutin choisi – la proportionnelle intégrale considérant l'Irak comme une seule circonscription – aura l'avantage de permettre à de nombreux courants d'être représentés au Parlement et de donner ainsi une image aussi fidèle que possible de la physionomie politique du pays. Mais ce mode équitable a aussi pour corollaire la dispersion des voix avec le risque d'aboutir à une Assemblée difficile à gouverner qui sera contrainte de développer une culture de compromis comme les Italiens ont su le faire pendant des décennies.

Une Assemblée irakienne élue dans des conditions raisonnables de régularité et reconnue comme légitime par les principaux partis irakiens sera une chance à la fois pour les Irakiens, pour la coalition et pour l'ONU. Les premiers pourront ainsi prendre enfin en main leur destin, après tant de décennies de dictature et de souffrance. Les Américains et leurs alliés pourraient aussi se targuer d'avoir apporté la démocratie à l'Irak et disposer aussi d'une stratégie de sortie honorable. L'ONU, qui a fixé le calendrier des élections et de la transition, pourrait mobiliser davantage ses membres, y compris les pays longtemps récalcitrants comme la France et l'Allemagne, pour accompagner la tâche de la stabilisation et de la reconstruction de l'Irak. Le pari d'un Irak démocratique et stable, qui est dans l'intérêt de toutes les démocraties, ne peut être gagné que si elles agissent de concert. ◀